PIERRE HAGMANN

L'adhésion de la Chine à l'OMC:

De différents discours tenus dans le monde chinois

MEMOIRE DE LICENCE
DIRECTRICE DE MEMOIRE: PROFESSEURE ELLEN HERTZ
FACULTE DES LETTRES
DEPARTEMENT DE CHINOIS
UNIVERSITE DE GENEVE

GENEVE ET SIERRE / SEPTEMBRE 2000

Remerciements

Un grand merci aux personnes qui m'ont apporté leur aide précieuse, soit:

Prof. Ellen Hertz, Université de Lausanne
Prof. Joseph Bosco, Université chinoise de Hong Kong
Prof. Jean-François Billeter, Université de Genève
Prof. Nicolas Zufferey, Université de Genève

Ainsi qu'à

Ma Li, Université de Nanjing
Hu Yanni, Université normale de Nanjing
Ying Ying, Université de Nanjing
Wong, Université Fudan de Shanghai

REPERTOIRE DES ABREVIATIONS

ADPIC	Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AELE	Association européenne de libre-échange
AFL-CIO	*American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations*
AGCS	Accord général sur le commerce des services
ANASE	Association des nations de l'Asie du sud-est
ATI	Accord sur les technologies de l'information
BNT	Barrière non-tarifaire
CEE	Communauté économique européenne (devenue l'UE)
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FMI	Fonds monétaire international
GATT	*General Agreement on Tariffs and Trade* (L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
G-8	Groupe des huit
MFN	*Most Favored Nation*
NPF	Clause de la nation la plus favorisée
OIC	Organisation internationale du commerce
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
PCC	Parti communiste chinois
PNTR	*Permanent Normal Trading Relations* (Relations commerciales normales permanentes)
RMB	Renminbi, appellation de la monnaie chinoise
RPC	République populaire de Chine
UE	Union Européenne
WTO	*World Trade Organization*

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION 1

1.1. ADHÉRER À L'OMC: L'HEURE D'UN BILAN GLOBAL POUR LA CHINE 2
1.2. DE L'INSTANTANÉ AUX DYNAMIQUES HISTORIQUES 4
1.3. LA MONDIALISATION DES DISCOURS ÉCONOMIQUES ACTUELS 8
1.4. AMBITIONS ET LIMITES DE CE TRAVAIL 9

2. RACINES DE L'OMC: HISTORIQUE D'UN DEMI-SIÈCLE DE COMMERCE INTERNATIONAL ET DE SA GESTION 12

2.1. DE L'AVORTEMENT DE L'OIC À L'ENFANTEMENT DU GATT 12
2.2. LE GATT, DE 1948 À 1994 13
2.3. DU GATT À L'OMC: LA NÉCESSITÉ DU CYCLE D'URUGUAY (1986-1994) ET LA CRÉATION DE L'OMC 14
2.4. L'OMC 15

3. L'ADHÉSION DE LA CHINE À L'OMC: DE LA SITUATION DE LA CHINE DANS SES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DU COMMERCE INTERNATIONAL 19

3.1. HISTORIQUE D'UNE ADHÉSION CHINOISE À REBONDISSEMENTS, DU GATT À L'OMC 19
3.2. LE PROCESSUS D'ADHÉSION À L'OMC ET LA SITUATION CHINOISE ACTUELLE 20

4. PREMIER CHAPITRE: LE DISCOURS OFFICIEL SUR L'ADHÉSION DE LA CHINE À L'OMC 23

4.1. LA PARTICIPATION À L'OMC COMME PANACÉE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, LE DARWINISME SOCIAL ET LE COMMERCE INTERNATIONAL 23
4.1.1. Texte 1 24
4.1.1.1. Traduction 24
4.1.1.2. Commentaire 25
4.2. LA DIALECTIQUE DES AVANTAGES ET DES INCONVÉNIENTS 30
4.2.1. Texte 2 31
4.2.1.1. Traduction 31
4.2.1.2. Commentaire 33
4.2.2. Texte 3 35
4.2.2.1. Traduction 35
4.2.2.2. Commentaire 38
4.3. MAIS ENCORE: MARX ET L'OMC; UN ARSENAL D'ARGUMENTS; UNE PROPAGANDE POUR INFORMER 39

5. DEUXIÈME CHAPITRE: REMISES EN QUESTION IMPLICITES EN CHINE CONTINENTALE DE LA POLITIQUE OFFICIELLE SUR L'OMC 43

5.1. RÉFUTATION DE LA DIALECTIQUE DES AVANTAGES ET DES INCONVÉNIENTS 43
5.1.1. Texte 4 (première partie): 44

5.1.1.1. Traduction 44
5.1.1.2. Commentaire 47
5.1.2. Texte 4 (deuxième partie): 48
5.1.2.1. Traduction 48
5.1.2.2. Commentaire 50
5.1.3. Texte 4 (troisième partie): 51
5.1.3.1. Traduction 51
5.1.3.2. Commentaire 53
5.2. UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INADÉQUATE, UNE PRÉPARATION INSUFFISANTE 54
5.2.1. Texte 5: 55
5.2.1.1. Traduction 55
5.2.1.2. Commentaire 59
5.3. L'OMC REMISE EN CAUSE PAR LA THÉORIE DE L'INFÉRIORITÉ STRUCTURELLE 60
5.3.1. Texte 6: 61
5.3.1.1. Traduction 61
5.3.1.2. Commentaire 63
5.4. CONCLUSION 64
6. TROISIÈME CHAPITRE: TRAITEMENT DE L'INFORMATION "À LA CHINOISE" 66
6.1. DE LA PRESSE EN CHINE ET DE SON RÔLE DE SURVEILLANCE 66
6.2. LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS DE L'ADHÉSION À L'OMC, UN SUBTIL DOSAGE 70
6.2.1. Texte 7: 71
6.2.1.1. Traduction 71
6.2.1.2. Commentaire 72
6.3. LE BRÉVIAIRE DE LA PROPAGANDE DE L'ADHÉSION À L'OMC 74
6.3.1. Texte 8: 75
6.3.1.1. Traduction 75
6.3.1.2. Commentaire 78
6.4. RÉACTION INDIGNÉE À HONG KONG 81
6.4.1. Texte 9: 82
6.4.1.1. Traduction 82
7. QUATRIÈME CHAPITRE: LA PRESSE DE HONG KONG LÈVE LE VOILE SUR LES LUTTES POLITIQUES INTERNES 85
7.1. LA TRAME DES OPPOSITIONS À L'ADHÉSION 86
7.2. DES LUTTES DE FACTIONS À LA CRITIQUE LIBÉRALE D'UN ETAT CORROMPU ET OBSOLÈTE 92
7.2.1. Texte 10: 92
7.2.1.1. Traduction 92
7.2.1.2. Commentaire 95
7.3. DES RÉUNIONS SPÉCIALES AU BUREAU POLITIQUE ET DE L'EXISTENCE DE QUELQUES RAPPORTS INTERNES RÉVÉLATEURS 98
7.3.1. Texte 11: 98
7.3.1.1. Traduction 98

7.3.1.2. Commentaire 101
7.4. Trio vocal en "OMC majeur" 105
7.4.1. Texte 12: 105
7.4.1.1. Traduction 105
7.4.1.2. Commentaire 107
8. CINQUIÈME CHAPITRE: PRISES DE POSITIONS DE DISSIDENTS, DES ARGUMENTATIONS DIFFÉRENTES 111
8.1. Les réformes politiques d'abord, l'adhésion ensuite 112
8.1.1. Texte 13: 112
8.1.1.1. Traduction 112
8.1.1.2. Commentaire 114
8.1.2. Texte 14: 115
8.1.2.1. Traduction 115
8.1.2.2. Commentaire 116
8.2. L'OMC, véhicule de germes réformateurs et espoir pour un avenir politique meilleur 120
8.2.1. Texte 15: 121
8.2.1.1. Traduction 121
8.2.1.2. Commentaire 122
9. CONCLUSION 123
10. BIBLIOGRAPHIE 128
11. ANNEXES 136
11.1. Annexe 1: Deux Textes sur le besoin réciproque qui lie la Chine et l'OMC 136
11.1.1. Texte 16 136
11.1.2. Texte 17 137
11.2. Annexe 2: Texte sur les trois principes de l'adhésion chinoise 137
11.2.1. Texte 18: 137
11.3. Annexe 3: Tableau des impacts industriels prévus 140
11.4. Annexe 4: Les textes sources 141

1. INTRODUCTION

Voilà quatorze années que la Chine a fait savoir au monde qu'elle désirait rejoindre le GATT. Le processus de cette intégration n'a pourtant véritablement pris son essor qu'en avril 1999, lorsque, pour franchir l'obstacle politique incontournable d'un accord bilatéral avec les Etats-Unis, le premier ministre chinois Zhu Rongji relança des négociations qui s'enlisaient. Il se rendit alors à Washington, tout en annonçant que son pays était prêt "aux plus grandes concessions" pour accéder à l'OMC. Les deux parties accomplirent effectivement de grands progrès, et bien que, au dam de la Chine, la partie américaine préférât ne pas accepter les offres qui lui furent faites, un nouveau tour de négociations fut prévu pour les semaines suivantes. Pourtant, le 8 mai 1999, trois missiles de croisière largués par un appareil de l'US Air Force sur l'ambassade chinoise à Belgrade en décidèrent autrement, puisqu'ils firent du partenariat sino-américain la principale "victime collatérale" de ce malheureux bombardement. Malgré l'extraordinaire ampleur de la réaction chinoise, le gel des relations sino-américaines ne fut cependant que de courte durée. En effet, dès septembre de la même année, les négociations reprirent, et le 15 novembre 1999, l'accord sino-américain fut signé. Le 19 mai 2000, c'est l'accord sino-européen qui fut conclu. Les percées remarquables réalisées depuis une année dans le périlleux parcours de négociations de la Chine laissent donc présager une adhésion imminente à l'OMC.

L'approche de cette adhésion est loin de passer inaperçue en Chine. En effet, les enjeux sont à la fois multiples et considérables. Il s'agit non seulement de la participation à une organisation de commerce international, mais principalement de la décision d'orienter quasi irrévocablement la Chine dans son évolution politico-économique pour les années à venir, et par conséquent de l'exposer à une nouvelle vague de réformes dont les impacts sociaux risquent d'être importants. A des degrés divers, tous les pans de la société chinoise devraient ressentir les effets de cette adhésion.

Face à l'ampleur des problématiques que l'adhésion de la Chine à l'OMC génère, l'ambition de ce mémoire reste modeste. Cette étude se borne à donner un petit aperçu des discours tenus actuellement en Chine et dans les milieux chinois d'outre-mer sur le sujet, au travers de la traduction de quinze articles. Ces textes proviennent de publications de Chine continentale, de Hong Kong et des Etats-Unis. Même s'il est évident qu'ils ne prétendent aucunement à l'exhaustivité, ils se veulent, par la diversité de leur provenance géographique et politique, représentatifs des principaux propos et arguments aujourd'hui tenus sur ce sujet. Ce qui nous intéresse, c'est la manière dont les différents acteurs chinois conçoivent ces évènements et argumentent leurs positions. Ainsi, par la traduction de ces 15 articles, nous désirons suggérer au lecteur la variété de ton adopté, exposer les différentes opinions défendues, ainsi qu'évoquer les multiples problématiques que leur lecture soulève. Ce travail, de par sa structure, construit une petite mosaïque qui offrira au lecteur un regard original sur le monde chinois d'aujourd'hui.

Préalablement à cette étude, nous proposons dans cette introduction de fournir une toile de fond utile à une bonne appréhension de l'analyse de ces discours, en évoquant le bilan global que cette adhésion suscite en Chine ainsi qu'en expliquant les dynamiques historiques dans lesquelles cet

événement s'inscrit. Enfin, nous introduirons une distance critique en soulignant la mondialisation des discours économiques actuels à laquelle la Chine n'échappe pas.

1.1. Adhérer à l'OMC: l'heure d'un bilan global pour la Chine

La Chine, en adhérant à l'OMC, marque une nouvelle étape dans ses réformes économiques. En se joignant à un collectif de plus de 136 pays, elle décide de lier contractuellement le destin de son économie à celui du libre échange et de la mondialisation, et d'ouvrir ainsi son marché à la forte compétition internationale. Il s'agit là d'un tournant décisif de l'histoire immédiate chinoise aux conséquences complexes et difficilement prévisibles. Pour ce pays, il n'est donc pas question de sous-estimer un pareil engagement envers la communauté commerciale internationale. En conséquence, en Chine, on assiste depuis un peu plus de deux ans environ à l'émergence d'un large engouement pour la question de l'adhésion à l'OMC. Une nouvelle littérature, très abondante, fait ainsi son apparition: les rayons des librairies se remplissent de nombreux d'ouvrages sur le sujet et les journaux et les revues y consacrent d'innombrables articles. Les autres médias s'en emparent également: les débats télévisés et radiophoniques sont récurrents, des sites internet avec forum de discussion se font jour et du matériel audiovisuel est mis en vente. Cette forte médiatisation témoigne de l'importance qui est donnée à l'événement: l'OMC est aujourd'hui omniprésente en Chine. Par l'ampleur de ce phénomène, la société chinoise procède à un bilan global.

Toutefois, en Chine continentale, la présence de la censure limite considérablement la liberté d'expression. Par conséquent, loin d'être une introspection profonde et véritable de la Chine, ce bilan global est principalement contrôlé par Pékin qui aligne les canaux d'informations sur son orientation politique. Ainsi, sous le regard de Pékin, la Chine s'ausculte, se palpe, établit des diagnostiques et se prescrit différents traitements. Voici les principales facettes de ce bilan global.

sur le tissu socio-économique chinois

Par une participation au commerce international géré par l'OMC, l'ensemble du tissu socio-économique de la société chinoise est appelé à subir d'importantes restructurations et la vie de l'ensemble de la population chinoise en sera affectée. Par conséquent, le bilan effectué sur ce domaine est le plus large et le plus présent en Chine continentale. Pourtant, il pêche par manque d'objectivité, puisqu'il s'agit d'un bilan socio-économique officiel, destiné à expliquer aux Chinois le bien fondé de l'adhésion à l'OMC ainsi qu'à les rassurer sur leur avenir. Ce bilan s'incarne dans les abondantes analyses, études et commentaires économiques, réalisés par des pléiades de scientifiques, d'experts, de fonctionnaires, d'Universités, d'Instituts et autres départements étatiques, où chaque enjeu, chaque branche et chaque secteur de la société chinoise est passé au peigne fin, évalué à la lumière des vingt ans de politique de réformes et d'ouverture, et projeté dans un avenir commercial envisagé sous l'égide de l'OMC.

sur le régime politique chinois

Face à de tels enjeux socio-économiques, l'édifice politique lui-même peine à garder sa cohésion. La question sur l'adhésion de la Chine à l'OMC agit comme un révélateur sur l'appareil politique et l'importance du problème échauffe les dissensions qui le parcourent et les laisse transparaître. Confrontée à cette situation, l'élite dirigeante semble soucieuse pour son avenir. En effet, l'intégration à l'OMC, par l'ouverture qu'elle implique, présage de profonds changements

économiques, mais risque également d'exacerber les contradictions entre un Etat obsolète et corrompu et une société de plus en plus diversifiée. Cette situation pourrait trouver son expression dans des dissensions au sein du Parti toujours plus avivées entre réformateurs et conservateurs, allant jusqu'à paralyser l'action gouvernementale et menacer la stabilité politique et sociale du pays. Ce sont là, du moins, des préoccupations que l'élite dirigeante formule dans le bilan auquel elle procède.

Là où la liberté d'expression est garantie, comme à Hong Kong, le bilan sur le système politique chinois, effectué dans le cadre des discours tenus sur l'adhésion chinoise à l'OMC, est beaucoup plus explicite et présent qu'en Chine continentale. La société civile se charge elle-même de le faire: l'action et la légitimité du régime chinois sont le plus souvent profondément remises en question, et le constat de la nécessité de réformes économiques couplées de réformes politiques significatives est renouvelé.

sur l'OMC

En Chine, la perspective de l'adhésion à l'OMC est aussi une occasion d'entreprendre un bilan de l'organisation qui placera le pays en situation de forte interdépendance économique. Le système commercial multilatéral actuel est ainsi évalué, son évolution historique retracée, la portée de son action appréciée, son arsenal législatif examiné et ses défauts soulignés. Ce bilan chinois sur l'OMC se concentre particulièrement sur le sort que les grandes puissances économiques réservent aux pays en développement, statut économique dont est qualifié la Chine.

sur les ambitions internationales de la Chine

La question de l'adhésion à l'OMC permet également à la Chine de faire le point sur la place qu'elle occupe sur les scènes régionale et mondiale, ainsi que sur ses ambitions internationales. Au regard de sa prétention à être reconnue comme une grande puissance politique, la Chine, qui appartient à l'heure actuelle à 1100 organisations intergouvernementales et non-gouvernementales, juge indigne de ne pas devenir membre de l'OMC. Sur le plan international, se positionnant comme le chef de file des pays en développement, la Chine déclare qu'une adhésion lui permettra de réaliser l'ambition de regrouper ces pays en un bloc suffisamment fort pour tenir tête à ce qu'elle dénonce comme la domination économique des pays industrialisés, et de rendre les règles du jeu du commerce international plus équilibrées. Sur le plan régional, l'adhésion à l'OMC est aussi l'opportunité pour la Chine de s'affirmer comme un acteur économique fort, et une occasion de réitérer ses volontés irrédentistes sur sa "province rebelle" Taïwan. Enfin, sur le plan commercial, l'accession au commerce international permet à la Chine d'offrir des débouchés conséquents à ses exportations, en leur ouvrant le marché mondial.

et sur la perception de la Chine à l'étranger

Le bilan "sur la perception de la Chine à l'étranger" est un bilan qui s'effectue en interaction entre la Chine et l'étranger. D'une part, à l'étranger, le débat fait rage entre opposants et partisans de la candidature chinoise à l'OMC, et, d'autre part, la Chine réagit à ces débats en s'efforçant de donner une bonne image d'elle-même pour rassurer ses détracteurs.

A l'étranger, pour certains, l'adhésion chinoise à l'OMC apparaît comme un moyen d'intégrer davantage la Chine à la communauté internationale et de mieux pouvoir la contrôler. Pour d'autres, une libéralisation économique constitue la prémisse de la libéralisation politique chinoise. Pour les milieux d'affaire internationaux, il difficilement envisageable que la mondialisation économique

reste orpheline du plus grand marché du monde composé d'un milliard deux cents cinquante millions de consommateurs. Cependant, en dépit de ces opinions favorables à l'intégration de la Chine à l'OMC, beaucoup ne se réjouissent guère de la perspective de l'adhésion de ce poids lourd démographique et économique, se réclamant d'obédience communiste et au passé récent tumultueux. En effet, les multiples critiques et peurs qu'il provoque suscitent actuellement hors de ses frontières de nombreuses discussions et oppositions.

La Chine a tout à fait conscience des craintes qu'elle véhicule et des oppositions qu'elle soulève. Elle les désigne par "la théorie de la menace chinoise", contre laquelle elle lutte de manière active. Créer une bonne image de la Chine à l'étranger, en s'efforçant de ménager les sensibilités de ses partenaires internationaux, est donc un facteur dont le gouvernement chinois tient compte dans sa politique, et notamment dans la gestion du discours officiel qu'il tient sur l'adhésion à l'OMC.

1.2. De l'instantané aux dynamiques historiques

Par les multiples fenêtres qu'ils ouvrent sur le monde chinois d'aujourd'hui, tous ces bilans effectués dans la perspective de l'adhésion chinoise à l'OMC donnent une sorte d'instantané figeant la Chine dans son état actuel de développement. Pourtant, cette adhésion nous offre également une vision dynamique de l'évolution contemporaine du pays, puisqu'elle se trouve à la croisée de nombreuses perspectives historiques. Nous en citerons ici trois, afin de mieux inscrire cet événement dans l'histoire et d'approfondir sa compréhension:

La Chine et ses relations avec le GATT et l'OMC

Le premier ancrage historique envisageable est celui de la Chine et ses relations avec le GATT et l'OMC, avec en toile de fond le problème de la place de la République populaire de Chine dans l'ordre mondial. Nous développerons cette thématique ultérieurement, sous le point 3 de ce travail.

Historique des liens entre le commerce international et la Chine

Une seconde perspective est celle de la Chine et de son histoire du commerce international. Sans vouloir remonter jusqu'à l'ouverture de la Route de la Soie au 2^{e} siècle av. J.-C., rappelons les circonstances qui, il y a plus d'un siècle et demi, amenèrent les chinois à devoir s'intégrer au commerce international. Cette expérience trouve son fondement dans l'expansionnisme commercial de la politique des puissances occidentales au 19^{e} siècle, qui, au nom de "la protection de la liberté de commerce"[1], eurent recours à la diplomatie des canonnières pour ouvrir l'Empire du Milieu demeurant jusque là obstinément imperméable à l'importation à grande échelle de leurs marchandises: ce furent les deux guerres de l'opium (1839-1842; 1857-1860). Cette "ouverture" des années 1840-1860 brisa les barrières diplomatiques et les restrictions commerciales dont s'entourait l'isolement chinois jusqu'alors. Les traités inégaux qui en résultèrent assurèrent la libre circulation des biens (et de l'opium notamment), plafonnèrent les tarifs douaniers à 5%[2], et exemptèrent les marchandises étrangères des octrois intérieurs. Inutile de préciser que ces deux dernières mesures noyèrent totalement le marché chinois sous les marchandises étrangères. En nombre sans cesse croissant, d'autres traités achevèrent d'ouvrir les ports chinois au commerce et à l'industrie étrangers.

---

[1] Su Kaiming, *La Chine moderne: histoire thématique: 1840-1893*, p.24.

[2] Ce qui est extrêmement bas. En comparaison, la Chine, pour se préparer à adhérer à l'OMC, a baissé en 1996 ses droits de douane de 35% à 23,4% (moyenne non pondérée). *Cf.* Françoise Lemoine, "Pourquoi la Chine veut-elle adhérer à l'OMC?".

La Chine fut ainsi transformée en un marché international où les puissances occidentales se partageaient les parts de bénéfice. Mise sous tutelle politique, la Chine fut réduite à l'état de "colonie en co-propriété"[3], et c'est dans ces circonstances qu'elle eut à subir sa première véritable expérience, douloureuse et humiliante, du commerce international de grande envergure: "La Chine a cessé d'être le Pays du milieu et l'Empire universel. Intégrée de force, par les guerres d'ouvertures du 19e siècle, au système mondial, elle ne joue dans ce système qu'un rôle passif. L'initiative lui échappe presque toujours. Elle se contente de réagir aux événements en essayant de préserver ses intérêts. Plus qu'un acteur des échanges internationaux, elle en devient un objet."[4]

Sans s'aventurer dans les méandres complexes que l'histoire chinoise connut depuis lors, notons une date, celle des renonciations: en 1943, en pleine Deuxième Guerre mondiale, le Japon, l'Angleterre, la France et les Etats-Unis abandonnèrent leurs privilèges d'exterritorialité, par l'abolition des concessions des ports ouverts. Puis, dès 1949, la Chine s'enferma dans son entreprise communiste au sein d'une quasi-autarcie, que Deng Xiaoping parviendra à briser en 1978 seulement. Vu au travers de ce prisme historique, l'adhésion à l'OMC représente pour la Chine la première occasion de s'intégrer dans le commerce international par le biais d'une organisation gérée au moyen d'un cadre légal reconnu et accepté de tous ses membres, et qui considère le principe de non-discrimination[5] comme l'un de ses piliers fondateurs. Cette adhésion se fait sur sa propre initiative, et elle la mène à bien sur la base d'un processus de négociations où, en tant que pays souverain à part entière, elle est en mesure de traiter d'égal à égal avec ses interlocuteurs.

L'adhésion à l'OMC ou la deuxième étape phare des réformes économiques

Après les relations de la Chine avec le GATT et l'OMC, l'histoire du commerce international et la Chine, la troisième dynamique historique dans laquelle peut être inscrite l'adhésion de la Chine à l'OMC est celle des réformes.

a) 1978: coup d'envoi des réformes

"Toujours associée à l'impératif de modernisation, la réforme est un phénomène récurrent en Chine depuis la fin du 19e siècle. La faiblesse militaire et économique de l'empire avait alors ruiné les prétentions de la Chine à une quelconque supériorité culturelle, qui avait pourtant été à la base du développement de sa civilisation pendant des siècles. Le dilemme des réformateurs chinois a peu varié depuis lors, sinon dans sa formulation du moins dans son contenu: comment combiner le "principe" chinois - 体 *ti* - et la science et les techniques occidentales considérées seulement comme "applications" - 用 *yong* ? Ce cadre conceptuel a servi de matrice aux différentes tentatives de réformes qui se sont succédées depuis."[6] D'ailleurs, les réformes menées depuis 20 ans en Chine, en opérant une ouverture du pays sur une quête de modernité économique, ne dérogent pas à cette règle par la singularité du système "aux couleurs chinoises" - 有中国特色的 *you zhongguo tesede* - qu'elles ont instauré.

En décembre 1978, la réunion du IIIe plénum du XIe Comité central consacre le retour, au plus haut de l'échelle politique, de Deng Xiaoping, qui, par son pragmatisme et le lancement de sa

---

[3] Yves Chevrier, *La Chine moderne*, p.12.
[4] Sous la direction de Marie-Claire Bergère, Lucien Bianco et Jürgen Domes, *La Chine au XXe siècle: D'une révolution à l'autre, 1895-1949*, p. III.
[5] Pour plus d'amples détails sur ce point, *cf.* p. 16 de ce travail.
[6] François Gipouloux, *La Chine vers l'économie de marché? La longue marche de l'après-Mao*, p. 37.

politique des Quatre modernisations, va rompre avec la tradition maoïste de développement économique volontariste qui avait asphyxié le pays. Sa reprise du pouvoir constitue le véritable coup d'envoi des réformes économiques, destinées à extirper la Chine de son traumatisme dû aux dix années de chaos de la Révolution culturelle (1966-1976).

Nous ne voulons pas entrer dans les détails des 20 ans de réformes qui, au travers d'un véritable faisceau de mesures touchant tant à l'agriculture, aux différentes branches de l'industrie, aux finances publiques qu'au commerce extérieur, ont véritablement remodelé le paysage socio-économique chinois, et amené la mise sur pied de la dénommée "économie socialiste de marché". Contentons-nous ici d'observer brièvement les grands traits de l'évolution et de la stratégie d'ouverture du commerce extérieur chinois, puis de définir l'ampleur de la portée économique de l'adhésion chinoise à l'OMC, en survolant les résultats de simulations réalisées sur ce sujet, et cela dans le but de démontrer que le terme de "seconde étape majeure des réformes" est justifié.

b) La politique de la "porte ouverte" et des progrès du commerce extérieur

Dès 1978, la Chine, après une longue période de repli, se déclare désormais ouverte aux échanges avec le monde extérieur, désireuse d'attirer technologies et capitaux étrangers, et en ayant pour ambition à moyen terme de devenir un acteur prépondérant du commerce international. Cet objectif de la réinsertion dans le marché mondial a été nommé la politique de la "porte ouverte"[7]. Rapidement, il s'est avéré que ce processus d'ouverture dépendait aussi du rythme des réformes intérieures. En effet, à de nombreuses reprises, la Chine a tenté d'accélérer ses réformes dans le secteur du commerce extérieur et de l'investissement étranger, mais elle s'est à chaque fois heurtée à de nombreux obstacles inhérents au système traditionnel qui régissait l'économie intérieure. Ainsi le processus d'intégration dans l'économie mondiale n'a pu se faire que parallèlement à un important processus de réformes économiques internes. Les profonds changements que toutes les réformes entraînèrent portèrent rapidement leurs fruits, et la progression du commerce extérieur chinois s'avéra fulgurante. La Chine, de 1978 où elle occupait la 32^{e} place dans le classement des puissances commerciales, s'est hissée au 9^{e} rang en 1999[8]. Aujourd'hui, les dirigeants chinois espèrent que l'adhésion à l'OMC permettra de continuer cette ascension en redonnant un second souffle réformateur à la croissance économique. Mais cette nouvelle étape ne peut se réaliser sans passer par une redéfinition de la stratégie d'ouverture inaugurée par la politique de "la porte ouverte".

c) L'adhésion à l'OMC ou l'accélération des réformes: la fin d'une ouverture sélective

Comme nous l'explique Françoise Lemoine[9], depuis 1979, la stratégie d'ouverture de la Chine a été sélective: cela signifie qu'elle a été caractérisée par la promotion des exportations associée à une protection du marché intérieur. Suivant un modèle emprunté aux nouveaux pays industrialisés d'Asie, la Chine a maintenu des barrières tarifaires et non-tarifaires relativement élevées, tout en évitant, grâce à des régimes particuliers, que cette protection ne pénalise ses industries exportatrices. D'un côté, cette politique dualiste a favorisé la création d'industries extraverties extrêmement dynamiques, reposant sur la transformation de produits importés. De l'autre, elle a maintenu le taux de pénétration des importations sur le marché intérieur à un niveau relativement faible, réservant aux entreprises chinoises la majeure partie de l'approvisionnement du marché chinois. La politique à

---

[7] Hochraich Diana, *La Chine de la révolution à la réforme*, p.146.
[8] Pierre Haski, Pascal Riché et Alexandra Schwartzbrod, "Quand la Chine commercera".
[9] Françoise Lemoine, *op. cit.*

l'égard des investissements étrangers a été, elle aussi, sélective: différents dispositifs les ont orientés vers les industries exportatrices.

Mais la donne est en train de changer. En effet, dans la perspective de son adhésion à l'OMC, la Chine s'est engagée dans de difficiles négociations concernant des domaines où les enjeux sont importants, car ils risquent de briser cette stratégie d'ouverture sélective. Les concessions négociées bilatéralement dans le cadre de l'adhésion chinoise à l'OMC seront étendues à tous les pays-membres de l'organisation, et chaque partenaire s'efforce d'obtenir l'ouverture la plus large du marché chinois dans les secteurs où il a les plus fortes capacités d'exportation et d'investissements. Les accords clés qui jalonnent le parcours de la Chine dans son accession à l'OMC, tels que l'accord sino-américain ou sino-européen, ont notamment marqué des pas décisifs dans ce processus de négociation et d'ouverture plus complète du marché chinois[10]. Afin d'anticiper la transition que l'adhésion signifiera dans le processus des réformes menées depuis 1978, la Chine a déjà procédé à une réduction de ses tarifs douaniers, en particulier depuis 1996. La nouvelle voie sur laquelle la Chine s'est engagée marque donc la fin progressive de cette stratégie d'ouverture sélective: lorsque les portes de l'OMC s'ouvriront à la Chine, celle-ci, en contrepartie, devra ouvrir de manière conséquente celles de secteurs jusqu'à présent fermées ou simplement entrouvertes à la concurrence étrangère. Comme nous allons le développer dans le point suivant, il est considéré en général que cette ouverture des frontières aura notamment des effets dévastateurs sur les secteurs non-compétitifs, mais l'Etat espère les compenser par l'injection massive de capitaux étrangers qui devrait se produire.

d) Adhérer à l'OMC: prévisions de coûteuses réallocations inter-sectorielles pour un assainissement économique à long terme

Cette libéralisation des échanges a donc un coût qui, pour une économie marquée par des spécialisations sectorielles comme celle de la Chine, se mesure en déplacement des ressources entre secteurs à l'intérieur du pays. La Chine doit transférer ses facteurs de production vers les industries dans lesquelles elle a un avantage comparatif, et abandonner les secteurs dans lesquels elle a un désavantage et qui sont l'objet de la concurrence des importations. L'expansion des échanges extérieurs de la Chine s'est fondée sur ses avantages comparatifs dans les industries de main-d'œuvre. Elle a conservé des atouts dans le textile-habillement (20% de ses exportations en 1999) et, grâce à sa participation à la segmentation internationale des processus productifs, elle en a acquis d'autres en aval de plusieurs industries nouvelles (le matériel électrique et électronique représentent 22% de ses exportations).

Diverses estimations ont été réalisées sur l'impact macroéconomique et sectoriel d'une libéralisation des échanges extérieurs. Les résultats diffèrent en fonction des hypothèses de libéralisation commerciale retenues, mais tous mettent en évidence l'impact positif, sur la croissance économique, des réallocations de ressources vers les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, au détriment des productions intensives en ressources naturelles ou des industries à fort besoin de

[10] Ces accords prévoient du côté chinois principalement une baisse des tarifs douaniers, l'élargissement des quotas d'importations agricoles et la suppression des restrictions quantitatives aux importations de produits industriels, ainsi qu'une ouverture des services aux investissements étrangers. L'accession à l'OMC permettra en retour la suppression à l'étranger sur les quotas textiles chinois à l'horizon 2005. Pour Françoise Lemoine, l'ouverture du marché chinois et l'accentuation des spécialisations économique de la Chine renforcera ses complémentarités économiques et commerciales avec les pays développés: le Japon, l'Union européenne et les Etats-Unis, premiers fournisseurs du pays, seront les principaux bénéficiaires de l'expansion de la demande chinoise de biens industriels à forte intensité en capital et en technologie ainsi que de produits agricoles. (Françoise Lemoine, *op. cit.*)

capital. Selon ces prévisions, le grand gagnant de l'intégration à l'OMC est le secteur textile-habillement: l'abolition en 2005 des quotas textiles favorise les exportations, et l'expansion de la production de produits finis entraîne aussi celle de produits intermédiaires. Les industries alimentaires bénéficient, elles, de la baisse des coûts d'importation sur les produits agricoles. Les perdants sont les producteurs de céréales et autres grandes cultures en raison de la forte expansion des importations, ainsi que la plupart des industries mécaniques. Ces secteurs, relativement intensifs en capital ou technologie, qui se sont développés à l'abri des protections douanières, subissent de plein fouet, avec l'ouverture du marché chinois, la concurrence des produits importés. Outre ces impacts sur l'industrie chinoise[11], l'ouverture des services aux investissements étrangers au cours des cinq années qui suivront l'accession vont aussi exposer à la concurrence étrangère des secteurs jusqu'ici très protégés (commerce et distribution, télécommunications, banques et assurances), entraînant des restructurations de grande envergure.

Mais les résultats de ces simulations restent des prévisions sur un sujet extrêmement complexe et doivent par conséquent être interprétés avec beaucoup de précaution. Par ailleurs, il faut nuancer ces simulations qui ne donnent une image de la situation qu'en termes d'ajustements industriels, et dont les coûts sociaux et économiques totaux ne sont pas pris en compte. Pourtant, ceux-ci seront inévitables et importants: les pertes d'emploi viendront aggraver le chômage déjà source de tensions sociales, et des transferts important seront nécessaires pour indemniser ou soutenir les régions et les catégories sociales les plus affectées.

La Chine, consciente de ces sacrifices et réajustements douloureux, attend des effets bénéfiques sur sa croissance à moyen terme, et un assainissement de son économie à long terme. L'entrée dans l'OMC se profile donc comme la deuxième étape phare des réformes, et apparaît comme un moyen de relancer et d'accélérer les restructurations économiques jugées nécessaires à la modernisation du pays.

1.3. La mondialisation des discours économiques actuels

Maintenant que nous avons souligné l'ampleur que la question de l'adhésion à l'OMC prend dans le monde chinois actuel par l'évocation du bilan global auquel il procède, et que nous avons montré que cette adhésion se trouve au carrefour de perspectives historiques significatives, il est ici nécessaire, avant de véritablement commencer l'analyse de discours proprement dite, d'introduire enfin une distance critique qui s'applique à l'ensemble de cette étude. Précisons ainsi que les discours tenus actuellement en Chine populaire sur l'adhésion à l'OMC n'ont, sur le fond, rien de particulièrement chinois. Nous entendons par-là que dans ses discours, la Chine a recours à une analyse économique qui n'a rien de particulièrement chinoise, puisqu'elle se rallie au discours dominant qui, tenu un peu partout sur le globe, argue de la nécessaire et bénéfique mondialisation, au sein de laquelle chaque entité économique est appelée à trouver sa place. La Chine ne se démarque donc plus, comme c'était encore le cas dans un passé récent, par une analyse économique spécifiquement marxiste, mais s'aligne désormais sur la rhétorique internationale dominante.

[11] Pour plus d'informations sur les prévisions de l'évolution du tissu industriel chinois, nous renvoyons le lecteur au Tableau mis en annexe 11.3.

Cette illustration de la mondialisation des discours économiques qu'apporte le cas chinois semble conforter la thèse du sinologue Jean-François Billeter au sujet d'un "monde unifié" par la raison économique, raison économique qui aurait progressivement eu raison de toutes les sociétés. Ainsi "la société chinoise est désormais soumise à la même logique économique que la nôtre" écrit-il, elle n'a donc "fondamentalement plus d'autres perspectives qu'un développement conçu en termes purement économiques"[12], et les discours qui y prédominent sont les mêmes qu'ailleurs. Cette thèse permet au sinologue de clarifier le paradoxe suivant: "La Chine est de plus en plus présente dans le monde. En même temps, elle en est comme absente. Nous n'entendons pas sa voix. Elle fait penser à une personne qui serait parmi nous, mais s'enfermerait dans le silence ou ne tiendrait que des propos convenus, nous privant ainsi du moyen de savoir qui elle est."[13]

Ainsi, en Chine, les problèmes économiques nationaux et internationaux sont désormais appréhendés par une analyse économique "convenue" et "unifiée" à l'échelle mondiale, et ce travail en sera une illustration. Il semble donc que rien de véritablement chinois ne caractérise la plupart des discours actuels tenus en Chine continentale sur l'adhésion à l'OMC, si ce n'est qu'ils ne sont pas émis spontanément par les différents acteurs de la société civile, mais sont le produit de l'appareil de surveillance étatique qui, en les dictant et les contrôlant, leur confère tout de même un "particularisme" chinois.

1.4. Ambitions et limites de ce travail

Un travail en cinq parties

Comme nous l'avons indiqué au début de cette introduction, l'ambition de ce mémoire se cantonne à donner un aperçu des discours chinois sur l'adhésion de la Chine à l'OMC au travers de l'étude de 15 articles, qui se veulent représentatifs des principaux propos et arguments tenus à l'heure actuelle sur le sujet. Précisons que lors de leur sélection, nous avons évité, dans la mesure du possible, de choisir ceux qui nous auraient entraînés dans trop de détails économiques pointus, étant donné que ce mémoire n'aspire pas à déterminer les effets possibles, souhaitables ou non, de l'accession de la Chine à l'OMC. Notons encore que nous ne traiterons également pas ici des discours populaires sur l'adhésion, qui, le plus souvent oraux, mériteraient d'être traités dans le cadre d'un autre travail.

Ces 15 textes que nous avons choisis forment l'ossature de ce mémoire. Nous avons structuré leur lecture et analyse au sein de cinq chapitres, à raison de trois textes par chapitres. Cette typologie en cinq parties se décline sur le ton et les thèmes abordés dans les différents discours. Dans le cas d'un pays comme la Chine, le facteur de la liberté d'expression détermine considérablement la teneur des discours suivant leur provenance géographique: ainsi, de la Chine continentale aux Etats-Unis en passant par Hong Kong, les discours adoptés au sujet l'adhésion chinoise à l'OMC se démarquent assez nettement les uns des autres. Par conséquent, le regroupement thématique des articles recoupe leur lieu d'origine. Nous attribuerons pourtant davantage d'importance aux discours tenus en Chine continentale, puisque les trois premiers chapitres leur seront consacrés. Les deux derniers chapitres, quant à eux, traiteront respectivement des discours tenus à Hong Kong et de ceux répandus dans la communauté dissidente établie en Chine et aux Etats-Unis.

---

[12] Jean François Billeter, "Chine trois fois muette: de la place de la Chine dans le monde d'aujourd'hui", p.14.
[13] *Ibid.*, p. 2.

Dans le premier chapitre, il sera question d'observer le "discours officiel", c'est-à-dire le discours que les autorités centrales de Pékin, par l'entremise de l'appareil de surveillance étatique, imposent à tout le pays. Nous en dégagerons l'argumentation principale, et mettrons en évidence la manière dont est présenté aux Chinois le choix de mener une politique active afin de devenir membre de l'OMC. Par cette démarche, nous soulignerons le caractère axiomatique de ce discours, qui s'illustre notamment par le recours à une rhétorique héritée du siècle passé pour justifier l'inéluctabilité de l'adhésion, soit le darwinisme social, et par l'usage d'une stratégie argumentative fondée sur ce que nous appellerons "la dialectique des avantages et des inconvénients".

Une seconde étape s'attachera à pondérer le discours officiel unilatéral, en faisant entendre, au sein de la littérature de la Chine continentale, des voix implicitement critiques. Un des traits constitutifs du discours officiel réside dans une volonté affichée d'unifier les connaissances des citoyens chinois sur la question de l'adhésion à l'OMC, et d'écarter de la sorte toute fausse note qui pourrait amener à des interprétations dissidentes ou à des actions subversives. Toutefois, ce rôle de censure du discours officiel est à nuancer, puisque, dans les revues scientifiques circulant notamment parmi les intellectuels, une certaine marge de manœuvre semble être laissée par Pékin, du moins sporadiquement, et un certain nombre d'opinions divergentes basées sur des raisonnements plus analytiques et objectifs s'y font entendre. Elles remettent implicitement en question l'argumentation et la politique de Pékin tenues sur ce domaine, et lui suggèrent quelques rectifications. Nous découvrirons ainsi au sein des trois articles de ce second chapitre des remises en cause de l'argumentation officielle jugée simpliste, des appels à une réflexion politique plus cohérente et plus compréhensive, ainsi qu'une critique de l'OMC.

Dans un troisième temps, nous lèverons le voile sur la face cachée de l'information et de sa gestion. Nous nous y familiariserons avec le concept de "surveillance" qui fait des médias le relais d'un Etat très soucieux de l'uniformisation des pensées. Nous verrons alors comment ce contrôle de l'information et de l'opinion publique se concrétise dans le cas de l'OMC, en prêtant notamment attention à l'argumentaire de référence dont tout média doit s'inspirer pour aborder ce sujet. Nous y apprendrons tous les raffinements des consignes destinées au traitement des informations concernant l'adhésion de la Chine à l'OMC, tant pour la propagande nationale que pour celle dirigée sur l'étranger, et cela dans tous les médias, y compris le réseau international d'internet.

Ensuite, en quittant la Chine continentale, nous prendrons la route de Hong Kong, où la liberté de presse ambiante marque un tournant dans les discours tenus. Désormais le pouvoir politique sera sous les feux de la critique. Nous y apprendrons l'existence d'une polémique entre libéraux chinois et tenants de la nouvelle gauche, qui se divisent sur l'opportunité de l'adhésion. Au travers de la lecture de trois articles qui dépeignent les coulisses du pouvoir, nous dépasserons l'unité politique affichée par le discours officiel, pour pénétrer au sein des fissures de l'édifice politique chinois. Nous y constaterons combien les dissensions des décideurs de Pékin ont empoisonné la détermination de l'orientation donnée au processus d'adhésion à l'OMC, et, mettant à mal la présomption du gouvernement hégémonique chinois à l'harmonie politique, constituent, aux yeux de certains, le plus grand danger pour l'avenir de la stabilité politique et économique du pays.

Enfin, notre travail nous conduira dans la communauté chinoise dissidente établie aux Etats-Unis.

Celle-ci, effrité entre différentes individualités, se caractérise avant tout par la divergence des opinions qui y ont cours. Nous retrouverons notamment un des ténors de la dissidence chinoise, Wei Jingsheng, qui, à la surprise de nombreux dissidents, ne veut pas voir dans l'adhésion une opportunité d'ouvrir davantage la Chine sur le monde, et au contraire s'y oppose en réclamant un boycott commercial de ce pays tant que des réformes politiques significatives n'y seront pas engagées.

Précisons que dans ces cinq parties, la part belle est faite à la traduction. Les commentaires permettront d'introduire des problématiques, de souligner des éléments, d'apporter des précisions, d'ouvrir des pistes de réflexion, mais ils ne traiteront pas exhaustivement de l'ensemble du contenu des traductions. De plus, il est de notre volonté de ne pas dépecer les articles en n'en rendant que des extraits jugés pertinents. Les textes rendus dans leur entier comportent l'avantage d'être plus cohérents, et de donner au lecteur l'occasion de s'imprégner de leur rhétorique. En outre, ces textes remplissent aussi une fonction informative. En effet, même si nous n'aspirons qu'à traiter des différents discours chinois, l'apport de quelques informations supplémentaires sur l'adhésion de la Chine à l'OMC est loin d'être un élément qui entre en contradiction avec ce mémoire.

Plus deux perspectives historiques pour élargir la profondeur du champ

Avant de nous lancer dans la première partie de ce mémoire, nous estimons nécessaire d'apporter des éclaircissements sur deux thèmes concernés par ce travail. Premièrement, la genèse et l'explication des institutions du commerce international que sont le GATT à l'OMC seront abordées. Deuxièmement, nous retracerons le parcours historique de la Chine, de son statut de cosignataire fondatrice du GATT à sa demande d'adhésion à l'OMC. Ce petit détour, même s'il n'est pas du ressort premier de notre travail, se justifie par les raisons suivantes: d'une part, il s'agit d'élargir notre compréhension de la portée de l'événement, non seulement en l'enracinant dans deux perspectives historiques, mais également en s'affranchissant d'une perception bien souvent floue et abstraite de la nébuleuse OMC, par la description du rôle et des principes qui président à son fonctionnement, ainsi qu'à son évolution. D'autre part, à fin de donner les clés de lecture indispensables à l'intelligibilité des articles que nous nous proposons de traduire, il est question, par l'intermédiaire de cette courte rétrospective, d'aborder certains événements historiques récents, ainsi que quelques notions et enjeux économiques et législatifs.

Il va de soit que nous recommandons vivement aux lecteurs familiers de ces deux sujets de sauter les pages suivantes qui y sont consacrées, et de se rendre directement à l'analyse des discours chinois sur l'adhésion de la Chine à l'OMC.

2. RACINES DE L'OMC: HISTORIQUE D'UN DEMI-SIÈCLE DE COMMERCE INTERNATIONAL ET DE SA GESTION

2.1. De l'avortement de l'OIC à l'enfantement du GATT

Après la Deuxième Guerre mondiale, alors que se mettaient en place les grandes institutions internationales (ONU, Fond monétaire international, Banque mondiale) pour faciliter la reprise économique, les pays décidèrent de se doter d'un cadre pour leurs échanges commerciaux. Conditionné par les contrecoups de la Dépression des années 30, la hantise principale était alors le retour au protectionnisme[14].

Lors d'une Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à la Havane en 1948, un projet de création d'une Organisation internationale du commerce (OIC), venant compléter l'établissement du régime économique multilatéral qui commençait à s'instaurer, fut débattu et envisagé par plus de 50 pays. L'OIC devait venir compléter le dispositif instauré par les institutions de Bretton Woods[15] - le Fond monétaire international et la Banque mondiale - et, en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, être dotée de vastes pouvoirs de décision et de règlement des différends qui lui permettraient de superviser le système commercial multilatéral.

Durant les négociations au sujet de l'OIC, 23 pays avaient déjà commencé à réfléchir à la possibilité de diminuer les obstacles tarifaires, principalement les droits de douanes. A la sortie de la Guerre, ils souhaitaient promouvoir sans tarder la libéralisation du commerce et commencer à remédier aux nombreuses mesures protectionnistes restées en vigueur depuis le début des années trente. En 1947, réunis à Genève, ces 23 pays adoptaient un accord provisoire, le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*, soit l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce). Le GATT, issu de cette première série de négociations, aboutit à 45'000 concessions tarifaires portant sur environ un cinquième du commerce mondial. Les 23 participants en question étaient également convenus d'accepter certaines des règles commerciales contenues dans le projet de charte de l'OIC, de le faire rapidement, et à titre "provisoire", afin de protéger la valeur des concessions tarifaires qu'ils venaient de négocier. Cet ensemble de règles commerciales et de concessions tarifaires est devenu l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, entré en vigueur en janvier 1948, alors que la charte de l'OIC était toujours en cours de négociations.

Lors de la Conférence de 1948, la "charte de la Havane instituant une Organisation internationale du commerce" fut finalement adoptée, mais, texte de compromis, elle ne satisfaisait pleinement aucun Etat. Dans certains pays, sa ratification par les parlements nationaux s'avéra impossible. Alors même que le gouvernement américain avait milité très activement en sa faveur, désireux de restaurer

---

[14] Pour l'élaboration de cette partie, outre les références signalées, beaucoup d'informations proviennent du site internet officiel de l'OMC (http://www.wto.org/indexfr.htm), ainsi que de celui du gouvernement du Canada consacré au sujet (http://www.parl.gc.ca/InfoComDoc/36/1/FAIT/Studies/reports/faitrp09/07-f.htm).

[15] Du 1er au 22 juillet 1944, au moment où la Seconde Guerre mondiale prenait fin, une conférence monétaire et financière, placée sous l'égide de ce qui allait bientôt devenir l'Organisation des Nations Unies et réunissant quarante-quatre pays se teint sur la côte est des Etats-Unis à Bretton Woods.

le libre-échange et d'éliminer le protectionnisme dans les échanges internationaux, la principale opposition émanait du Congrès des Etats-Unis. En 1950, face à l'hostilité des milieux économiques, le gouvernement annonça qu'il ne demanderait pas au Congrès de ratifier la Charte de la Havane. La défection de la première puissance économique mondiale fit perdre tout intérêt à ce document qui tomba dans l'oubli.

2.2. Le GATT, de 1948 à 1994

Les principes du GATT

L'échec du projet de création de l'OIC et de la ratification de la Charte de la Havane assura par contrecoup la pérennité du GATT, destiné à l'origine à n'être appliqué que provisoirement. Ainsi, de 1948 à la création de l'OMC en 1995, le GATT, rescapé de ce projet avorté, fut le seul instrument multilatéral régissant le commerce international. Le GATT reposait sur les principes fondamentaux suivants[16]:

- Le principe de l'abandon des restrictions quantitatives au commerce international (c'est-à-dire les contingentements et les prohibitions administratives). La préférence est donnée à la protection par les prix plutôt que par les quantités.
- Le principe de non-discrimination des partenaires commerciaux. C'est l'application inconditionnelle et immédiate de la clause de la nation la plus favorisée[17] à tous les pays contractants. Ce principe comporte deux exceptions: les zones de "préférences douanières" (comme le Commonwealth et la zone Franc), et la possibilité de constituer des unions douanières (comme l'Union Européenne (UE)) et des zones de libre-échange (comme l'Association européenne de libre-échange (AELE) ou l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ANASE).
- Le principe du traitement national, c'est-à-dire que chaque pays s'engage à traiter les marchandises importées de la même manière que sont traités les produits similaires de l'industrie domestique.
- Le principe de l'orientation des tarifs douaniers à la baisse: les pays signataires du GATT s'engageaient à réduire leur protection tarifaire au moyen de négociations, sur la base de la réciprocité des avantages consentis. Ce principe a fait du GATT un forum international grâce auquel ont eu lieu d'importantes réductions multilatérales de droits de douane.

Son évolution au fil des cycles de négociations

Pendant près d'un demi-siècle, les dispositions juridiques fondamentales du GATT sont restées pour l'essentiel telles qu'elles avaient été définies en 1948. Des adjonctions y ont été apportées sous forme d'accords "plurilatéraux" - c'est-à-dire à participation volontaire -, et les efforts se sont poursuivis pour continuer à réduire les droits de douane. Pour une large part, les résultats obtenus dans ce domaine ont été rendus possibles par des séries de négociations commerciales globales dénommées "Cycles" ou "Rounds". Les plus grands progrès réalisés dans la libéralisation du commerce international ont été accomplis à l'issue de ces cycles de négociations tenues sous les

---

[16] Pour plus de précisions sur ce sujet, voir Jean Carrière, "Politiques douanières".

[17] La clause de la nation la plus favorisée (NPF) est celle par laquelle, dans un accord commercial, un contractant s'engage à accorder à son cocontractant tous les avantages tarifaires qu'il a déjà concédés et qu'il pourrait encore concéder à un pays tiers. Ainsi, si est accordée à un partenaire commercial une faveur spéciale (en abaissant, par exemple, le droit de douane perçu sur un de ses produits), il faut également le faire pour toutes les autres parties cocontractantes de l'accord commercial, en l'occurrence du GATT.

auspices du GATT.

Depuis 1947, huit Cycles de négociations commerciales ont été tenus. Les cinq premiers ont été relativement courts et portaient principalement sur la réduction des droits de douane. Le sixième, le Cycle de Kennedy (1963-1967), a abouti à des réductions plus vastes et plus importantes des droits de douane, en particulier au chapitre des produits industriels, et à l'Accord antidumping. Le septième, le Cycle de Tokyo, qui a duré six ans, de 1973 à 1979, se déroula dans un contexte de crise économique. En effet, pour la première fois depuis la création du GATT, le commerce mondial diminue de volume en 1975. Ce Cycle fut marqué par une nette réduction des droits de douane - les tarifs sont abaissés en moyenne de 33% sur une période de huit ans (1980-1987) -, ainsi que par la première tentative majeure visant à remédier à l'accroissement des obstacles au commerce autres que les droits de douane - autrement dit les barrières non-tarifaires (BNT): problèmes d'ordre technique, administratif ou juridique qui pourraient constituer des obstacles au commerce -, sous la forme de l'introduction de codes de bonne conduite sur ces barrières non-tarifaires.

Le GATT a organisé la libéralisation des échanges dans les trois décennies qui ont suivi le Seconde Guerre mondiale, mais il ne faisait pas l'unanimité de ses parties contractantes, puisque généralement, les pays en développement, nettement majoritaires, lui reprochaient d'être conçus par les pays industrialisés en faveur de leurs intérêts. Seul la clause 18 du GATT répondait à la spécificité des pays en développement: l'établissement ou l'accroissement des droits de douane pour protéger l'industrie naissante; des restrictions aux importations pour faire face aux déséquilibres de balances des paiements (dans le cadre des procédures de consultations prévues par l'accord). Toutefois, la pratique des relations politiques et commerciales internationales a conduit à élaborer une politique commerciale spécifique avec les pays en développement qu'illustrent l'arrangement multifibres, le système de préférences généralisées et les accords de Lomé[18].

2.3. Du GATT à l'OMC: la nécessité du Cycle d'Uruguay (1986-1994) et la création de l'OMC

Une réalité commerciale qui change

Avec le temps, cependant, de nouveaux problèmes se sont posés. Dans les années 80, l'Accord du GATT n'était plus aussi adapté aux réalités du commerce mondial qu'il était dans les années 40. Les

[18] L'arrangement multifibres, négocié dès 1961 à la suite d'une initiative américaine, vise à éviter la montée d'un protectionnisme brutal de la part des pays développés face aux exportations massives de textiles des pays en développement. Pour éviter une désorganisation des marchés des pays développés, des mesures restrictives peuvent être prises, sous certaines conditions, par les pays importateurs.
Le système des préférences généralisées fut proposé par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), elle-même créée en 1964 a l'initiative des pays en développement. Dès 1971, des préférences tarifaires sont accordées par les pays développées aux pays en développement, et notamment aux pays les moins avancés, pour leurs exportations de produits manufacturés et pour certains produits agricoles.
La première convention de Lomé est signée en 1975 entre la CEE et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) pour une durée de cinq ans. La seconde convention de Lomé signée le 31 octobre 1979 porte sur les années 1980-1985; elle régit les relations commerciales entre la CEE et soixante-trois pays du Sud, dont une trentaine sont parmi les plus pauvres du monde. Conçue comme l'expression de la politique communautaire en faveur du développement, la convention de Lomé repose essentiellement sur l'ouverture du marché communautaire aux produits des pays ACP, sur la mis en en place d'un système de stabilisation des recettes d'exportation, et sur des aides financières accordées par le Fonds Européen de développement et la Banque européenne d'investissement.
Pour plus d'informations sur ces sujets, voir Bernard Bobe, "Politique du Commerce extérieur".

échanges mondiaux étaient devenus beaucoup plus complexes et importants. La mondialisation de l'économie progressait, le commerce des services et la propriété intellectuelle, tous deux non couverts par les règles du GATT, commençaient à présenter un intérêt majeur pour de plus en plus de pays, et les investissements internationaux s'étaient accrus.

De plus on assistait à une dégradation du climat en matière de politique commerciale: en effet la réduction très considérable de droits de douane obtenue par le GATT, conjuguée à une série de récessions économiques dans les années 70 et au début des années 80, conduisit les gouvernements à mettre au point d'autres formes de protection pour les secteurs nationaux exposés à une concurrence accrue de l'étranger. Après la longue phase de croissante libéralisation des échanges - entre 1948 et 1975 -, le monde bascula dans une période de renouveau du protectionnisme. Les mesures protectionnistes pouvaient être larvées et rampantes ou prônées ouvertement, elles étaient en tout cas de plus en plus nombreuses et insidieuses[19]. Ainsi, par exemple, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, les gouvernements négocièrent des accords bilatéraux de partage des marchés avec leurs concurrents et se lancèrent dans une course aux subventions pour conserver leur part du marché des produits agricoles. Dans l'agriculture, les lacunes du système multilatéral étaient donc largement exploitées et les efforts de libéralisation n'avaient donné que peu de résultats. D'autres secteurs, comme le textile, bénéficiaient d'exceptions aux procédures normales du GATT grâce à certains accords distincts, comme l'Arrangement multifibres. Les barrières non tarifaires (BNT) et les nouvelles formes de protectionnisme proliféraient.

Tous ces facteurs persuadèrent les membres du GATT qu'il fallait tenter un nouvel effort pour renforcer et élargir le système multilatéral, et procéder à une véritable réforme de la structure du GATT. Cette volonté s'est concrétisée par le Cycle d'Uruguay.

Le Cycle d'Uruguay

L'Organisation Mondiale du Commerce a été créée à l'issue de la huitième série de négociations commerciales globales, appelée Cycle d'Uruguay. Ce Cycle d'Uruguay a duré de 1986 à 1993, soit sept ans et demi, presque deux fois de plus que ce qui avait été prévu. Cent vingt-cinq pays participèrent à sa phase finale. Il a été nommé ainsi en raison du lieu où s'est déroulée la réunion ministérielle au cours de laquelle fut lancé ce cycle de négociations, plus précisément dans la ville de Punta del Este. Les négociations portaient sur presque tous les domaines d'échanges, des brosses à dents aux bateaux de plaisance, des activités bancaires aux télécommunications, des gènes du riz sauvage aux traitements du sida. On le considère comme la plus grande négociation commerciale, et comme étant probablement la plus vaste négociation de l'Histoire, tous genres confondus. En avril 1994 à Marrakech (Maroc), l'Acte final du Cycle d'Uruguay fut signé par les pays, et entra en vigueur dès le premier janvier 1995.

2.4. L'OMC

Le GATT et l'OMC: de quelques différences

Au moment de la création du GATT, après la seconde guerre mondiale, le commerce international était axé sur les marchandises. Depuis, les échanges de services - transports, voyages, activités

[19] Robert Erbes, "Economie: Relations économiques internationales et système monétaire international".

bancaires, assurances, télécommunication, activités consultatives, etc. - sont devenus beaucoup plus importants, de même que le commerce des idées avec le droit de propriété intellectuelle[20]. En définitive, l'OMC se résume au "GATT de 1947" et au produit de ses transformations au fil des négociations, qui ont vu l'affirmation d'intérêts économiques nouveaux, notamment transnationaux, jusqu'au Cycle d'Uruguay où il s'est rebaptisé "GATT de 1994", à un nouvel accord sur les services, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), ainsi qu'à un Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Le tout rassemblé au sein d'une organisation unique, subordonnée à un ensemble de règles uniques et à un système unique de résolution des différends.

Le GATT avait un caractère provisoire, qui manquait gravement de fondations légales: il n'a jamais été ratifié par les parlements des membres et ne contenait aucune disposition prévoyant la création d'une organisation. En cas de différends commerciaux, son approche de résolution était diplomatique et se déroulait sur le terrain des réconciliations informelles, sans véritable pouvoir de sanction. En revanche, l'OMC et les accords qui en relèvent sont permanents. En tant qu'organisation internationale, l'OMC est construite sur une base légale, étant donné que ses membres ont tous ratifié les accords qui réglementent le fonctionnement de l'organisation. L'organe de règlements des différends de l'OMC, souvent considéré comme "la contribution la plus originale de l'OMC"[21], consacre le règne du droit et est censé permettre de rendre le système commercial plus sûr et prévisible. Il se conforme à une procédure établie sur une base juridique convenue, qui est axée sur l'interprétation des accords et des engagements, ainsi que sur la mise en conformité des politiques commerciales des différents pays avec ces derniers.

Les principes de l'OMC

Bien que les Accords de l'OMC soient longs[22] et complexes, un certain nombre de principes simples et fondamentaux, repris principalement du GATT, en constituent le fil conducteur:

Premièrement, le commerce devrait fonctionner **sans discriminations**. Cela veut dire qu'un pays ne doit pas établir de discrimination entre ses partenaires commerciaux qui doivent tous obtenir, de manière égale, le statut de la nation la plus favorisée (NPF) et bénéficier du traitement national.

Le second principe est celui de la **libéralisation progressive** du commerce par la réduction de tarifs douaniers et des barrières non tarifaires (BNT) à l'issu de séries successives de négociations commerciales. Ce principe est maintenant largement appliqué au niveau des droits de douane, mais il reste encore de nombreuses barrières non tarifaires dans le secteur des marchandises et dans celui du commerce des services.

Le troisième principe est la **prévisibilité**. On entend par-là le fait que les sociétés étrangères, les investisseurs et les gouvernements doivent avoir l'assurance que personne n'imposera arbitrairement des obstacles au commerce, et que toutes les politiques touchant le commerce international seront

---

[20] La notion de "propriété intellectuelle" est couverte par des règles qui régissent le commerce et l'investissement au niveau des idées et de la créativité. Ces règles précisent comment les droits d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les noms géographiques servant à identifier les produits, les dessins et modèles industriels, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux doivent être garantis au niveau du commerce.

[21] *Un commerce ouvert sur l'avenir*, guide de présentation sur l'OMC à télécharger sur le site internet de l'OMC (http://www.wto.org/french/res_f/doload_f/doload_f.htm). Cette expression semble être de Renato Ruggiero, précédent directeur général de l'OMC.

[22] Il existe au total environ 60 accords, décisions et déclarations, ainsi que des listes des engagements contractés par chaque pays appelées "annexes". Ces annexes précisent les droits de douane convenus ainsi que les engagements pris par les pays au sujet de l'accès accordé aux fournisseurs étrangers de services. Tout cela représente plus de 25'000 pages de documents.

aussi transparentes que possible pour les étrangers.

Le quatrième principe consiste à rendre le système commercial **plus concurrentiel** en décourageant les pratiques déloyales comme les subventions aux exportations et le dumping de produits sur les marchés étrangers en vue d'obtenir une part plus grande du marché en question. Il y a dumping lorsqu'un produit est vendu sur un marché étranger à un prix inférieur à celui qui est pratiqué sur le marché intérieur, ce qui cause des torts aux industries des marchés étrangers.

Enfin, on reconnaît que **les pays ne sont pas tous égaux,** et que les pays en développement - qui représentent plus des trois quarts des membres de l'OMC - peuvent avoir besoin de bénéficier d'un traitement spécial, par exemple de périodes plus longues pour l'adaptation de leurs industries à l'abaissement des droits de douane.

Structure de l'OMC et évolutions récentes

L'OMC compte, au moment où sont rédigées ces lignes, 138 membres et 33 gouvernements ayant le statut d'observateur. La quasi-totalité de ces derniers a déjà fait une demande d'adhésion. Le siège de l'OMC est situé à Genève. Les décisions y sont généralement prises sur consensus de tous les membres. L'organe suprême de décision de l'organisation est la Conférence ministérielle qui se réunit au minimum une fois chaque deux ans. Sous la Conférence ministérielle se trouvent différents organes de prises de décisions: un Conseil général composé d'ambassadeurs et de chefs de délégations qui se rencontrent plusieurs fois par année à Genève, et les Conseils du commerce des marchandises, des services et le Conseil des droits de la propriété intellectuelle qui touchent au commerce se rattachant au Conseil général. Sinon, de multiples comités spécialisés et autres groupes de travail s'occupent des accords particuliers, concernant des domaines tels que l'environnement, le développement économique, les accords de commerce régional, et les demandes d'adhésion.

Depuis la création de l'OMC en janvier 1995, les négociations ont été constantes et une série d'accords spécialisés ou sectoriels a été conclue notamment sur les télécommunications de base et les produits des technologies de l'information au début 1997, et sur les services financiers en décembre 1997. En 1998 fut décidé que l'OMC allait également s'occuper des questions relatives au commerce électronique. Un prochain cycle, dit "Cycle du Millénaire", est en préparation, cycle qui permettra d'aborder de nouvelles négociations, de nouvelles questions importantes et d'approfondir d'autres règles commerciales en vigueur.

Depuis la fin du cycle d'Uruguay, la Conférence ministérielle s'est déjà réunie à trois reprises, la dernière réunion s'étant tenue à Seattle du 30 novembre au 3 décembre 1999. Destinée à amorcer ce nouveau cycle de négociation, cette réunion de Seattle avait essentiellement à l'ordre du jour la question de l'agriculture et celle des services alors que le reste du programme était objet de divisions. Cette réunion a, en définitive, surtout été marquée par le fait que 135 pays souverains ont été incapables de surmonter leurs divergences et de signer, ensemble, un communiqué fixant le programme des futures négociations sur la libéralisation des échanges, et par des manifestations de grande envergure d'oppositions à l'OMC[23].

Aux dernières nouvelles, le G-8 aurait lancé au cours du mois de juillet 2000 un appel en vue du lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales cette année.

---

[23] Sur ce sujet, voir également, Richard Lacayo, "Trade: World of Trouble".

Les objectifs officiels de l'OMC

La philosophie économique dont l'OMC se réclame est empreinte de libéralisme classique, et postule que l'élargissement de la libéralisation des marchés et de la compétition, réalisé dans un cadre légal qui procure des garanties de non-discrimination, apporte des bénéfices indéniables au plus grand nombre d'individus. Basé sur ce postulat, l'objectif officiel qu'affiche l'OMC est ainsi, en visant un monde économique plus prospère, plus pacifique et plus responsable, l'amélioration du bien-être des populations des pays membres.[24]

Les oppositions à l'OMC

Et pourtant les oppositions soulevées par l'OMC sont multiples, variées et croissantes[25]. Les reproches formulés par ses détracteurs sont que cette organisation est de plus en plus rigide, sur organisée, sur bureaucratisée, et s'empêtre dans une minutie législative; les procédures de l'OMC sont en général trop lentes[26], et notamment le processus de résolution des différends (il peut s'étendre sur plusieurs années), auquel il est par ailleurs reproché d'empiéter sur la souveraineté des nations en rendant des décisions concernant des politiques nationales; l'OMC manque de transparence et la population n'est pas suffisamment consultée sur les questions de politique commerciale; l'OMC sert les intérêts des entreprises, en particulier ceux des multinationales et de leurs alliés au sein de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE); les groupes d'intérêts plus petits, en particulier ceux qui représentent les travailleurs, les consommateurs, l'environnement et les droits de la personne de même que les intérêts des pays en développement, sont sous-représentés.[27]

---

[24] Cet objectif est celui que le site officiel de l'OMC donne, voir http://www.wto.org/indexfr.htm.

[25] Le site http://www.citizen.org/ donne d'amples informations et de nombreux liens sur les oppositions à l'OMC.

[26] Jan S. Prybyla, "On the PRC and the WTO", p.145.

[27] Ce courant d'opposition s'affirme de manière de plus en plus manifeste. C'est lors des grandes manifestations de Seattle en décembre 1999 (le Texte 6 de ce travail y reviendra), parallèles à la tenue dans cette ville de la Conférence ministérielle de l'OMC, que ce courant a véritablement fait son entrée remarquée sur la scène mondiale. Il est incarné par une prolifération d'associations, de collectifs, d'organisations non gouvernementales aux intérêts catégoriels - appel à un commerce "équitable", défense de l'environnement et de la sécurité alimentaire, critique des multinationales, refus de la "marchandisation" des biens culturels, etc. - qui, même si défendant souvent des thèses opposées, tombent d'accord sur un mot d'ordre simple, "instaurer un moratoire avant le lancement d'un nouveau cycle de négociations, pour que la société civile puisse dresser un bilan du précédent" (Jean-Gabriel Fredet, "Seattle: Les trois raisons du bogue de l'OMC")

3. L'ADHÉSION DE LA CHINE À L'OMC: DE LA SITUATION DE LA CHINE DANS SES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DU COMMERCE INTERNATIONAL

3.1. Historique d'une adhésion chinoise à rebondissements, du GATT à l'OMC

Au sortir de la guerre sino-japonaise (1937-1945), la Chine est en proie à une guerre civile entre les forces de l'Etat nationaliste de Chiank Kai-shek et le Parti communiste chinois de Mao Zedong. Face à un Guomindang considérablement avantagé par l'aide logistique et matérielle des Etats-Unis, le Parti communiste doit recourir aux esquives et à la guérilla. Mais l'Armée populaire de libération fait finalement basculer le rapport de force et parvint à chasser le gouvernement chinois nationaliste dans le détroit de Formose. En 1949, l'instauration de la République populaire de Chine est proclamée.

C'est donc une Chine nationaliste en prise à des convulsions politiques qui, en 1947, à Genève, fut une des 23 cosignataires fondatrice de l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce - le GATT. De 1947 jusqu'au mois d'août 1949, la ratification chinoise à tous les protocoles d'amendement du GATT sont la preuve de sa pleine participation à la fondation du système commercial international. Pourtant, l'évolution interne de la politique chinoise eut des conséquences sur cette amorce de collaboration internationale commerciale.

La nouvelle République populaire de Chine ne fut pas reconnue tout de suite par l'ONU, il fallut pour cela attendre 1971. Dans l'intervalle, le 6 mars 1950, le représentant permanent aux nations unies du gouvernement nationaliste de Taïwan présenta au secrétaire général de l'ONU une note annonçant le retrait de la République de Chine du GATT. Celle-ci prit effet dès le 5 mai 1950. Cette décision provoqua et provoque encore l'ire de Pékin: " Faite sans permissions, l'annonce de Taïwan sur le retrait du GATT est non valide et illégale. Selon le droit international, depuis la proclamation de la République populaire de Chine le premier octobre 1949, les autorités de Taïwan n'ont aucun droit de s'appuyer sur la loi pour, au nom du nouveau gouvernement chinois, reconnaître ou assumer les droits et obligations de toutes formes de traités internationaux contractés auparavant par le gouvernement du Guomindang."[28] En janvier 1965, le GATT accéda à une nouvelle demande "illégale" des autorités de Taïwan: celle d'obtenir le statut d'observateur dans cette organisation. Pourtant, la donne changea lorsque, suite à une résolution des Nations unies, le gouvernement de Taïwan du céder la place à celui de Pékin au sein de l'ONU en 1971: le statut d'observateur de Taïwan au GATT fut alors abrogé.

Malgré cette "injustice" que le gouvernement de Taïwan avait fait subir à la République populaire de Chine en s'octroyant le droit de quitter le GATT, Pékin ne s'empressa pas de la réparer.

---

[28] WANG Jun, XIN Yong 王军, 信勇, *Jiaru shijie maoyi zuzhi houde Zhonguo* 加入世界贸易组织后的中国 (La Chine après l'adhésion à l'OMC), p.41.

Effectivement, il faudra attendre 1982 pour que la Chine de Deng Xiaoping demande et obtienne le statut d'observateur du GATT, et se décide à adopter les trois principes suivants: "participer au GATT par la voie du rétablissement des anciennes relations et non par celle d'une nouvelle adhésion, participer au GATT au prix de réductions de droits de douanes et non a celui d'obligations d'importations spécifiques[29], jouir du traitement réservé au pays en développement"[30]. Ce n'est qu'en 1986 que la Chine présenta officiellement sa candidature pour demander que soit rétabli son statut de pays signataire du GATT.

Les négociations qui débutèrent alors n'ont pas encore abouti à l'heure actuelle. Entre-temps, à l'issue du Cycle d'Uruguay, l'OMC a succédé au GATT, et les "négociations pour le rétablissement du statut de pays signataire du GATT" - 复关[31]谈判 *fuguan tanpan* - se sont transformées en "négociations d'adhésion à l'OMC" - 入世[32]谈判 *rushi tanpan*. Dès juillet 1995, la Chine fut acceptée dans l'organisation avec le statut d'observateur.

D'autre part, en raison de l'accroissement du nombre de membres accueillis par cette nouvelle organisation et des nouveaux domaines qu'elle recouvre, la situation s'est complexifié: le groupe de travail du GATT établi en 1987 pour examiner le dossier chinois et son système commercial des biens et marchandises fut converti, en 1995, en groupe de travail de l'OMC qui élargissait l'horizon des sujets abordés, puisque dès lors il était également question du commerce des services, de nouvelles règles sur les barrières non-tarifaires ainsi que de droit de propriété intellectuelle.

3.2. Le processus d'adhésion à l'OMC et la situation chinoise actuelle

Chaque nouveau membre rejoint le système commercial multilatéral à l'issue d'un processus de négociations. L'accession implique un équilibre entre les "droits" - 权利 *quanli* - et les "obligations" - 义务 *yiwu* -: le nouveau membre bénéficie de privilèges que lui accordent les autres pays membres et de la sécurité que lui procurent les règles commerciales, et, en contrepartie, il doit s'engager à ouvrir ses marchés et à se conformer aux règles.

Le processus de négociation qui mène à l'OMC est lent et complexe. Il se fait à deux niveaux: tout d'abord, sur un plan multilatéral, un groupe de travail, formé de tous les Etats membres de l'OMC qui demandent à y participer, examine la candidature d'adhésion du pays candidat au vu des règles de l'organisation. Parallèlement, lorsque le groupe de travail a suffisamment avancé dans l'examen des principes et politiques commerciales et économiques du candidat, des négociations bilatérales peuvent s'engager entre celui-ci et les différents membres qui le désirent, sur les concessions tarifaires et autres intérêts commerciaux en jeu. Les engagements contractés par le candidat s'appliqueront de la même manière à tous les membres de l'OMC, conformément au principe de non-discrimination.

---

[29] Ces obligations d'importer étaient imposées par le GATT aux pays considérés comme n'étant pas des pays à économie marchande –**非市场经济** *feishichang jingji*- afin de garantir un accès à leur marché. *Ibid*, p. 67.

[30] LIU Guangxi, ZHANG Hanlin 刘光溪, 张汉林, *WTO yu Zhongguo jingji (ganbu duben)* WTO 与中国经济 (干部读本) (L'OMC et l'économie chinoise (manuel des cadres), p.70.

[31] **复关** *fuguan* est l'abréviationde **恢复关贸总协定缔约方地位** *fuguan Guanmaozongxieding yuefang diwei*.

[32] **入世** *rushi* est l'abréviation de **加入世界贸易组织** *jiaru shijie maoyi zuzhi*.

Une fois ces deux processus achevés, le groupe de travail met au point les conditions d'accession. Celles-ci sont énoncées dans un rapport, un protocole d'accession et des listes indiquant les engagements du futur membre - calendriers d'ouverture des marchés, etc. Ce dossier final est présenté soit au Conseil général de l'OMC, soit à une de ses Conférences ministérielles, en vue de leur adoption. Si les deux tiers des membres votent en faveur de l'adhésion, le candidat est admis, ce qui peut entraîner une ratification par son parlement national.

Tout Etat ou territoire douanier jouissant d'une entière autonomie dans la conduite de sa politique commerciale étant en mesure d'intégrer l'OMC aux conditions convenues avec les membres de l'organisation, Hong Kong avait déjà adhéré dès 1986, Macao de même, et la demande de Taïwan, en cours depuis 1992, est sur le point d'aboutir. Taïwan devrait entrer dans l'organisation sous le nom de "Taipei Chinois". Sur ce dernier point, toutefois, Pékin s'est fait une question d'honneur d'adhérer avant ce qu'elle considère sa province rebelle. Dans cette optique, la Chine est parvenue à faire adopter par le GATT une résolution garantissant la préséance de son adhésion. De plus, elle a récemment fait part d'une nouvelle exigence, soit la reconnaissance formelle par l'OMC du principe de l'unicité de la Chine, et par conséquent de l'appartenance de Taïwan à l'ensemble chinois, au même titre que Hong Kong et Macao, anciennes colonies revenues dans le giron chinois. Les Etats-Unis ont déjà annoncé qu'ils s'opposeraient à toute tentative de ce genre.

La Chine, quant à elle, a déjà effectué la plus grande partie de son processus d'adhésion, en concluant les accords bilatéraux avec ses partenaires commerciaux majeurs, dont les Etats-Unis le 15 novembre 1999 - accord ratifié par le Congrès américain le 26 mai 2000[33], et confirmé par le Sénat le 19 septembre 2000 -, et l'Union européenne le 19 mai 2000. A l'heure actuelle, soit en fin septembre 2000, sur les 37 membres qui avaient manifesté un intérêt pour mener des négociations bilatérales avec la Chine, seul le Mexique n'a pas encore mené à bien à ses négociations. Sur le plan multilatéral, le groupe de travail s'occupant de l'adhésion de la Chine à l'OMC est en train de progresser dans la rédaction du rapport, du protocole d'accession ainsi que des listes[34]. Ainsi, suite à quatorze ans de négociations, la Chine est sur le seuil de l'OMC, et elle compte bien le franchir d'ici la fin de l'an 2000.

Notons enfin que, tout comme lors de ses négociations avec le GATT, la Chine base sa demande d'adhésion sur des principes bien définis sur lesquels elle ne veut pas transiger. En 1995, alors qu'elle occupait la charge de ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique, Wu Yi déclara: "La position du gouvernement chinois sur les principes gouvernant l'adhésion à l'OMC est explicite, le statut de pays en développement pour la Chine comme prémisse, et, en prenant

---

[33] Par ce vote, la Chambre des représentants du Congrès américain a octroyé définitivement à Pékin la clause de la normalisation permanente des relations commerciales, dite PNTR (PNTR pour *Permanent Normal Trading Relations*), mettant ainsi fin au vote annuel qui, depuis 1974, demandait au Congrès de se prononcer sur l'état des relations commerciales avec la Chine en lui accordant ou non la "clause de la nation la plus favorisée", un statut qui autorisait les échanges commerciaux avec les Etats-Unis en garantissant des tarifs douaniers favorables. Cette procédure se basait sur l'article IV du *Trade Act of 1974*, qui interdisait de gratifier inconditionnellement des "économies non-marchandes" du statut de la nation la plus favorisée. Chaque année, le Congrès devait donc abroger ou amender cet article afin d'être en mesure d'octroyer ce statut à la Chine. Ce vote annuel était à chaque fois l'occasion d'évoquer aux Etats-Unis les problèmes chinois - situation des droits de l'homme, etc. - et de faire pression sur la Chine (sur ce dernier point, *cf.* p. 111 de ce travail.)

[34] Ces informations proviennent du résumé de la dernière réunion du groupe de travail sur l'accession de la Chine à l'OMC, réunion tenue le 27 juillet, suite à une semaine intensive de discussions. Une nouvelle réunion du groupe de travail devrait avoir lieu dans la seconde moitié de septembre. Pour l'actualité de l'adhésion chinoise à l'OMC, consulter le site http://www.latelinenews.com/topics/China_WTO/index.shtml/ remis à jour très régulièrement, ainsi que le site officiel de l'OMC.

l'Acte final du Cycle d'Uruguay comme base, endosser des obligations adaptées au niveau du développement économique de la Chine. C'est à la lumière de ces principes que la Chine ne cessera d'adopter une attitude souple et réaliste."[35] Pour avoir plus de détail sur ces trois principes, voir le Texte 18 mis en annexe qui développe les arguments officiels.

[35] ZHANG Hanlin, LIU Guanxi 张汉林, 刘光溪, *Zhongguo yu shijie maoyi zuzhi yinan wenti jieda* 中国与世界贸易组织:疑难问题解答 (La Chine et l'OMC: réponses aux questions difficiles), p. 36.

4. PREMIER CHAPITRE: LE DISCOURS OFFICIEL SUR L'ADHÉSION DE LA CHINE À L'OMC

Ayant introduit le sujet, tracé les contours de l'OMC, et replacé dans son contexte historique la situation de la Chine avec cette institution, nous pouvons pénétrer dans le cœur de ce travail qui est l'analyse des discours, tenus actuellement en Chine et dans les milieux chinois d'outre-mer, sur l'adhésion de la Chine à l'OMC. Cette analyse s'articule en cinq chapitres, et chaque chapitre se décline sur l'analyse de trois extraits traduits de discours chinois regroupés par thème. L'insertion de ces extraits au sein même de l'analyse permet d'alterner des phases de lecture à des phases d'analyses, et d'instaurer de la sorte un dialogue entre ces deux activités. Pour faciliter la lecture de ce mouvement de va-et-vient entre les extraits et leur analyse, nous signalons chaque nouvel extrait par un titre "**Texte**" dont la numérotation ira dans ce travail jusqu'à **15**; chacune de ces sections "**Texte**" est subdivisée en deux sous-sections, c'est-à-dire une partie "Traduction" et une partie "Commentaire".

L'objectif de ce premier chapitre est de découvrir le discours officiel chinois, c'est-à-dire tel qu'il apparaît dans les publications des organes de presse et des maisons d'édition du Parti, et par le biais desquelles Zhongnanhai[36] peut directement faire entendre sa voix. Ce discours est à l'heure actuelle omniprésent en Chine continentale, et les idées et arguments qu'il met en avant constituent l'inévitable canevas de l'écrasante majorité des écrits sur le sujet. Nous allons ici nous intéresser à trois textes en particulier. Le premier et le troisième sont tirés du même ouvrage, *L'OMC et l'économie chinoise*, publié à Pékin par les très officielles "Editions de l'école du Parti du Comité central du Parti communiste chinois". Le second, quant à lui, est un article de la *Revue de l'orientation du commerce et de l'économie chinoise*.

Par la lecture de ces traductions nous allons pouvoir soulever deux thématiques inhérentes à ce discours officiel: la première est le recours à une rhétorique héritée du siècle passé, c'est-à-dire le darwinisme social, qui est au centre de l'argumentation déployée pour rallier les citoyens au projet d'adhésion à l'OMC; la seconde relève d'une implacable dialectique entre avantages et désavantages, instaurée comme grille de lecture pour juger de la pertinence de l'adhésion. En troisième lieu, nous étofferons et nuancerons le portrait de ce discours officiel par quelques remarques complémentaires.

4.1. La participation à l'OMC comme panacée au développement économique, le darwinisme social et le commerce international

Le premier extrait étudié provient de l'ouvrage intitulé *L'OMC et l'économie chinoise*, et plus précisément de sa deuxième partie, qui en porte le même titre. Ce livre de 350 pages est destiné à donner une présentation complète et claire de la ligne officielle sur l'adhésion de la Chine à l'OMC, ligne à laquelle tous les citoyens sont vivement invités à adhérer.

[36] Zhonnanhai est le nom du lieu où siège le pouvoir à Pékin.

4.1.1. Texte 1

4.1.1.1. Traduction

Tiré du livre: ***L'OMC ET L'ÉCONOMIE CHINOISE***

TROISIÈME CHAPITRE: LA CHINE ADHÈRE À L'OMC - UN CHOIX HISTORIQUE INÉVITABLE[37]

Après avoir traversé treize années tumultueuses d'un éprouvant processus, c'est sur un succès que le 15 novembre 1999 le rideau des négociations bilatérales sino-américaines relatives à l'adhésion chinoise à l'OMC s'est finalement refermé. Durant ces treize années, malgré les multiples obstacles rencontrés lors des pourparlers, la Chine n'a jamais ralenti la cadence de son ouverture et de ses réformes: la vitesse de son développement économique continue de la porter aux premiers rangs mondiaux, et sur la scène mondiale, elle est désormais devenue une puissance incontournable. Des Chinois soulèvent souvent cette question: pourquoi devons-nous aller frapper à la grande porte de l'OMC avec tant de persévérance? Une seule réponse à cela: pour les intérêts à long terme du peuple chinois.

Première partie: La mondialisation économique: La grande tendance générale

La mondialisation économique est la grande synthèse de la tendance du développement de l'économie de marché contemporaine. Elle incarne le courant à la globalisation mondiale des économies de chaque pays du monde dans les secteurs de la consommation, de la distribution et de la production. Elle est l'activité de transfert des capacités de production existantes à l'échelle mondiale.

(…) [*s'ensuit toute une explication relatant la genèse de la mondialisation depuis le début du 16e siècle jusqu'à nos jours, ainsi qu'une énumération des principales caractéristiques de cette mondialisation. Cette première partie s'achève sur cette brève conclusion:*]

Lors du 27e séminaire international de Saint-Gall tenu en 1997 en Suisse sur le thème "La mondialisation fait avancer le développement économique mondial", le consensus suivant a été trouvé: non seulement la mondialisation de l'économie stimule le développement de l'économie mondiale en cette fin de 20e siècle, mais, une fois entrée dans le 21e siècle, elle demeurera la force motrice principale de ce développement.

Deuxième partie: Adhérer à l'OMC: Le choix nécessaire de la Chine de s'intégrer au courant mondial

1. La mondialisation économique: prospérité pour qui s'y adapte, dépérissement pour qui s'en détourne

Le courant de l'Histoire est irréversible: prospérité pour qui s'y adapte, dépérissement pour qui s'en détourne. Face à la vague déferlante de la mondialisation économique, la Chine n'a d'autre choix que d'y participer activement.

A l'heure actuelle, l'économie chinoise traverse précisément deux périodes cruciales: celle, très importante, de la réforme du système économique, et celle où l'économie tend vers la prospérité. En tant que pays en développement, la Chine se doit de participer résolument à la mondialisation afin d'être en mesure de continuer à jouir des avantages de celle-ci, de tirer profit des opportunités que représentent les transferts mondiaux des capitaux, des techniques et des biens, d'emprunter la voie du développement commercial et celle de l'utilisation des fonds étrangers et réaliser une réallocation des ressources à l'intérieur de son marché. Ainsi la Chine pourra stimuler de manière continue son

[37] LIU Guangxi, ZHANG Hanlin 刘光溪, 张汉林, *WTO yu Zhongguo jingji (ganbu duben)* WTO 与中国经济 (干部读本) (L'OMC et l'économie chinoise (manuel des cadres), p. 49, 51, 52-53.

évolution industrielle, ses avancées techniques, la créativité de son système et le développement de toute son économie.

Par contre, reculer et esquiver la mondialisation économique ou y faire face passivement, non seulement empêche de bénéficier de ses avantages, mais en plus reproduit le cercle vicieux "fermeture arriération fermeture" qui prévalait avant les réformes. Pour être plus explicite, depuis cette ouverture sur l'extérieur, la Chine a un pied désormais posé sur le seuil de la mondialisation économique. Vouloir le retirer est dès lors impossible.

Presque un demi-siècle de pratique l'atteste, la coopération sud-sud entre pays en développement ainsi que leur intégration économique régionale sont un échec. L'explication tient au fait qu'au sein même de cette intégration économique régionale entre pays en développement subsistent des défauts insurmontables. Cela se manifeste principalement par trois points: premièrement, le niveau des revenus des pays en développement est généralement bas, le marché intérieur y est étroit et il est donc très difficile d'y absorber en grandes quantités des marchandises; deuxièmement, les degrés de développement économique de ces pays sont très proches: l'industrie intérieure, les produits et les technologies y ont une structure similaire, et il est impossible que prennent forme des relations de division du travail très étroites; troisièmement, leur développement économique a un besoin urgent de systèmes et de technologies d'avant-garde, structures qu'une coopération sud-sud ne peut procurer. En conséquence, qu'il s'agisse d'un développement basé sur le nationalisme ou sur la coopération sud-sud, rien ne peut remplacer la mondialisation économique. Si ces pays souhaitent, par leur développement économique, édifier une société moderne procurant la pleine émancipation de l'homme et l'abondance des richesses matérielles, ils sont alors dans l'obligation d'introduire les technologies et les systèmes d'avant-garde des pays développés et de prendre une part active à la mondialisation économique. La pratique l'a déjà amplement démontré, la cause du sous-développement n'est pas due à un système économique irrationnel et à ce que l'on appelle "l'exploitation" des pays développés, mais à l'échec des mesures politiques, et à une non-participation active au système économique international. Depuis longtemps, les pays en développement ont d'une manière générale cessé leurs relations économiques avec les pays développés, pratiquant une politique de la porte close, ce qui mène leur développement économique à l'échec. Au contraire, une minorité d'entre eux et de régions, représentées par les quatre petits dragons asiatiques, ont activement pris part au système économique international, et leur développement économique a obtenu d'éclatants succès. Selon le rapport de recherche mené par la Banque Mondiale intitulé "Perspectives de l'économie mondiale et pays en développement", la vitesse de ce développement économique et le degré de la mondialisation économique entretiennent d'intimes relations de cause à effet: la participation à la mondialisation économique s'avère favorable à la croissance économique des pays en développement.

Fondamentalement, un engagement actif à la mondialisation économique est le besoin objectif du développement économique, et particulièrement de la modernisation économique de la Chine. Nous ne pouvons en aucun cas, en raison de la présence de puissants pouvoirs et d'injustices au sein de la mondialisation économique, nous y dérober. Au contraire, il faut partir du "principe consistant à saisir les avantages et à éviter les désavantages " - 趋利避害的原则 *quli bihaide yuanze* -, prendre des mesures appropriées, et profiter pleinement des bénéfices entraînés par la mondialisation économique, et en éviter au maximum les influences néfastes.

"Le développement est un principe inflexible" - 发展是硬道理 *fazhan shi ying daoli* -, un pays qui fait équipe avec des pays aux frontières fermées ne peut que s'exposer au sous-développement et donc aux coups. La Chine ne peut pas faire demi-tour, elle doit résolument s'intégrer à la mondialisation économique.

4.1.1.2. Commentaire

Soulignons avant toute chose deux éléments: d'une part, il faut mettre en évidence comment le discours officiel, malgré l'orientation capitaliste qu'il prône pour la Chine, élude systématiquement ce terme. En effet, dans ses discours économiques actuels, tout en préconisant la mondialisation, le

régime souhaite se démarquer du capitalisme, notion nuisible aux fondements idéologiques communistes de son pouvoir. A cet égard, les notions de globalisation et de mondialisation servent les besoins idéologiques du régime, puisqu'elles effacent les distinctions entre les différentes économies, qu'elles se réclament du capitalisme ou du marxisme, en les fédérant sous le concept d'une économie mondialisée. Une petite contradiction demeure pourtant dans cette construction idéologique du Parti: le moteur de la mondialisation est le capitalisme.

D'autre part, cet extrait nous présente l'OMC comme étant l'incarnation suprême de la mondialisation économique. Ainsi, sur la base de ce raisonnement, une Chine qui n'adhère pas à cette organisation est une Chine qui se tient à l'écart de la mondialisation. Nous nous interrogerons dans le deuxième chapitre sur la pertinence de cette grille de lecture. Avons-nous à faire là à un schéma tout à fait cohérent et approprié pour décrypter la réalité ou, au contraire, faut-il voir dans ce raisonnement une assimilation réductrice et contestable: l'OMC est-elle vraiment la mondialisation? Depuis 1978, la Chine, sans avoir été membre du GATT et de l'OMC, n'est-elle pas devenue au fil de son ouverture un acteur incontournable de la scène internationale économique, "un poids lourd du commerce mondial"[38] pour reprendre l'expression de Françoise Lemoine? Le "Texte 4 (troisième partie)" du second chapitre nous amènera à reconsidérer plus en détails cette question de l'assimilation de l'OMC à la mondialisation économique ainsi que les raisonnements faussés, tant scientifiques que politiques, qu'elle peut entraîner.

La trame du raisonnement

Ce texte 1 replace le problème de l'adhésion de la Chine à l'OMC dans une très vaste perspective. La Chine nous y est exposée comme se tenant sur les berges du puissant fleuve de la mondialisation, fleuve qui prend ses sources au sein de l'Histoire même. La Chine se trouve à un stade de son évolution qui est décisif, puisqu'elle est en pleine réforme et s'avance vers le développement économique. Dans ces circonstances, l'étape suivante ne peut se concevoir qu'en termes de participation à l'OMC. L'argumentation du texte consiste ainsi à montrer combien les tentatives passées de se lancer sur les voies du développement économique furent vaines, puisque non dirigées vers la mondialisation: la coopération sud-sud et la politique de la porte close sont démontrées comme autant d'infructueuses orientations. Quant aux causes de ce sous-développement dont la Chine veut se débarrasser, la responsabilité ne peut en incomber qu'aux pays en développement eux-même, plus précisément à leur mauvaise gestion politique et notamment à leur choix de se tenir à l'écart de la mondialisation économique. Car, en fin de compte, comme l'a conclu "le séminaire international de Saint-Gall" et le confirme "le rapport de la Banque Mondiale", plus un pays en développement collabore à la mondialisation économique, et donc à l'OMC, et plus il développe son économie. En s'appuyant sur ces constats, les auteurs arrivent ainsi à nous présenter la mondialisation comme la panacée, la planche de salut du développement économique chinois: elle permettra l'épanouissement de la modernisation de la structure économique chinoise, et servira les intérêts à long terme du peuple chinois. Pas de développement économique sans elle, c'est l'unique alternative.

L'ouverture de la Chine à nouveau légitimée par le recours au darwinisme social

Au-delà de ce raisonnement destiné à démontrer la nécessité d'une participation à l'OMC, ce qui mérite d'être relevé ici est le recours au darwinisme social comme argument absolu face à toute

---

[38] Françoise Lemoine, *La nouvelle économie chinoise*, p.91.

forme d'objection: ainsi, la Chine se doit de plonger dans le grand fleuve de la mondialisation faute de quoi elle déclinera, car inadaptée à son environnement. Le texte est imprégné de cette forme de rhétorique: "Le courant de l'Histoire est irréversible: prospérité pour qui s'y adapte, dépérissement pour qui s'en détourne. Face à la vague déferlante de la mondialisation économique, la Chine n'a d'autre choix que d'y participer activement"[39]. Vu sous cet angle, l'adhésion de la Chine à l'OMC devient avant tout une nécessité historique ne se justifiant que par la théorie de l'évolution sociale, qui veut que seuls survivent ceux qui se conforment à la grande tendance générale dictée par l'évolution, c'est-à-dire, dans le cas présent, à la mondialisation économique. Si la Chine se risque à défier cette loi universelle, les auteurs professent le pire en brandissant le spectre du retour en arrière vers l'autarcie, du cercle vicieux "fermeture arriération fermeture" d'avant les réformes, donc de la régression, et à plus long terme de l'élimination.

Notons encore que, comme nous le verrons à la fin de ce chapitre (*cf.* p. 39 de ce travail), le recours du discours officiel à cette notion de lois incontournables de l'histoire prend aussi ses racines dans la conception marxiste de l'histoire à laquelle le Parti adhère.

De Yan Fu (1853-1921)

Cette utilisation du darwinisme social dans la rhétorique chinoise pour justifier la nécessité d'aller de l'avant sur les voies du progrès est loin d'être une nouveauté, puisqu'il y a environ 100 ans, entre la fin du 19e et le début du 20e siècle, les expressions telles que "lutte pour l'existence", "survie du plus adapté" ou "sélection naturelle" étaient déjà couramment utilisées en Chine dans des discours préconisant l'ouverture et l'adaptation de l'Empire du Milieu au monde d'alors. C'est l'intellectuel Yan Fu (1853-1921), qui, le premier, en cherchant à expliquer le contraste historique entre l'Occident et la Chine, trouva dans Herbert Spencer (1820-1903) et son darwinisme social une base philosophique à son entreprise. Voici en résumé la théorie que Yan Fu retira de son approche du darwinisme social. Il considérait que si, dans la nature, la survivance des plus aptes résultait d'une sélection par la lutte, il en était de même dans le domaine humain pour les individus et les sociétés. L'Occident moderne, en participant à cette loi d'évolution, a actualisé au maximum ses potentialités, alors que la Chine, de façon immémoriale, a ralenti, voire arrêté, son évolution, en condamnant la lutte au nom de l'harmonie. Ainsi, François Huang écrit sur Yan Fu et sa conception du monde révolutionnaire pour l'époque en Chine: "Yan Fu est le premier penseur à introduire en Chine l'idée d'un progrès indéfini dont le moteur est la lutte, au lieu d'une conception cyclique qui privilégie le culte du passé aux dépens de l'initiative présente. Selon lui, il faut renoncer à situer le monde idéal dans le passé, mais en concevoir la réalisation possible au terme d'une évolution, dans un équilibre qui ne soit plus inerte, mais vitalisé par des luttes constructives et enrichies par l'épanouissement de toutes les énergies libérées. C'est seulement ainsi que la Chine sera en mesure d'entrer en compétition avec les autres nations pour prendre sa place dans le monde en devenir."[40]

L'acceptation axiomatique du darwinisme social par les intellectuels chinois

C'est grâce à la publication de la traduction réalisée par Yan Fu de *Evolution and Ethics* de Thomas Henry Huxley (1825-1895) en 1898, que les idées et images darwiniennes du changement devinrent populaires parmi les intellectuels de l'époque. Presque tous les leaders forts de l'intelligentsia chinoise d'alors, comme Cai Yuanpei (1876-1940), Chen Duxiu (1879-1942), Lu Xun

---

[39] *Cf.* p. 24 de ce travail.
[40] François Huang, *Les manifestes de Yen Fou*, p.12.

(1881-1936) ou Hu Shi (1891-1962), exprimèrent à un moment ou à un autre leur attachement au darwinisme. La manière dont ils usaient des expressions darwiniennes reflète une croyance générale en un darwinisme comme loi universelle du monde tant cosmologique, humain que biologique. Par extension, la loi naturelle de Darwin s'appliquait ainsi avec autant de force à l'arène internationale de la lutte entre les nations: les nations faibles sont éliminées par les fortes, dont la puissance tient dans leur capacité à évoluer. Ces intellectuels, dans leur recours au darwinisme, ne justifiaient pas la véracité de cette théorie, ils l'acceptaient de manière axiomatique.

Lin Yusheng écrit dans son ouvrage *The Crisis of Chinese Consciousness*, en s'interrogeant sur les raisons de cette adhésion axiomatique de l'intelligentsia chinoise à une théorie pourtant incompatible avec la traditionnelle vision chinoise du monde: "*How, then, does one account for this prevalence of social Darwinism on the Chinese scene? Here one has to consider the factor of cognitive understanding of the world and the factor of ideological commitment to change. From a purely cognitive point of view, the Darwinian concept of change served as a vehicle for comprehending and explaining the unprecedented experience of humiliation and consternation resulting from the Western intrusion. It provided an intellectual framework that helped Chinese intellectuals to cope with the intolerable anxiety about failing to understand China's crisis(...)* ."[41] Dans le contexte de crise qui prévalait alors en Chine et d'où émergeait une nouvelle conscience intellectuelle s'interrogeant essentiellement sur "Peut-on sauver la Chine?", la grille de lecture proposée par le darwinisme social correspondait à l'esprit de l'époque. Cet esprit arguait que la Chine avait un impérieux besoin de changements pour survivre, et que les clés de ce changement ne pouvaient venir que de l'extérieur. Effectivement, si l'adaptation à l'évolution mondiale était la condition de la survie de toute nation, alors la Chine, apparemment en phase d'élimination, n'avait pas d'autre choix pour survivre que de se ressaisir et foncer tête baissée sur la route de l'évolution, et par-là de se "changer" fondamentalement en sortant de son repli. Ce changement allait par conséquent de pair avec un rejet plus ou moins radical des fondements hérités de la civilisation chinoise, ainsi qu'avec une volonté d'adopter la technologie, le savoir et les valeurs de l'Occident. Ce mouvement, qui apparut lors du mouvement réformateur des dernières années de la dynastie Qing, (1644-1911) s'accentua durant la première décennie du 20^{e} siècle et connut son apogée lors du mouvement du 4 mai en 1919.

Le darwinisme social transformé en idéologie volontariste pour le changement

Durant cette période (fin 19^{e} début 20^{e}), le nationalisme qui était apparu suite à l'agression occidentale ne concevait la survie chinoise qu'en termes de changement, si bien qu'il transforma la terminologie et les concepts du darwinisme social en une idéologie du changement. Alors qu'en général, une loi de la nature telle qu'est présenté le darwinisme social n'implique pas nécessairement un désir ou une décision de changement. Les chinois tentèrent de transformer ce qui était décrit comme une régularité stricte et immuable en norme sociale pour penser le changement.

En raison de cette nuance d'interprétation, des applications ambivalentes du darwinisme social ont coexisté en Chine: soit la Chine, face aux grandes forces impersonnelles déterministes de l'évolution ne pouvait qu'être éliminée en regard de son état, soit elle pouvait, par une prise de conscience, forcer la main du destin en opérant un changement conséquent qui lui permettrait de rester dans la course à l'évolution. C'est cette deuxième alternative qui a prédominé. Elle relève d'une

[41] Lin Yusheng, *The Crisis of Chinese Consciousness: Radical Antitraditionalism in the May Fourth Era*, p.57.

interprétation volontariste du darwinisme social que Yan Fu a introduite, et qui proclame que la Chine, maintenant qu'elle a saisi les processus et mécanismes de l'évolution, a encore une dernière chance de s'en sortir en accomplissant un changement d'envergure. La théorie *du* changement du darwinisme social, greffée au contexte chinois, s'est transformée en idéologie *pour* le changement[42].

Le darwinisme social et le commerce international: une théorie passe-partout

Dans le cadre de l'adhésion de la Chine à l'OMC, nous constatons que près d'un siècle plus tard, la même argumentation ressurgit sous la plume des idéologues du régime chinois: la Chine doit s'ouvrir si elle ne veut échapper au couperet de la sélection naturelle. Certes, à l'époque de Yan Fu, l'enjeu ne se limitait pas au commerce extérieur, on préconisait de s'ouvrir au monde en embrassant en vrac le système occidental. L'argumentation contemporaine consiste ici à alléguer que l'extension du processus de modernisation de la Chine débuté par le programme de réformes lancé par Deng Xiaoping ne peut que passer par l'ouverture à une participation intense au commerce international, participation qui permettra, par l'afflux de capitaux étrangers et par l'introduction de la concurrence internationale, les restructurations du tissu socio-économique chinois indispensables à son adaptation à l'évolution mondiale. L'argumentation se base également sur une vision volontariste du darwinisme social, prise comme idéologie *pour* le changement: la Chine a le choix d'influer sur sa destinée en décidant de participer à la mondialisation, et ainsi, de s'adapter pour éviter l'élimination par la sélection naturelle. Pour reprendre les termes utilisés dans le Texte 1, elle peut soit "s'adapter", soit "se détourner" du "courant de l'Histoire". Notons encore que, comme c'était le cas à l'époque de Yan Fu, aucune justification ou démonstration n'accompagne l'usage de cette théorie, elle est acceptée axiomatiquement.

Dans le cas du commerce international, l'utilisation actuelle du darwinisme social réserve pourtant quelques ambiguïtés et contradictions révélatrices d'un usage abusif de cette rhétorique. L'ouverture du marché chinois est présentée comme l'ouverture d'une Chine jusqu'alors autarcique et imperméable à la loi de l'évolution, et qui, pour se moderniser, s'inocule des germes darwinistes censés purifier son économie de ses structures désuètes. François Gipouloux, dans son ouvrage *La Chine vers l'économie de marché?*, confirme l'existence d'une telle interprétation du darwinisme social: "Ce que l'on nomme aujourd'hui 'politique d'ouverture' laisse transparaître deux contenus différents. L'un est d'ouvrir le pays pour éviter l'asphyxie totale, l'autre, fondé sur la recherche de l'avantage comparatif, s'attache à rompre radicalement avec le système autarcique et à amarrer durablement la Chine à la croissance de l'Asie orientale. Le commerce extérieur deviendrait même, selon certains réformateurs, l'agent d'un 'darwinisme industriel', les échanges stimulant la restructuration en profondeur du système industriel chinois. Cette ambiguïté traverse la décennie réformatrice."[43]

En Chine, à l'ère de la politique de l'ouverture et des réformes, le darwinisme social acquiert donc une nouvelle dimension dans les discours tenus par les officiels: il est désormais manipulable. Les discours du régime communiste tendent ainsi à réifier ce qui initialement n'était autre qu'une loi de la nature censée sous-tendre l'évolution mondiale, et à faire du darwinisme social une sorte de traitement purificateur que toute société peut s'administrer à son gré dans un de ses secteurs comme

---

[42] Reformulation de la thèse de Lin Yusheng, *op.cit.*, p.63.
[43] François Gipouloux, *op. cit.*, p.143.

dans un autre.

Dans *L'OMC et l'économie chinoise*, nous pouvons prendre connaissance d'une autre caractéristique dont est doté le darwinisme social par les idéologues du régime:

> "En raison de la pérennisation du problème de l'adhésion chinoise, l'opinion publique occidentale se met à penser que la Chine s'efforce de profiter de la détente de l'espace politique international pour se soustraire, sous le couvert de l'adhésion au système commercial multilatéral, aux contraintes de 'la loi de fer du darwinisme social' et à celles de la discipline du commerce international, et par-là accumuler à des fins spéculatrices de la puissance économique."[44]

La Chine pourrait ainsi se "soustraire aux contraintes" de "la loi de fer du darwinisme social". En outre, le fait d'éviter cette loi lui offrirait la possibilité d'accumuler "de la puissance économique". Ainsi, ne pas se conformer au darwinisme social deviendrait même bénéfique! Cette loi naturelle serait donc à la fois manipulable, contournable, mais tout en étant inéluctable.

Il paraît fort vraisemblable que la notion de darwinisme social soit devenue dans le discours officiel du régime communiste chinois une sorte de formule passe-partout qui permettrait de justifier les politiques du Parti, et cela non seulement dans le domaine du commerce extérieur[45], ainsi que d'étayer des édifices rhétoriques en panne de légitimation. Elle est ainsi employée pour renforcer cette impression d'un manque de choix que veut imposer le Parti, impression destinée à mater d'avance les contestations possibles. Le darwinisme social, tel qu'il est appliqué dans la rhétorique actuelle, devient en conséquence difficilement intelligible et pêche par manque de cohérence. Prenons donc note que l'héritage de la rhétorique du début du siècle passé ne s'est pas réalisé sans l'apparition de quelques avatars: le Parti communiste chinois, en se l'appropriant, l'a en effet étoffé de caractéristiques bien spécifiques. Dans la République populaire de Chine, le darwinisme social est ainsi devenu un argument qui, reconnu valable, est manipulé au besoin par la propagande pour justifier certaines politiques du régime.

4.2. La dialectique des avantages et des inconvénients

Attachons-nous maintenant à un autre trait marquant de l'argumentation officielle. Celle-ci se construit sur une logique comparative figée et omniprésente. Que l'on parle des avantages et des inconvénients, du pour et du contre, des gains et des pertes, etc., le principe de cette dialectique est le même: l'adhésion de la Chine à l'OMC sera pour le pays source de gains et de pertes, et quel que soit le point de vue adopté, les gains demeurent toujours plus importants que les pertes. En conséquence, l'adhésion se présente comme nécessaire, et cela pour le bien de tous.

Le texte suivant est tiré d'un article de la *Revue de l'orientation du commerce et de l'économie chinoise*. Il illustre cette dialectique, même si, comme c'est bien souvent le cas, il n'évoque que les avantages de l'adhésion. Sept avantages sont ici comptabilisés, et leur développement successif va nous familiariser avec les arguments officiels:

---

[44] Ce passage est tiré du Texte 3 traduit en p 37 de ce travail.

[45] Cette nuance est importante, car en République populaire de Chine, le darwinisme social, agrémenté de racisme et d'ethnocentrisme, a également servi à légitimer des politiques raciales à l'égard des populations non han, soit les minorités ethniques. Le champ d'application chinois de cette théorie ne se limite donc pas uniquement au commerce extérieur.

4.2.1. Texte 2

4.2.1.1. Traduction

DES SEPT AVANTAGES DE L'ADHÉSION DE LA CHINE À L'OMC[46]

Si la Chine adhère à l'OMC, ce n'est pas du tout pour imiter les autres ou sur un coup de tête. Il s'agit bel et bien d'un choix rationnel effectué sur la base d'une recherche complète concernant, d'une part, la place et le rôle qu'occupe l'OMC (et son prédécesseur le GATT) dans l'activité économique mondiale, et d'autre part, les avantages et désavantages d'une telle adhésion pour la Chine. Que la question de l'entrée de la Chine dans l'OMC soit examinée sur le long terme ou sur le court terme, les avantages s'avèrent de toutes façons plus importants que les désavantages. Mais, au juste, comment connaître ces avantages? Pour ce faire, le problème peut être analysé d'une perspective tant large qu'étroite. La première observe les bénéfices obtenus sous l'angle de la situation générale de la stratégie du développement économique de la Chine et de ses intérêts à long terme, alors que la seconde s'attache aux bénéfices nets tirés du changement du commerce extérieur après l'accession de la Chine à l'OMC. Si on observe ces changements dans les bénéfices nets du commerce extérieur, il est impossible d'estimer dans quelle proportion ils vont augmenter immédiatement après l'intégration dans l'OMC, puisque actuellement la Chine, par la signature d'accords commerciaux bilatéraux, a déjà normalisé avec les différents pays du globe ses relations commerciales. Par exemple, jusqu'à présent, même les Etats-Unis, pourtant le pays avec lequel la Chine a les contradictions les plus aiguës, n'ont jamais annulé pour elle le traitement de la nation la plus favorisée - statut transformé actuellement en relations commerciales normales. Bien entendu, puisque toutes ces relations ne sont pas intégrées dans le cadre de l'OMC, elles sont instables et limitées.

Quant aux avantages de l'adhésion de la Chine à l'OMC, il faut principalement les étudier à une plus grande échelle, et avec un regard à longue échéance pour pouvoir mieux les discerner. L'effet positif engendré par cette adhésion peut au minium se résumer en 7 avantages:

Premièrement, cela a l'avantage de stimuler l'ouverture et les réformes de la Chine, de lui faire prendre complètement part à l'activité économique internationale. L'OMC, connue sous le nom de "l'Organisation des Nations Unies de l'Economie Mondiale" - 世界经济联合国 *Shijie jingji lianheguo* -, englobe actuellement 90% des activités commerciales mondiales. Durant des dizaines d'années de processus de développement, ce que l'OMC et son prédécesseur - le GATT - ont mis en place comme mécanismes de coordination et de standardisation ont joué un rôle décisif pour le développement du commerce mondial et ont exercé une influence irremplaçable. Ces normes accumulées, qui ont pris forme au cours de plus d'un demi-siècle, sont précisément les critères internationaux actuels, en dépit de certains côtés irrationnels qu'ils contiennent. Adhérer à l'OMC va accélérer les réformes économiques de la Chine, favoriser une amélioration constante de l'économie de marché socialiste, et permettre au fonctionnement de l'économie chinoise de réaliser véritablement la jonction avec le système international. Face au courant de l'intégration économique mondiale, aucun pays ne peut développer sa propre économie au sein d'un environnement clos. C'est pourquoi dans un contexte d'économie ouverte, l'adhésion à l'OMC est un problème incontournable. Bien sûr, en théorie, sur la manière et les opportunités de l'adhésion, il peut exister dans une certaine mesure, des choix à réaliser. Cependant, si on possède une pleine compréhension des tendances du développement économique mondial contemporain, ainsi que de l'environnement international qu'affronte le développement économique chinois, s'efforcer de rentrer le plus tôt possible dans l'OMC paraît alors être indubitablement le choix exact. Toutefois, l'adhésion de la Chine à l'OMC doit se réaliser sous le principe de l'équilibre entre droits et devoirs. Des exigences abusives transgressant ce principe sont inacceptables. Entre autres, persister à vouloir adhérer à l'OMC en qualité de pays en développement et refuser d'accepter "la clause de garantie sélective" sont à cet égard deux points fondamentaux sur lesquels on ne peut transiger.

[46] JIN Bei 金蓓, "Tan Zhongguo jiaru WTOde qige youli yu" 谈中国加入 WTO 的七个有利于 (Des 7 avantages de l'adhésion de la Chine à l'OMC), in *Zhongguo jingmao daokan* 中国经贸导刊 (Revue de l'orientation du commerce et de l'économie chinoise), pp. 28-29.

Deuxièmement, cette adhésion est favorable à l'extension des exportations et au développement du commerce extérieur chinois. Selon la théorie de la division du travail dans le commerce international, chaque pays valorise le meilleur de ses ressources pour procéder à la production, puis, en utilisant la voie du commerce, atteint l'objectif de réaliser des profits communs. Un objectif important de l'OMC est de rechercher une répartition rationnelle des ressources sur la scène internationale. Pour atteindre ce but, l'OMC a fait de l'abolition des barrières commerciales sa priorité et a tout mis en œuvre pour y parvenir. Après plusieurs dizaines d'années d'effort au sein du système de l'OMC, les taux moyens des droits de douane des pays développés et des pays en développement ont considérablement baissé. A l'heure actuelle, l'OMC porte son attention sur la diminution de toutes les sortes d'obstacles non-douaniers au commerce international. Après l'adhésion de la Chine à l'OMC, les entraves commerciales façonnées par la Chine durant une longue période de situation économique fermée vont fortement se restreindre et le marché chinois s'ouvrira davantage. Dans le même temps, les marchés des autres pays vont également procéder de manière appropriée à une plus grande ouverture sur la Chine. Cela signifie que les produits chinois auront de plus grandes opportunités d'exportation. Bien entendu, et il faut bien le garder présent à l'esprit, opportunité ne signifie que possibilité.

Troisièmement, les droits et intérêts de la Chine dans l'arène du commerce international seront avantageusement défendus. Sous le GATT, les contradictions et conflits commerciaux étaient résolus par un mécanisme de coordination à caractère non coercitif. Depuis que le GATT a évolué en OMC, les frictions commerciales sont dorénavant réglées par un mécanisme d'arbitrage coercitif. Toutefois, à l'extérieur de l'OMC, les conflits commerciaux se résolvent par des négociations commerciales bilatérales. Dans ce type de négociations, il est fréquent que les grands pays maltraitent les petits et que les puissants bousculent les faibles. Ceci a motivé de nombreux pays en développement à adhérer au GATT et à l'OMC. A l'aide du système d'arbitrage de l'OMC, ils peuvent, dans une certaine mesure, contrecarrer les actes commerciaux déraisonnables d'une minorité de grands pays, et leur tenir tête. La Chine, que ce soit dans le GATT ou dans l'OMC, a toujours participé aux débats en qualité d'observatrice, ayant un droit de parole mais non un droit de vote. Bien sûr, ceci défavorise la protection des intérêts commerciaux chinois légitimes. Par le passé, dans de nombreuses circonstances, ce n'est qu'en s'appuyant sur des pays alliés au sein des pays membres que la Chine avait pu voir ses intérêts défendus. Lorsque la Chine aura adhéré à l'OMC, elle pourra rallier les rangs des nombreux pays en développement, et ainsi directement contrecarrer les démonstrations de puissance de la minorité des grands pays. Ses droits et intérêts légitimes en seront d'autant mieux défendus.

Quatrièmement, cela contribue à améliorer l'environnement pour les investissements en Chine, attirant du coup encore plus de capitaux. Même si les investissements faits en Chine par des hommes d'affaires étrangers n'ont cessé de croître durant ces 20 dernières années de réformes et d'ouverture, il suffit d'entreprendre une analyse structurelle et qualitative pour constater que les investissements provenant de Taïwan et de Hong Kong en représentent environ 70%. En grande majorité, les investissements étrangers concernent l'usinage de caractère général, ainsi que les petits projets. Les projets de grande envergure des multinationales d'outre-mer venues investir en Chine n'ont commencé à prendre de l'ampleur que ces récentes années, parce que ces entreprises ont suivi des prévisions optimistes des perspectives d'investissement en Chine, et qu'elles ont voulu s'emparer au plus vite du plus grand marché potentiel de la terre. Fondamentalement, si la Chine n'adhère pas à l'OMC, elle ne pourra offrir des garanties totales aux investissements faits sur son territoire. En effet, un pays qui se tient à l'écart de l'OMC, tout en ne jouissant pas des droits édictés par l'organisation, n'est évidemment pas soumis à ses restrictions. Dans ces conditions, qu'un différend commercial survienne et, de même, ce pays ne bénéficiera pas du système de résolution des conflits propres à l'OMC. A supposer que la Chine devienne membre à part entière de l'OMC, les hommes d'affaires étrangers auront alors de bonnes raisons de croire que la mise en application de la clause de l'OMC sur le traitement non-discriminatoire, multilatéral et sans conditions de la nation la plus favorisée, sera réellement garantie. Et même si des conflits commerciaux venaient à surgir, leur résolution en serait relativement aisée.

Cinquièmement, c'est avantageux pour l'élévation rapide du niveau de vie du peuple chinois, et ceci sous deux aspects. D'une part, l'adhésion pourra contribuer à la croissance économique de la Chine et le niveau du revenu national en sera donc relevé. D'autre part, l'ouverture du marché, en apportant des mécanismes de concurrence, verra non seulement l'introduction massive sur le marché chinois de

marchandises bon marché et de bonne qualité, engendrant un plus vaste choix d'achats pour les consommateurs chinois, mais, au sein d'une concurrence de marché acharnée, permettra également aux marchandises domestique une amélioration continuelle de leur qualité ainsi qu'une baisse incessante de leur prix. Dans une certaine mesure ce genre de résultat a déjà obtenu vérification. Par exemple, depuis 1992, la Chine a commencé, d'année en année, à abaisser ses droits de douane sur les produits importés: des 42,5% d'alors on a passé au taux de taxation de 17% d'aujourd'hui, et les produits importés sur le marché chinois sont devenus un véritable plaisir pour les yeux. Les biens de consommation de haute qualité inaccessibles par le passé aux gens du peuple, comme la télévision couleur, le réfrigérateur, et même la voiture, etc., sont désormais monnaie courante. En particulier, la télévision couleur et le réfrigérateur, dont la différence entres prix chinois et étrangers a considérablement diminué. Nous pouvons donc l'affirmer, après l'adhésion de la Chine à l'OMC, les gens du commun auront plus d'avantages réels.

Sixièmement, l'adhésion de la Chine à l'OMC contrecarrera les initiatives politiques de Taïwan concernant les problèmes d'adhésion. Comme tout le monde le sait, sur la scène politique de l'Organisation des Nations Unies, Taïwan n'a eu de cesse de recourir à toutes formes de stratagèmes, accumulant défaite sur défaite. En conséquence, ces dernières années, au sein de l'arène de "l'Organisation Economique des Nations Unies", Taïwan tenta d'avoir le dessus en faisant moult promesses attrayantes. Sous l'insistance opiniâtre du gouvernement chinois, le GATT d'alors adopta expressément la résolution de "d'abord la Chine ensuite Taïwan". Actuellement, Hong Kong et Macao sont déjà membres de l'OMC. Si la Chine tarde à déterminer sa position légale par rapport à celle-ci, elle sombrera inévitablement dans la passivité politique.

Septièmement, cela est avantageux pour qu'ensemble, avec les autres pays en développement, la Chine puisse parfaire les mécanismes de l'OMC. Bien que l'OMC soit dans le domaine du commerce international l'organisme qui fasse autorité, que ses règles soient déjà devenues des normes internationales standards, cette organisation est, comme nous l'avons vu plus haut, loin d'être parfaite. Il y subsiste de graves défauts. Mais si la Chine désire pousser la communauté internationale à corriger ces imperfections, la première chose à faire est de devenir un membre de cette organisation. Faute de quoi, de quel pouvoir disposerait-elle pour y parvenir?
(…)

4.2.1.2. Commentaire

Une dialectique indémontrable

Cet article n'est pas restitué ici dans son entier, puisqu'il est encore composé d'une seconde partie intitulée *Rétrospection sur la compréhension des avantages et désavantages de l'adhésion au GATT et à l'OMC* sur laquelle nous porterons notre attention dans le troisième chapitre de ce travail[47]. Ce que nous voulons souligner ici dans le cadre de cette dialectique "avantages-désavantages", c'est son caractère indémontrable. Même si l'article prétend que l'adhésion à l'OMC se base non sur un coup de tête, mais qu'il s'agit "bel et bien d'un choix rationnel" qui est "effectué sur la base d'une recherche complète concernant, d'une part, la place et le rôle qu'occupe l'OMC (et son prédécesseur le GATT) dans l'activité économique mondiale, et d'autre part, les avantages et désavantages d'une telle adhésion pour la Chine", il ne s'attarde pourtant guère sur la méthode d'évaluation des avantages et des désavantages. Il se contente simplement de poser l'axiome suivant: "Que la question de l'entrée de la Chine dans l'OMC soit examinée sur le long terme ou sur le court terme, les avantages s'avèrent de toutes façons plus importants que les désavantages." Ce style de postulat ne se retrouve pas uniquement dans cet article et n'est pas dû à la paresse du journaliste qui n'aurait pas pris la peine de fonder ses arguments. Il est au contraire symptomatique de cette dialectique des

[47] *Cf.* Texte 7, p. 71 de ce travail.

avantages et des désavantages en particulier, et de la propagande chinoise en général, qui préfère toujours les déclarations de principe à une argumentation plus nuancée. Ainsi, une investigation plus poussée révèle le zèle dont fait en réalité preuve ce journaliste dans l'application des consignes dictées par Pékin aux médias: "Propager que l'adhésion à l'OMC comporte des avantages et des désavantages, mais que les avantages sont plus importants que les désavantages - 宣传我国加入世贸组织有利有弊，利大于弊。*Xuanchuan woguo jiaru shimaozuzhi youli youbi, li da yu bi*."[48] Toute personne désirant écrire sur le sujet est ainsi tenue de composer avec ce postulat de base, fourni sans démonstrations précises.

Ajoutons encore que les sept avantages développés dans l'article sont pour la plupart également "des classiques" puisés dans les argumentaires de Pékin, et ne sont pas issus d'une réflexion poussée du journaliste.

Des désavantages aux défis

La part belle est faite aux avantages, et, comme c'est bien souvent le cas, les désavantages sont évoqués, suggérés, mais ne restent qu'une nébuleuse confuse où agriculture, automobile et d'autres secteurs flottent ensemble au loin, entourée d'une aura de mystère et d'espoir. En effet, la stratégie argumentaire officielle transforme en général les avantages en opportunités, et les inconvénients en défis: " Propager que l'adhésion à l'OMC constitue pour l'économie chinoise à la fois une opportunité et un défi: il faut saisir cette opportunité et relever ce défi - 宣传加入世界贸易组织对我国经济既是机遇，也是挑战，要抓住机遇，迎接挑战。 *Xuanchuan jiaru shijie maoyi zuzhi dui woguo jingji ji shi jiyu, ye shi tiaozhan, yao zhuazhu jiyu, yingjie tiaozhan*[49]. Cette subtilité lexicale qui assimile "désavantage" à "défi" introduit une nouvelle perspective dans l'évaluation des gains et des pertes. Les défis, parce qu'on peut les relever, sont potentiellement source d'espoir, et peut-être même d'avantages, dans la mesure où on adopte un comportement approprié: un défi est une difficulté surmontable au prix d'un effort, alors qu'un désavantage ne promet pas de lendemain qui chante. Ainsi, grâce à cet artifice verbal, le discours officiel met en place un cercle vertueux: il faut, d'une part, se saisir des opportunités, autrement dit des avantages, alors que, d'autre part, les défis relevés sont prometteurs de nouveaux avantages. Cette dynamique discursive positive est confirmée par le document de directives de propagande sur l'adhésion à l'OMC: "Quant aux désavantages, tout en adoptant une attitude positive, il est nécessaire d'expliquer qu'il s'agit là des défis incontournables de l'instauration d'un système économique de marché socialiste et de l'adaptation à la tendance de la mondialisation économique. Il faut donc exceller dans l'art de transformer ces défis en une force motrice susceptible de donner un coup d'accélérateur aux réformes et à l'ouverture, et qui soit capable d'élever la compétitivité internationale chinoise."[50]

Même si cette dialectique des avantages et des inconvénients est loin de faire l'unanimité, comme nous le verrons dans le second chapitre de ce travail, elle fait malgré tout autorité: l'ensemble des médias s'y plie et la répercute dans tout le pays, et le slogan "Les avantages sont plus grands que les désavantages" - 利大于弊 *li da yu bi* - est devenu le credo récurrent de toutes les argumentations.

---

[48] *Cf.* Texte 8, p. 75 de ce travail.
[49] *Ibid*.
[50] *Ibid*.

Adhérer maintenant ou jamais: des risques de voir la dialectique s'inverser

Cependant cette dialectique semble devoir s'inverser dans le cas où l'adhésion ne se produirait pas dans l'immédiat. Selon le discours officiel, les désavantages subis deviendraient énormes et les coûts politiques et économiques difficilement supportables. Telle est la menace que Pékin fait planer pour venir à bout des nombreuses réticences parcourant tant la société que l'appareil du Parti. L'extrait suivant, qui provient du même ouvrage que le Texte 1, détaille ce raisonnement.

4.2.2. Texte 3

4.2.2.1. Traduction

Tiré du livre: ***L'OMC ET L'ÉCONOMIE CHINOISE***

TROISIÈME CHAPITRE: LA CHINE ADHÈRE À L'OMC - UN CHOIX HISTORIQUE INÉVITABLE[51]

Quatrième partie: L'adhésion de la Chine à l'OMC: ne pas s'éterniser pendant 10'000 ans, ne pas perdre une minute

1. Adhérer à l'OMC: la Chine ne peut attendre

En 2000, l'OMC va inaugurer un nouveau round de négociations sur le commerce multilatéral. Toute l'attention des membres de l'OMC se concentrera alors sur les négociations de la libéralisation du commerce multilatéral. En principe, l'OMC ne devrait pas, durant ce laps de temps, se consacrer à l'intégration de nouveaux membres. Ce nouveau round de négociations permettra certainement d'aboutir à de nombreux accords de libéralisations commerciales sur les questions des produits agricoles, du commerce des services, des normes environnementales et des normes fondamentales du travail. Parallèlement à la conclusion et à la mise en application de ces accords, les exigences des membres de l'OMC vont continuer à s'élever, et la Chine devra encore prendre des engagements sur ce nouvel ensemble d'accords multilatéraux. Quand il faudra le faire, un marchandage marathon sera inévitable et l'entrée de la Chine dans l'OMC d'autant plus ardue.

Si la Chine n'adhère pas maintenant, une accession future ne pourra qu'être plus difficile. La Chine ne peut se permettre d'attendre que son industrie intérieure soit suffisamment mature pour supporter les exigences des membres de l'OMC pour ensuite seulement adhérer. Au fil du temps, les exigences des signataires de l'OMC n'iront pas en s'atténuant mais, au contraire, elles seront croissantes, et l'adhésion chinoise se compliquera de plus en plus.

Jie Busi de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)[52] l'a indiqué: puisque la Chine a laissé traîner, sans prendre de décisions, la question sur son adhésion au GATT, celle-ci en est maintenant d'autant plus ardue. Effectivement, pour les pays en développement qui désirent adhérer, ce n'est plus comme sous le GATT, où il suffisait de faire quelques réductions sur les droits de douanes. A l'heure actuelle, non seulement la Chine doit faire des concessions sur les barrières douanières et non-tarifaires, mais également dans plusieurs autres domaines comme le commerce des services, le droit de propriété intellectuelle, les mesures d'investissement, etc. Adhérer à l'OMC revient à tirer sur une cible mouvante: cette organisation est en proie à d'incessants changements, ce qui rend l'adhésion de jour en jour plus malaisée.

---

[51] LIU Guangxi, ZHANG Hanlin 刘光溪, 张汉林, *WTO yu Zhongguo jingji (ganbu duben)* WTO 与中国经济 (干部读本) (L'OMC et l'économie chinoise (manuel des cadres), pp. 62-66.

[52] La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1964, sous l'influence des pays du Tiers Monde, pour contrebalancer, en matière de commerce international, le GATT jugé trop proche des thèses des pays industrialisés. (note du traducteur)

Lors des négociations d'adhésion au GATT, la Chine n'avait pas eu besoin de s'engager sur les domaines du commerce des services et sur la protection du droit de propriété intellectuelle. Au contraire, durant les pourparlers sur son accession à l'OMC, la Chine a dû prendre des engagements sur ces différents aspects. Dans les négociations à venir, elle sera en plus contrainte de prendre des engagements sur les critères de protection de l'environnement, les critères de protection des travailleurs, et sur d'autres problèmes épineux. Pendant ce temps, alors qu'est mis en pratique le plan d'action de la libéralisation commerciale du Cycle d'Uruguay, le degré de libéralisation des mesures politiques commerciales des parties signataires de l'OMC ne cesse de s'intensifier. Cela ajouté à d'autres raisons, des exigences certainement grandissantes seront émises envers la Chine. Au cours des négociations passées, la Chine en a déjà fortement fait l'expérience.

Les circonstances changent, les conditions changent, et naturellement les exigences changent aussi, la Chine ne peut pas rester sans rien faire et attendre l'adhésion à l'OMC !

"Adhérer à l'OMC": La Chine ne peut attendre! "入世" - 中国刻不容缓!
"*rushi*" – *Zhonguo keburonghuan!*

2. S'éterniser sans prendre de décisions - des pertes qui augmentent de jour en jour

2.1. Des pertes économiques énormes

Si la Chine ne devient pas un pays membre de l'OMC, non seulement il lui sera impossible d'obtenir des avantages de toutes sortes, mais, ce qui est plus grave, ses droits et intérêts légitimes ne pourront être défendus par cette organisation. Elle essuiera, en conséquence, des pertes incommensurables.

Le 21 avril 1997, lors d'un discours prononcé à l'Université de Pékin, le directeur général de l'OMC Renato Ruggiero a déclaré: "Alors que les autres pays sont en train de rédiger les règlements de l'OMC, la Chine, pays tourné vers l'extérieur, ne peut absolument pas rester les bras croisés. Une Chine qui possède des intérêts croissants dans l'exportation ne peut pas se permettre de ne pas avoir un plus grand nombre d'occasions sûres d'entrer sur le marché de la mondialisation. Or, ce genre de certitudes ne s'acquiert seulement qu'au sein d'un régime multilatéral. La Chine, dépendante des techniques et de la modernisation, ne peut pas prendre du retard sur le rythme si rapide de la mondialisation, et particulièrement pas dans les domaines des technologies de l'information, des télécommunications et des services financiers qui deviennent les piliers de l'économie actuelle."

Jie Busi de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) a souligné que si la Chine persiste à ne pas adhérer à l'OMC, elle pourra à tout instant être soumise à un éventuel traitement discriminatoire, et en plus elle ne sera pas à même de jouir des acquis de l'OMC. Par exemple, sur le problème des mesures anti-dumping, la Chine est souvent traitée de manière discriminatoire comme étant "pays à économie non marchande" - 非市场经济国家 *feishichang jingji guojia*. De même, au mépris des accords sur les produits textiles prescrivant l'abolition par étapes des restrictions que sont les quotas, les membres de l'OMC peuvent toujours les imposer à la Chine ainsi que d'autres limitations quantitatives. La Chine ne parviendra également pas à saisir le nouveau système de résolutions des conflits de l'OMC.

Actuellement, en raison de l'absence de cette protection légale de l'OMC, de nombreux produits, dont l'excellence est évidente, sont, lors de l'exportation, victimes de maintes attaques sévères et non justifiées du pays importateur, provoquant de lourdes pertes pour la Chine.

Une importante raison parmi d'autres pour expliquer les fréquentes attaques d'anti-dumpings subies par la Chine est son statut de non-membre de l'OMC. Ainsi, quand il s'agit d'apprécier si la marchandise chinoise relève du dumping ou non, le pays importateur ne se base plus sur la réglementation ad hoc de l'OMC, mais sur ses propres critères. Cela accroît en conséquence considérablement le caractère arbitraire de cette décision et les probabilités d'accusation de dumping. D'ailleurs, même si la Chine subit de manière évidente des traitements injustes, elle est de toutes façons dans l'impossibilité de porter plainte à l'OMC et d'utiliser son organisme de résolution des conflits pour réclamer justice.

2.2. Un coût politique exorbitant

Une lenteur à adhérer à l'OMC portera non seulement de graves préjudices au développement économique de la Chine, mais lui fera en plus payer un coût politique exorbitant. Différer l'adhésion provoquera les dommages politiques suivants:

1. Des répercussions sur la renommée internationale - 国际威望 *guoji weiwang*. De savoir qu'un pays participe au régime commercial multilatéral dont l'OMC est la base est un important critère permettant d'évaluer s'il s'intègre de manière responsable à la communauté internationale. Ceci a une influence directe sur sa renommée internationale. En raison de la pérennisation du problème de l'adhésion chinoise, l'opinion publique occidentale se met à penser que la Chine s'efforce de profiter de la détente de l'espace politique international pour se soustraire, sous le couvert de l'adhésion au système commercial multilatéral, aux contraintes de "la loi de fer du darwinisme social" et à celles de la discipline du commerce international, et par-là accumuler à des fins spéculatrices de la puissance économique. Certains pays en développement alliés considèrent également que si la Chine, tout en souhaitant adhérer à l'OMC, ne veut pas assumer les obligations minimales de l'économie de marché, c'est dans le dessein de faire intégrer la conception chinoise du "gouvernement par des hommes capables et sages" - 人治 *renzhi* - dans le système commercial multilatéral, qui lui se gouverne sur une base normative. Cela contraindrait la communauté économique internationale à tolérer une Chine très éloignée d'un modèle élémentaire d'économie de marché. Quant à certaines personnalités influentes du monde de l'économie internationale, elles vont même, face à la pérennisation du problème, jusqu'à douter des intentions chinoises: "Où la Chine veut-elle finalement en venir?"

2. Favoriser la diffusion de "la théorie de la menace chinoise" - 中国威胁论 *Zhongguo weixie lun*. Bien que le point de départ et les intentions du souhait de voir la Chine entrer dans l'OMC soient différents, le consensus que l'adhésion à l'OMC est propice à l'ouverture et aux réformes de la Chine et au renforcement du système commercial multilatéral ainsi qu'à la paix et au développement mondial s'est déjà formé dans la communauté internationale. Si la Chine diffère sans cesse son adhésion à l'OMC au point que ce consensus ne se concrétise pas avant longtemps, les répercussions néfastes qui en découleront favoriseront la diffusion de "la théorie de la menace chinoise", aggravant l'environnement économico-politique international de la Chine.

3. L'érosion des fondements du "principe de pays en développement"- 发展中国家原则 *fazhanzhong guojia yuanze*[53]. Si la Chine s'éternise sur la question de son adhésion, parallèlement à la diminution progressive des différences des droits et devoirs entre pays en développement et pays développés au sein du système commercial multilatéral et suite à la croissance soutenue de l'économie commerciale chinoise, les bases du "principe de pays en développement" que la Chine martèle vont chaque jour se corrompre davantage. Les voies et pressions de la communauté internationale, dont celles des pays en développement, exhortant la Chine d'abandonner la controverse sur "l'appartenance du pays" - 国家成分 *guojia chengfen* -, et revendiquant même le renoncement complet à son statut de pays en voie développement, se feront de plus en plus fortes.

4. L'affaiblissement de "la volonté de souveraineté" - 主权意志 *zhuquan yizhi* - sur Hong Kong, Macao et Taïwan. Alors que Hong Kong et Macao revenaient dans le giron chinois et que Taïwan, dans l'ensemble, aboutissait ses négociations d'adhésion à l'OMC, le sens politique d'une adhésion dans les plus brefs délais possibles est devenu de plus en plus patent pour la Chine. Hong Kong et Macao sont déjà membres de l'OMC, et les négociations sur l'adhésion de Taïwan sont dans l'ensemble achevées. Si la Chine s'éternise à décider de sa propre adhésion, la résolution prise en 1992 par le conseil du GATT intitulée "La Chine doit adhérer à l'OMC avant Taïwan" risque de devenir caduque. A supposer que ces circonstances viennent vraiment à se présenter, "la volonté de souveraineté" de la Chine sera grandement affaiblie.

[*Cet extrait conclu le troisième chapitre du livre* L'OMC et l'économie chinoise *intitulé "La Chine adhère à l'OMC - un choix historique inévitable".*]

[53] Pour avoir plus de précisions sur ce principe, voir le Texte 18 mis en annexe. (note du traducteur)

4.2.2.2. Commentaire

Le choix politique de Pékin a le mérite d'être clair: il est hors de question que la Chine attende la fin d'un nouveau cycle de négociations, qui risque de durer plusieurs années, pour adhérer à l'OMC. L'adhésion doit se réaliser dans les plus brefs délais, afin que les exigences qui sont posées à la Chine cessent de s'accroître et ne s'étendent pas à de nouveaux domaines. Il est préférable de participer aux négociations qui façonneront les nouveaux règlements et accords de l'OMC que de devoir les accepter tels quels, sans avoir pu défendre les intérêts de la Chine lors de leur conception. Selon ce discours officiel, le temps est compté pour la Chine: plus il passe et plus de multiples *impedimenta* viennent entraver et compromettre la marche de la Chine vers l'accession à l'OMC.

Pour ajouter de la force de conviction à ce facteur temporel, recours est fait aux pertes économiques et politiques auxquelles la Chine s'exposerait en cas de non-adhésion immédiate. La sollicitation des opinions de deux personnalités non-chinoises, soit Renato Ruggiero, alors directeur général de l'OMC, et Jie Busi, haut fonctionnaire à la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, pourrait s'expliquer par les dissensions internes qui met à mal l'unicité des dirigeants du Parti communiste chinois sur le sujet de l'adhésion. En effet, comme nous le découvrirons dans le quatrième chapitre, certains leaders de Pékin et autres membres du PCC ne sont pas vraiment pressés de voir leur pays entrer dans l'OMC, et pour cette raison, font tout pour empêcher l'intégration chinoise à l'OMC. Au grand dam de l'aile réformiste du Parti qui, après 14 ans de négociations, souhaite précipiter le mouvement de l'adhésion. Faire appel à deux personnalités extérieures à ce conflit permet d'attribuer un semblant de crédit aux arguments des tenants de l'adhésion. Arguments par conséquent destinés à convaincre à la fois les nombreux dirigeants et membres du Parti récalcitrants et la population chinoise.

Parmi les arguments politiques, mentionnons l'importance accordée au prestige de la nation, qui est déclaré menacé par un comportement irresponsable de la Chine: le fait de s'éterniser sur la question de l'adhésion pourrait renforcer "la théorie de la menace chinoise" en cours à l'étranger. La Chine semble préoccupée par l'éventualité de voir ce problème entamer son crédit international. Comment interpréter ce genre de discours? La Chine, qui, durant des décennies de fermeture, a fait route seule en accordant que peu d'importance à l'avis des autres pays, aurait-elle désormais peur du qu'en dira-t-on international? Faut-il voir là un symptôme du nationalisme rampant frustré par le manque de lustre de la Chine sur la scène internationale, et une manifestation de l'aspiration à être vraiment reconnue comme grande puissance? Ou, tout simplement, un autre argument creux destiné à étoffer une argumentation pauvre? Le troisième chapitre nous apportera un élément de réponse à cette question, car il nous dévoilera l'existence d'une volonté politique de mettre des gants, dans le discours officiel, lorsqu'il s'agit de traiter d'informations pouvant nuire à l'image de la Chine à l'étranger. Le prestige international du pays apparaît par conséquent relativement important aux yeux des dirigeants chinois, et cet argument politique invoquant le danger de légitimer "la théorie de la menace chinoise" par un ajournement de l'adhésion n'est pas totalement dénué de sincérité.

Notons encore que la question de Taïwan est récurrente, puisqu'elle est à nouveau citée, de même que dans le sixième avantage du Texte 2, comme un justificatif de l'adhésion.

Pour terminer ce commentaire sur la lecture du Texte 3, relevons que cet extrait brandit la menace

d'un renversement de la dialectique "avantages-inconvénients" par une description relativement étoffée des effets néfastes dont tout retard dans l'accession à l'OMC serait porteur. La dynamique positive de cette dialectique semble avoir trouvé dans le facteur temporel un obstacle insurmontable, puisqu'un ajournement risquerait fort de mettre à mal l'adhésion, en donnant l'avantage aux inconvénients!

4.3. Mais encore: Marx et l'OMC; un arsenal d'arguments; une propagande pour informer

Avant de conclure ce chapitre, il nous paraît nécessaire de traiter trois thèmes. Tout d'abord, il est nécessaire de parler de celui dont la pensée est source de légitimité pour la République populaire de Chine, Karl Marx. Bien que Marx soit relativement peu présent dans la plupart des articles de presse traitant de l'adhésion de la Chine à l'OMC, il est malgré tout souvent évoqué dans des écrits plus étoffés - livres, dossiers, etc. Il nous faudra ensuite illustrer par quelques exemples supplémentaires l'ampleur et la variété de l'argumentation déployée pour justifier l'adhésion. Finalement, nous retoucherons le tableau décrit dans ce premier chapitre, en rappelant que la propagande officielle, malgré son emphase et sa rhétorique creuse, garde tout de même un rôle informateur destiné à préparer, avec une objectivité toute relative, la société aux bouleversements que l'adhésion est susceptible de provoquer.

Marx et l'OMC

De prime abord, il semble invraisemblable qu'un régime qui se réclame du communisme veuille accéder à l'institution du capitalisme et du libre échange qu'est l'OMC. Pourtant, les faits sont là, et comme nous nous en sommes déjà rendus compte au fil des traductions, l'intégration a l'OMC est présentée comme favorisant l'instauration du système "économique de marché socialiste"[54], soit le compromis entre un Etat communiste et une économie de marché. Comment faire cohabiter deux idéologies aussi opposées au sein d'une même argumentation? La réponse est simple: en intégrant la seconde dans le cadre de la première, au risque de créer certains anachronismes.

Les chapitres consacrés au marxisme dans les livres destinés à informer le peuple du bien-fondé de l'adhésion à l'OMC se résument en général à une succession de citations, entre lesquelles les auteurs n'interviennent que laconiquement, citations tirées de divers écrits de Marx où le processus de mondialisation est exposé comme inévitable. Exemple: "(…) Talonnée par le besoin de débouchés toujours plus étendus pour ses produits, la bourgeoisie gagne la terre entière. Il lui faut se nicher partout, s'installer dans tous les lieux possibles et créer des relations tous azimuts. Par son exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a rendu cosmopolite la production et la consommation de tous les pays. (…) L'autosuffisance et l'isolement régional et national d'autrefois ont fait place à une circulation générale, à une interdépendance générale des nations. Et ce pour les productions matérielles aussi bien que pour les productions intellectuelles. (…)"[55]

---

[54] *Cf.* Texte 8, p. 77 de ce travail.

[55] Marx et Engels, *Manifeste du Parti communiste*, pp. 9-10. Cet extrait est le même que celui auquel se réfèrent les auteurs ZHU Daohan, LONG Yongtu 注道涵, 龙永图, dans leur ouvrage *Shijie maoyi zuzhi zhishi duben* 世界贸易组织知识读本 (Le manuel de connaissance de base de l'OMC), pp. 271-272.

Ceci n'est qu'un extrait parmi tant d'autres qui se relaient sur la dizaine de pages généralement consacrée à la thématique de Marx et l'OMC dans les livres officiels. Le raisonnement des idéologues actuels est que, tant Marx, Engels que Lénine considéraient la mondialisation et son intensification constante comme les conséquences inéluctables du développement du mode de production capitaliste. De même, ils estimaient que la mondialisation était le résultat nécessaire et le besoin objectif de l'économie de marché. La mondialisation est donc présentée chez ces auteurs comme une loi incontournable et une tendance irréversible du développement économique, et à laquelle aucun pays ne peut se soustraire. Elle passe nécessairement par une ouverture des frontières sur l'extérieur et une participation active à la création des richesses matérielles.

Le régime chinois, en opérant un choix judicieux de citations au sein du répertoire classique marxiste, trouve justification à tous les points de sa politique actuelle, tout en se proclamant plus fidèle que jamais à la pensée de Marx. Voici un des rares commentaires qui, éparpillés entre les longs extraits, tire un enseignement d'une citation de Marx destinée à démontrer la nécessité de ne pas se cloisonner dans un protectionnisme: "Nous pouvons conclure de cet extrait que, dans un contexte de mondialisation où l'ouverture des économies ne cesse de s'intensifier, un pays ne peut absolument pas pratiquer la politique de la porte close et s'illusionner sur sa puissance. Le mode de production capitaliste non seulement exerce une influence sur les pays capitalistes eux-même, mais aussi inévitablement sur n'importe quel pays ou région prenant part au marché mondial. Ce n'est qu'au prix de l'adaptation à ce changement et à ce courant dominant que nous pourrons nous développer et nous renforcer. En revanche, si nous ne le faisons pas, nous serons réduits à la passivité, recevrons des coups et endurerons tout ce que l'arriération implique."[56]

Cette dernière phrase n'est pas sans nous rappeler le darwinisme social dont nous avons parlé ci-dessus: il faut s'adapter à l'évolution mondiale pour survivre, faute de quoi la sélection naturelle frappera. Bref, sans vouloir trop entrer dans les détails de cette argumentation, qui, rappelons-le, n'occupe qu'une place secondaire au sein du discours officiel, mentionnons encore que sur le plan de l'argumentation idéologique, Deng Xiaoping est également à l'honneur. Sa théorie de justification des réformes menées dès 1978 est utilisée pour démontrer combien son projet d'économie de marché socialiste sortira grand vainqueur de l'intégration de la Chine à l'OMC.

Ce volet d'argumentation idéologique butte sur un gros problème: les idéologues n'auraient-ils pas mis la charrue avant les bœufs? En effet, dans la théorie marxiste, l'allégation de l'inéluctable mondialisation précède la révolution communiste, et donc la libération du prolétariat du joug capitaliste. La phase actuelle du développement mondial est donc une phase historique censée être antérieure à celle du communisme. Ainsi, la République populaire de Chine, après avoir libéré une première fois son peuple en 1949, semblerait, selon son discours actuel, se remettre sur les rails d'une nouvelle évolution capitaliste, et à long terme, devrait s'apprêter à revivre une nouvelle libération communiste. Les sillons creusés par cette charrue inversée apparaissent donc bien abstrus.

Tout un arsenal d'arguments

Au travers des traductions des textes 1, 2 et 3, nous avons pu percevoir la diversité des arguments sur lesquels s'appuie le discours officiel. Pourtant, il en existe encore une multitude, d'une variété

[56] ZHU Daohan, LONG Yongtu 注道涵, 龙永图, *op. cit.*, p. 275.

extraordinaire, que nous ne pourrons aborder dans le cadre de ce travail. La richesse de l'imagination des idéologues semble sans bornes. Toutefois, une lecture attentive de cette pléthore d'arguments en faveur de l'adhésion révèle fréquemment que la qualité a été sacrifiée à la quantité, et que la rhétorique creuse prédomine[57]. Ainsi, bien souvent, les arguments sont "balancés" sans autre forme de procès: "c'est bien parce que ça l'est", un point c'est tout. De bonnes assises telles que statistiques détaillées ou autres élaborations sont souvent inexistantes, négligées voire manipulées. Cette tendance semble confirmer celle que nous avions déjà observée au sujet du caractère axiomatique des deux arguments phares du discours officiel, c'est-à-dire le darwinisme social et la dialectique "avantages-inconvénients". Toutefois, n'insistons pas trop sur les aspects creux et axiomatiques du discours officiel, puisqu'il conserve malgré tout son statut de propagande, et que la propagande ne peut être que plus ou moins creuse et basée sur des déclarations de principe. Les Chinois, et même leurs dirigeants, en sont conscients, mais c'est ainsi qu'ils conçoivent le rôle de cette propagande qui est destinée à définir *quoi* penser, et non *comment* penser.

Avant de clore ce premier chapitre, signalons encore trois extraits supplémentaires du discours officiel mis en annexe. Nous en avons déjà cité un, celui développant les trois principes présidant à la politique de la Chine dans ses négociations avec l'OMC: *Lors des négociations d'adhésion, la Chine a toujours insisté sur trois principes, quels sont-ils? Et pourquoi insister sur ces trois principes?* Les deux autres extraits traitent tous deux d'un argument récurrent qui nous a semblé suffisamment important pour être cité, c'est celui d'une OMC incomplète sans la Chine. Il figure en effet également dans l'argumentaire des consignes de propagande que nous observerons plus en détail dans le chapitre trois de ce travail: "La Chine a besoin de l'OMC, l'OMC a aussi besoin de la Chine - 中国需要世贸组织, 世贸组织也需要中国 *Zhongguo xuyao shimao zuzhi, shimao zuzhi ye xuyao Zhongguo* -, adhérer à l'OMC concourt à l'entreprise des réformes et de l'ouverture chinoise ainsi qu'à la prospérité et au développement économique mondial."[58] Cet argument, qui permet de redorer le blason chinois en insistant sur la puissance et le poids économiques de la Chine, n'est pas l'exclusivité du discours officiel chinois, puisqu'il apparaît dans les discours des partisans non chinois de l'adhésion chinoise. Il est ainsi notamment repris dans les allocutions de Mike Moore, directeur général de l'OMC, lorsqu'il plaide pour l'intégration de la Chine à son organisation, qui ne peut rester orpheline du quart de l'humanité alors qu'elle se veut d'envergure mondiale. Pour étayer ce slogan de son argumentation officielle, nous avons traduit et mis en annexe *La Chine a besoin de l'OMC, mais l'OMC a encore plus besoin de la Chine, nous n'avons pas besoin de faire concessions sur concessions pour adhérer. Cette affirmation est-elle correcte?*, ainsi que *L'OMC sans la participation de la Chine est inconcevable*.

Une propagande, pour convaincre certes, mais aussi pour "informer"

Nous nuancerons, enfin, le manque total d'objectivité de la propagande qui fait la part belle à des descriptions minutieuses et imaginatives des avantages tout en négligeant ou minimisant les

---

[57] A force de vouloir prouver par tous les moyens, valable ou non, le bien-fondé d'une adhésion, le discours officiel éveillerait même la méfiance. Lors de mon séjour en Chine, j'ai ainsi entendu à plusieurs reprises que "même si les avantages sont plus importants que les désavantages", on se demande si le gouvernement n'a pas en fin de compte quelque chose à nous cacher étant donné l'acharnement qu'il met à prouver par tous les moyens la nécessité d'adhérer, et si après tout il est vraiment bien raisonnable d'adhérer". Cette remarque porte à croire que le peuple n'est pas dupe, même s'il est le plus souvent dépourvu d'instruments conceptuels pour penser analytiquement, en raison principalement du contrôle de la presse, que nous évoquerons dans le chapitre trois: "Le contrôle de la presse permet certes de tenir cachés certains faits; mais son effet le plus pernicieux est qu'il empêche les Chinois de s'exprimer sur les faits connus, de les analyser, d'aboutir à des conclusions." (Jean-François Billeter, *op. cit.*, p. 15)

[58] *Cf.* Texte 8, p. 75 de ce travail.

désavantages. Il nous faut en effet préciser que, même si les désavantages sont très fréquemment omis de l'argumentation, il est malgré tout impossible des les éluder totalement. Au regard de l'importance des enjeux, cela relèverait de l'inconscience et serait trop dangereux pour la stabilité du pays. Le rôle de cette propagande est, certes, de convaincre, de rallier l'opinion publique aux vues du gouvernement, mais également d'informer, avec une objectivité toute relative, les différents secteurs de la société des risques qu'ils encourent et de les préparer dans une certaine mesure aux chocs à venir: mieux vaut essayer de préparer, prévenir et amortir les tensions socio-économiques, que de les voir soudainement exploser de manière incontrôlée.

Il existe également des articles qui évoquent tout de même les plus grosses difficultés que la Chine aurait à surmonter, par exemple le douloureux transfert de plus de 10 millions de paysans vers d'autres secteurs comme le textile. De plus, dans cette optique informative, la plupart des manuels ou articles évoquent, outre les avantages, les éventuelles répercussions funestes de l'adhésion sur les différents secteurs de la société, et ce tout en se gardant de tomber dans une logique de discours inverse qui corromprait le but premier de conviction de la propagande. Ainsi, la majorité de la littérature concernant la Chine et l'OMC relève d'une description officielle, et donc uniformisée, des effets de l'adhésion sur le secteur financier, sur les assurances, les marchés boursiers, l'agriculture, les services médicaux, le textile, les entreprises privées ou publiques, le secteur bancaire et d'autres encore. Mais, bien entendu, au sein de ces descriptions où avantages et inconvénients se côtoient, les désavantages restent minimisés et "positivés".

5. DEUXIÈME CHAPITRE: REMISES EN QUESTION IMPLICITES EN CHINE CONTINENTALE DE LA POLITIQUE OFFICIELLE SUR L'OMC

Ce deuxième chapitre aspire à pondérer le premier, qui nous a offert une vue unilatérale des discours tenus en Chine sur l'adhésion à l'OMC. Pour ce faire, nous avons découvert des textes au ton moins enthousiaste et plus prudent, chose qui peut être considérée comme peu fréquente. Ces textes, qui se veulent plus critiques et objectifs que le discours officiel, sont relativement répandus dans les revues scientifiques circulant dans les cercles d'initiés des intellectuels, surtout parmi les économistes et les hauts fonctionnaires, mais ils ne sont pas pour autant monnaie courante dans la presse en tant que média de masse. En effet, tout écart est officiellement malvenu, la propagande ayant imposé aux médias de sévères directives quant aux discours à tenir sur l'adhésion. Ainsi, la volonté affichée d'unifier les connaissances sur le sujet bloque l'émergence d'un véritable débat ouvert: la liberté d'expression a les pieds bandés et son périmètre d'action est très limité. Pourtant, des critiques implicites subsistent malgré tout, qui, même si elles ne remettent jamais directement en cause le principe même de l'adhésion à l'OMC, fissurent le consensus de façade imposé par le discours officiel.

Nous allons dans ce chapitre traiter trois textes, dont les deux premiers, solidement argumentés, sont de teneur plus scientifique que les discours abordés jusqu'à présent. Tout d'abord, *Des gains et des pertes de la participation des pays en développement à un système commercial multilatéral*, nous offrira une perspective de réflexion plus large en se démarquant de la rhétorique officielle par une critique de la dialectique des avantages et des inconvénients, et ouvrira par-là de nouvelles pistes de compréhension. Le second est un extrait de l'article intitulé *L'OMC: reconsidération de la stratégie de développement de la Chine*. Il nous permettra de faire plus ample connaissance avec l'accord sino-américain et les craintes qu'il suscite chez certains économistes chinois quant à l'avenir de l'emploi et des exportations chinoises. Dans un second temps, il remettra en cause le cadre de réflexion officiel jugé trop étroit et inefficace en plaidant pour des contre-mesures macro-économiques. Le dernier article, *Regards sur l'orientation de l'OMC sous l'angle de l'échec des pourparlers de Seattle*, nous amènera à mettre examiner non plus la Chine mais l'OMC, jugée inéquitable pour les pays en développement.

Il est également nécessaire d'ajouter que dans ces remises en question plus ou moins implicites du discours officiel, la Chine n'est pas systématiquement mentionnée. Des détours sont utilisés et on parle plutôt de pays en développement. Il faut ainsi lire entre les lignes, et comprendre que, si l'auteur écrit que les pays en développement sont perdants dans l'OMC, la Chine y est également perdante. La Chine est ainsi fréquemment noyée dans le terme générique de pays en développement afin de ne pas contredire ouvertement le discours officiel.

5.1. Réfutation de la dialectique des avantages et des inconvénients

Le premier texte est aussi le plus long des trois. C'est pour cette raison que nous n'allons pas le

reproduire ici de manière continue. Nous proposons de le segmenter en trois parties, qui correspondent aux trois chapitres de l'article. Entre chaque partie, nous procéderons à quelques commentaires. Comme nous allons le découvrir, ce texte prend beaucoup de recul pour embrasser dans son ensemble la question des gains et des pertes, autrement dit des avantages et des inconvénients, de la participation à l'OMC des pays en développement. Il démontre, entre autres, la vanité de la dialectique des avantages et des inconvénients, ainsi que la nécessité de ne pas établir une équation réductrice et fausse faisant de la participation à l'OMC la clé du développement économique.

5.1.1. Texte 4 (première partie):

5.1.1.1. Traduction

DES GAINS ET DES PERTES DE LA PARTICIPATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT À UN SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL[59]

Le premier janvier 1995, l'Acte final du Cycle d'Uruguay entre en vigueur, l'OMC voit le jour, et les 96 % du volume du commerce mondial sont intégrés dans un système commercial multilatéral incarné par l'OMC.

Au sein de toute organisation internationale existent des "contradictions nord-sud"- 南北矛盾 *nanbei maodun*. Ces relations nord-sud n'en sont que plus complexes pour une organisation telle l'OMC qui, dans toute l'histoire, est la seule organisation d'une telle envergure à avoir des règlements comme fondement et à exercer une influence si marquée sur le développement économique de chaque pays. Sur les 132 membres de l'OMC, 95 sont des pays ou territoires douaniers en voie de développement. Parallèlement à l'accélération du processus d'intégration de l'économie mondiale, des pays en développement sont encore en train de postuler pour adhérer à cette organisation. Parmi eux, la Chine, qui, à cette fin, a fourni une dizaine d'années d'efforts. Comment ces pays doivent-ils appréhender les gains et pertes entraînés par leur adhésion à ce système commercial multilatéral? Sur cette question, les controverses sont assez nombreuses. Elles portent sur les différents intérêts réels de tous les pays en développement.

1. Des avis différents sur les gains et pertes d'une participation des pays en développement au système commercial multilatéral

Actuellement coexistent principalement quatre théories, soit la théorie de l'obtention naturelle de bénéfices, la théorie de l'infériorité structurelle, la théorie des gains plus importants que les pertes, et, finalement, la théorie des pertes plus importantes que les gains. Les supporters de la théorie de l'obtention naturelle de bénéfices et de celle de l'infériorité structurelle sont plutôt rares. La première n'apparaît que dans les publications de quelques scientifiques occidentaux, ou plus fréquemment dans les déclarations politique des pays occidentaux. La seconde a quelques partisans dans certains pays en développement depuis les années 60, mais l'autorité de ce type de point de vue s'est affaiblie en réaction au renforcement du rôle du système commercial multilatéral. En revanche, au sein de la dispute entre la théorie des gains plus importants que les pertes et de celle des pertes plus importantes que les gains, il n'est pas aisé de convenir laquelle est la plus valable.

[59]ZHANG Xiangchen, SUN Liang 张向晨，孙亮, "Lun fazhanzhong guojia canjia duobian maoyi tizhide de yu shi" 论发展中国家参加多边贸易体制的得与失 (Des gains et des pertes de la participation des pays en développement à un système commercial multilatéral), in *Shijie jingji* 世界经济 (L'économie mondiale), pp. 56-60.

1. La théorie de l'obtention naturelle des bénéfices "自然获益论"

Ziran huoyi lun

Suite à la conclusion des accords du Cycle d'Uruguay, les pays développés se montrèrent généralement optimistes, considérant la formation d'un système de commerce multilatéral avantageuse pour chaque participant. La thèse principale de cette théorie est que les pays en développement, lors de ce nouveau cycle de négociations commerciales, ont tenu un rôle important. Dans l'après-guerre, la majorité de ces pays n'avait jamais pleinement pris part à l'économie mondiale. Cela est illustré par les négociations commerciales multilatérales de toutes les sessions précédentes, où, sans prendre part activement à la partie centrale des discussions, c'est-à-dire aux concessions mutuelles sur les promesses d'ouverture des marchés, leur cheval de bataille se résumait à exiger des pays développés un traitement préférentiel pour leurs exportations. Cependant, lors du Cycle d'Uruguay, les pays en développement changèrent d'attitude. Bon nombre d'entre eux furent très présents durant tous les pourparlers. Quant aux autres, ils intensifièrent peu à peu leur participation au fil de l'évolution des négociations. En conséquence, les règlements du nouveau système commercial sont plus représentatifs des intérêts des pays en développement, des scientifiques américains allant même jusqu'à tenir les négociations d'Uruguay pour "le jalon de l'intégration des pays en développement à l'économie internationale."[]

Certains scientifique occidentaux estiment que, depuis la seconde guerre mondiale, le plus grand obstacle au développement commercial des pays en développement est le manque de transparence et de stabilité de leur système commercial. Or, le plus grand acquis du Cycle d'Uruguay est précisément l'obligation d'instaurer un système commercial stable et transparent, ce qui naturellement constitue pour leurs exportations un avantage potentiel énorme.[] La caractéristique la plus marquante de l'Acte final du Cycle d'Uruguay étant qu'il se présente sous la forme d'un paquet global, rien ne peut y être sélectionné: les pays en développement ne peuvent pas, comme lors du Cycle de Tokyo[60], se soustraire à certaines obligations intrinsèques du système commercial. Ainsi ils ne doivent pas uniquement se concentrer sur des diminutions des traitements préférentiels qui leur sont accordés, mais ils se doivent aussi d'inscrire la signification des promesses d'ouverture des marchés dans une plus large perspective. Outre la baisse des droits de douane, l'abolition des quotas etc., elle doit être appréhendée à partir de trois autres niveaux: la mise en place de restrictions sur le niveau des droits de douane, l'institution d'une discipline sur l'interventionnisme gouvernemental, et l'établissement d'un organisme surveillant la mise en application des règlements par chaque pays. C'est à la fois le contenu essentiel des promesses d'ouverture des marchés et l'important accomplissement d'ensemble de l'Acte final du Cycle d'Uruguay.

2. La théorie de l'infériorité structurelle "结构劣势论"

Jiegou lieshi lun

Cette théorie formulée durant les années 60 a eu des partisans jusqu'à nos jours. L'idée majeure est la suivante: étant donné que le processus de libéralisation commerciale se réalise principalement sous l'impulsion et la direction des pays développés, il est inévitable que, dans l'ensemble, il serve leurs intérêts. Des scientifiques l'affirment, les Américains exercent un contrôle sur les techniques et les technologies, et exploitent la marche de la mondialisation afin de procéder à une distribution inéquitable des ressources sur tout le globe.[] "Même si le principe de la nation la plus favorisée fait vraiment ses preuves au sein de relations commerciales d'égal à égal, c'est un concept qui, au contraire, devient inacceptable lors de relations commerciales entre des pays aux forces économiques fortement déséquilibrées."[]

La théorie de l'infériorité structurelle considère que les pays en développement se trouvent en situation d'infériorité dans le commerce international, et que, dans le cadre d'un système commercial multilatéral, cette infériorité va être confortée et légalisée. Selon cette théorie, revendiquer des avantages spéciaux pour les pays en développement équivaut à exiger des dédommagements.

L'un de ses fondements essentiels réside dans une analyse historique entreprise sur la structure commerciale internationale. Même si au cours du développement mondial on a pu assister chez les pays en développement à une augmentation des exportations des produits finis, les produits de base et les produits semi-finis demeurent toujours leurs principales marchandises d'exportation. Parallèlement, le commerce intérieur des pays développés s'intensifie grâce aux progrès technologiques réalisés, aux

[60] Pour plus de pécisions sur le Cycle de Tokyo, voir p. 14 de ce travail. (note du traducteur)

innovations dans leur production et à une division du travail toujours plus minutieuse. La réduction des barrières commerciales correspond ainsi aux besoins de développement de leurs relations commerciales. Les pays en développement, quant à eux, tirent difficilement profit de cette situation, vu qu'ils n'exportent que très peu de marchandises à forte densité technique.[] Une autre conjoncture défavorable est le protectionnisme mis en place par les pays développés pour leurs industries sur le déclin. Dans le cadre du système commercial multilatéral, ce protectionnisme se légalise, mettant les pays en développement dans une situation encore moins confortable.[]

Des scientifiques ont fait cette comparaison: "En apparence, l'OMC est un système commercial multilatéral équitable. Pourtant, en y regardant à deux fois, on découvre que les règles commerciales de l'OMC s'apparentent à celles d'un combat de boxe qui permettraient indistinctement aux poids lourds et aux poids légers de s'affronter ensemble sur un ring."[] Les tenants de cette théorie insistent: "Il ne faut pas sous-estimer les répercussions de la libéralisation commerciale sur les économies des pays aux marchés émergents. Quand un pays en développement réalise à la hâte une libéralisation commerciale, il expose en fait ses petites entreprises intérieures à la concurrence des sociétés multinationales. Pour le développement des économies des marchés émergents, les conséquences de cette libéralisation commerciale sont probablement extrêmement destructrices. La mondialisation, maintenant sous la direction de l'OMC, va probablement changer l'aspect de l'économie mondiale. En somme, cette forme de mondialisation peut entraver les rapides économies émergentes et faire trébucher les économies insuffisamment développées, mais peut en revanche considérablement stimuler les économies industrialisées existantes."[]

Si on compare le nouveau système de l'OMC avec l'ancien GATT, on parvient également au constat que le système commercial multilatéral devient de plus en plus défavorable aux pays en développement. Des scientifiques étrangers l'ont montré, le GATT accordait encore quelques exceptions aux pays en développement: par exemple la clause 18[61] permettait de mettre en place un protectionnisme certain pour les jeunes entreprises. Le Conseil du GATT, en règle générale, ratifiait ces méthodes qui dérogeaient à ses règlements ordinaires. Mais la détente que ce genre d'action signifiait pour les pays en développement n'était pas convenue sur des bases théoriques ou politiques. Elle s'appuyait sur le fait que la puissance concurrentielle des pays en développement ne constituait pas encore un danger pour les pays développés. Mais au fil du développement économique de certains pays en développement, ces circonstances sont en train de se modifier, sans compter que quelques-uns d'entre eux deviennent de grands marchés potentiels. C'est pour cette raison que les pays développés commencent à exercer une pression, d'une part en consolidant leur propre supériorité, comme, par exemple, en exigeant que le droit de propriété intellectuelle soit intégré dans le système commercial multilatéral; et, d'autre part, comme les Etats-Unis, en exigeant une nouvelle interprétation de la clause 18 du GATT, et en recommandant d'y appliquer de vigoureuses restrictions.[]

3. Les deux théories complémentaires des gains et pertes "两种得失互见论"

Liang zhong deshi hujian lun

Le point commun entre la théorie des "gains plus importants que les pertes" et celle des "pertes plus importantes que les gains" est qu'elles considèrent toutes deux que les pays en développement participant au système commercial multilatéral subissent des gains et des pertes. Les scientifiques appuyant ces théories ont tous recours à deux systèmes de référence similaires pour juger de ces gains et pertes: les clauses de l'Acte final du Cycle d'Uruguay se rapportant aux pays en développement et les opportunités de promesses d'ouverture des marchés que ces pays ont réellement obtenu suite à ce cycle. Le manque de critères quantitatifs suffisants de ces deux systèmes de référence explique les divergences de ces théories. En outre, les situations des différents pays et régions varient fortement. L'analyse des arguments mis en avant par ces deux théories nous sera utile à la compréhension de la nature du problème.

Des scientifiques pensent qu'une analyse quantitative de l'Acte final du Cycle d'Uruguay permettrait de montrer que les pays en développement peuvent indéniablement retirer des avantages de leur participation à l'OMC, mais que, dans le même temps, il est impossible d'en occulter les pertes, comme

[61] Pour plus de détails sur cette clause 18, voir p 14 de ce travail. (note du traducteur)

les effets néfastes de la montée des prix des céréales, et cela particulièrement pour les pays les moins développés.[]

Pour les différents pays en développement, les critères d'évaluation des bénéfices obtenus sont naturellement le degré d'amélioration des conditions des promesses d'ouverture des marchés. Après la conclusion du Cycle d'Uruguay, une théorie soutenant que l'Asie en sortait la plus grande bénéficiaire est apparue. L'argument de cette théorie est que, avant le cycle d'Uruguay, les produits de consommation, les appareils électriques et les produits textiles qu'exportaient les pays et régions d'Asie occupaient une forte proportion dans les exportations mondiales, et les droits de douanes que ces marchandises affrontaient étaient les plus élevés. Or, l'élargissement des promesses d'ouverture des marchés successives au Cycle d'Uruguay, et en particulier la libéralisation progressive des secteurs des habits et des produits textiles, vont permettre à l'Asie d'effectuer la plus grande moisson de bénéfices. Selon les statistiques, parmi les pays et régions asiatiques, les pays de l'Asie du Sud seraient les plus concernés. Les droits de douane commerciaux moyens que les exportations de l'Asie du Sud affrontaient ont, depuis le Cycle d'Uruguay, diminué de 9 à 25%. Des économistes de certains pays de l'Asie du sud-est pensent que leur pays possèdent déjà des critères industriels adéquats, que leur force concurrentielle ne cesse de se renforcer, et qu'il suffit d'opérer des réajustements de la structure économique et des mesures politiques concernées pour que les facteurs négatifs, comme la pression exercée par les importations de produits industriels étrangers, soient aisément surmontables.

En comparaison, les pays d'Afrique et d'Amérique latine exportent principalement des produits de base. Ils subissent à l'origine des barrières commerciales déjà relativement réduites et de plus jouissent des avantages des accords de Lomé[62]. Pour ces pays, les bénéfices acquis dans les nouveaux engagements sur des promesses d'ouverture des marchés ne sont guère conséquents.[] Des scientifiques l'affirment: "Les pays dont les secteurs des produits textiles et des vêtements sont peu développés et qui importent beaucoup de céréales connaîtront soit plus de pertes que de profits, soit des pertes et profits équivalents, si bien qu'il n'est pas possible pour ces pays de retirer un quelconque avantage de ces accords du Cycle d'Uruguay. Pour ces pays les moins développés, ces accords sont sans aucun doute comme si le givre venait s'ajouter à la neige, un désastre qui s'additionne à un autre."[] En 1997, la somme du commerce mondial représentait six mille milliards. Les 48 pays les moins développés n'en représentaient que 0,03%. En plus de ces circonstances, ils doivent se soumettre à toutes sortes de contraintes dues aux nouveaux règlements internationaux et ouvrir leur propre marché aux pays développés. Ceci semble être l'argument le plus percutant de la théorie des pertes plus importantes que les gains.

5.1.1.2. Commentaire

Le disours officiel noyé au sein d'une typologie de quatre théories

Dans cette première partie les auteurs s'attèlent à la description des diverses interprétations des gains et des pertes des pays en développement lors de leur participation au système commercial multilatéral qu'est l'OMC. Pour ce faire, ils les systématisent en élaborant une typologie de quatre théories différentes. Cette typologie nous est très utile puisqu'elle nous fournit une grille de lecture qui permet d'appréhender le discours officiel au sein d'une large perspective, et de relativiser le côté unilatéral et unique qu'il semblait présenter: la dialectique des avantages et des inconvénients ou "la théorie des gains plus importants que les pertes", est réduite à une approche parmi quatre autres, qui, toutes, ont leurs partisans et détracteurs. Par ailleurs, cette grille de lecture nous sera utile dans la suite de ce chapitre pour l'appréhension d'un autre discours se démarquant du discours officiel. Il s'agit du Texte 6, qui constitue une illustration exemplaire de "la théorie de l'infériorité structurelle".

Dans leur article, les auteurs ne prennent pas parti pour l'une ou l'autre théorie, ils se contentent de

[62] Pour avoir un éclaircissement sur les accords de Lomé, voir p.14 de ce travail. (note du traducteur)

les exposer en les illustrant. Par cette objectivité, ils dépouillent le discours officiel de son caractère absolu et, le placent ainsi au même niveau que n'importe quelle autre théorie. Au sein de trois autres théories et sous l'évaluation des auteurs, il devient contestable. Le discours officiel est mis sur un pied d'égalité avec son antithèse, "la théorie des pertes plus importantes que les gains", et ce, en raison des ressemblances qui les rapprochent. La polémique divisant ces deux approches est vive, et les auteurs eux-mêmes avouent ne pas être en mesure d'y voir clair: "Au sein de la dispute entre la théorie des gains plus importants que les pertes et de celle des pertes plus importantes que les gains, il n'est pas aisé de convenir laquelle est la plus valable." Ces deux théories, malgré leur conclusion opposée, sont parentes, puisqu'elles se basent sur le même système de référence pour procéder à l'évaluation des avantages et des inconvénients, soit les règlements du Cycle d'Uruguay et les promesses d'ouverture des marchés. Alors comment expliquer qu'en dépit du dénominateur commun qui les unit, elles aboutissent à des vues antinomiques? Pour les auteurs, ces divergences trouvent leur origine dans "le manque de critères quantitatifs suffisants" qu'elles utilisent. Ces deux analyses, dont une n'est autre que le discours officiel, sont ici considérées comme étant construites sur des bases incomplètes. Leurs conclusions seront par conséquent vraisemblablement contestables.

Voyons maintenant le seconde partie du Texte 4, où l'auteur détaille les deux fondements des systèmes de référence des deux théories complémentaires des gains et des pertes.

5.1.2. Texte 4 (deuxième partie):

5.1.2.1. Traduction

2. Règlements du Cycle d'Uruguay et engagements sur les promesses d'ouverture des marchés: répercussions pour les pays en développement

Face à la détérioration constante des conditions du commerce international, les pays en développement placent leurs espoirs dans le système de commerce multilatéral. En effet puisqu'ils subissent souvent la pression unilatérale des principales puissances commerciales, que leurs exportations n'obtiennent pas de garanties suffisantes de promesses d'ouverture des marchés, ils espèrent qu'une discipline et des règlements multilatéraux plus explicites et énergiques leur assureront protection. Lors du Cycle d'Uruguay, la position globale des pays en développement était de "Conclure de manière équilibrée et complète ces négociations commerciales multilatérales, sachant que pour renforcer les règles et la discipline du système commercial international, et que pour stimuler considérablement le commerce de tous les pays et en particulier celui des pays en développement, la croissance économique est extrêmement importante et indispensable."[] La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) a procédé à une évaluation préliminaire des résultats du Cycle d'Uruguay. Puisque cette institution a dans l'ensemble réalisé cette évaluation sous l'angle des pays en développement, ses conclusions sont, en ce qui les concerne, crédibles. Selon cette évaluation[], sur l'aspect de l'amélioration des règlements, le plus important résultat du Cycle d'Uruguay sont les accords signés sur les questions des clauses de garantie, des subventions et mesures anti-dumping ainsi que des produits textiles et des vêtements. Ce dernier accord est particulièrement décisif pour les pays en développement: les produits textiles et les habits constituent 45% de la valeur totale des importations des pays développés en provenance des pays en développement[]. Or ces 30 dernières années, ces domaines ont constamment été tenus à l'écart des règlements du système commercial multilatéral. Les exportations de produits textiles ont ainsi été durant longtemps les victimes de restrictions discriminatoires de la part des pays développés. Pendant le Cycle d'Uruguay, grâce aux efforts des pays en développement, chaque partie est finalement arrivée à la décision de l'abolition progressive de ces restrictions.

En raison de l'intensification de leur participation aux négociations commerciales multilatérales et de leur plus grande force de négociation collective, les nouveaux règlements du commerce mondiale reflètent, dans certains domaines, les revendications des pays en développement. Par exemple, lors du Cycle d'Uruguay, ces derniers sont parvenus avec succès à empêcher la tentative des pays développés à entamer des négociations destinées à permettre la conclusion d'un traité sur les investissements. Les requêtes des pays développés étaient de réserver aux investisseurs un traitement national[63]. Le résultat fut finalement que "le traité sur les politiques d'investissement liées au commerce" se contente de réaffirmer le traitement national pour les marchandises. Quant à un traitement national pour les investissements, il ne peut que se négocier et trouver une solution dans le cadre de "l'Accord général sur le commerce des services".

Dans le corps des différents accords de l'Acte final du Cycle d'Uruguay, les pays en développement ont obtenu des traitements préférentiels spéciaux: 1. Sur les concessions relatives aux promesses d'ouverture des marchés ils doivent s'acquitter d'engagements de niveau relativement bas. 2. Sur l'application des accords, ils jouissent soit d'une période de transition relativement longue, soit d'une réduction de certaines obligations. 3. Ils ont droit à une certaine souplesse dans la mise en application de quelques procédures. Outre ces aspects, il est encore stipulé que les pays développés doivent faire de leur mieux pour accorder des soins particuliers aux pays en développement, ainsi que pour leur fournir des technologies et pour contribuer à l'amélioration des opportunités des promesses d'ouverture des marchés, etc.

L'Acte final du Cycle d'Uruguay étant un accord global composé de plusieurs dizaines d'accords, le choix de chaque participant est soit de tout accepter, soit de tout refuser. Du fait de la domination totale des pays développés, les pays en développement ont été contraints d'accepter des traités adaptés aux standards élevés des pays développés, comme "le traité du droit de production intellectuel relatif au commerce". En outre, à la suite des oppositions des pays développés, la seule obligation qu'ils ont contractée envers les pays en développement ne subsiste que sous la forme de "la clause du meilleur effort"[], qui n'a même pas force de contrainte coercitive. Par conséquent, dans l'ensemble, le résultat du Cycle d'Uruguay n'est pas suffisamment équilibré pour les pays en développement.

Bien sûr, la mise en application des règlements du Cycle d'Uruguay est beaucoup plus décisive que les règlements en soi. Les gains et pertes des pays en développement ne se décomptent pas uniquement à la lecture des règlements. Ce qui est crucial, ce sont les pays qui se soumettent à cette réglementation: "Désirent-ils appliquer ces règlements pour instaurer un commerce libre et ouvert, ou bien y ont-ils recours pour mettre en place un protectionnisme."[] Ainsi, par exemple, les pays développés ont retardé la mise en application du "traité sur les textiles et les vêtements" qui était avantageux aux pays en développement, provoquant le mécontentement d'un nombre croissant de ces derniers.

Pour fournir des opportunités de promesses d'ouverture de marchés aux pays en développement, les pays développés se sont engagés à l'allègement de leurs droits de douane, à l'abolition de mesures ambiguës, à la diminution des subventions sur leurs exportations de produits agricoles et à moins de soutien à leur marché interne. Mais comment évaluer les effets réels de ces opportunités? Cela demeure toujours fort complexe. Il faut au minimum tenir compte des facteurs suivants pour en mesurer les répercussions: premièrement, les pics des tarifs douaniers continuent à subsister. Après le Cycle d'Uruguay, le Canada et les Etats-Unis exerçaient, sur respectivement 15% et 14% de tous les produits venant des pays en développement, des droits de douane supérieurs à 15%.[] Deuxièmement, le commerce des produits agricoles est toujours en butte à un fort protectionnisme et à des subventions: le processus de mise en place de droits de douane a vu la formation de nouveaux taux de taxation très élevés, dont certains dépassent les 300%.[] Troisièmement, la libéralisation des produits textiles et des vêtements effectue des progrès très lents. Selon le plan d'intégration, les restrictions infligées à 49% des marchandises ne seront annulées que le dernier jour.[] Quatrièmement, peut-être que les pays développés feront un usage abusif des barrières non-tarifaires comme les mesures de garantie, les règlements anti-dumping et anti-subvention, les barrières technologiques, les licences d'importations et autres règlements.[] Cinquièmement, dans le domaine du commerce des services, de nombreux règlements importants nécessitent dès aujourd'hui des négociations plus poussées, sans compter que

[63] Pour avoir un éclaircissement sur le principe du traitement national, voire p. 13 de ce travail. (note du traducteur)

> beaucoup de lois et décrets des pays en développement ont sur ce domaine des lacunes. Dans quelle mesure ces pays pourront-ils donc prendre part efficacement à la concurrence internationale du commerce des services? Cela reste une inconnue.[]
>
> En raison des interprétations différentes des clauses des accords du Cycle d'Uruguay sur les promesses d'ouverture des marchés, il subsiste de nombreux facteurs équivoques dans l'évaluation des engagements réalisés dans ce domaine, et la question des pertes et des gains demeure pour le moment difficile à trancher de manière précise. Mais mis à part ces problèmes des promesses d'ouverture des marchés, le système de commerce multilatéral ressort incontestablement renforcé du Cycle d'Uruguay. Cela résulte principalement de la consolidation du rôle du mécanisme de résolution des conflits. L'aspect contraignant de ce système est une épée à double tranchant: en effet, l'espoir des pays développés était de forcer les pays en développement à s'acquitter, et cela à leur désavantage, de certaines obligations d'ouverture de marché très exigeantes. Or, suite à l'instauration de l'OMC, les Etats-Unis furent impliqués dans la moitié des cas traités. Cela, les Etats-Unis ne l'avaient sûrement pas prévu.

5.1.2.2. Commentaire

Les pertes et les gains des pays en développement impossibles à déterminer de manière précise

Ce deuxième chapitre expose et développe le système de référence que les "deux théories complémentaires des gains et des pertes" utilisent l'une comme l'autre pour trancher des gains et des pertes des pays en développement lors de leur participation à l'OMC. Ce système de référence se décompose en deux critères, soit les règlements du Cycle d'Uruguay et les promesses d'ouvertures des marchés.

Après avoir énuméré ce qu'ils considèrent comme étant les plus gros avantages obtenus par les pays en développement sur ces deux plans, les auteurs nuancent et établissent le constat que "dans l'ensemble, le résultat du Cycle d'Uruguay n'est pas suffisamment équilibré pour les pays en développement". Ceux-ci doivent en effet se soumettre aux normes trop exigeantes des pays développés. Plus précisément, en ce qui concerne l'analyse des règlements du Cycle d'Uruguay, les auteurs soulignent le fossé entre théorie et pratique: même s'il était possible d'évaluer précisément les gains et pertes des pays en développement dans l'OMC en fonction des traités signés, il subsiste cependant encore une grande part d'inconnu entre des engagements écrits et la forme que leur application prendra dans la réalité. Ainsi, "les gains et pertes des pays en développement ne se décomptent pas uniquement à la lecture des règlements", et la marge d'interprétation que chaque partie s'accorde dans l'application des accords peut réserver de mauvaises surprises aux pays en développement.

Quant à l'évaluation des opportunités de promesses d'ouverture de marché obtenues par les pays en développement, elle est également difficilement réalisable, d'autant plus que beaucoup de facteurs fortement défavorables à ces pays - les auteurs en citent cinq - entrent en jeu et viennent brouiller les prévisions. Confrontés à tant de paramètres imprévisibles, les auteurs soulignent l'impossibilité d'obtenir des certitudes, et terminent leur évaluation sur un aveu d'impuissance: "En raison des interprétations différentes des clauses des accords du Cycle d'Uruguay sur les promesses d'ouverture des marchés, il subsiste de nombreux facteurs équivoques dans l'évaluation des engagements réalisés dans ce domaine, et la question des pertes et des gains demeure pour le moment difficile à trancher de manière précise."

Ainsi, du fait que trop de paramètres sont impliqués pour pouvoir déterminer de manière plus ou moins réaliste les gains et les pertes des pays en développement dans leur participation à l'OMC, la validité de la théorie sur laquelle le discours officiel repose - la théorie des gains plus importants que les pertes - est remise en doute. Voyons maintenant la dernière partie de cet article, qui se propose d'élargir la réflexion au-delà du simple cadre du Cycle d'Uruguay, pour embrasser le processus de la mondialisation dans son ensemble.

5.1.3. Texte 4 (troisième partie):

5.1.3.1. Traduction

3. Les gains et pertes des pays en développement au sein du processus de la mondialisation

Toutes les théories concernant le problème des gains et pertes d'une participation au système commercial multilatéral pour les pays en développement ont des défauts. D'un point de vue purement conceptuel, "gains" désignent les nouvelles opportunités de promesses d'ouverture des marchés lors d'une participation à un système commercial multilatéral, ainsi que les protections des règlements multilatéraux reçues au sein des activités économiques et marchandes internationales; "pertes" désignent les attaques dont sont victimes l'industrie nationale suite à l'ouverture du marché, ainsi que la dépossession du gouvernement d'une part de son pouvoir dans la prescription et l'ajustement des politiques commerciales en conséquence d'obligations multilatérales contractées. Si on se borne à considérer les règlements du Cycle d'Uruguay et les engagements d'ouvertures des marchés, il n'est pas difficile de conclure que pertes et gains il y a. Certes ce type de conclusion est guère productif, mais il est difficile d'en dire plus, puisque chaque pays vit une situation différente, qu'il manque d'un système d'évaluation objectif, et que les circonstances ne permettent pas de statuer si les "gains sont plus importants que les pertes" ou l'inverse.

Le défaut commun des deux théories complémentaire des gains et pertes est qu'elles se limitent au cadre seul de l'OMC pour analyser avantages et désavantages, et ne prennent pas en compte l'influence qu'exerce le processus objectif de la mondialisation économique sur les pays en développement. Même si la théorie de l'infériorité structurelle et celle de l'obtention naturelle des bénéfices s'opposent complètement, elles prennent malgré tout en considération les répercussions de ce processus. Le défaut qu'elles partagent toutes deux est une compréhension unilatérale et absolue de cette mondialisation. La théorie de l'obtention naturelle des bénéfices néglige le niveau de développement économique des pays en développement ainsi que les contradictions inhérentes au processus de mondialisation; en revanche, la théorie de l'infériorité structurelle pêche par manque d'analyse sur les changements en cours au sein des pays en développement. Pour arriver à une bonne compréhension du problème des gains et pertes des pays en développement dans le système commercial multilatéral, il faudrait pouvoir connaître les effets de la mondialisation et du processus de libéralisation des investissements commerciaux qu'elle entraîne. En effet, le système commercial multilatéral n'assume que le rôle de vecteur de ce processus.

Les secteurs à technologies de pointe, en particulier les technologies de l'information, se sont développés très rapidement ces 20 dernières années. Ils sont d'ailleurs le détonateur principal de la mondialisation économique. Ces dernières années, la proportion que le secteur des technologies de l'information a occupé dans la croissance économique américaine a augmenté annuellement, passant de 6% en 1991 à 15% en 1996.[] Le fort rayonnement ainsi que le puissant caractère pénétrant des technologies de pointe ont vigoureusement stimulé la croissance commerciale des différents pays et l'intégration entre leur économie. Alors qu'il y a 20 ans les exportations représentaient les 10% de la production mondiale, aujourd'hui le rapport est de 20%. Le développement du commerce des services est encore plus rapide puisque actuellement sa proportion a déjà dépassé les 20% du volume commercial mondial. D'une part, le développement des secteurs à hautes technologies, le renforcement quotidien de l'influence des multinationales, l'accroissement de l'activité commerciale et les

investissements internationaux, confèrent un rôle de plus en plus éminent au système commercial multilatéral. D'autre part, à la suite du développement de la production mondiale des multinationales et à la suite de la libéralisation des investissements commerciaux menée par les pays développés grâce au système commercial multilatéral, la vitesse de la mondialisation s'accélère

Ce sont les pays développés qui, les premiers, ont pris l'initiative de préconiser la libéralisation des investissements et du commerce, cela ne fait aucun doute. Leur motivation est d'asseoir et d'étendre leur suprématie dans le domaine économique. Les Américains font de plus en plus confiance à l'OMC, et ressentent de moins en moins d'intérêts pour les organisations comme la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement et le droit de propriété intellectuelle. Ils n'accordent de l'importance qu'au mécanisme exécutif à caractère coercitif de l'OMC, car il peut faciliter leurs tentatives d'élargissement de la libéralisation commerciale. Quoi qu'il en soit, le renforcement l'OMC est le reflet objectif de l'intégration et de la mondialisation de l'économie mondiale, tendances désormais inéluctables de notre époque."[]

Dans ce processus de mondialisation demeurent des contradictions entres pays développées et pays en développement. Mais ces relations contradictoires ne restent pas totalement inconciliables. Les pays en développement ne s'opposent pas de façon générale à l'objectif de la libéralisation des investissements et du commerce, mais leurs intérêts divergents de ceux des pays développés quant à la vitesse du mouvement, de son ampleur et de sa force. Après tout, ils sont déjà à l'origine du quart des importations et exportations du commerce mondial. Même si dans l'ensemble les pays développés occupent, de leur supériorité absolue, les domaines du commerce des services, les pays en développement, en particulier certains pays aux marchés émergents, détiennent également sur certains aspects des conditions concurrentielles.[] Participer à la création des règles du commerce international et s'efforcer de tirer parti des bénéfices de la libéralisation économique, ou s'asseoir à l'écart de la tendance générale du développement économique mondial, et, sans rien faire, attendre d'être éliminé: tel est le choix que chaque pays en développement a dû effectuer. La pratique du Cycle d'Uruguay l'a montré, la majorité des pays en développement a opté pour la première possibilité. Dans l'ensemble, les traitements préférentiels différents octroyés par le Cycle d'Uruguay aux pays en développement sont très limités. Les obligations des pays en développement sont très proches de celles que les pays développés doivent assumer, à la différence que les pays en développement jouissent d'une période de transition relativement longue pour l'acquittement de ces obligations. Cela leur procure une occasion sûre d'amortir le choc, et, dans une certaine mesure, d'atténuer temporairement la pression de l'ouverture du marché sur l'industrie intérieure.

De plus en plus de pays en développement l'expérimentent, le développement rapide des technologies de l'information ainsi que l'intégration croissante entre les économies des différents pays ne permet déjà plus d'établir et d'appliquer des plans de développement en totale indépendance et sans précipitation. On ne peut plus que chercher et faire sa place au sein de la tendance générale de l'économie mondiale. Un exemple typique est celui des Etats-Unis, qui, une fois l'OMC créée, ont énergiquement œuvré à la conclusion de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI)[64] pour procéder à l'abolition des droits de douane sur les produits de l'information. Cette initiative consistait manifestement à instaurer la suprématie américaine dans ce domaine. A l'origine, les pays en développement n'avaient pas le moindre intérêt pour ce domaine, mais quand l'accord allait se concrétisait, il fallut en évaluer les avantages et désavantages d'une perspective bien plus vaste. La signature de cet accord engendrerait une forte attaque sur l'industrie intérieure, mais ne pas ratifier cet accord provoquerait en retour l'isolement de son propre pays, évincé de la tendance générale du développement des technologies de l'information. Finalement, tous les pays principalement concernés par la production des technologies de l'information ont choisi la première alternative. La Chine a fait de même en prenant la décision de ratifier au plus tôt cet accord.

Dans le processus historique de la mondialisation, les pays en développement ne sont pas relégués à une complète passivité: réajuster leur structure économique, mettre en application des mesures politiques commerciales adaptées aux règlements internationaux, et, dans le même temps, établir et

[64] La Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (ATI) a été officiellement signée par 29 participants à la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Singapour en décembre 1996. Les participants sont convenus d'éliminer tous les droits de douane sur les produits visés par l'Accord d'ici au 1er janvier 2000. Des périodes plus longues ont été accordées aux pays en développement pour certains produits. (note du traducteur)

montrer son excellence, adoucir d'éventuels chocs etc. Sur ces différents points, de belles perspectives s'ouvrent devant eux. De plus, les comportements de plusieurs pays l'attestent: les différences de politiques dans ces domaines donnent des résultats très variés. La marge de manœuvre dont dispose chaque pays est donc bien réelle.

"Après avoir effectué une évaluation quantitative, nous constatons que les avantages retirés du Cycle d'Uruguay sont plus faibles que ce que les prévisions envisageaient. Par ailleurs, ces avantages dépendent de l'ampleur des réformes entreprises par ces pays hors du cadre du Cycle d'Uruguay, ainsi que des actions relevant de leur propre initiative."[] Autrement dit, dans leur participation à la mondialisation économique, les pays en développement se doivent de rechercher les relations intrinsèques entre mesures politiques pour le commerce extérieur et développement économique, et ne doivent pas s'efforcer d'instaurer des relations simplistes de cause à effet entre participation au système commercial multilatéral et développement économique.

5.1.3.2. Commentaire

Elargir le cadre de la réflexion et le champ de l'action politique

Dans cette dernière partie, les auteurs apportent leur propre réflexion au débat en formulant leur argument principal: afin d'avoir une bonne compréhension des gains et pertes de la participation des pays en développement à l'OMC, il est nécessaire, d'une part, d'entreprendre une analyse des règlements concernés et de leur mise en application, et, d'autre part, de considérer objectivement le processus de la mondialisation économique et ses répercussions. De même, l'ampleur des avantages que les pays en développement peuvent retirer de leur participation à l'OMC dépend surtout des réformes entreprises sur leur propre initiative politique en dehors du cadre du Cycle d'Uruguay. La participation à l'OMC n'est, en effet, pas en elle-même une garantie suffisante de développement économique.

Les auteurs mettent le doigt sur ce qu'ils considèrent être le défaut commun des deux théories complémentaires des "gains et des pertes ": leur cadre d'analyse est trop réducteur. Il ne prend pas en considération la perspective plus large dans laquelle s'inscrit l'OMC, c'est-à-dire le processus objectif de la mondialisation économique et ses influences sur les pays en développement. En effet, l'OMC ne joue que le rôle de vecteur de ce processus. Les auteurs soulignent le phénomène d'interdépendance entre, d'une part, l'intensification des processus commerciaux à caractère internationaux, et, d'autre part, le renforcement de l'OMC. Le premier confère un rôle de plus en plus important au second, qui permet du coup d'accélérer le premier, etc. Par cette image de va-et-vient incessant entre mondialisation économique et OMC, il nous est démontré l'impossibilité de traiter de manière séparée ces deux paramètres. Etant donné que les théories complémentaires des gains et des pertes opèrent cette division, la réflexion politique qui en découle ne peut qu'être en conséquence incomplète et non pertinente: de même qu'une théorie d'évaluation des gains et des pertes se bornant à considérer le contenu des accords de l'OMC est inefficace, de même une politique de développement économique menée uniquement en fonction de l'OMC est infructueuse. Pour les auteurs, les pays en développement se doivent, afin de garder l'initiative et de ne pas se faire écraser par les pays développés, d'élargir leur champ de réflexion et d'action politiques au processus de mondialisation économique dans son ensemble. En effet, les avantages que les pays en développement peuvent retirer de l'OMC "dépendent de l'ampleur des réformes entreprises par ces pays hors du cadre du Cycle d'Uruguay ainsi que des actions relevant de leur propre initiative." Les

auteurs mettent donc en garde contre l'erreur "d'instaurer des relations simplistes de cause à effet entre participation à l'OMC et développement économique". Il faut au contraire "rechercher les relations intrinsèques entre mesures politiques pour le commerce extérieur et développement économique."

Ce raisonnement constitue une critique contre le discours officiel chinois qui tend à présenter la participation à l'OMC comme la panacée au développement économique[65].

Notons encore que les contradictions entre pays développés et pays en développement, soit "les contradictions nord-sud", sous-tendent cet article. Les auteurs y reviennent explicitement dans cette dernière partie. Pour eux, il est manifeste que la libéralisation des investissements et du commerce est l'œuvre des pays développés, qui ont pour ambition "d'asseoir et d'étendre leur suprématie dans le domaine économique." Cette mondialisation économique est irréversible et les pays en développement doivent désormais composer avec cette nouvelle configuration: "Participer à la création des règles du commerce international et s'efforcer de tirer parti des bénéfices de la libéralisation économique, ou s'asseoir à l'écart de la tendance générale du développement économique mondial, et, sans rien faire, attendre d'être éliminé: tel est le choix que chaque pays en développement a dû effectuer." C'est sur la base de cet argument, qui n'est pas sans nous rappeler le darwinisme social, que les auteurs, peut-être pour pallier à la théorie des gains plus importants que les pertes démontrée inopérante, justifient la nécessité d'intégrer le grand courant de la mondialisation.

En dernière analyse, il nous semble intéressant de dévoiler l'identité professionnelle des deux auteurs. Le premier est le chef de service à l'OMC au sein du département du Commerce extérieur et de la Coopération économique, le second travaille à la célèbre maison d'édition sur le commerce Shangwu Yinshuguan[66]. Ce sont ainsi des experts qui ont rédigé ce texte, dont le premier exerce ses fonctions dans l'administration gouvernementale chinoise. Nous pouvons risquer l'hypothèse que cet article, par sa remise en cause implicite de certains aspects de la ligne officielle, est une illustration de la difficulté à déterminer une politique qui fasse l'unanimité au sein de l'élite politique chinoise, et également du fait qu'il existe de rares personnes qui sont plus difficiles à rappeler à l'ordre que d'autres.

5.2. Une politique de développement économique inadéquate, une préparation insuffisante

Portons maintenant notre attention sur le second texte de ce deuxième chapitre, qui cible son propos non plus sur les pays en développement, mais spécifiquement sur la Chine. Nous n'en avons traduit que la dernière moitié, car elle expose clairement les vues de l'auteur sur les enjeux de l'accession de la Chine à l'OMC ainsi que sur la politique de développement économique actuellement en vigueur. Nous avons résumé en italique le début de l'article afin de faciliter la compréhension de la traduction.

---

[65] *Cf.* p. 25 de ce travail.

[66] 商务印书馆 *Shangwu Yinshuguan.*

5.2.1. Texte 5:

5.2.1.1. Traduction

L'OMC: RECONSIDÉRATION DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE LA CHINE[67]

[*L'adhésion à l'OMC ouvre une nouvelle page de l'histoire chinoise: non seulement le commerce extérieur chinois va devoir faire face à une concurrence sans précédent, mais le destin de dizaines de millions de travailleurs se trouve désormais intimement lié aux fluctuations du marché international. Pour mieux percevoir l'avenir qui se dessine pour la Chine, l'auteur se propose d'abord de mener une investigation sur les différentes stratégies de développement économique de la Chine, et leur influence sur l'emploi et les exportations. Il va circonscrire au total trois stratégies différentes de développement, et chaque fois établira les liens qu'elles entretiennent avec l'emploi et les exportations.*

Tout d'abord, la stratégie de développement basée sur les importations, politique pour laquelle la Chine a opté de 1949 à 1977. Dans ce cas de figure, les secteurs de l'importation croissent rapidement, la bureaucratisation également, et l'emploi ne bénéficie que très peu des effets stimulants des exportations.

Ensuite, la stratégie de développement basée sur les exportations. Mise en application par la Chine de 1978 à 1996, elle est également responsable des miracles économiques du Japon et d'autres régions est-asiatiques. Cette stratégie, mettant tout en œuvre pour favoriser les exportations, semble fortement favorable à la création d'emplois et à l'élévation du niveau de vie de la population.

Enfin, la stratégie de développement dite neutre - apparemment appelée de la sorte car ne favorisant pas les exportations sur les importations ou inversement - qui, tout en continuant à accorder de l'attention aux exportations, se préoccupe aussi du développement du marché intérieur, paralysant de la sorte partiellement les effets bénéfiques des exportations sur l'emploi. Cette stratégie fut adoptée dès 1997, en réaction à la crise financière asiatique, et est encore à l'ordre du jour. Selon l'auteur, les effets de cette dernière stratégie sont loin d'être convaincants: un marché intérieur insatisfait dans ses besoins, une nette baisse dans la croissance des exportations qui sont freinées par un taux de change fixe, et, en fin de compte, les travailleurs et les familles chinoises qui payent l'addition. L'auteur, avec ses propres calculs basés sur le manque à gagner causé par la chute de la croissance du volume d'exportations, parvient au constat suivant: la mise en application de cette stratégie de développement dite neutre, en provoquant une stagnation de la croissance des exportations –0,5% de croissance entre 1997 et 1998 au lieu des 10% escomptés -, a empêché la création de 14 millions et demi d'emploi de manière directe, et de 36 millions de manière indirecte. En additionnant ces deux chiffres, l'auteur déclare que ce changement de stratégie de développement économique a causé au total 50 millions et demi de cas de chômages, sur plus de 600 millions d'actifs (dont la moitié sont paysans). L'auteur, prenant ensuite en considération les membres des familles des travailleurs touchés, avec pour base de calcul des familles de trois membres, chiffre à 150 millions le nombre des personnes affectées d'une manière ou d'une autre par cet effondrement de la croissance du volume d'exportations, soit un chinois sur huit. Le bilan de cette stratégie lui apparaît pour le moins mitigé.

Face à ces données, l'auteur présente l'entrée dans l'OMC, en raison de tous les nouveaux facteurs qu'elle met en jeu, comme une occasion d'effectuer une nouvelle réflexion sur la stratégie de développement économique de la Chine.]

---

[67] GU Baohua 贾保华, "WTO: dui Zhongguo fazhan zhanlüede chongxin sikao" WTO: 对中国发展战略的重新思考 (L'OMC: reconsidération de la stratégie de développement de la Chine), in *Shijie jingji yu zhengzhi* 世界经济与政治 (Economie mondiale et politique), pp. 38-39.

Le choc de l'adhésion à l'OMC pour l'emploi et le commerce extérieur chinois

Même si les résultats des calculs faits ci-dessus sont quelque peu grossiers[68], ils mettent toutefois le doigt sur un point fondamental: si on peut plus ou moins comprendre le choix de cette stratégie de développement dite neutre dans les circonstances que connaissait la Chine avant l'adhésion à l'OMC, faudra-t-il pour autant continuer à persévérer dans son application après cette adhésion? Si nous restons fidèles à cette stratégie, le secteur des exportations chinoises va continuer à subir de grosses pertes, et les travailleurs chinois ne cesseront de venir gonfler les rangs de la puissante armée des sans-emploi.

Selon une nouvelle d'une agence de presse étrangère que le réseau d'information économique chinois a reprise, une déclaration de l'ambassadeur américain révèle le contenu principal de l'accord auquel sont parvenus le représentant américain du commerce Charlene Barshefsky et son homologue chinois, ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique, Shi Guangsheng[69]:
"Après l'adhésion à l'OMC, les droits de douane sur les importations de la Chine vont être baissés des 22,1% actuels jusqu'à une moyenne de 17%; la Chine devra opérer de plus grandes réductions en particulier dans les domaines de l'agriculture liés aux intérêts américains; la gestion étatique chinoise du commerce de l'huile de soja va être peu à peu abandonnée; la Chine va devoir abolir les subventions aux exportations; il sera permis aux entreprises américaines d'accorder des voitures à crédit en Chine; il faudra assouplir les conditions d'entrée sur le marché chinois des banques, des compagnies d'assurances et des sociétés de télécommunication américaines; il faudra assurer aux exportations américaines un droit d'écoulement en Chine; il faudra assouplir les conditions d'entrée des établissements professionnels américains (comme les études d'avocats, les fiduciaires, les compagnies de services médicaux); il faudra augmenter le nombre d'importation de films étrangers: actuellement limité à 10, ce chiffre devra s'élever à au moins 20 films par année; pour les produits textiles, la Chine et les Etats-Unis "sont tombés d'accord sur des mesures adéquates afin d'éviter d'influencer les marchés dans, et après l'actuelle phase de l'élimination progressive du système des quotas".

Le même jour, le réseau d'informations économiques chinois a encore ajouté et rendu public quelques éléments plus concrets de l'accord sino-américain sur l'OMC: la Chine devra abaisser les droits de douanes sur les véhicules importés du taux actuel de 80-100% jusqu'à 25%; deux ans après l'accession, la Chine devra autoriser les banques étrangères à faire des opérations en monnaie locale, le RMB[70] - renminbi -, avec les entreprises; suite à l'adhésion à l'OMC, il faudra autoriser les entreprises de télécommunication étrangères à détenir 49% du capital actions, et 50% après deux ans; la Chine accepte que les droits de douane sur les importations de produits agricoles soient abaissés jusqu'au taux de 14,5-15%; il sera permis aux investissements étrangers américains de pénétrer le marché des fournisseurs d'internet (*ICP*)[71].

En observant le contenu des accords, nous pouvons tirer le constat que même si le volume d'exportation de quelques secteurs, comme les produits textiles et les vêtements, peuvent logiquement s'accroître, les importations vont tout autant augmenter de manière conséquente dans d'autres branches. S'il en était autrement, cet accord ne s'appellerait pas celui de la "double victoire" - "双赢"的协议 "*shuangying*"de *xieyi*. Pour cette raison, il est prévisible que si les marchandises étrangères inondent le marché chinois, un très grand nombre d'entreprises intérieures se verront forcées de réduire leur production et voire même acculées à la faillite, et toute une foule de travailleurs perdra son "bol de riz[72]".

Or, à l'heure actuelle, les médias semblent ne pas encore arriver à prêter attention et à relater ces problèmes intimement liés aux intérêts vitaux de ces travailleurs. Ainsi, les sujets abordés se rapportent tous aux "avantages" - 好处 *haochu* - successifs à "l'adhésion à l'OMC" - 入世 *rushi*: les voitures

---

[68] L'auteur fait allusion aux calculs faits sur le chômage engendré par la chute de la croissance du volume des exportations entre 1997 et 1998. (note du traducteur)

[69] "Zhongmei WTO xieyide jixiang yaodian" **中美** WTO **协议的几项要点** (Quelques points importants de l'accord sion-américain), sur le site internet du *Réseau d'information de l'économie chinoise* (http://www.cei.gov.cn).

[70] Le renminbi (symbole RMB) est l'unité monétaire de la République Populaire de la Chine. A l'heure actuelle, son taux de change est environ de 4,8 renminbi pour un franc suissse. (note du traducteur)

[71] Pour *Internet Content Provider* en anglais. (note du traducteur)

[72] "Le bol de riz" - **饭碗** *fanwan* - est un terme qui, en chinois, signifie également le gagne-pain, l'emploi. (note du traducteur)

seront-elles meilleur marché? Les frais de téléphone vont-ils baisser? Les actions vont-elles monter? etc. Ces sujets de conversation sont assurément captivants, mais toujours est-il que si l'augmentation des exportations chinoises n'est pas plus importante que celle des importations, ou ne parvient qu'à faire jeu plus ou moins égal avec celle-ci, une grande vague de mises à pied et de chômage - 大量的下岗和失业 *daliangde xiagang he shiye* - déferlera. Dans une telle situation, que les prix des voitures baisse, que les frais de téléphone soient au plus bas, et que le cours des actions soit énorme, tout cela n'aura guère une grande portée aux yeux des sans-emploi.

En réalité, même les prévisions les plus optimistes d'experts et autres scientifiques sont loin d'être si réjouissantes. Par exemple, une prévision très largement répandue veut que, après l'adhésion, la production économique chinoise augmente de 200 milliards de RMB. A l'exception des diminutions d'emploi dans les professions de l'agriculture, de l'automobile, des machines, etc., les branches du textile, des vêtements, de l'alimentation, de la construction, des services, etc., bénéficieront toutes d'un accroissement de l'emploi. Toutefois, et le lecteur peut s'en rendre compte, le résultat de l'addition de ces paramètres révèle avant tout que le nombre de nouveaux sans-emploi est supérieur de plus d'un million et demi à celui des nouveaux emplois crées.[73]

En outre, bien que ces analyses et estimations soient fondées, elles semblent tout de même négliger les quelques conditions et facteurs importants suivants: premièrement, la Chine a actuellement recours à une stratégie de développement économique dite neutre. Deuxièmement, les prix des marchandises chinoises sont généralement plus élevés que ceux des produits étrangers de même sorte. Troisièmement, une prédilection pour les produits étrangers - 洋货 *yanghuo* - est bel et bien présente chez de nombreux consommateurs chinois. Quatrièmement, le ministère des finances a une nouvelle fois annoncé que le RMB ne serait pas dévalué en 2000. Ces quatre facteurs sont tous favorables à l'augmentation des importations, mais défavorables à l'accroissement des exportations et donc à l'augmentation de l'emploi. De plus, étant donné que le contenu des accords sino-américains sont également applicables à une troisième partie, il faut tenir compte d'un cinquième facteur: les Etats-Unis ne peuvent accorder un traitement de faveur uniquement aux produits d'exportations chinoises. En effet, sur le marché américain, les produits chinois vont être confrontés à la forte concurrence d'autres pays. Inversement, et c'est le sixième point, le marché chinois ne pourrait s'ouvrir seulement aux produits américains, les marchandises des autres pays vont également se saisir de l'opportunité pour accroître leurs exportations vers la Chine. Septièmement, d'autres facteurs exogènes existent encore: quelle position le Congrès américain va-t-il adopter sur les accords, ainsi que sur la Chine? Comment la conjoncture de reprise récente du commerce et de l'économie mondiale va-t-elle évoluer? L'OMC peut-elle régler les conflits d'ordre commercial de manière équitable et rapide?

Si tous ces facteurs, endogènes comme exogènes, économiques comme politiques etc., qui viennent d'être mentionnés ainsi que beaucoup d'autres qui ne l'ont pas été, étaient inclus dans le champ de réflexion, les changements consécutifs à l'intégration à l'OMC pouvant se produire dans les domaines du commerce extérieur et de l'emploi seraient bien plus difficilement prévisibles.

Reconsidération de la stratégie de développement de la Chine

Pourtant, même si l'auteur manifeste quelques inquiétudes sur les perspectives s'ouvrant à l'emploi et aux exportations, cela ne signifie pas pour autant qu'il ait une attitude négative sur cette l'adhésion, ni qu'il affirme que ces deux domaines ne peuvent que s'avouer vaincus sous les assauts des marchandises étrangères. En fait, il s'agit précisément du contraire. L'auteur tient une position qui se veut prudente et optimiste sur l'avenir de l'emploi et des exportations, et, de plus, il est convaincu qu'adopter une attitude résolue et des contre-mesures rationnelles sera suffisant pour que l'industrie et l'emploi puissent jouir au maximum des avantages de l'adhésion à l'OMC, tout en en évitant, dans la mesure du possible, les inconvénients.

---

[73] Le 16 novembre 1999, l'agence de presse Chine nouvelle publiait une "Evaluation des changements de la structure du marché du travail 7 ans après l'adhésion de la Chine à l'OMC". Les chiffres estimaient en détails que l'agriculture perdraient 9'662'000 emplois, l'industrie automobile 498'000 emplois, les secteurs des machines et instruments 582'000 emplois; l'industrie alimentaire s'accroîtrait de 168'000 emplois supplémentaires, l'industrie textile de 2'825'000 emplois, l'industrie des vêtements de 2'610'000 emplois, la construction de 928'000 emplois, et le secteur des services de 2'664'000 emplois. Selon ces chiffres, la diminution d'emplois se chiffre à 10'742'000 alors que l'augmentation s'élève à 9'195'000, il y a donc une différence de 1'547'000 en faveur des pertes d'emploi.

Afin d'atteindre cet objectif, l'auteur estime que, outre toutes les suggestions concrètes émises par les scientifiques et experts, outre toutes les contre-mesures édictées par les fonctionnaires gouvernementaux et les dirigeants d'entreprises, reconsidérer la stratégie de développement économique mise actuellement en application en Chine est la chose la plus importante et la plus fondamentale. Pour être explicite, le problème devant désormais être abordé et nécessitant une réponses est le suivant: dans le cadre de sa stratégie actuelle de développement économique dite neutre, est-ce que la Chine peut relever tous les défis lancés par son adhésion à l'OMC en ne s'appuyant que sur quelques mesures et contre-mesures concrètes prises par des industries, des professions et des entreprises?

Si nos politiciens, entrepreneurs, experts et scientifiques ne mènent pas de réflexions sur ce problème crucial, et qu'au contraire, ils consacrent tout leur temps et attention à étudier différents secteurs spécifiques, les énormes chocs et autres répercussions engendrés par l'adhésion à l'OMC dépasseront fort probablement nos prévisions et nous prendront au dépourvu.

L'auteur considère que d'après ce que nous enseignent les expériences de l'histoire et les théories concernées, persévérer après l'adhésion dans cette stratégie de développement dite neutre occasionnera vraisemblablement les résultats suivants:

1. Le volume des exportations obtiendra très difficilement l'augmentation escomptée
2. Le volume des importations va s'accroître dans de fortes proportions
3. L'augmentation des nouveaux sans-emploi va surpasser celle des nouveaux emplois crées

Ces craintes sont loin d'être inutiles et sans fondements. En effet, non seulement des théories économiques sont déjà parvenues à ce genre de conclusion, mais aussi de nombreux exemples (dont l'expérience chinoise) illustrent amplement que la stratégie de développement dite neutre ne peut que mener à de telles conséquences. Et ces dernières ne coïncident manifestement pas avec les attentes escomptées, puisqu'elles divergent à la fois des intérêts des travailleurs et de ceux des entreprises chinoises.

Alors à quelles contre-mesures devrions-nous recourir? L'auteur croit qu'il faut résolument renoncer à cette stratégie de développement dite neutre, et revenir à la stratégie de développement basée sur les exportations qui était en vigueur avant la crise financière asiatique. Dans cette optique, il est indispensable de prendre des mesures décisives: à l'intérieur, pratiquer une inflation appropriée, et à l'extérieur, opérer une dévaluation du RMB de grande envergure. Tel est l'unique procédé envisageable pour contrecarrer le choc des marchandises étrangères et prévenir une brusque explosion du chômage.

En bref, si, en tenant compte de la situation et des mutations tant internes qu'externes, nous sommes capables d'opérer en temps voulu les changements et réajustements qui s'imposent dans la stratégie de développement économique de la Chine, nous serons en mesure de bénéficier de manière optimale des profits charriés par l'adhésion, tout en en contrôlant au maximum les dangers. Du reste, dès que la stratégie de développement aura changé d'orientation de manière efficiente, les contre-mesures particulières propres à l'industrie, aux professions et aux entreprises pourront déployer leur pleine efficacité, les intérêts des travailleurs chinois acquerront la protection la plus complète, et l'économie nationale pourra enfin concrétiser un développement soutenu. Il n'y a plus de temps à perdre, le moment critique de prendre des décisions conséquentes est arrivé.

Conclusion en quelques points

En résumé, les conclusions de l'auteur sont les suivantes:

1. La stratégie de développement basée sur les importations ne joue qu'un rôle faible sur l'augmentation des exportations et de l'emploi, alors que le rôle qu'exerce dans ces domaines la stratégie de développement basée sur les exportations est vraiment manifeste.

2. Avant les réformes et l'ouverture économiques, la Chine avait déjà eu recours à la stratégie de développement basée sur les importations, mais le développement de l'économie nationale s'était avéré lent; dès 1978, la Chine a adopté la stratégie de développement basée sur les exportations, et les résultats furent considérables.

3. L'éclatement de la crise financière asiatique en 1997 a mené la Chine à hésiter et à douter de la stratégie de développement basée sur les exportations, puis à changer de stratégie de développement en usant de celle dite neutre. Plus de deux ans ont passé et la pratique le certifie, cette stratégie n'a pas du tout produit les effets escomptés.

4. En conséquence, si la Chine continue à recourir à la stratégie actuelle, l'adhésion à l'OMC pourra très difficilement conduire à une augmentation des exportations et de l'emploi. Au contraire, elle provoquera l'explosion des importations et du chômage.

5. Afin d'éviter les aspects nuisibles consécutifs à l'intégration à l'OMC, nous devons dès maintenant, de manière réfléchie, hardiment renoncer à cette stratégie de développement dite neutre, et s'emparer une nouvelle fois de l'efficace stratégie de développement basée sur les exportations qui faisait loi avant la crise financière asiatique. Ce n'est qu'à cette condition que la Chine, après son adhésion à l'OMC, parviendra à tirer pleinement parti de la situation en profitant des avantages tout en échappant aux inconvénients- 趋利避害 *quli bihai*. Ainsi assistera-t-on à un accroissement spectaculaire des exportations et de l'emploi, et l'économie nationale, en perte de vitesse, se remettra sur les rails de la croissance rapide.

5.2.1.2. Commentaire

Une mise en garde contre un optimisme trompeur et une politique inconséquente

Cet article tire la sonnette d'alarme: la Chine va au-devant de grands dangers, et pour pouvoir les affronter, il faut se départir d'un optimisme trompeur et mener une véritable réflexion de fond sur la pertinence de la stratégie de développement économique actuellement en vigueur.

Après avoir analysé le contenu de l'accord sino-américain, l'auteur constate qu'il est bel et bien fidèle au principe de la double victoire, slogan récurrent dans la rhétorique officielle[74], et que nous retrouvons dans les directives de propagande: "Propager que l'accord sino-américain, conformément au principe de la "double victoire"- 双赢 *shuangying* -, est un accord obtenu par des consultations menées sur un pied d'égalité, et par des avantages et concessions réciproques des deux parties."[75] Pour l'auteur en revanche, le terme de la double victoire n'est pas uniquement cette formule diplomatique destinée à ménager la sensibilité de la partie américaine et à assurer le peuple chinois d'avoir été traité équitablement, il implique surtout des concessions difficilement gérables pour l'économie chinoise. En effet, selon son diagnostique, la lame de fond des importations étrangères emportera sur son passage de nombreuses entreprises et emplois du pays.

A qui la faute? Les responsabilités semblent partagées. L'auteur dénombre plusieurs pierres d'achoppement à une entrée favorable de la Chine dans l'OMC. Premièrement, la stratégie de développement économique dit neutre, en vigueur depuis 1997, est contre-productive. Deuxièmement, l'auteur accuse les médias de ne pas prêter suffisamment d'attention aux intérêts fondamentaux des travailleurs chinois en évitant notamment d'évoquer les risques d'explosion du chômage, et de noyer le poisson en spéculant sur le futur prix des produits et sur les autres bienfaits de l'intégration à l'OMC. Troisièmement, dans les prévisions prévaut un certain optimisme qui,

---

[74] Notons ici qu'il est fort possible que le slogan chinois de "la double victoire" soit une traduction de l'expression "*win-win situation*", qui vient de la littérature "business" américaine.

[75] *Cf.* Texte 8, p. 75 de ce travail.

relayé par la presse, semble aveugler les personnes compétentes dans leur réflexion. L'auteur, rejoignant les conclusions des auteurs du Texte 4, constate en effet que les prévisions officielles sont réductrices, et conclut lui aussi de l'impossibilité de déterminer objectivement les conséquences d'une adhésion à l'OMC. Quatrièmement, l'auteur dénonce également une inconséquence dans la réflexion et l'action menées pour se préparer à l'accession à l'OMC. Une vision trop étroite confine chaque expert et chaque spécialiste dans son domaine, et empêche des parades de grande envergure, comme par exemple un changement de stratégie de développement économique. Or, ces suggestions et contre-mesures sectorielles seront inefficaces pour relever le défi de l'OMC, tant que l'orientation politique dans laquelle elles évoluent n'est pas modifiée.

L'auteur reproche donc à la politique officielle de l'adhésion une approche micro-économique, qui est inefficace face à l'ampleur des défis posés par l'OMC. Pour lui, des mesures macro-économiques s'imposent, et ses propositions de politiques économiques l'illustrent: jouer sur l'inflation, dévaluation du RMB, etc. Pour l'auteur, ces stratégies macro-économiques pourraient permettre de remettre le pays sur les rails de la stratégie de développement économique qui était appliquée avant la crise asiatique, et ce n'est qu'à ce prix que la Chine pourrait se donner les moyens de parer aux dangers économiques qui la menacent ainsi que de renouer avec une croissance économique rapide.

Avant de clore ce commentaire sur ce deuxième texte, attardons-nous encore un instant sur l'identité de l'auteur, qui se révèle être un expert de ce domaine. M. Gu Baohua a le titre de docteur et travaille à Pékin à l'Institut de recherche du commerce international de l'Université du commerce et de l'économie extérieurs. Pour atténuer sa remise en cause de la ligne officielle, il prétexte notamment le côté purement scientifique, et non politique, de son travail. Il amorce effectivement son article en plaçant en bas de la première page la remarque suivante: "Il est nécessaire de préciser que ce texte ne fait que refléter le point de vue scientifique de l'auteur lui-seul, et ne représente en aucun cas la position de l'unité de travail qui l'emploie. Entre autres, même si certaines opinions diffèrent quelque peu des politiques actuellement en vigueur, elles ne sont que d'une pure portée de recherche scientifique."[76] Cette prudence de l'auteur, nous la retrouvons plus loin, lorsqu'il précise que, malgré les dangers que l'avenir au sein de l'OMC présente à la Chine, il soutient la politique d'adhésion: " Pourtant, même si l'auteur manifeste quelques inquiétudes sur les perspectives s'ouvrant à l'emploi et aux exportations, cela ne signifie pas pour autant qu'il ait une attitude négative sur cette l'adhésion (…)."[77]

5.3. L'OMC remise en cause par la théorie de l'infériorité structurelle

Dans ce dernier sous-chapitre, nous allons aborder une autre facette de ces remises en question implicites du discours officiel, celui de la critique de l'OMC. Certes, dans le discours officiel, cet organisme n'est pas présenté comme exempt de défauts, mais il paraît toutefois tout à fait acceptable pour la Chine. Quant aux quelques imperfections qu'il comporte, elles sont autant de raisons supplémentaires pour légitimer l'adhésion: une fois membre de l'OMC, la Chine pourra participer à la rédaction des règles qui la régissent, et, s'unissant avec les pays en développement, les rectifier

[76] Gu Baohua **贾保华**, *op. cit.*, p. 35.
[77] *Cf.* p. 57 de ce travail.

pour une plus grande justice.[78]

Mais la critique à laquelle procède ce texte est bien plus acerbe que la simple constatation des quelques imperfections de l'OMC élevée par le discours officiel. Elle se construit sur l'antagonisme entre pays en développement et pays développés: l'OMC devient l'outil d'exploitation économique par lequel les pays développés spolient les pays en développement.

5.3.1. Texte 6:

5.3.1.1. Traduction

REGARDS SUR L'ORIENTATION DE L'OMC SOUS L'ANGLE DE L'ÉCHEC DES POURPARLERS DE SEATTLE[79]

[*Du 30 novembre au 3 décembre 1999, l'organe suprême de l'OMC, la Conférence ministérielle, s'est retrouvé à Seattle pour la dernière réunion de ce siècle. Quelques jours avant son ouverture, des mouvements de protestation de grande envergure contre l'OMC et la mondialisation se sont produits aux Etats-Unis et en Angleterre. Ces manifestations réunissant des dizaines de milliers de personnes finirent par tourner en émeutes et combats rangés avec les forces de l'ordre.*

Les mondes économique et politique des pays développés furent les premiers surpris de l'ampleur de cette protestation: en effet, depuis l'instauration du GATT en 1948, les pays développés occidentaux sont, sans conteste, bénéficiaires sur toute la ligne de cette mondialisation économique. Ils ont usé de leur domination pour obtenir d'impressionnants avantages et de remarquables progrès dans leur développement économique.

L'auteur explique ce paradoxe: beaucoup de secteurs qui firent la gloire de la révolution industrielle des pays développés sont désormais sur le déclin. Il s'agit des secteurs à forte densité de main-d'œuvre et de ceux à forte densité de ressources naturelles. Leur crépuscule s'explique en raison de l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et des marchandises ainsi que de l'épuisement des ressources non renouvelables. Pour ces secteurs, la concurrence des pays en développement se fait de plus en plus menaçante. Par conséquent, depuis les années 80, les pays développés ont délocalisé à tour de bras ces branches dans les pays en développement, accélérant du coup leur déroute nationale: baisse de production, fermeture d'entreprises et chômage. Ceci explique pourquoi les groupes d'intérêts de ces secteurs en péril mettent chaque occasion à profit pour revendiquer des protections et d'autres garanties.

L'agriculture des pays développés est un autre sujet sensible: chaque pays espère pouvoir préserver au maximum son marché agricole de la concurrence internationale. Or, les Etats-Unis étant incontestablement le leader mondial de l'agriculture, ils se font l'avocat de l'ouverture à tout crin des marchés agricoles et de la suppression des subventions agricoles. Le compromis finalement conclu lors du Cycle d'Uruguay sur ce domaine est loin d'emporter l'adhésion, et beaucoup de pays développés refusent de s'y plier: les nombreux conflits de nature agricole en cours l'attestent. Bien entendu, cet accord agricole d'Uruguay a également soulevé le tollé des pays en développement.]

Le GATT et l'OMC constituent une véritable épée à double tranchant pour les pays en développement. Certes, l'adhésion à l'OMC permet aux pays en développement de bénéficier en grande quantité d'investissements, de technologies d'avant-garde et d'expériences de management de premier plan. Les exportations augmentent, la situation de l'emploi se bonifie, et la qualité de vie s'améliore. Cependant, dans le même temps, l'économie nationale des pays en développement subit d'énormes répercussions.

---

[78] Nous avons déjà rencontré cet argument dans le Texte 2, sixième avantage, *cf.* p. 33 de ce travail.

[79] BAI Jianhua 柏建华, "Cong Xiyatu huitan shibai kan shimao zuzhi zouxiang" 从西雅图会谈失败看世贸组织走向 (Regards sur l'orientation de l'OMC sous l'angle de l'échec des pourparlers de Seattle), in *Jingji zongheng* 经济纵横 (Revue économique), pp. 10-11.

Les diminutions des droits de douanes et le développement des promesses d'ouverture des marchés que l'on a pu observer du GATT à l'OMC sont déjà devenus "le principe prévisible de la procédure des promesses d'ouverture des marchés en constante augmentation". Le tissu industriel relativement jeune des pays en développement perd ainsi peu à peu de son efficace protection, alors que s'accélère l'œuvre de grignotage et d'absorption de la puissante concurrence d'adversaires issus de sociétés post-industrielles. Le principe des droits de douane de l'OMC va, dans une certaine mesure, consolider davantage l'instauration d'une division du travail inéquitable sur des critères inégaux de concurrence entre les différentes fermes, usines de production et bureaux du monde,.

Le GATT était déjà surnommé "le club des blancs riches " - 富裕的白人俱乐部 *fuyude bairen julebu*. Lors des nombreux tours des négociations qui avaient lieu sous son enseigne, le droit de vote des pays développés était de loin plus important que celui des pays en développement. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a récemment écrit que "la moyenne des droits de douanes sur les marchandises des pays en développement perçue par les pays riches est de quatre fois supérieure à la moyenne des droits de douane perçue sur les marchandises en provenance des pays développés (….)", et "que les diminutions des droits de douane opérées par les pays riches sont moins importantes que celles des pays pauvres." Même si cela surprend, c'est pourtant bien la vérité.

Par ailleurs, au cours de plus d'un demi-siècle de développement du GATT et de l'OMC, l'importance et le rôle tenus par les pays riches et par les pays pauvres dans les traités étaient fortement déséquilibrés. Ainsi, lors du Cycle de Kennedy[80], les pays industrialisés, et plus particulièrement les Etats-Unis et l'Union Européenne, ont formulé en fonction de leurs critères et intérêts l'Accord anti-dumping. Désormais, au sein du commerce international, les pays développés se saisissent du moindre prétexte pour percevoir des droits de douane punitifs sur les importations provenant des pays en développement au nom de cet accord, ou alors, en alléguant "une enquête anti-dumping", contraignent les pays en développement à augmenter d'eux-mêmes les prix de ventes de leurs marchandises ou à diminuer la quantité de leurs exportations. Tout cela dans l'optique de protéger leur propre marché intérieur. Parallèlement, pour alourdir les coûts des importations venant des pays en développement, les pays développés multiplient les obstacles et les barrières commerciales dans les domaines des textiles et de l'agriculture, et cela au mépris du principe de la non-discrimination commerciale de l'OMC.

Les pays développés abusent de leur suprématie, acquise suite à une accumulation de capitaux et de techniques sur plusieurs siècles, pour imposer dans tous les domaines du développement économique une concurrence inéquitable aux pays en développement. Dans le même temps, ils exploitent leurs privilèges de domination économique hérités du vieil ordre économique pour établir des principes commerciaux et d'investissements inéquitables. On peut ainsi conclure que l'OMC est en train de devenir pour les pays développés un outil destiné à extorquer aux pays en développement des profits plus qu'exorbitants, rien d'étonnant donc que des slogans tels que "*WTO, Free to exploit*" (Libre d'exploiter) figuraient sur les pancartes des manifestants.

Bien sûr, une autre raison importante expliquant l'envergure des manifestations est l'indulgence des autorités américaines. Le mouvement de protestation n'a pas été dès le début placé sous surveillance. Au contraire, il fut d'abord encouragé par une approbation tacite. On espérait alors pouvoir s'appuyer sur les voies des organisations syndicales d'AFL-CIO[81] pour mettre la pression sur les ministres présents, en particulier sur ceux des pays en développement, afin de faire inscrire officiellement à l'ordre du jour de la Conférence ministérielle les questions des normes environnementales et des normes fondamentales du travail. Mais les manifestations finirent par dépasser les bornes, et non seulement la réunion de Seattle ne put aboutir à des accords complets sur les sujets à débattre, mais en plus, le mouvement de contestation prit contre toute attente l'allure d'une activité de destruction menée à grande échelle, de quoi laisser le gouvernement américain perplexe.

Il ressort de cela que les principes d'ouverture des marchés et de libéralisation commerciale de l'OMC, au travers d'un processus favorisant le rapide développement de l'économie mondiale et du commerce

---

[80] Pour plus d'informations sur le Cycle de Kennedy, *cf.* p. 14 de ce travail. (note du traducteur)

[81] *American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO) est une fédération de 68 syndicats américains et internationaux, représentant 13 millions de travailleuses et travailleurs. (note du traducteur)

international ainsi que la formation d'un marché mondial libre, apportent aux pays développés une augmentation du chômage et d'autres problèmes liés au commerce agricole. Parallèlement, ils conduisent les pays en développement à occuper une position d'exploité dans le commerce mondial et les relations internationales. C'est là une des causes fondamentales de "la guerre de Seattle". La situation en est à un point tel qu'on commence déjà à considérer WTO (OMC) comme la "*Wrong Trade Organization*" (la Fausse Organisation du Commerce).

[*L'auteur termine son article en évoquant l'importance que le commerce international a prise de 1948 jusqu'à nos jours. Sans aucun doute, le nouveau cycle de négociations en préparation appelé "Cycle du Millénaire" exercera une influence incalculable sur les sociétés du troisième millénaire. Malgré les énormes défauts de l'OMC, la libéralisation commerciale et l'ouverture des marchés sont les tendances irréversibles de l'avenir. L'auteur espère donc que les futures négociations s'attacheront à corriger les tares de l'organisation: d'une part, il faut donner plus de droits et pouvoir aux pays en développement, accorder de plus grands délais pour l'ouverture de leurs marchés ainsi que leur permettre un certain protectionnisme; d'autre part, les pays développés doivent respecter leurs engagements et les délais fixés pour l'abolition des quotas sur les textiles et vêtements, aider davantage les pays en développement sur le plan économique et technique, et les soutenir dans leur difficile passage à l'économie de marché de libre échange.*

Au sein de la mondialisation économique actuelle, l'humanité quitte la société industrielle pour s'enfoncer dans une société de l'information. La mondialisation transforme le monde en faisant rentrer le développement économique de chaque pays en forte interdépendance. Elle permet aux capitaux, marchandises, personnel, prestations et informations de circuler librement dans le périmètre mondial. Une telle interdépendance implique que n'importe quelle difficulté locale peut occasionner des complications régionales voire mondiales: l'OMC doit bien réfléchir à la diversité de ce monde, et, tout en continuant à promouvoir la libéralisation et la "marchandisation", véritablement conduire l'économie mondiale sur la voie d'un développement durable et de la prospérité.]

5.3.1.2. Commentaire

Les pays développés réduits à l'exploitation, une illustration de "la théorie de l'infériorité structurelle"

Tout comme dans le Texte 4, il n'est pas une seule fois fait mention de la Chine dans cet article. On ne parle que de pays en développement ou pays pauvre, catégorie dont relève la Chine, opposés aux pays développés ou pays riches. L'auteur, Bai Jianhua, du département d'économie mondiale à l'Université de Wuhan, procède à une description désastreuse du sort réservé aux pays en développement au sein du système commercial multilatéral de la fondation du GATT en 1948 à l'OMC d'aujourd'hui. Pourtant, pour l'auteur, les pays développés, malgré leur position d'exploiteurs et les gigantesques bénéfices qu'ils retirent de leur main-mise sur la mondialisation, ne peuvent pas non plus se prévaloir d'un bilan totalement positif: la "guerre de Seattle" est là pour le rappeler. En effet, les réallocations de ressources à l'intérieur du marché ne leur épargnent pas d'éprouvantes épreuves: délocalisation et chômage dans les secteurs en déclin sont autant de nouveaux phénomènes avec lesquels il leur faut composer. Cela permet à l'auteur de dresser un portrait doublement négatif de l'organisation.

Le cadre théorique que nous a fourni le Texte 4 par le biais de sa typologie de quatre théories sur les gains et les pertes des pays en développement lors de leur participation à l'OMC, nous est ici utile pour mieux appréhender le discours du Texte 6. En effet, au-delà d'un simple portrait peu flatteur de l'OMC, nous sommes en présence d'un exemple de rhétorique s'inscrivant dans "la

théorie de l'infériorité structurelle". Les arguments que Bai Jianhua met en avant s'y retrouvent pour la plupart: l'OMC, créée sous l'impulsion et la direction des pays développés, permet à ceux-ci de procéder à une distribution injuste des ressources sur tout le globe et de consolider une division du travail mondial inéquitable en légitimant la situation d'infériorité des pays en développement; la mondialisation et son principe de la baisse des droits de douane sert les intérêts et besoins commerciaux des pays développés, qui peuvent de la sorte imposer aux pays en développement une concurrence et un commerce inéquitables; les pays développés pratiquent le protectionnisme de sorte à préserver leurs secteurs menacés par la concurrence des pays en développement, et n'en ouvrent pas moins sans vergogne les marchés de ces derniers, phagocytant ainsi leur jeune tissu industriel; l'arsenal législatif de l'OMC, façonné principalement par les mains des pays développés qui détiennent un pouvoir de décision disproportionné au sein de cette organisation, devient une véritable machine de guerre économique manipulable à souhait permettant d'asseoir la suprématie économique des pays développés.

La théorie de l'infériorité structurelle est certainement la plus pessimiste de la typologie élaborée par Zhang Xiangchen et Sun Liang, les auteurs du Texte 4. Pourtant, ils reconnaissent la supériorité de cette théorie sur "les deux théories complémentaires des gains et pertes", dans la mesure où elle ne se limite pas au cadre réducteur des accords de l'Acte final du Cycle d'Uruguay et considère la mondialisation dans son ensemble - notons que sur ce point, ce texte semble déroger à cette règle, puisqu'il se cantonne à une analyse dans le cadre de l'OMC. Zhang Xiangchen et Sun Liang semblent même se rallier à cette théorie de l'infériorité structurelle en affirmant que les pays développés ont mis en place la mondialisation pour asseoir et étendre leur suprématie dans le domaine économique. Cependant, ils s'en distancient en ne la considérant pas comme exempte de défauts, puisqu'ils lui reprochent, d'une part, "une compréhension unilatérale et absolue de cette mondialisation", et, d'autre part, de pêcher par manque d'analyse sur "les changements en cours au sein des pays en développement"[82].

Nous avions évoqué dans la partie introductive de ce travail que l'adhésion de la Chine à l'OMC était un prétexte à un véritable bilan, non seulement pour la Chine elle-même, mais également pour l'OMC. Ce texte, par la réflexion qu'il porte sur cette organisation à la lumière de son demi-siècle d'histoire, en est une illustration.

5.4. Conclusion

Nous voici au terme de ce deuxième chapitre. Sans avoir l'ambition de l'exhaustivité, il nous a permis, par la traduction de trois articles, un repérage au sein des points de vue "non-officiels". Il nous a plongés dans la complexe réalité de la variété des discours tenus en République populaire de Chine sur l'adhésion à l'OMC. En effet, parallèlement au discours officiel unilatéral très présent dans les médias de masse, existent, de manière plus discrète, des remises en questions implicites de la politique de Pékin. L'effet de censure du discours officiel est donc loin d'être total, et est à nuancer. Les Textes 4 et 5 en particulier, nous ont apporté la preuve qu'il existe, au sein des revues scientifiques, un certain nombre d'intellectuels qui, auteurs d'articles basés sur des raisonnements complexes et objectifs, peuvent publier sans trop de craintes ni de censure directe. Evidemment, les

choses peuvent tôt ou tard mal tourner pour ces intellectuels s'écartant de la ligne officielle, mais ils sont bien souvent prêts à courir ce risque. De plus, le gouvernement peut bénéficier de cette littérature critique, car certains des dirigeants, et notamment l'équipe "libérale" du Premier ministre Zhu Rongji, les lisent et y réfléchissent.

Ce deuxième chapitre nous permet également de découvrir le décalage de ton et de rhétorique entre le discours officiel et ces articles. Hormis le Texte 6, qui n'est pas très bien argumenté et s'apparente plus à un tract qu'à une démonstration scientifique, les Textes 4 et 5 contrastent considérablement du discours officiel. Ils bâtissent en effet leur édifice rhétorique sur des raisonnements appuyés et objectifs. Le recours à de nombreuses références scientifiques occidentales étaye leur argumentation, qui, ainsi solidement élaborée, se démarque du côté extrêmement répétitif et peu analytique des textes plus officiels.

Notons enfin que malgré leur scepticisme sur les bienfaits de l'adhésion pour la Chine, les auteurs de ces trois articles ne remettent pourtant jamais directement en cause ce principe cardinal. Que préconisent-ils alors pour se préserver de tous ces périls menaçant la Chine? Zhang Xiangchen et Sun Liang mettent en garde contre des raisonnements politiques simplistes qui font de l'adhésion à l'OMC la garantie du développement économique. Gu Baohua s'insurge du manque d'objectivité des prévisions officielles et de la légèreté de la presse dans leur approche du problème. Pour remédier à ces lacunes, il s'agit avant tout, selon ces détracteurs, de reconsidérer la politique de développement en vigueur, et d'élargir le cadre des prévisions menées actuellement sur l'adhésion à l'OMC à une réflexion sur l'influence que l'ensemble du processus objectif de mondialisation économique exerce. Par cet approfondissement de la réflexion, la Chine pourra, par des réformes menées de sa propre initiative, exercer une politique de développement cohérente, susceptible d'agir tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du cadre de l'OMC. Ce n'est qu'au prix de cet effort que la Chine pourra dépasser les schémas simplistes et dangereux qui lui font courir des dangers à l'heure actuelle, et qu'elle sera en mesure de garder efficacement le contrôle sur son économie. Quant à la critique dirigée sur l'OMC, Bai Jianhua termine son article en espérant que les pays développés amélioreront le sort des pays en développement en prenant conscience de leurs responsabilités et en réalisant que cette organisation n'est pas uniquement un outil de spoliation, mais avant tout un organisme de développement économique qui, étant donné son importance croissante et irréversible, est destiné à mener le monde sur les voies du développement et de la prospérité dans le troisième millénaire.

---

[82] Pour plus de détails sur cette critique de l'infériorité structurelle, voir en page 51 de ce travail.

6. TROISIÈME CHAPITRE: TRAITEMENT DE L'INFORMATION "À LA CHINOISE"

Ce troisième chapitre est une charnière de notre analyse, puisqu'il va nous faire graduellement quitter le domaine des discours de la Chine continentale en nous tournant vers des régions plus accueillantes aux propos explicitement critiques et dissidents, la presse chinoise de Hong Kong et des Etats-Unis. Cette transition va s'articuler sur la problématique de la gestion de l'information en Chine, et plus particulièrement sur le traitement, dans les médias chinois, de l'information concernant la question de l'adhésion de la Chine à l'OMC, traitement auquel la presse de Hong Kong va faire écho.

Trois articles seront également traduits dans ce chapitre. Le premier, *Rétrospection sur la compréhension des avantages et désavantages de l'adhésion au GATT et à l'OMC*, va, tout en nous replongeant dans la dialectique des avantages et des inconvénients dont nous sommes désormais familiers, nous faire prendre conscience du savant équilibre de modération nécessaire à la réussite de la rédaction d'un article s'attaquant au thème de l'entrée de la Chine au GATT et à l'OMC. Pourtant, la rectification du traitement de l'information auquel se livre cet article n'est que la pointe de l'iceberg. En effet, une circulaire intitulée *Remarques sur les reportages de propagande traitant des problèmes relatifs à l'adhésion de la Chine à l'OMC*, publié dans une revue "interne", lèvera ensuite le voile sur les consignes de propagande présidant à la gestion de l'information sur l'adhésion de la Chine à l'OMC: il s'agit d'une véritable vitrine des arguments du discours officiel dans laquelle les médias doivent venir piocher des orientations pour leurs articles et reportages. Enfin, nous irons à Hong Kong afin de pouvoir prêter oreille aux récriminations d'un journaliste, qui, dans son article *Le prétendu "respect des intellectuels" n'est qu'un odieux mensonge: le Parti communiste chinois censure les experts aux opinions divergentes sur l'adhésion à l'OMC*, s'insurge de ce musellement délibéré de la presse continentale par Pékin.

Mais avant cela, nous proposons un petit détour destiné à fournir quelques clés utiles à la compréhension de la thématique du "traitement de l'information 'à la chinoise'".

6.1. De la presse en Chine et de son rôle de surveillance

La liberté de presse est loin d'être à l'ordre du jour en République populaire de Chine, et beaucoup d'observateurs de la société chinoise s'accordent sur le constat d'un durcissement récent des mesures de contrôle[83]. Partagées entre la nécessité politique de limiter les coups d'éclat d'une presse de jour en jour plus curieuse et l'impossibilité de revenir à un contrôle total de ce qui s'écrit, les autorités chinoises annoncent périodiquement des séries de mesures restrictives. Ainsi, récemment, elles ont

[83] "Les entraves au travail des journalistes se sont multipliés au cours des deux dernières années, indique l'Association chinoise des travailleurs de la presse, citée par le Journal de la jeunesse chinoise (*Zhongguo Qingnian Bao*). Objectifs et caméras cassés, détentions illégales, violences et insultes ont fait l'objet de 170 dépôts de plainte. 'C'est une atteinte aux droits des individus, mais aussi une grave entrave au droit des travailleurs de la presse à exercer un contrôle par l'opinion', écrit le quotidien de la Ligue de la jeunesse, qui souligne par ailleurs que les journalistes sont de plus en plus sollicités pour dénoncer des cas de corruption ou d'injustice." "Le Parti fait la leçon aux journalistes chinois", in *Courrier International*.

mis de l'ordre dans les rédactions de certains organes de presse qui avaient timidement cherché à s'émanciper de sa tutelle, interdisant de pratique plusieurs journalistes et en mettant d'autres à la retraite anticipée[84].

Les journaux actuellement en Chine

Les journaux chinois actuels, nous explique Yang Zhi[85], sont le résultat d'une période de transition d'une économie planifiée à une économie de marché. Jusque dans les vieux jours de l'économie planifiée, tous les journaux, entièrement subventionnés par le gouvernement, étaient autant de bouches clamant dans tout le pays la voix du Parti communiste. L'agence de presse officielle "Chine nouvelle" émettait toutes les nouvelles que les journaux se devaient de reprendre en les complétant d'informations locales supplémentaires. Après le déclenchement des réformes économiques en 1978, le gouvernement commença à restreindre son aide financière à la presse, qui, privée de la manne étatique, n'eut d'autres choix pour survivre que de s'orienter vers de nouvelles sources de revenu comme la publicité. Etant donné que la plupart des journaux provinciaux et municipaux devaient continuer à faire entendre la voix du Parti, ils n'étaient pas véritablement en mesure d'opérer cette réorientation. Pour y remédier, et pour s'adapter à l'économie de marché naissante, ils créèrent des journaux affiliés, avec des noms différents, tels que des éditions du week-end, des journaux spécialisés, des journaux du soir, etc. Ces nouveaux journaux régionaux fleurirent rapidement dans toute la Chine et rencontrèrent davantage de succès que les journaux du centre, restés imprégnés de la ligne officielle. Ces journaux sont, dans une certaine mesure, autorisés à plus de liberté pour attirer les lecteurs, et cette nouvelle marge de manœuvre se concrétise par un recours important à la publicité, aux nouvelles sensationnelles, à la presse boulevard, etc. On peut facilement concevoir que dans cette pléthore de nouveaux journaux - actuellement plus de 2000 distribués en Chine -, le contrôle sur l'information soit bien moins aisé qu'il ne l'était sous l'ancien régime centralisé. Pourtant, à aucun instant il n'a été question de relâcher radicalement la bride sur la liberté de presse. Au contraire, et Pékin le proclame haut et fort, le contrôle de l'information est une des volontés du peuple lui-même, et beaucoup de moyens sont mis en œuvre afin de rappeler à l'ordre ou de prévenir l'apparition d'une presse jugée trop libérale.

De la notion de "surveillance" par la presse

Actuellement en Chine, le contrôle de l'information est l'héritier d'une tradition autoritaire de plus de 50 ans: une conception du rôle des médias très orientée politiquement et des structures étatiques ad hoc pour en assurer l'application en sont les caractéristiques majeures. Malgré les restructurations qu'a connues le milieu des médias dans les 20 dernières années, ce rôle d'orienteur, d'éducateur et de surveillant de la société qui leur est conféré demeure toujours primordial. Comment est aujourd'hui conçue cette mission et quel rapport entretiennent les médias avec les instances dirigeantes? M. Xu Guangchun, sous-directeur du département de la propagande[86] du PCC, dans un article paru dans le quotidien *Clarté* (光明 *Guangming*), explique et justifie l'immixtion gouvernementale au sein des

---

[84] Frédéric Bobin, "La Chine à l'heure de la 'rectification idéologique'".

[85] Ces informations sur la presse chinoise ont été récoltées sur un site internet: Yang Zhi, "Survey of important China print media", in http://www.sinopolis.com/Archives/Reports/Media/ overview.html.

[86] Notons qu'en Chine, contrairement aux sociétés occidentales, le terme de propagande n'est pas du tout connoté négativement.

médias par la nécessité de seconder la presse dans l'ampleur de sa tâche de "surveillance" de la société[87]:

> "Qu'appelle-t-on au juste 'surveillance'? Le terme couvre deux concepts: celui 'd'examen' et celui de 'pression'. Plus concrètement, il s'agit d'examiner les actes et propos d'autrui pour voir s'ils sont conformes à la législation nationale et à la discipline de travail (au sein du gouvernement et du PCC), s'ils répondent aux exigences du Parti, aux intérêts de l'Etat et aux souhaits du peuple, s'ils respectent les principes de bonne conduite et les règles de la morale sociale. La surveillance par la presse est difficile à exercer; pourquoi? Premièrement, parce que cette surveillance suppose d'examiner les actes et les propos. A l'évidence, les défauts mis en lumière ne sont pas des moindres, et la plupart des gens sont mécontents de les voir révélés. Deuxièmement, parce que la surveillance par l'opinion implique de pousser les gens à rectifier leur pensée, à corriger leurs actes et leurs propos, à éliminer leur influence. Troisièmement, parce que la surveillance exercée par l'opinion publique a pour caractéristique de se faire à visage découvert, directement, d'être digne de confiance et de faire autorité. En se fondant sur des faits fiables, elle permet d'exposer directement les défauts et les laideurs à la connaissance des centaines de milliers, des centaines de millions de lecteurs, d'auditeurs ou de spectateurs de médias très influents.
>
> Comme les difficultés de l'opinion publique à exercer cette surveillance retiennent l'attention de tous - en haut comme en bas de l'échelle sociale - et nuisent au bon déroulement de cette mission, les dirigeants et les organismes des différents échelons du Parti et du gouvernement doivent trouver un moyen d'aider les médias à résoudre ces difficultés et à soutenir avec force l'œuvre de surveillance exercée par l'opinion publique. Il convient de soutenir avec enthousiasme et de guider concrètement les organes de presse et les journalistes pour qu'ils exercent correctement leur tâche de surveillance. Les médias dirigés par le Parti constituent la bouche, les yeux et les oreilles du Parti et du peuple. En effectuant leur travail de surveillance, ils répondent à un besoin du Parti, à un besoin du peuple. Ces instances dirigeantes doivent adopter l'attitude de celui qui a demandé à faire le ménage, en s'intéressant et en soutenant de toutes leurs forces le travail de surveillance mené par les organes de presse, en les aidant à surmonter leurs difficultés. Elles doivent s'en tenir aux principes, favoriser l'impartialité, se prêter franchement aux contrôles et chercher vraiment à faire progresser le travail. (…)"

Voici donc comment est présenté le contrôle étatique de l'information: les autorités sont invitées à prêter main-forte, et cela avec "enthousiasme", à une presse en proie à trop de difficultés lors de l'exécution de sa mission de "surveillance" de la société. Persévérons dans la logique de Xu Guangchun, et écoutons-le encore nous expliquer par quelle méthode les autorités doivent procéder à l'assistance des médias:

> "(…)Le pouvoir accorde une grande importance à la surveillance effectuée par l'opinion publique; la masse des cadres y apporte son soutien actif, les différentes instances du Parti et du gouvernement y sont également favorables dans l'ensemble. De plus, comme cette surveillance joue un rôle très positif pour le Parti, la nation, la société et le peuple, un rôle qui ne peut être supplanté par d'autres méthodes de contrôle ou d'autres missions de la presse, le Parti en a besoin; l'Etat en a besoin; le peuple en a besoin; le journalisme en a besoin. (...) Aussi, les journalistes ne peuvent-ils pas battre en retraite, abandonner à cause des difficultés rencontrées dans leur travail, bien au contraire! Poussés par un sens aigu de leurs responsabilités vis-à-vis de l'Etat et de la population, ils se doivent de cerner les bonnes orientations, de s'en tenir aux principes essentiels et de continuer avec détermination leur travail de contrôle en l'améliorant encore. (…) Tous ces problèmes doivent faire l'objet d'une réflexion sérieuse dans tous les organismes de presse, de manière à vraiment y remédier. C'est précisément parce que la tâche est difficile qu'il faut normaliser. Il faut élaborer des documents directeurs sur la façon d'exercer ce contrôle par l'opinion publique. Il faut unifier les pensées, normaliser les conduites. Il faut qu'il

[87] Cet article est une traduction faite par le *Courrier International* ("Le Parti fait la leçon aux journalistes chinois"). Pour améliorer la compréhension de ce texte, précisons d'emblée que dans le discours de Xu Guangchun, l'opinion publique est assimilée à la presse, et que le peuple n'est une notion abstraite de rhétorique utilisée ici pour conférer une légitimité de représentation au Parti et aux instances dirigeantes.

existe un ensemble de règlements concernant ce travail, sur lesquels les services de presse et les journalistes puissent se fonder[88]. Il faut créer un système de protection du travail de surveillance, pour que les médias et les journalistes qui exercent dans les règles leur mission ne subissent pas des torts de ce fait, et pour garantir le bon développement de ce genre de travail."

La volonté politique de réguler et de normaliser le traitement de l'information a au moins le mérite d'être claire: "l'unification des pensées et la normalisation des conduites" est une nécessité au sein des médias, et ceci afin de pouvoir diffuser un message cohérent et unifié à la société, public cible de cette démarche. Cette tâche de "surveillance" confiée aux médias, s'articule en réalité autour de deux phalanges: tour d'abord le contrôle des autorités sur les médias, puis celui des médias sur la société. Ce contrôle sur les médias est-il pour autant total? Le deuxième chapitre de ce travail a apporté des nuances sur la réalité de l'uniformisation des discours: même si le manque de liberté des médias anéantit quasiment le débat, notamment dans la presse en tant que média de masse[89], dans les revues scientifiques, un nombre important de formes d'émancipation existe.

Internet, un nouveau défi pour la "surveillance"

Il est à noter à ce propos que l'explosion d'un nouveau média en Chine, soit l'internet[90], constitue un véritable défi aux autorités de Pékin dans la poursuite de leur politique de gestion de l'information. Pékin bloque traditionnellement l'accès aux sites internet des médias occidentaux, des défenseurs des droits de l'homme, des exilés tibétains et autres sources d'informations indépendantes qui lui paraissent sensibles ou nuisibles. Mais le danger que représente internet n'en est pas pour autant écarté. Le contrôle de la diffusion des idées sur la toile représente une nouvelle tâche titanesque pour Pékin, qui redouble d'imagination pour tenter de la mener à bien: "une vingtaine de provinces et villes chinoises sont en train de mettre sur pied des unités de police internet pour 'administrer et maintenir l'ordre' sur les réseaux informatiques", rapporte l'agence officielle "Chine nouvelle", et elle poursuit en affirmant que cette cyber-police aurait déjà traité des "cas criminels, tels que fraudes, détournements de fonds et pornographie"[91]. Bien sûr, la surveillance politique du contenu d'internet est un des motifs phares de ce branle-bas de combat. Ainsi, au mois d'août 2000, les autorités ont lancé un appel sans précédent aux médias officiels pour les exhorter à combattre les "forces ennemies" sur le nouveau terrain d'internet: "Les forces ennemies intérieures et extérieures ne ménagent pas leurs efforts pour utiliser ce terrain d'action afin de nous infiltrer"[92], peut-on lire dans le *Quotidien du Peuple*, organe de presse principal du régime. Et effectivement, cette

---

[88] La question d'une loi sur la presse, que souhaitent les professionnels, est abordée de manière récurrente depuis les années 80, mais abandonnée chaque fois. (note du *Courrier International)*.

[89] Lors de mon séjour en Chine, un ami chinois m'a d'ailleurs dit à ce propos qu'il suffisait, dans ce pays, de lire un journal pour savoir ce que disaient tous les autres. Cette affirmation s'est confirmée dans une certaine mesure lors de ma recherche sur les discours sur l'OMC, la majorité des médias tenant quasiment les même propos, du moins sur les sujets considérés comme importants. L'œuvre d'uniformisation de l'information est donc bien toujours réelle. Il faut toutefois nuancer cette affirmation, car comme nous le dit Yang Zhi: "*Despite the official line, Chinese newspapers and media in general are advancing fast towards practicing more freedom of the press. Evidence of this includes: 1) the media is becoming an important tool for the people in exposing corruption and supervising the government; 2) the media has become an important arena in the development of consumer rights' awareness; and 3) the media more and more represents the multifaceted sides of a society, that is, they are willing to and do reflect a truer and more complex society, with different interest groups and different opinions.*" (Yang Zhi, "Survey of important China print media", in http://www.sinopolis.com/Archives/Reports/Media/distrib.html.)

[90] "Le nombre d'utilisateurs d'internet en Chine a presque doublé pour atteindre 17 millions au premier semestre 2000, a rapporté le China National Network Information Centre (CNNIC) le mois dernier." (Pékin (Reuter), "La Chine crée des cyber-polices pour surveiller internet", samedi 5 août 2000, http.//fr.news.yahoo.com/000805/2/15vs.html.)
Notons encore à ce sujet l'article de Dominique Nora, paru dans le *Nouvel Observateur*, "Comment contrôler 10 millions d'internautes: Dissidence sur l'internet".

[91] *Ibid.*

[92] Pékin (Reuters), "Pékin appelle au combat contre la cyber-dissidence", mercredi 9 août 2000, http.//fr.news.yahoo.com/000809/2/lbmn.html.

"cyber-surveillance" a déjà son lot de victimes à son tableau de chasse: le 16 août, Jiang Shihua, un professeur d'informatique de 27 ans, fut le troisième "cyber-dissident" arrêté cette année en Chine pour "incitation à la subversion", et pourrait encourir 10 ans de prison[93].

Pékin est pris entre deux feux. D'une part, internet est considéré comme un besoin indispensable et inéluctable au développement du pays, ce que les dirigeants clament haut et fort. Le 21 août 2000, lors d'un Congrès qui rassemblait des entrepreneurs internationaux spécialisés dans l'internet, le président chinois Jiang Zemin s'est lancé dans "un vibrant plaidoyer en faveur d'internet", affirmant que "l'e-mail, le commerce électronique, l'apprentissage à distance et la médecine vont transformer la Chine". Il a encore ajouté que "le mariage de l'économie traditionnelle et des technologies de l'information créera le moteur du développement de l'économie et de la société au 21e siècle."[94] D'autre part, il devient de plus en plus difficile de contrôler la libre circulation de l'information, et le réseau tend à devenir une tribune pour certains dissidents et permet à des auteurs bannis des médias officiels de s'exprimer. Face à cette déferlante, les autorités essaient d'allumer des contre-feux, et la cyber-police ou plus récemment encore une proposition d'un traité international contre "l'information camelote" véhiculée par le réseau et pour "l'administration commune de l'information correcte"[95] en sont des exemples.

Nous le verrons dans les Textes 8 et 9, cette volonté politique de Pékin de contrôler ces autoroutes de l'information entre également dans le cadre de la propagande de l'adhésion de la Chine à l'OMC.

Maintenant que ces quelques jalons sont posés dans le paysage médiatique chinois, il nous sera désormais plus aisé de poursuivre la thématique du "traitement de l'information en Chine" avec l'adhésion à l'OMC comme perspective, et d'y ancrer nos trois articles.

6.2. Les avantages et les inconvénients de l'adhésion à l'OMC, un subtil dosage

Ce texte est en fait la seconde partie de l'article *Des sept avantages de l'adhésion de la Chine à l'OMC* traduit dans le premier chapitre de ce mémoire[96], et paru dans la *Revue de l'orientation du commerce et de l'économie chinoise*. Il procède à une brève "rétrospection" critique du traitement réservé aux questions de l'adhésion de la Chine au GATT et à l'OMC dans les médias ces dernières années. Le critère d'évaluation du journaliste Jin Bei est clair: pas de place pour l'exagération. Les avantages sont certes plus importants que les désavantages, mais enfler tant les uns que les autres ne mène à rien, si ce n'est à une propagande nuisible et fausse.

---

[93] Pékin (Reuters), "Reporters Sans Frontières (RSF) réclame la libération d'un cyber-dissident chinois", mercredi 23 août 2000, http.//fr.news.yahoo.com/000823/2/ly0r.html

[94] Pékin (Reuters), "L'internet transformera la Chine, prédit Jiang Zemin", lundi 21 août 2000, http.//fr.news.yahoo.com/000821/2/lvl8.html.

[95] Lors du même congrès international, Jiang Zemin a déclaré: "Pour protéger le développement sain de l'internet, nous proposons un traité international destiné à renforcer l'administration commune de l'information correcte et à promouvoir une utilisation positive de l'internet". (Pékin (AFP), "Le président chinois veut un traité contre 'l'information camelote'", mardi 22 août 2000, http.//fr.news.yahoo.com/000822/1/lwtz.html)

[96] *Cf.* p.31 de ce travail.

6.2.1. Texte 7:

6.2.1.1. Traduction

RÉTROSPECTION SUR LA COMPRÉHENSION DES AVANTAGES ET DÉSAVANTAGES DE L'ADHÉSION AU GATT ET À L'OMC[97]

Il y a quelques années, de nombreuses revues et journaux avaient tendance à exagérer la propagande sur les questions des avantages et désavantages du "rétablissement du statut de pays signataire du GATT" - 复关 *fuguan*. Par exemple, en évoquant les avantages, il semblait suffisant de faire l'effort d'accéder à l'organisation pour que les autres pays diminuent de fait les restrictions imposées à la Chine, pour que les entreprises chinoises écoulent leurs marchandises en grandes quantités sur le marché international, et pour que les produits qui autrefois demeuraient invendus se vendent. Ce genre de propagande est non seulement incorrect, mais également extrêmement nuisible. Effectivement, l'OMC n'est pas un organisme de vente; tout au plus fournit-il un environnement de concurrence relativement ouvert. Comme dit plus haut, les opportunités ne restent que possibilités, et possibilité ne veut pas du tout dire certitude. Il faut se référer à la compétitivité internationale d'une marchandise pour savoir si elle peut s'écouler. De nos jours, de nombreuses entreprises chinoises ne se sont pas encore débarrassées du mode extensif d'exploitation des exportations. Selon ce qu'a publié, il y a quelques années, le département du Commerce extérieur et de la Coopération économique, sur la totalité des marchandises exportées de Chine, 51% se vendent facilement, et sur ces 51%, seul 25% environ possèdent réellement une force concurrentielle internationale. Plus spécifiquement, sur les 60'000 nouveaux produits mis en exploitations chaque année, seul 3,5% peuvent atteindre un niveau de compétitivité international. Si nous n'avons pas conscience de cette conjoncture sévère et l'envisageons avec un optimisme aveugle, nous commettons une énorme erreur. Le commerce extérieur chinois s'appuie sur une exploitation extensive dans le dessein de défendre un revenu à proportion élevée en devises étrangères. Ainsi, de nombreuses entreprises se contentent simplement de recourir à des bas prix pour écouler leurs marchandises sur les marchés extérieurs. Or, ce modèle d'exploitation est déjà arrivé en bout de course. Si cette forme d'exploitation extensive du commerce extérieur n'est pas modifiée au plus vite, la Chine, après avoir adhéré à l'OMC, se trouvera dans une impasse. Voilà un véritable défi.

Lorsqu'il s'agit d'évaluer les désavantages, la propagande est tout aussi exagérée. Certes, les défis lancés sont durs, cependant l'adhésion à l'OMC n'est tout de même pas assimilable à un fléau. Ces dernières années, un nombre non négligeable de médias ont, en évoquant l'adhésion au GATT, parlé de "grande instabilité", de "grande attaque", de "grande tempête". Ils ont fait beaucoup de bruit en parlant de "loup arrive", de "danse avec le loup"- 与狼共舞 *yulang gongwu* - etc. A l'heure d'affronter l'adhésion à l'OMC, voilà qu'on se remet à pousser des cris d'épouvante, comme "Cette fois le loup va vraiment venir!" - 这次狼真的要来了! *Zheici lang zhende yao laile!*. Ces expressions sont toutes des erreurs. La survivance du meilleur est la normale dans l'économie de marché. Comment peut-on faire de l'ouverture et de la participation à la concurrence internationale une "danse avec le loup"? Cela illustre un état d'esprit craintif, et, de plus, accroît la pression psychologique subie par certaines entreprises chinoises déjà fragiles. En réalité, dans les pays ayant adhérés au GATT et à l'OMC, aucun n'a été dévoré ou rendu infirme par le loup, ce genre de précédent n'existe pas. Au contraire, ils ont tous, dans diverses mesures, développé leur économie et renforcé leur puissance. Pour la Chine, qui possède déjà de bonnes bases économiques, il y a encore moins de raisons de s'alarmer Un seul exemple suffit à le prouver: il y a quelques années, lorsqu'ils parlaient des attaques que subirait le marché chinois après son entrée au GATT, de nombreux médias donnaient l'exemple de la télévision couleur, du réfrigérateur et autres produits électriques. Mais, à peine quelques années ont passé, et voilà que les télévisions couleur et réfrigérateurs de production chinoise ont réalisé des progrès considérables sur la qualité, le prix, et le prestige auprès d'un vaste public de consommateurs. Toutes les professions

[97] JIN Bei 金蓓, "Tan Zhongguo jiaru WTOde qige youli yu: dui fuguan he rushi libi renshishangde fansi " 谈中国加入 WTO 的七个有利于: 对复关和入世利弊认识上的反思 (Des 7 avantages de l'adhésion de la Chine à l'OMC: Rétrospection sur la compréhension des avantages et désavantages de l'adhésion au GATT et à l'OMC), in *Zhongguo jingmao daokan* 中国经贸导刊 (Revue de l'orientation du commerce et de l'économie chinoise), p. 29.

de l'automobile sont également en train de faire activement des préparatifs pour relever le défi. La réalité l'atteste, seules les entreprises qui ont le courage de prendre part à la concurrence internationale possèdent de la vitalité. Les entreprises chinoises plongées dans la forte concurrence internationale se développeront et se renforceront assurément sans cesse.

6.2.1.2. Commentaire

Propagande sur l'OMC: Relents volontaristes de "Grand Bond en avant"?

Avant de poursuivre le fil conducteur de notre analyse, ouvrons une brève parenthèse sur ce que peut suggérer le ton de la fin du texte: "La réalité l'atteste, seules les entreprises qui ont le courage de prendre part à la concurrence internationale possèdent de la vitalité." La vitalité concurrentielle des entreprises chinoises après l'ouverture du marché est présentée ici comme une question de courage, et non comme une question de réforme structurelle. Cette forme de démagogie volontariste rappelle celle qui prévalait lors de l'ère maoïste, où l'avancée de la Chine devait se faire grâce à la vertu et à la volonté révolutionnaires, en privilégiant le "rouge"- 红 *hong* - le facteur idéologique, sur "l'expert" -专 *zhuan* - le facteur scientifique. On peut donc déceler dans la rhétorique sur l'OMC des relents ataviques de cette politique volontariste qui prévalait notamment à la fin des années 50, à la différence près que le discours de l'époque était collectiviste, alors que l'actuel est individualiste, incitant les entreprises à se faire concurrence mutuellement. Sous cette perspective discursive historique, l'OMC pourrait, pour les idéologues de Pékin, prendre des airs de nouveau "Grand Bond en avant" (1958)! Mais n'exagérons rien car cela est très improbable. De plus, ce genre de discours volontariste n'est pas une particularité chinoise, puisqu'il fait également partie des discours publicitaires et de marketing actuels, par exemple dans les sociétés occidentales. Refermons donc cette parenthèse, et attachons-nous au commentaire de ce Texte 7.

Le traitement de l'information sur l'OMC, un mauvais cas d'école?

D'après ce texte, il semble que de la propagande "incorrecte" et "extrêmement nuisible" ainsi que d'autres "erreurs" ont été commises dans la gestion de la dialectique des avantages et des inconvénients. Tout un éventail d'interprétations aurait fleuri dans les médias chinois de ces dernières années, de l'exagération grossière des avantages à celle outrancière des inconvénients. L'extrait bâtit ainsi une critique des médias chinois dans leur approche du GATT et de l'OMC sur deux axes; le premier est un appel à la prudence face à un optimisme aveugle faisant de l'OMC le synonyme de la prospérité chinoise, et le second dénonce les propos alarmistes de certains qui crient au loup alors qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Au milieu de ces deux axes directeurs se positionnent les recommandations de propagande qui, reprises par Jin Bei, réclament une certaine modération. Notons en passant le procédé rhétorique auquel l'auteur a recours: lorsqu'il conteste la surévaluation des avantages, il démontre à grands renforts de statistiques que l'avenir, contrairement à ce que certains prétendent, est loin d'être radieux, en particulier pour les exportations qui s'appuieraient sur un modèle extensif désormais périmé, et que cela constitue un "véritable défi" pour la Chine. En revanche, quand il s'attache à réfuter un pessimisme excessif, l'auteur fait miroiter un avenir brillant à ceux qui sont disposés à aller aux devants des embûches de l'adhésion. Cette argumentation, qui tend à faire passer les avantages pour les inconvénients et inversement, suggère donc en fin de compte aux médias une modération dans les propos tenus sur la participation de la Chine au commerce international.

Ce Texte 7 pourrait être ainsi considéré comme un démenti d'une presse totalement contrôlée par l'Etat. La tâche de "surveillance" définie au début de ce chapitre semble s'être réalisée ici en ordre dispersé, chose qui aurait été peu probable à l'époque où la presse était entièrement subordonnée aux organes du PCC. Reprenons les propos de Xu Guangchun sur la responsabilité des journalistes dans leur métier: "(…) Aussi les journalistes ne peuvent-ils pas battre en retraite, abandonner à cause des difficultés rencontrées dans leur travail, bien au contraire! Poussés par un sens aigu de leurs responsabilités vis-à-vis de l'Etat et de la population, ils se doivent de cerner les bonnes orientations, de s'en tenir aux principes essentiels et de continuer avec détermination leur travail de contrôle en l'améliorant encore."[98] En se référant, d'une part, à cette citation, qui définit une presse idéale pour les intérêts du régime, et, d'autre part, à la petite histoire de la propagande sur l'adhésion au GATT puis à l'OMC que l'article de Jin Bei retrace, nous pouvons déduire que le traitement de l'information sur ce sujet n'a pas été un modèle du genre.

Pourtant, ce constat est à nuancer, car déjà à l'époque maoïste, alors que l'emprise étatique était complète, ce genre de stratégie discursive de la presse, consistant à procéder à une forme d'auto-caricature pour avoir l'air moins contrôlée, était courant. Ainsi, on voyait fréquemment dans les médias chinois de l'époque la presse qui critiquait la presse, et cela afin de donner plus de crédit à leurs propos. Certes, dans le cas du traitement de l'information concernant le GATT et l'OMC, la configuration du paysage médiatique chinois ayant depuis lors évolué, des brèches au sein du système de contrôle sont apparues. Il est donc probable que cet accroissement de liberté a, à certains moments, permis l'apparition "d'exagérations" dans la presse chinoise, et que Jin Bei veut également ici rectifier dans l'esprit du public les erreurs de quelques médias peu respectueux des consignes officielles. Mais ce texte doit aussi être compris comme une forme de prévention censée tuer dans l'œuf des rumeurs ou d'éventuelles velléités de critique de la part des médias, un coup de semonce pour calmer de possibles ardeurs de liberté de presse.

De l'interface Etat-média par les revues internes

Quelle que soit la signification qu'on voudra bien prêter à cet extrait, sachons que le devoir de surveillance du gouvernement sur la presse ne se réalise habituellement pas sur la scène publique, mais dans un dialogue qui se veut plus ou moins discret entre instances dirigeantes et médias. Xu Guangchun dit à propos de ce devoir de contrôle: "C'est précisément parce que la tâche est difficile qu'il faut normaliser. Il faut élaborer des documents directeurs sur la façon d'exercer ce contrôle par l'opinion publique. Il faut unifier les pensées, normaliser les conduites. Il faut qu'il existe un ensemble de règlements concernant ce travail, sur lesquels les services de presse et les journalistes puissent se fonder."[99] Même si cette volonté de normaliser exprimée par Xu Guangchun ne s'est pas encore concrétisée au sein d'un cadre légal en une loi claire sur la presse, cela ne porte pas trop à conséquence sur l'efficacité du contrôle étatique. Effectivement, en Chine, les directives du Parti sont en général plus importantes que les lois, et peuvent donc être très concrètes[100]. Ainsi, "des documents directeurs" destinés aux médias "sur la façon d'exercer ce contrôle sur l'opinion publique" existent évidemment, et, même s'ils n'apparaissent pas sous forme de lois, ils sont respectés: "*The State Press and Publishing Administration, the principal supervisory organ of the*

---

[98] *Cf.* p. 68 de ce travail.
[99] *Cf.* p. 69 de ce travail.
[100] Von Senger, Harro, "*Recents developments in the relations between State and Party norms in the PRC*".

press in China, from time to time admonishes Chinese print media organization about content."[101], nous explique Yang Zhi. Ces exhortations se transmettent par le canal de leurs propres revues officielles, dites "interne" -内部 *neibu* -, et qui est censée circuler, comme son nom l'indique, à l'intérieur du Parti. Il existe donc en Chine une presse parallèle appelée interne, qui, constituée de nombreux journaux et magazines, est réservée à un public bien spécifique d'initiés.

Dans le domaine des médias, "*Correspondance interne*" - 内部通信 *Neibu tongxin* -, dont est tiré le Texte 8, est une de ces revues internes destinées à les assister dans leur tâche de surveillance. Voici la manière dont cette publication est brièvement présentée sur sa dernière page: "*Correspondance interne* (revue bimensuelle), dont le Bureau de l'information du Département de la propagande centrale est l'instigateur, représente l'important instrument d'orientation de la propagande des médias ainsi que du renforcement du contrôle à grande échelle de l'opinion des médias. *Correspondance interne* doit être la revue à caractère directif que toute unité de travail de média au-dessus du district possède obligatoirement."[102] Mentionnons encore l'en-tête figurant sur sa page de couverture: "Uniquement destiné à usage interne, interdiction de diffuser à l'extérieur". Cette dernière précision se réfère à une conception de l'interne et de l'externe dont les limites, claires en théorie, demeurent moins précises pour ce qui est de la pratique: en dépit de quelques tentatives de recherches, cette revue *Correspondance interne* est restée introuvable en Chine continentale, seules les unités de travail "internes" concernées semblent effectivement y avoir droit et les tiennent secrètes; mais en revanche, à Hong Kong, nous avons pu la trouver, ainsi que beaucoup d'autres de ses "congénères"[103]. Y avoir eu accès relativise donc la notion de "document interne".

6.3. Le bréviaire de la propagande de l'adhésion à l'OMC

Au sein d'une édition de décembre 1999 de *Correspondance interne*, aux côtés des directives de propagande concernant l'approfondissement de la critique de "la secte du Falungong", des consignes de reportage sur la Réunion économique de l'autorité centrale, des remarques sur la gestion de l'information sur le retour de Macao dans le giron de la mère patrie, nous avons débusqué les instructions destinées à l'orientation des médias dans la propagande sur l'adhésion de la Chine à l'OMC. Précisons d'emblée que le style alambiqué de cette traduction est dû au texte chinois relativement indigeste, que le lecteur peut retrouver en annexe de ce travail.

---

[101] Yang Zhi, "Survey of important China print media", http://www.sinopolis.com/Archives/Reports/mediacontrol.html.

[102] "Guanyu woguo jiaru shijie maoyi zuzhide wentide xuanchuan baodao yijian" 关于我国加入世界贸易组织的问题的宣传报道意见 (Remarques sur les reportages de propagande traitant des problèmes relatifs à l'adhésion de la Chine à l'OMC), in *Neibu tongxin* 内部通信 (Correspondance interne), p. 16.

[103] Au "Centre de documentation" - *Fuwu zhongxin* 服务中心 - de la *Chinese University of Hong Kong*.

6.3.1. Texte 8:

6.3.1.1. Traduction

REMARQUES SUR LES REPORTAGES DE PROPAGANDE TRAITANT DES PROBLÈMES RELATIFS À L'ADHÉSION DE LA CHINE À L'OMC[104]

Le 15 novembre 1999, la Chine et les Etats-Unis apposèrent leur signature respective sur l'accord bilatéral relatif aux questions de l'adhésion de la Chine à l'OMC. Ceci constitue une étape décisive dans la marche de la Chine dans son intégration à cette organisation. En se basant sur les principes politiques et mesures générales invariablement défendus par l'autorité centrale, il est indispensable de faire sérieusement les reportages de propagande, de mener judicieusement les masses et les cadres à adhérer aux décisions et mesures politiques de l'autorité centrale et à les appliquer, de les conduire à une claire conscience de la situation, de parvenir à une uniformisation des pensées, et de "se saisir des opportunités et relever les défis" - 抓住机遇，迎接挑战 *zhuazhu jiyu, yingjie tiaozhan* -: telle est l'actuelle mission décisive qui incombe au travail de propagande de l'information.

1. Exigences générales

Instruire et diriger en s'inspirant de l'esprit de l'important discours tenu par le président Jiang Zemin le 15 novembre à l'occasion de sa rencontre avec la délégation de négociation américaine. Afin de conditionner de manière optimale l'opinion publique et créer ainsi des conditions propices à l'adhésion à l'OMC, il est nécessaire de persister à exhorter de manière stable et dans l'unité, de faire positivement la propagande des principales orientations politiques, d'être modéré et ordonné, de se conformer à un rythme, de ne pas faire de scandale, de ne pas tomber dans l'exagération, d'organiser strictement selon l'esprit de l'autorité centrale les reportages de propagande, et d'uniformiser les opinions des larges masses et cadres en les mettant au diapason des décisions politiques de l'autorité centrale.

Avant que le Congrès américain n'adopte l'accord bilatéral sino-américain, il faut modérer la propagande, particulièrement en n'accentuant pas trop la victoire chinoise, ni en dépréciant la partie américaine, cela afin d'éviter d'influencer le Congrès américain sur la ratification de l'accord.

2. Les points importants de propagande

1. Propager la portée considérable de l'accord sino-américain ainsi que celle de l'adhésion de la Chine à l'OMC. Diffuser que l'accord sino-américain portant sur les questions relatives à l'entrée de la Chine dans l'OMC revêt une signification actuelle et historique: il est propice à l'accélération du processus d'adhésion chinois, il est avantageux à un développement complet de la coopération économique et commerciale sino-américaine, il est favorable au développement et à l'amélioration des relations sino-américaines, et, par ailleurs, il injecte une nouvelle force motrice au développement et à la prospérité économique mondiale. Propager que l'accord sino-américain, conformément au principe de la "double victoire" - 双赢 *shuangying* -, est un accord obtenu par des consultations menées sur un pied d'égalité, et par des avantages et concessions réciproques des deux parties. Diffuser que l'adhésion à l'OMC sera bénéfique à l'approfondissement des réformes, à une plus grande ouverture, permettra de prendre l'initiative au sein de la concurrence économique mondiale acharnée, et stimulera l'économie chinoise à engranger encore de plus grands succès au 21e siècle. Propager que si la Chine n'adhère pas à l'OMC, cette organisation économique à caractère planétaire, cela serait indigne du statut de puissance de la Chine. Adhérer à l'OMC sera profitable à élever davantage le statut de la Chine sur la scène internationale, permettra la protection des intérêts économiques chinois au sein d'un système commercial multilatéral international, et, en fin de

[104] "Guanyu woguo jiaru shijie maoyi zuzhide wentide xuanchuan baodao yijian" 关于我国加入世界贸易组织的问题的宣传报道意见 (Remarques sur les reportages de propagande traitant des problèmes relatifs à l'adhésion de la Chine à l'OMC), in *Neibu tongxin* 内部通信 (Correspondance interne), pp. 6-8.

compte, revêt une signification fondamentale pour une meilleure participation de la Chine à la coopération économique internationale.

2. Diffuser les dispositions et politiques de l'autorité centrale. Propager que le Comité central du Parti, qui a pour cœur notre camarade Jiang Zemin, saisit de manière exacte la grande tendance du développement éonomico-politique planétaire. En tenant compte de la situation et du moment, il a, au sujet des négociations sur les problèmes de l'adhésion chinoise à l'OMC et en particulier au sujet des négociations sino-américaines, décidé d'une série de mesures, de principes et de décisions politiques, qui, après avoir passé l'épreuve de la pratique, s'est révélée être incontestable. Diffuser que le collectif des dirigeants du Comité central du Parti possède l'éminente aptitude à maîtriser les situations complexes, qu'il est totalement apte à mener les peuples de toutes les nationalités à vaincre dangers et difficultés, qu'il est également capable de passer par toutes sortes d'épreuves difficiles, de franchir victorieusement le seuil du 21e siècle, de faire comprendre de manière plus exacte aux larges masse et aux cadres les décisions politiques centrales, et de faire correctement connaître l'importance et la nécessité de l'adhésion de la Chine à l'OMC.

3. Propager une présentation élémentaire de l'OMC ainsi que les raisons poussant la Chine à se porter candidate à l'OMC. En ayant recours à toutes sortes de formes efficaces et vivantes, présenter aux larges masses et aux cadres les origines de l'OMC, sa formation, sa nature et son rôle de poids dans le développement économique mondial. Diffuser que l'adhésion à l'OMC répond aux exigences internes de l'approfondissement des réformes et d'une plus grande ouverture. Propager que ce n'est qu'à la condition d'une participation active à la concurrence et à la coopération économique internationale, tout en évitant les préjudices et en tirant parti des avantages - 趋利避害 *quli bihai* -, que la Chine pourra pleinement exercer sa suprématie et maintenir une stabilité et un développement économique. Diffuser que l'adhésion à l'OMC ne se réduit pas uniquement à une question économique, mais qu'elle possède une signification politique. "La Chine a besoin de l'OMC, l'OMC a aussi besoin de la Chine" - 中国需要世贸组织, 世贸组织也需要中国 *Zhongguo xuyao shimaozuzhi, shimao zuzhi ye xuyao Zhongguo* -, adhérer à l'OMC concourt à l'entreprise des réformes et de l'ouverture chinoise, ainsi qu'à la prospérité et au développement économique mondial.

4. Propager que l'adhésion à l'OMC constitue pour l'économie chinoise à la fois une opportunité et un défi: il faut saisir cette opportunité et relever ce défi. Diffuser que l'adhésion à l'OMC permettra à la Chine de participer et d'agir directement sur l'élaboration des règlements du commerce international, et elle pourra ainsi œuvrer pour l'obtention de conditions de commerce international plus propices à ses réformes et à son ouverture. L'adhésion garantira également à la Chine des traitements commerciaux non discriminatoires de la part des 134 pays membres et territoires douaniers. Elle contribuera énergiquement aux réformes et à l'ouverture, ainsi qu'à une meilleure utilisation des capitaux, des technologies et de l'expérience de gestion provenant de l'étranger. Elle favorisera la restructuration économique et la promotion industrielle de la Chine, elle renforcera la compétitivité internationale des marchandises et services chinois. Diffuser que l'adhésion de la Chine à l'OMC ainsi qu'une attitude appropriée pour affronter ses défis permettront aux entreprises d'accélérer le processus de l'établissement d'un système industriel moderne. Cela contribuera de même à un renforcement de la gestion interne, à une accentuation du remodelage technologique, à une élévation de la qualité des marchandises, et au renforcement du développement au sein de la forte concurrence internationale. Propager que depuis les reformes et l'ouverture, et particulièrement depuis les années 90, la puissance économique de la Chine s'est ostensiblement consolidée, et qu'ainsi elle possède indiscutablement la capacité de supporter l'adhésion. Diffuser que l'ouverture des marchés sera progressive, et que les entreprises intérieures doivent activement se préparer, créer des conditions favorables et relever le défi.

5. Suivre de très près l'évolution des pensées et des opinions publiques chinoises et étrangères, et, consciencieusement, accomplir en circonstances la tâche explicative de propagande des décisions politiques centrales. Diffuser que l'intégration à l'OMC est un processus dont l'accord sino-américain est un maillon décisif. "Propager que l'adhésion à l'OMC comporte des avantages et des désavantages, mais que les avantages sont plus importants que les désavantages" - 宣传我国加入世贸组织有利有弊，利大于弊 *xuanchuan woguo jiaru*

shimao zuzhi youli youbi, li da yu bi. Sur les désavantages, tout en adoptant une attitude positive, il est nécessaire d'expliquer qu'il s'agit là des défis incontournables de l'instauration d'un système économique de marché socialiste et de l'adaptation à la tendance de la mondialisation économique. Il faut donc exceller dans l'art de transformer ces défis en une force motrice susceptible de donner un coup d'accélérateur aux réformes et à l'ouverture, et qui soit capable d'élever la compétitivité internationale chinoise. Propager qu'il est impossible que l'adhésion à l'OMC produise en Chine des effets immédiats sur la situation économique actuelle et la vie économique des gens. Pour ce qui est de certaines compréhensions floues et d'autres formes d'inquiétudes des cadres et des masses sur ces questions, il faut renforcer l'orientation de l'opinion publique et clarifier les esprits et les connaissances.

6. Relater consciencieusement les réactions nationales et internationales. Rapporter les réactions positives de l'opinion publique internationale à la signature de l'accord bilatéral sino-américain et à l'adhésion de la Chine à l'OMC. Faire des reportages sur le soutien qu'apportent des professions, des entreprises, des cadres et des masses aux décisions politiques de l'autorité centrale, expliquer leur juste compréhension de l'adhésion de la Chine à l'OMC.

7. Quant à la propagande extérieure, il faut présenter positivement les politiques et mesures générales du gouvernement chinois ainsi que sa position de principe, tout en gardant l'initiative sur l'opinion publique. Propager que l'accord bilatéral conclu entre la Chine et les Etats-Unis illustre un esprit d'égalité et d'avantages réciproques, d'une compréhension et d'accommodements mutuels, ainsi que d'une recherche de points communs laissant de côté les divergences, et qu'il s'est conclu sur une double victoire. Propager le rôle et l'importante signification que l'adhésion de la Chine à l'OMC revêt pour le développement économique mondial. Propager que la Chine œuvre résolument à la cause de l'ouverture et des réformes, au constant élargissement des coopérations mutuellement bénéfiques avec les différents pays du monde, et qu'elle continue à fournir une contribution résolue à l'instauration d'un système commercial international totalement ouvert, ainsi qu'à la paix et au développement mondial.

3. Les problèmes qui nécessitent de l'attention

1. Les reportages de propagande doivent être strictement tenus de se faire selon les politiques et mesures générales concernées de l'autorité centrale. L'accord co-signé par la Chine et les Etats-Unis et les problèmes sur l'adhésion chinoise à l'OMC revêtent un caractère politique et une sensibilité très prononcés. Les reportages de propagande doivent se mettre au diapason de l'esprit de l'autorité centrale. Les avis émanant de la société s'écartant des décisions politiques de l'autorité centrale, et en particulier certaines opinions divergentes tenues par des experts et spécialistes, ne doivent en aucuns cas être relatées. En même temps, une orientation correcte doit être entreprise.

2. Ne pas relater les détails des négociations, en particulier ce qu'on appelle "les coulisses" - 内幕 *neimu* - des négociations. Pour les questions sur lesquelles pourraient subsister des doutes, il est obligatoire, avant tout reportage, d'obtenir l'aval des autorités compétentes. Il faut renforcer le contrôle de la propagande sur les petits journaux et différentes petites revues, afin de les empêcher de publier des nouvelles sensationnelles et autres faits divers.

3. Faire beaucoup de propagande qui éclaire, explique et oriente. Etre particulièrement attentif à accentuer les points clés de la propagande. Faire de la propagande en utilisant des matériaux que les masses peuvent lire et comprendre, et avec un langage intelligible. Prêter également attention au rythme des reportages, ne pas publier excessivement d'informations en peu de temps.

4. Accentuer le degré de propagande sur le réseau international d'internet. En s'inspirant de l'esprit des décisions politiques de l'autorité centrale, avoir recours à de nombreux procédés et prendre l'initiative de faire activement de la propagande sur le réseau en fonction des évolutions des opinions publiques américaines et internationales, afin d'orienter l'opinion publique d'internet. Les reportages des journaux, de la radio, ainsi que de la télévision ne peuvent pas utiliser sans autorisations les informations disponibles sur internet.

5. Il faut demeurer ferme sur le fait qu'en Chine et à l'étranger règnent des principes différents, et que des éléments doivent donc être tenus secrets. Il est interdit de divulguer sans autorisation le contenu des documents, des assemblées et des matériaux de référence dits "internes" - 内部 *neibu*. Couvrir les grandes questions sensibles qui sont appréhendées dans le cadre du travail, mais contrôler dans une sphère très limitée, et ne dévoiler en aucuns cas, le contenu des publications de référence interne.

6. Rester fidèle au système de soumission des articles importants aux autorités supérieures pour approbation. Demander immédiatement des instructions aux autorités compétentes en cas de doutes au sujet de la conformité d'un problème traité avec les critères de propagande. Les reportages et articles importants doivent être soumis aux départements des affaires étrangères et être ratifiés, après examen, par le département du Commerce extérieur et de la Coopération économique.

6.3.1.2. Commentaire

La propagande n'est pas connotée négativement en Chine

Notons d'emblée que ce qui peut être choquant pour un Occidental à la lecture de cet ensemble d'instructions de propagande ne l'est pas forcément en Chine. Comme nous l'avons mentionné, la propagande n'est pas connotée négativement dans ce pays, et il en va donc de même pour ces directives. Le fait de dicter aux journalistes ce qu'ils doivent dire est une chose acceptée en Chine, et ces consignes sont plus "innocentes" que ce qu'on pourrait le penser. Ce n'est pas parce que l'on contrôle les médias par des directives que tout ce qui y est dit n'est que mensonge. Ainsi, les fonctionnaires qui ont écrit ce texte "confidentiel", croient sans doute à la vérité, ou du moins à la vraisemblance, de ce qu'ils racontent. Ajoutons encore qu'une grande partie de la théorie économique contenue de cet article correspond très exactement au point de vue de l'élite "bien-pensante" de la communauté internationale, dont un grand nombre d'intellectuels et surtout de journalistes en Occident. Cela confirme la mondialisation des discours économiques actuels annoncée dans l'introduction, bien qu'en Chine ce discours économique se distingue par son mode d'élaboration qui se réalise au travers de l'appareil de surveillance étatique.

Les deux étapes du contrôle de l'opinion publique et l'uniformisation des pensées

La notion de "surveillance", telle que nous l'avons définie en début de chapitre, est explicitement exposée dans ce Texte 8. Elle se décompose en deux processus de contrôle, dont l'Etat, les médias et la société sont les trois acteurs principaux. La première étape de cette surveillance, qui s'accomplit par le contrôle de l'Etat sur les médias, s'incarne, entre autres, dans cette revue *Correspondance interne*, et se double encore de l'obligation de soumettre les "articles importants" sur le sujet au jugement des autorités compétentes. La seconde étape de la surveillance, qui s'articule sur le conditionnement de l'opinion publique, est définie dans cet article comme la "mission décisive" des médias. Notons encore que ce contrôle systématique de la presse et de l'opinion publique appelé "surveillance" est, comme nous le rappelle Xu Guangchun, légitimé dans la rhétorique officielle par l'intérêt du peuple: "comme cette surveillance joue un rôle très positif pour le Parti, la nation, la société et le peuple, un rôle qui ne peut être supplanté par d'autres méthodes de contrôle ou d'autres missions de la presse, le Parti en a besoin; l'Etat en a besoin; le peuple en a besoin; le journalisme en a besoin."[105]

[105] *Cf.* p. 68 de ce travail. .

Le but ultime de cette "surveillance", au nom de laquelle l'Etat déploie cette armada de directives pour faire de la presse son fidèle relais, est l'uniformisation des pensées, soit la stérilisation de l'opinion publique de tout germe contestataire. Il va de soit que le chef suprême de l'Etat chinois, Jiang Zemin, considère comme fondamental ce nivellement des pensées par l'esprit de l'autorité centrale. Sur la page de garde du très officiel livre intitulé *Le manuel de connaissance de base de l'OMC*, les consignes qu'il avait formulées à l'intention de la délégation chinoise de négociation de l'adhésion de la Chine à l'OMC sont retranscrites: "Il faut expliquer clairement auprès des grandes entreprises et auprès de chaque branche ce qu'est l'OMC, ce que l'adhésion comporte comme avantages et inconvénients, et cela afin d'uniformiser dans tout le pays les connaissances sur cette question si importante de notre politique étrangère." [106] Voilà résumée en quatre lignes la finalité de cette vaste entreprise d'explication sur l'OMC: l'uniformisation des connaissances. Au cours du quatrième chapitre, nous apprendrons que cette entreprise d'uniformisation s'adresse non seulement à l'opinion publique, mais qu'elle est également impérative pour discipliner l'appareil politique lui-même, où les dissensions et les résistances internes quant à l'adhésion menacent tout simplement de court-circuiter les volontés politiques du sommet.[107]

Dans les consignes de propagande, la rétention d'informations et la censure sont présentés comme d'importants outils de ce processus d'uniformisation des pensées. En effet, les médias sont, dans un premier temps, sommés d'écarter les informations jugées potentiellement dangereuses, pour éviter de créer ou d'alimenter toute forme de subversion. Et dans un second temps, dans la mesure où cette œuvre d'uniformisation ne peut pas être sans failles, les médias sont invités à user de la censure pour cacher "certaines opinions divergentes tenues par des experts et spécialistes". Nous obtenons donc ici la confirmation de l'existence d'une forme de liberté d'expression relative qui, sans être nécessairement supprimée, vivote au sein des revues scientifiques, mais dont les médias de masse ne doivent pas relater le contenu.

La propagande extérieure et la "théorie de la menace chinoise"

Ce formulaire de directive est également intéressant par son contenu qui nous révèle notamment les préoccupations des instances dirigeantes. Dans la propagande concernant l'adhésion à l'OMC, il y a distinction entre propagande intérieure et extérieure, soit destinée au pays ou à l'étranger, et cela certainement en raison du caractère international de l'enjeu. Nous l'avons déjà mentionné[108], "la théorie de la menace chinoise" - 国际威望 *guoji weiwang* -, en vogue à l'étranger, dérange Pékin qui essaie de réhabiliter et de soigner son image. La propagande doit donc tenir compte de cette volonté en modérant le ton pour ne pas attirer sur la Chine de nouvelles critiques, notamment en ne dépréciant pas trop la partie américaine dans les commentaires abordant le traité sino-américain, et en faisant passer le message rassurant que la Chine et son adhésion à l'OMC ne constituent pas un danger pour la stabilité internationale, mais bien un plus pour la paix et le développement économique mondial. Les médias chinois sont ainsi tenus d'orienter à la fois les opinions publiques chinoise et étrangère. L'un des moyens préconisés pour mener à bien la propagande extérieure est internet, dont Pékin est décidé à faire un nouvel outil de contrôle.

---

[106] ZHU Daohan, LONG Yongtu 注道涵, 龙永图, *Shijie maoyi zuzhi zhishi duben* 世界贸易组织知识读本 (Le manuel de connaissance de base de l'OMC).
[107] *Cf.* p 103. de ce travail.
[108] *Cf.* p. 38 de ce travail.

Mais encore: légitimer le régime; modérer la propagande; l'argumentaire des avantages

On peut en dernier lieu évoquer encore trois aspects de ce Texte 8. Premièrement, la propagande pour l'adhésion de la Chine à l'OMC passe aussi par un travail de légitimation des autorités. Le second paragraphe des "points importants de propagande" l'illustre. La légitimité sur laquelle le corps dirigeant veut s'appuyer ici est l'éminente compétence qui le caractérise, sa clairvoyance sur "la tendance du développement économico-planétaire", la justesse incontestable de ses décisions, ainsi que son émérite aptitude à guider le peuple chinois sur les routes de l'avenir. Les médias doivent par conséquent asséner entre les lignes de leurs reportages sur l'adhésion à l'OMC ces vérités officielles destinées à consolider les bases d'un pouvoir soucieux de son hégémonie.

Deuxièmement, l'appel à modération que nous avions décelé à la lecture du Texte 7 est bien présent: "(…) d'être modéré et ordonné, de se conformer à un rythme, de ne pas faire de scandale, de ne pas tomber dans l'exagération, d'organiser strictement (…)." Cette modération semble inhabituelle dans la propagande de Pékin, du moins pour Leng Guan, auteur du Texte 9, qui, comme nous le verrons à la lecture de son article, ironise à ce sujet. Cette modération s'expliquerait par deux facteurs, l'un exogène et l'autre endogène. Le premier, nous venons de l'évoquer, consiste en la détermination de ne pas fournir des arguments supplémentaires aux ennemis de Pékin en alimentant "la théorie de la menace chinoise", et notamment en évitant d'influencer négativement le vote du Congrès américain relatif à l'accord sino-américain. Le second, que le texte 10 du quatrième chapitre développera, relève d'une volonté de ménager les différentes sensibilités fortement contradictoires à l'intérieur même du PCC.

Troisièmement, la dialectique des avantages et des inconvénients ainsi que celle des opportunités et des défis, font bien entendu partie de ces directives de propagande. Dans le même ordre d'idée, soulignons que l'énumération des différents avantages qui est faite constitue un riche argumentaire et une source d'inspiration pour les journalistes: les sept avantages exposés dans le Texte 2 se retrouvent ainsi en grande partie dans ce vivier d'arguments.

De la difficulté d'un parcours sans faute pour une propagande

Construire un édifice argumentatif cohérent et solide destiné à amener "l'opinion à avoir certaines idées politiques et sociales, à soutenir une politique, un gouvernement, un représentant"[109], tel est le défi de la propagande. Dans l'idéal, le pari audacieux qu'elle se lance est de présenter une argumentation parfaitement "lisse" qui puisse satisfaire l'opinion publique, autrement dit qui ne présente pas de failles susceptibles de donner prise à une contestation. Le petit extrait suivant est une illustration de la difficulté à gérer tous les paramètres dans l'élaboration d'une telle construction rhétorique. Comme nous l'avons constaté dans le Texte 2, le discours officiel use souvent de l'appellation "Organisation économique des Nations Unies" - 经济联合国 *Jingji lianheguo* - pour dénommer l'OMC. Or, il s'est avéré par la suite aux yeux des idéologues que cette appellation entrait en conflit avec la propagande tenue sur la province rebelle Taïwan. Le court extrait qui suit est tiré du même numéro de la revue *Correspondance interne*. Elle le reprend du *Journal de la Presse et de la publication*, c'est-à-dire de la publication officielle du Département de la presse et de la publication qui est le principal organe de supervision de la presse en Chine.

---

[109] Définition du mot propagande que donne le *Petit Robert*, version 1990: "Action exercée sur l'opinion pour l'amener à avoir certaines idées politiques et sociales, à soutenir une politique, un gouvernement, un représentant."

IL NE FAUT ABSOLUMENT PAS COMPARER L'OMC À "L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES"

Récemment, de nombreux journaux ont comparé l'OMC à "l'Organisation économique des Nations Unies". Pourtant cette comparaison est totalement erronée, et à l'heure actuelle où les informations relatives à l'OMC sont l'objet de l'attention de toute la population du pays et font la une des journaux, il faut à plus forte raison rendre attentif les unités de travail des médias sur ce point.

United Nations est l'appellation anglaise de l'ONU. Ses membres sont souvent dénommés "pays membre", autrement dit, seuls les pays dotés d'une souveraineté diplomatique peuvent en devenir membres. Ainsi Taïwan et Hong Kong, relevant tous deux de la Chine, ne peuvent en devenir membre.

En revanche, pour ce qui est de l'OMC, la situation n'est pas pareille. Son appellation anglaise est *World Trade Organization*, et ses membres sont appelés *Member*, et non pays (comme *Country*, *nation* ou *state*). L'OMC n'exige pas du tout de ses participants qu'ils soient des pays souverains. En réalité, Hong Kong en est depuis longtemps un membre officiel.

C'est pour cette raison que l'on peut dire que des différences essentielles séparent l'ONU de l'OMC. Bien que les médias utilisent l'expression "Organisation économique des Nations Unies" comme une comparaison, il existe le risque de semer la confusion chez les gens, et même de les induire en erreur.

6.4. Réaction indignée à Hong Kong

Avant de clore ce troisième chapitre, nous devons franchir le pont entre la Chine continentale et Hong Kong. Revenue à la Chine en 1997 après avoir été une colonie cédée à la couronne d'Angleterre suite au traité de Nanjing (1842), cette île et ses territoires environnants bénéficient d'un traitement spécial issu du pragmatisme politique de Deng Xiaoping, et qui se formule par le principe "un pays deux systèmes" - 一国两制 *yi guo liang zhi* -, slogan devenu par ailleurs un des fleurons de l'artillerie propagandiste chinoise et remis à l'ordre du jour en décembre 1999 pour la rétrocession à la Chine de l'ancienne colonie portugaise Macao. Dans la réalité, cette notion se concrétise par le placement de Hong Kong sous la souveraineté politique de la République populaire de Chine, avec le maintien de la spécificité de son système économique et de nombreux privilèges politiques. Ainsi, la presse hongkongaise a pu bénéficier du maintien de sa liberté d'expression. Certes, il faut nuancer le tableau: de nombreux remaniements ont eu lieu dans le paysage médiatique et les plus séditieux ont dû fermer boutique ou se réorienter vers une ligne plus politiquement correcte. Ces chamboulements ont dès lors provoqué des réflexes d'autocensure chez certains médias qui intègrent désormais spontanément ce facteur politique dans leur traitement de l'information pour ne pas subir de sanctions. En dépit de ces circonstances, beaucoup, dans le milieu de l'information à Hong Kong, se battent pour leur droit à la liberté d'expression. Les manifestations que des journalistes ont tenu suite à l'immixtion du gouvernement chinois dans la gestion hongkongaise de l'information sur la campagne présidentielle à Taïwan en mars 2000 en atteste.

L'article suivant pourra par ailleurs rassurer les plus soupçonneux à cet égard. Par son franc-parler, il nous apporte la preuve que la liberté de presse a bel et bien survécu au retour dans le giron de la mère patrie. Cet article est paru dans un mensuel hongkongais *Avant-gardes* en février 2000. Le journaliste Leng Guan réagit avec indignation à la découverte qu'il fait de l'article de *Correspondance interne* de décembre 1999 que nous venons de lire (Texte 8). A grands renforts d'extraits tirés de *Remarques sur les reportages de propagande traitant des problèmes relatifs à*

l'adhésion de la Chine à l'OMC, il fustige l'homme médiocre qu'est Jiang Zemin, se moque des inhabituelles consignes de modération dans la propagande qui doivent dérouter plus d'un idéologue zélé, s'insurge contre l'injuste censure exercée par Pékin sur les experts concernant un sujet économique tel que l'OMC et contre l'hypocrisie que cache l'apologie de la connaissance faite par le régime. Il ironise également sur la vanité de la volonté de l'autorité centrale de diffuser de la propagande par internet, et finalement statue sur la Chine de manière pessimiste: "Nous voilà déjà au 21e siècle, et la Chine est encore à ce point fermée et arriérée. Voilà la véritable tragédie de la Chine." Entre deux attaques sur la politique délibérée du contrôle de l'information par Pékin, et probablement afin de rétablir un équilibre en offrant une tribune à une voix contestataire, il insère un extrait d'un article tiré d'une autre revue de Hong Kong, qui s'oppose à l'adhésion de la Chine à l'OMC en évoquant le danger qu'elle représente pour l'agriculture chinoise et en soulignant les contradictions de la politique menée dans ce domaine.

Voilà ce Texte 9 sur lequel nous ne ferons pas davantage de commentaires.

6.4.1. Texte 9:

6.4.1.1. Traduction

LE PRÉTENDU "RESPECT DES INTELLECTUELS" N'EST QU'UN ODIEUX MENSONGE:

LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS CENSURE LES EXPERTS AUX OPINIONS DIVERGENTES SUR "L'ADHÉSION À L'OMC"[110]

Le 15 novembre 1999, dans la foulée de la signature de l'accord bilatéral sino-américain sur les questions relatives à l'adhésion chinoise à l'OMC, la première tâche à laquelle le Parti communiste chinois s'adonna fut de censurer les experts dont les opinions divergeaient de la ligne officielle.

Eriger des monuments à la gloire de Jiang Zemin

"*Correspondance interne*" - 内部通信 *Neibu tongxin* -, une revue interne du bureau de l'information du département central de la propagande, a publié un article intitulé "Remarques sur les reportages de propagande traitant des problèmes relatifs à l'adhésion de la Chine à l'OMC". Cet écrit prescrit sept points importants de propagande, dont voici le second: "Propager que le Comité central du Parti, qui a pour cœur notre camarade Jiang Zemin, saisit de manière exacte la grande tendance du développement éonomico-politique planétaire. En tenant compte de la situation et du moment, il a, au sujet des négociations sur les problèmes de l'adhésion chinoise à l'OMC, et en particulier au sujet des négociations sino-américaines, décidé d'une série de mesures, de principes et de décisions politiques, qui après avoir passé l'épreuve de la pratique, s'est révélée être totalement incontestable. Diffuser que le collectif des dirigeants du Comité central du Parti possède l'éminente aptitude à maîtriser les situations complexes, qu'il est totalement apte à mener les peuples de toutes les nationalités à vaincre dangers et difficultés, qu'il est également capable de passer par toutes sortes d'épreuves difficiles, de franchir victorieusement le seuil du 21e siècle, de faire comprendre de manière plus exacte aux larges masse et aux cadres les décisions politiques centrales, et de faire correctement connaître l'importance et la nécessité de l'adhésion de la Chine à l'OMC."

[110] LENG Guan 冷观, "Suowei 'zunzhong zhishi fenzi' zhi shi pianren guihua: zhonggong fengsha xuezhe guanyu 'rushi'de butong yijian" 所谓"尊重知识分子"只是骗人鬼话:中共封杀学者关于"入世"的不同意见 (Le prétendu "respect des intellectuels" n'est qu'un odieux mensonge: le Parti communiste chinois censure les experts aux opinions divergentes sur "l'adhésion à l'OMC"), in *Qianshao yuekan* 前哨月刊 (Avant-garde, mensuel), pp. 23-24.

L'adhésion à l'OMC est devenue pour Jiang Zemin une incomparable opportunité de s'attirer des lauriers politiques. Avec les quelques phrases susmentionnées, l'image de la puissante sagesse de Jiang Zemin est dépeinte de manière vivante. Ceci nous fait ressentir combien cet homme est pressé d'accomplir des exploits, lui qui, durant ces 10 dernières années, a passé sa vie dans l'inaction et la médiocrité.

Modérer la propagande sur "la victoire de la Chine"

Le septième point important de propagande de l'article est le suivant: "Quant à la propagande extérieure, il faut présenter positivement les politiques et mesures générales du gouvernement chinois, ainsi que sa position de principe, tout en gardant l'initiative sur l'opinion publique. Propager que l'accord bilatéral conclu entre la Chine et les Etats-Unis illustre un esprit d'égalité et d'avantages réciproques, d'une compréhension et d'accommodements mutuels ainsi que d'une recherche de points communs laissant de côté les divergences, et qu'il s'est conclu sur une 'une double victoire' - 双赢 *shuangying*. Propager le rôle et l'importante signification que l'adhésion de la Chine à l'OMC revêt pour le développement économique mondial. Propager que la Chine œuvre résolument à la cause de l'ouverture et des réformes, au constant élargissement des coopérations mutuellement bénéfiques avec les différents pays du monde, et qu'elle continue à fournir une contribution résolue à l'instauration d'un système commercial international totalement ouvert, ainsi qu'à la paix et au développement mondial."

Toujours dans cet article, nous pouvons encore lire: "Avant que le Congrès américain n'adopte l'accord bilatéral sino-américain, il faut modérer la propagande, particulièrement en n'accentuant pas trop la victoire chinoise, ni en dépréciant la partie américaine, afin d'éviter d'influencer le Congrès américain sur la ratification de l'accord."

Il est bien probable que ces consignes déconcertent les lettrés de talent de la propagande du PCC. Normalement, chaque décision politique, chaque réussite du PCC était immanquablement prétexte à une propagande sur grande échelle à coups de phrases ronflantes. Or, cette fois, il faut, tout en célébrant une victoire, ne pas dépasser la mesure, afin de ne pas réaliser quelque chose d'aussi vain que de "puiser de l'eau avec un panier en bambou". Comment garantir cette forme de retenue? Ces beaux esprits du département de la propagande doivent assurément en avoir des migraines.

Interdiction aux spécialistes de susciter librement le débat

Le même article ajoute encore: " L'accord cosigné par la Chine et les Etats-Unis et les problèmes sur l'adhésion chinoise à l'OMC revêtent un caractère politique et une sensibilité très prononcés. Les reportages de propagande doivent se mettre au diapason de l'esprit de l'autorité centrale. Les avis émanant de la société s'écartant des décisions politiques de l'autorité centrale, et en particulier certaines opinions divergentes tenues par des experts et spécialistes, ne doivent en aucuns cas être relatées. En même temps, une orientation correcte doit être entreprise."

L'adhésion de la Chine à l'OMC est un grand événement touchant aux problèmes vitaux de millions et de millions de Chinois. Il est non seulement normal, mais même indispensable, que les spécialistes et experts se réfèrent au point de vue de leur propre discipline pour analyser chaque avantage et désavantage de l'entrée dans l'OMC.

Depuis l'ouverture et les réformes, le PCC fait l'éloge du "respect du savoir", du "respect des intellectuels", et parle de "l'économie intellectuelle". Mais, aujourd'hui, il se débarrasse sans scrupules de ces ornements et proclame "l'unique voix du Parti". La connaissance et les intellectuels sont devenus des choses qu'on utilise ou dont on se débarrasse au gré des circonstances.

Analyser "les avantages et désavantages de l'adhésion à l'OMC" - "入世"的利弊 *rushide libi* -, relève purement et simplement d'une question économique. Pourtant, désormais, même ce genre de propos est condamné à la potence en toute impunité. Dans ces circonstances, inutile d'évoquer le cas de la liberté d'expression politique. Nous voilà déjà au 21^{e} siècle, et la Chine est encore à ce point fermée et arriérée. Voilà la véritable tragédie de la Chine.

Un point de vue opposé dans un article de la revue Milieu du Courant

La revue *Milieu du Courant*[111], qui a toujours bénéficié du privilège d'être en désaccord politique avec l'autorité centrale, a publié un article signé Ti Yingqing intitulé "L'adhésion de la Chine à l'OMC ne peut pas apporter aux hommes du peuple des avantages substantiels".

Cet article expose que: "Quand le blé, le soja, le coton, la viande de bœuf, la viande de poulet, les mandarines et le raisin, tous à bas prix et en provenance des Etats-Unis, débarqueront sur la table à manger des citadins chinois, 900 millions de paysans auront vraisemblablement de quoi se plaindre sans cesse. Depuis une dizaine d'années, nous avons constamment préconisé les cultures industrielles, le développement de l'élevage, et que les paysans s'adaptent aux prix du marché. De la sorte, de grands capitaux furent investis en nombre dans l'acquisition de matériel agricole et de graines, ainsi que dans la construction de serres et de poulaillers modernes. Les paysans espèrent que la saison des moissons permettra de vendre à de bons prix, afin de pouvoir rembourser les emprunts qu'ils ont contractés auprès de nombreux créanciers. Cet élan s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui, et l'offre sur le marché a déjà dépassé la demande. Le kilo de porc en vente en gros est à cinq RMB le kilo: ce n'est pas à ce prix qu'on peut faire fortune, cela va sans dire. Il y a fort à parier que l'entretien d'une famille devient désormais plus problématique une fois remboursé l'argent destiné à l'achat du fourrage et des gorets. Il en est ainsi pour la viande de porc, alors que des surplus sont apparus pour tous les autres produits agricoles. C'est précisément pour cette raison que le pays souhaite établir une protection sur les prix, à dessein d'empêcher des céréales trop bon marché de nuire à la paysannerie. Cependant, c'est à ce même moment que les produits agricoles américains à bas prix vont arriver. L'agriculture américaine est une agriculture pétrolière, où les conditions naturelles sont bonnes, les terres labourées vastes, un tiers des champs y sont annuellement en jachère, et la production agricole par habitant est très élevée. De plus, le prix réel du pétrole est désormais inférieur à celui, déjà très bas, des années soixante. Dans ces circonstances, la compétitivité des produits agricoles américains ne peut pas rencontrer de rival digne de ce nom sur tout le globe. Les exportations agricoles américaines représentent quasiment la moitié de la quantité totale des exportations mondiales de ce type. Lorsque ces produits agricoles américains franchiront en masse la grande porte du marché chinois, les paysans chinois ne seront sans doute plus en mesure d'acquérir ne serait-ce que les choses les plus élémentaires de la vie quotidienne. Une plus forte proportion de la population paysanne sera alors forcée à l'exode et affluera vers les villes."

Accentuer la propagande sur internet ou jouer du luth à un buffle

Un paragraphe des "Remarques sur les reportages de propagande traitant des problèmes relatifs à l'adhésion de la Chine à l'OMC" exige encore ceci : "Accentuer le degré de propagande sur le réseau international d'internet. En s'inspirant de l'esprit des décisions politiques de l'autorité centrale, avoir recours à de nombreux moyens et prendre l'initiative de faire activement de la propagande sur le réseau en fonction des évolutions des opinions publiques américaines et internationales, afin d'orienter l'opinion publique d'internet. Les reportages des journaux, de la radio, ainsi que de la télévision ne peuvent pas utiliser sans autorisations les informations disponibles sur internet."

Les pages internet du PCC sont, comme leurs journaux, radios et télévisions, encombrés de langue de bois, fades et insipides. A moins d'y être contraint, qui pourrait bien y aller chercher des informations? Le PCC s'est résolu à accentuer sa force de propagande sur le réseau international d'internet, mais il est à craindre que cela équivaille à "jouer du luth à un buffle".

[111] En chinois *Zhongliu* 中流. (note du traducteur)

7. QUATRIÈME CHAPITRE: LA PRESSE DE HONG KONG LÈVE LE VOILE SUR LES LUTTES POLITIQUES INTERNES

Dans ce quatrième chapitre, nous déplaçons notre observatoire des différents discours chinois tenus sur l'adhésion de la Chine à l'OMC à Hong Kong. Comme nous avons pu le constater avec le Texte 9 qui a amorcé cette transition, ce nouveau contexte n'est pas sans conséquence sur le ton, la rhétorique, et surtout le contenu des discours. Ici, les carcans étatiques qui engonçaient les médias de la Chine continentale dans le rôle de docile amplificateur de la ligne politique officielle ne sont effectivement plus de mise, et les journalistes peuvent, sans trop de craintes de sanctions, laisser libre cours à leur esprit critique et dévoiler des informations tenues secrètes sur le continent.

Les trois articles de ce quatrième chapitre se démarquent ainsi des textes continentaux par le nouvel angle qu'ils nous proposent pour appréhender l'adhésion de la Chine à l'OMC. Ils brisent le tabou politique qui pesait sur les médias de la Chine continentale en nous offrant une vue plongeante sur les luttes de factions déchirant la cohésion politique de l'appareil du Parti, luttes d'autant plus échauffées que les enjeux impliqués par l'adhésion à l'OMC sont d'importance. Ils nous annoncent ainsi que les chocs de l'adhésion seront tant d'ordre politique qu'économique. Souvenons-nous du Texte 8, qui, parmi ses prescriptions de propagande, décrétait: "Ne pas relater les détails des négociations, en particulier ce qu'on appelle "les coulisses" -内幕 *neimu* - des négociations." Voilà pourtant exactement ce que font les trois articles de ce chapitre. Le premier d'entre eux, *Zhongnanhai et les dessous de l'adhésion à l'OMC*, nous apportera un éclairage sur la difficile élaboration de la stratégie à adopter sur l'adhésion à l'OMC au sein des hautes sphères divisées du pouvoir, et formulera une critique libérale de la corruption politique qui hypothèque les chances de développement économique de la Chine. Le deuxième article, *Les coulisses de l'accord sino-européen sur l'adhésion de la Chine à l'OMC*, lèvera le voile sur l'ambiance des réunions d'urgence que le Bureau politique tenait durant les pourparlers sino-européennes en mai 2000 pour débattre de la situation, révèlera l'existence d'un document élaboré par le Centre de recherche de l'Académie chinoise des sciences sociales exposant cinq désavantages importants de l'adhésion, et mettra en lumière l'esprit de résistance prévalant chez de nombreux dirigeants et membres du Parti. Quant au dernier article, *"L'adhésion a l'OMC" attise les luttes internes du PCC: Li Peng accuse implicitement Zhu Rongji d'avoir contracté "la maladie de l'infantilisme politique"*, il soulignera une nouvelle fois les dissensions au sommet de l'appareil politique en nous relatant notamment de belles passes d'arme entre Li Peng et Zhu Rongji, et montrera qu'un des plus grand obstacle rencontré lors des quatorze années de négociations de la Chine avec le GATT et l'OMC fut les conflits d'intérêts internes au Parti.

Avant de lire ces trois articles, et pour mieux pouvoir cerner leur contenu par la suite, nous proposons de fournir quelques précisions relatives à ces enjeux, qui mettent à mal l'équilibre du parti unique, en illustrant la variété des oppositions suscitées par l'adhésion à l'OMC chez les politiciens et les intellectuels chinois. Ces oppositions sont tant pragmatiques qu'idéologiques, certaines issues de revendications sincères et d'autres, en revanche, simples prétextes pour cacher

des intérêts moins glorieux.

7.1. La trame des oppositions à l'adhésion

Selon Françoise Lemoine[112], les partisans chinois de l'adhésion voient dans l'entrée dans l'OMC un moyen d'accélérer les restructurations et les réformes économiques, et donc comme une condition de la modernisation du pays et de sa croissance à long terme. Economiquement parlant, ils soulignent que la libéralisation des échanges intervient en Chine au terme de 20 ans de transition graduelle, et qu'elle n'est pas assimilable à la thérapie de choc qui a provoqué l'effondrement économique des pays d'Europe de l'Est. Ainsi, la concurrence qui s'est développée sur le marché intérieur chinois depuis le lancement des réformes a déjà amorcé l'élimination du capital obsolète. Dans le même temps, la vague d'investissement des années 90 a créé des surcapacités industrielles qui rationalise l'économie en faisant disparaître un certain nombre de producteurs; l'entrée dans l'OMC devrait renforcer ce processus. Politiquement parlant, les supporters de l'adhésion avancent que l'épuration par les mécanismes du marché des atavismes encombrants de l'économie planifiée ainsi que des tares corrodant la société chinoise telle que la corruption généralisée, devrait, à long terme, garantir la prospérité au peuple chinois et la puissance à la nation, et donc renforcer et conforter la légitimité du PCC.

Certes, ces raisonnements se tiennent, et les lointaines perspectives qu'ils laissent entrevoir sont prometteuses pour le pays. Toutefois, ils restent à l'heure actuelle des hypothèses, dont les seules certitudes à court terme sont, pour les opposants à l'adhésion, loin d'être rassurantes: des coûts sociaux et économiques importants, un réajustement à grande échelle des secteurs industriels chinois qui s'annoncent fortement indigestes[113], et, par-là, risques importants de déstabilisations sociales et politiques, et menace pour la survie du régime. Par conséquent, en Chine, l'adhésion à l'OMC est loin de faire l'unanimité, et cela tant parmi les dirigeants politiques ou les experts, que dans l'opinion publique chinoise.

Pour fournir à notre analyse une grille de lecture permettant d'appréhender les différents discours sur lesquels se construisent ces oppositions à l'adhésion à l'OMC, nous proposons de les réduire à un schéma binaire, où les oppositions pragmatiques trouvent leur pendant dans les oppositions idéologiques. Bien que cette interprétation soit simpliste, étant donné que les arguments pragmatiques et idéologiques sont souvent intimement intriqués chez les opposants, elle nous ouvre un chemin pour s'aventurer dans cette problématique complexe. Dans les lignes qui suivent, par la mise en valeur de certains facteurs économiques constituant le cœur du problème de l'adhésion à l'OMC, et par l'évocation d'une polémique au sein de l'intelligentsia chinoise, nous poserons quelques jalons qui permettront de clarifier le contenu des trois articles de ce chapitre.

Les oppositions pragmatiques

Les oppositions pragmatiques se fondent sur les craintes que les coûts des concessions que la Chine a dû faire sur certains secteurs domestiques vulnérables pour conclure les accords sino-américain et sino-européen sont insupportables pour la Chine, ou du moins risquent d'entraîner

[112] Françoise Lemoine, "Pourquoi la Chine veut-elle adhérer à l'OMC?".
[113] *Cf.* p. 7 de ce travail.

le pays dans une spirale d'impacts économiques négatifs qui menacera la stabilité économique nationale, et par contrecoup sapera les fondations du régime communiste. Dans le court terme, les plus gros secteurs à être défavorablement affectés par l'ouverture du marché sont les suivants[114]:

- Les énormes entreprises industrielles d'Etat (notamment dans les secteurs à fort besoin de capital[115] comme l'automobile, l'acier), qui emploient les deux tiers des travailleurs urbains.
- Les quatre grandes banques d'Etat, qui sont sous la houlette du ministère des Finances, et dont les avoirs se montent à un billion d'US$ (soit 80% des avoirs bancaires totaux chinois selon les comptes officiels, plus que le PIB de 1998, mais substantiellement moins si le bilan comptable était assaini). Le gouvernement central a ordonné à ces banques d'étendre les crédits (en guise de subventions budgétaires) aux dizaines de milliers d'entreprises d'Etat souffrantes financièrement, qui en bénéficient comme d'une aide non remboursable. Selon les comptes officiels, le quart des prêts enregistrés par les quatre banques est ainsi non performant: c'est ce qu'on appelle les créances douteuses. Le ratio réel est certainement plus élevé.
- Les compagnies commerciales étatiques avec leur mainmise sur les importations.
- Les monopoles étatiques dans le secteur des télécommunications et des assurances.
- Les paysans chinois, déjà en proie à de considérables difficultés et mécontents de leur condition tant au sein de l'économie que de la société, qui vont devoir endurer une baisse des droits de douane de 31,5% à 14,5% sur les importations des marchandises agricoles telles que le blé ou encore le maïs, qui vont subir l'annulation des subventions sur le riz et le coton, et qui vont assister au débarquement sur le marché chinois des produits des formidables industries agricoles américaine, canadienne et australienne.

Si leurs comptes sont mis à jour et évalués sur des critères objectifs, la majorité des entreprises d'Etat et trois des quatre banques commerciales étatiques sont à l'heure actuelle en faillite. Suite à l'adhésion de la Chine à l'OMC, les banques étrangères seront autorisées à faire des opérations en monnaie locale avec les entreprises (deux ans après l'accession), et avec les particuliers (cinq ans après l'accession). Sous ce régime, les banques d'Etat, qui, dans tout le pays, recèlent deux tiers des dépôts bancaires et émettent la même proportion de prêts, pourraient rapidement être victimes de la concurrence étrangère. La plupart des épargnes privées sont déposées à l'heure actuelle au sein des quatre banques étatiques qui ont recours à ces fonds pour maintenir en vie les entreprises d'Etat. Si un exode des dépôts individuels venait à se produire, et cela est fort probable, la fin de ce système de financement serait certaine, et la crise financière cachée jusqu'alors de la vue du public par "la créativité comptable "[116] chinoise serait inévitable[117].

Les oppositions pragmatiques, qui se basent essentiellement sur ces arguments économiques, craignent donc pour la stabilité économique et redoutent les possibles effets dévastateurs à court et long terme de la concurrence étrangère sur la production chinoise et l'emploi. Ces craintes sont justifiées dans la mesure où la conjoncture actuelle n'est guère favorable: un taux de chômage à deux chiffres ainsi qu'une "population flottante" évaluée à 140 millions de chinois - exode rural, mises à pied, etc. sont à l'origine de ces importantes populations qui migrent à l'intérieur du pays et

---

[114] Jan S. Prybyla, *op.cit.*, p. 150.
[115] *Cf.* p. 7 de ce travail
[116] Jan S. Prybyla, *op.cit.*p. 151.
[117] Le Texte 11 apporte des information supplémentaires sur le secteur bancaire.

qui ne sont plus inscrites sur les registres civils[118].

La défense d'intérêts sectoriels ou personnels

Avant d'aborder les oppositions idéologiques et le courant de la nouvelle gauche qui l'alimente, introduisons un paramètre qui sous-tend toute forme d'opposition à l'OMC, soit la défense d'intérêts personnels ou sectoriels menacés. Ainsi, notons qu'il va de soi que les préoccupations altruistes sur l'avenir économique de la Chine et de ses travailleurs manifestées par beaucoup d'opposants à l'adhésion se couplent également avec des intérêts bien plus personnels d'ordre financier et de pouvoir. Comme nous venons de le voir, les principales victimes que laisseront dans leur sillage l'entrée de la Chine dans l'OMC et l'ouverture du marché chinois sont majoritairement du ressort du vaste secteur étatique chinois, héritage encombrant de l'étatisation intensive des années maoïstes. Cette puissante emprise étatique sur le tissu économique chinois a jusqu'à présent permis à l'appareil du pouvoir monolithique chinois de s'infiltrer jusque dans les moindres recoins de la gestion du pays; cela ne s'est pas fait sans abus de pouvoir, privilèges et nombreuses autres formes de corruption qui ont investi le quotidien politico-économique chinois. Malgré les réformes économiques, le recours à une stratégie d'ouverture sélective que nous a exposée Françoise Lemoine dans l'introduction de notre travail a relativement bien préservé une partie de ces monopoles étatiques. Mais cette transition amorcée en 1978 est désormais destinée à "s'accélérer" par l'adhésion à l'OMC, et les restructurations en vue passent par le "dégraissage du mammouth" qui ne laisse guère de chance de survie à beaucoup de pans du secteur étatique, et menacent ainsi sérieusement les privilèges confortables des fonctionnaires.

En effet, l'acquittement des engagements pris lors de la signature des accords de l'OMC, la redoutable concurrence internationale à venir, l'obligation de briser des monopoles et la nécessité d'instaurer une certaine transparence dans la gestion économique et commerciale risquent grandement de mettre à mal l'emprise que le pouvoir politique chinois détient sur les entreprises et le marché chinois en général. Le droit de regard, souvent arbitraire, que l'Etat se réservait sur grand nombre de mécanismes et transactions commerciales est donc compromis, des empires politico-financiers maffieux bâtis sur le dos de l'économie étatique ainsi que d'autres privilèges risquent d'être ébranlés, voire brisés, et beaucoup de réseaux de corruption et de malversations qui gangrènent l'appareil d'Etat et enrichissent l'élite politique craignent de voir l'apparition d'une conjoncture défavorable pour leurs activités.

L'administration chinoise, peu encline à la docilité, a été sommée depuis 1984 de se retirer d'une partie du marché, et elle sera vraisemblablement désormais forcée de le faire. Par conséquent, les bénéficiaires du système qui prévalait jusqu'à présent, grimacent. Tout argument peut alors être utile pour justifier une opposition au changement et protéger sa chasse gardée. Cette remarque s'applique tant à l'un qu'à l'autre type d'oppositions: quand de tels enjeux se présentent, beaucoup n'hésitent pas à se saisir indifféremment des arguments des oppositions pragmatiques ou idéologiques comme recours décent pour sauver leurs intérêts.

Les oppositions idéologiques et la nouvelle gauche

Il existe des oppositions à l'adhésion chinoise à l'OMC qui s'élaborent sur des bases idéologiques. En général, les tenants de ces oppositions s'alarment à l'idée de voir la Chine perdre son âme

[118] Jean-Louis Rocca, *L'Empire et son milieu: La criminalité en Chine populaire*.

socialiste ainsi que sa sécurité menacée par une intégration au cercle capitaliste mondial. Ils ne veulent pas assister à la dénationalisation des bastions financiers, industriels de l'économie chinoise ainsi qu'à leur privatisation par des capitalistes hégémoniques étrangers et les nouveaux riches chinois. Le refus d'un monde homogénéisé où les pays riches dominent les pays pauvres, le rejet de l'étranger, la fierté nationaliste, la nostalgie de la Chine communiste, etc. sont autant de terreaux fertiles où ces oppositions idéologiques prennent racine. C'est en tous cas ce que nous révèle la controverse qui exacerbe les divisions des milieux intellectuels chinois actuels par la mise en lumière de "la nouvelle gauche".

"Depuis 1999, la société chinoise a vu l'émergence d'une controverse majeure divisant les intellectuels chinois. D'un côté les libéraux qui veulent réformer le régime après avoir introduit l'économie de marché; de l'autre, la "nouvelle gauche", qui critique les méfaits du capitalisme sauvage et de la mondialisation", titre le *Courrier international* en février 2000[119]. Selon cet article, la Chine est depuis peu témoin d'une nouvelle manifestation de ce courant dual et conflictuel du réformisme et du conservatisme qui la traverse depuis toujours, et qui s'affrontent aujourd'hui sur le registre de l'opportunité d'embrasser l'économie de marché et donc l'OMC. C'est notamment le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade en mai 1999 qui aurait radicalisé les positions: en tuant trois ressortissants chinois, cet incident fut prétexte à une vague de manifestations nationalistes dans tout le pays, causa un grave refroidissement des relations sino-américaines, tandis que la presse marquait le pas dans ses critiques sociales en étouffant la voix des libéraux. Selon *Le Printemps de la Chine*[120], magazine dissident publié aux Etats-Unis, "ce bombardement a profondément divisé les intellectuels chinois en deux courants: le premier rassemble les libéraux modérés, des politiciens, des chercheurs et des fonctionnaires réalistes, qui s'accordent sur une politique conciliante vis-à-vis de l'étranger; l'autre, minoritaire, réunit des nationalistes aux tendances néo-conservatrices, dont les motivations semblent plus économiques qu'idéologiques. Cette 'nouvelle gauche' critique l'écart grandissant des revenus, le chômage, la corruption ainsi que le fait que la propriété publique ne soit plus dominante."

Nous n'avons pas pour intention d'aller au fond de cette polémique mais juste en suggérer les caractéristiques principales par la lecture de quelques brefs extraits tirés d'un article du libéral Zhu Xueqin, et d'un second article du conservateur Han Yuhai. L'attrait principal de ce coup d'œil est qu'il nous dévoilera les arguments principaux qui fondent les oppositions idéologiques, et que les thèmes abordés dans cette controverse ressortiront dans la lecture ultérieure des trois textes de ce chapitre.

Zhu Xueqin, docteur en histoire de l'Université de Fudan à Shanghai, a poursuivi ses recherches à Harvard. Revenu en Chine, il enseigne désormais à la même université et est considéré comme un des représentants du libéralisme chinois. Dans un article intitulé "Après l'ouverture économique, les réformes politiques" paru dans l'hebdomadaire de Hong Kong *Yazhou Zhoukan* et repris par le *Courrier International*, il nous présente les valeurs défendues par la nouvelle gauche, et les met en miroir avec les idées directrices du libéralisme chinois qu'il soutient.

---

[119] "La Chine peut-elle devenir libérale?", in *Courrier International*.
[120] Cité dans le même article du *Courrier International.*

"Concernant l'état général du pays, les amis de la nouvelle gauche estime que la Chine a déjà été emportée par la mondialisation, que le capitalisme a déferlé de façon catastrophique sur notre pays, enfin que les multinationales capitalistes étrangères, dont l'intrusion peut être culturelle ou économie, sont le principal adversaire à contrecarrer. Selon eux, les affreuses descriptions du capitalisme telles qu'on peut les trouver dans les théories critiques de la gauche occidentale du siècle dernier sont d'ores et déjà devenues réalité en Chine.(…) En revanche pour les tenants du libéralisme, ce ne sont pas le capitalisme étranger, les multinationales, qui font obstacle au progrès social en Chine, mais bien sur le plan intérieur, un régime et une idéologie obsolète. Pour les libéraux, un élargissement et un approfondissement de l'ouverture du pays sur l'extérieur sont absolument indispensables."

"Par rapport aux jugements sur les maux dont souffre la société, la nouvelle gauche pense que ces maux sont apparus au cours de la phase de développement du capitalisme occidental. Pour eux, ces maux sont 'une maladie occidentale', une 'maladie du marché' (…).En ce qui concerne les maux dont souffre présentement la société chinoise, on ne peut par les considérer comme d'origine étrangère en les assimilant de façon simpliste à une 'maladie occidentale' ou à une 'maladie du marché'. Il s'agit bien plutôt de la 'maladie chinoise', d'une 'maladie du pouvoir' née de la coexistence d'un régime dépassé et des mécanismes du marché, le premier vivant aux dépens du second, déformant ce dernier, allant même jusqu'à l'étouffer. (…) Nous ne pouvons pas faire payer aux mécanismes du marché la facture du système de pouvoir. On ne doit pas masquer les cas d'injustice actuels par la théorie."

Ces deux premiers paragraphes permettent de sonder le fossé qui, aux yeux de Zhu Xueqin, sépare les deux courants. La nouvelle gauche a trouvé dans l'étranger et le marché les boucs émissaires qui peuvent être accusés de tous les maux de la société chinoises actuelle et de leur aggravation. Par un discours alarmiste, elle dénonce les injustices sociales dont le capitalisme est responsable et qui a entraîné la société chinoise dans les tourments de la "maladie du marché" ou "maladie occidentale". En revanche, pour les libéraux, le diagnostic est opposé. Le virus qui a infecté la société chinoise ne vient pas d'un corps étranger, mais d'un régime obsolète doté d'une idéologie dépassée. Contaminé par "la maladie du pouvoir", le régime politique provoque les problèmes actuels par son manque d'adéquation avec les mécanismes du marché. La seule solution possible consiste non plus dans un rejet de l'étranger, mais en une ouverture complète du pays sur l'extérieur, ainsi que dans des réformes politiques radicales impliquant l'instauration d'un véritable Etat de droit à l'occidentale:

"En condamnant catégoriquement la Révolution culturelle, en intégrant les mécanismes du marché, les réformes ont marqué un laborieux retour vers le principal courant de la civilisation mondiale. C'est seulement en étendant les réformes au système politique, en édifiant toutes sortes de mécanismes de contrôle du pouvoir à tous les niveaux et en gouvernant selon la Constitution que l'on pourra résoudre les problèmes de justice sociale, tout en évitant autant que possible de tomber dans le cercle vicieux bien connu de l'histoire chinoise qui consiste à remplacer une tyrannie par une autre."

Zhu Xueqin attribue à la fougue de cette nouvelle gauche une jeunesse peu instruite des véritables drames que la Chine a connus, et notamment des dérapages meurtriers de la Révolution culturelle. Ce mouvement, qui avoue une certaine nostalgie pour cette période, n'est qu'une victime supplémentaire de la politique absurde de désinformation et de censure menée par un gouvernement hégémonique sur le passé chinois récent:

"J'estime qu'il faut faire preuve d'une certaine compréhension compatissante à l'égard des amis de la nouvelle gauche n'ayant pas connu la Révolution culturelle et des limites de leur expérience. (…) Certains jeunes amis de la nouvelle gauche qui n'ont pas vraiment connu la Révolution culturelle éprouvent cependant un sentiment de 'nostalgie' vis-à-vis de cette période. Ce sont des dispositions qu'il faut certes rectifier. Mais il faut d'autant plus critiquer ceux qui, après avoir condamné la révolution culturelle, interdisent toute recherche sur le sujet. Un peuple qui ne peut pas ouvrir sa boîte noire, qui ne souhaite pas revenir sur tous les faits et gestes qu'elle contient, est à coup sûr un peuple qui ne peut pas progresser."

Bien entendu le régime ne reste pas insensible à de telles critiques formulées à son encontre dans les milieux libéraux, et comme nous le verront dans le sous-chapitre suivant, des mesures répressives sont à l'ordre du jour pour étouffer ce "libéralisme bourgeois".

Prêtons également une oreille à l'autre position de cette polémique: Han Yuhai, docteur en littérature, diplômé de l'Université de Pékin, y enseigne désormais au département des lettres. Il est considéré comme l'un des fers de lance de cette nouvelle gauche. Dans un article intitulé "Non à l'individualisme et à la mainmise capitaliste", également paru dans la revue hongkongaise *Yazhou Zhoukan* et repris par le *Courrier International*, il expose les vues de la nouvelle gauche tout en critiquant les partisans du libéralisme. Il accuse notamment les libéraux d'embrasser une théorie qui ne fait pas partie de l'héritage national, mais qui provient de l'étranger immoral, et qui n'est pas synonyme de liberté puisque le libéralisme a souvent été proche des dictatures. Il présente les partisans de l'intégration de la Chine dans le capitalisme mondial comme les fossoyeurs de l'économie populaire d'Etat, de la propriété publique, et comme encourageant la mainmise par une poignée d'individus sur l'ensemble des richesses de la Chine. Dans ce contexte, l'OMC constitue évidemment une cible de choix dans son pamphlet:

> "Le bombardement en 1999 de l'ambassade de Chine à Belgrade par l'OTAN a suscité une réflexion sur la mondialisation allant au-delà des jugements moraux habituels. Malgré le tableau idyllique que dressent certains de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), il faut bien voir que cette adhésion suppose au préalable de se soumettre de façon unilatérale à des 'ajustements structurels'. Or ceux-ci consistent, pour l'essentiel, à accepter un chômage important et à faire jouer le poids de l'Etat pour mettre fin aux grèves, afin de préserver la 'sécurité des investissements et de garantir le remboursement des dettes. Il s'agit là en somme d'une autre forme 'd'indemnité.'"[121]

> "Quand certains, qui se prétendent des 'tenants du libéralisme', déclarent que la Chine court à sa perte si elle ne choisit pas un système financier mondial accaparé par le capital monopolistique et un système de partage du travail international, quand ils clament haut et fort que c'est seulement dans la 'privatisation' que résident aujourd'hui en Chine 'la liberté et les forces vives', et qu'ensuite ils s'efforcent par une 'privatisation déclarée' de donner un caractère définitif à la répartition irrationnelle des biens et aux rapports de force établis, je les soupçonne d'avoir en fait choisi le cas de figure où une minorité de privilégiés monopolise la vie politique, économique et sociale. Et donc d'avoir choisi la mort de l'économie populaire de Etat."

> "Le cœur du problème est le suivant: faut-il accepter un monde homogénéisé, dirigé par les magnats de la finance et de la politique? Comment pouvons-nous créer un espace démocratique de débats idéologiques et culturels tout en faisant progresser sans cesse la démocratie culturelle vers les domaines économique, politique et social? Le débat se fonde sur la réalité de la Chine actuelle, mais il a dévoilé avec plus de force encore les rapports inégaux qui prévalent entre la Chine et l'étranger."

Son discours se fonde sur un antagonisme entre Chine et étranger, où la Chine subit l'agression capitaliste occidentale et voit ses valeurs et son intégrité nationales menacés. Il dénonce par-là la domination des pays pauvres par les pays riches, ainsi que les dangers d'un monde homogénéisé. Dans son argumentation, Han Yuhai expose que cette situation inéquitable, qui s'illustre notamment par les sacrifices que l'étranger exige de la Chine pour son intégration à l'OMC, n'est pas une caractéristique de ces dernières années mais s'inscrit dans une continuité, puisque par exemple il y a près de cent ans, les puissances étrangères extorquaient déjà des indemnités démesurées à la Chine suite à la crise des Boxers (1900). Cette présence menaçante de l'étranger, qu'elle soit politique ou

[121] Han Yuhai fait référence ici aux imposantes "indemnités" qui furent réclamés à la cour des Qing par les puissances étrangères à l'issue de la guerre des Boxers (1900). (note du *Courrier International*)

économique, est une chose que Han Yuhai fustige et qui lui permet d'en appeler à un refus d'ouvrir la Chine sur l'économie mondiale.

Notons en passant le flou existant sur sa conception de la démocratie: pour contrer les libéraux qui préconisent l'adoption des valeurs de démocratie et d'internationalisme ainsi que le rejet du nationalisme qu'ils mettent sur le même plan que la xénophobie, Han Yuhai affirme que, pour la Chine, le nationalisme ne peut être opposé à la démocratie, puisque dans l'histoire chinoise ces deux mouvements ont souvent été liés. Par cette référence historique, Han Yuhai tend à traiter sur un pied d'égalité le concept occidental de démocratie pluraliste que manient les libéraux, et une notion de démocratie aux couleurs chinoises[122] fort différente:

> "Quand ils mettent sur le même plan nationalisme et 'xénophobie' ou 'chauvinisme', et qu'ils l'opposent à l'internationalisme et à la démocratie, ils oublient la réalité historique des liens étroits qui ont uni les mouvements nationalistes et pro-démocratiques en Chine."

Conclusion provisoire

Une première conclusion pour boucler ce petit détour parmi les différentes formes que peuvent prendre les oppositions sur l'adhésion à l'OMC et pour amorcer la lecture de nos trois articles. Nous aimerions simplement rappeler ici que ces rapports de force que nous survolions à l'instant n'ont pas pour origine l'adhésion de la Chine à l'OMC, mais que celle-ci agit comme un révélateur cristallisant les tensions qui sous-tendent le monde politique de la "Chine des réformes et de l'ouverture", et qui se concrétisent en une rivalité toujours renouvelée au fil des décennies entre réformateurs et conservateurs.

7.2. Des luttes de factions à la critique libérale d'un Etat corrompu et obsolète

Maintenant que nous nous sommes familiarisés avec ces différents discours d'oppositions tenus sur l'adhésion chinoise à l'OMC et qui ont abondamment alimenté les incessantes luttes internes au PCC, attelons-nous à la lecture de ce premier article.

7.2.1. Texte 10:

7.2.1.1. Traduction

ZHONGNANHAI ET LES DESSOUS DE L'ADHÉSION À L'OMC[123]

Le 15 novembre 1999, les Etats-Unis et la Chine sont parvenus à un accord sur l'adhésion chinoise à l'OMC. Du 15 au 17 novembre, le Comité central du PCC ainsi que Conseil des affaires d'Etat ont tenu une Conférence de travail sur l'économie. Ces deux grands événements ont attiré l'attention.

---

[122] Dans le contexte historique chinois (19e et 20e siècle), démocratie signifie certes gouvernement du peuple, mais par un peuple en tant qu'entité partageant harmonieusement les mêmes vues, les mêmes principes et des idéaux identiques. La différence entre, d'une part, un pluralisme basé sur la libre compétition d'idées divergentes, tel que la démocratie est formulée en Occident, et d'autre part, une notion d'un peuple uni et indifférencié, qui répond toujours d'une seule voie unanime, est tout de même de taille. *Cf.* Esherick Joseph W. et Wasserstrom Jeffrey N., 1990, "Acting out democracy: political theater in modern China", pp. 837-838.

[123] TANG Wencheng 唐文成, "Zhongnanhai yingdui jiaru shimaode neiqing" 中南海应对加入世贸的内情 (Zhongnanhai et les dessous de l'adhésion à l'OMC), in 镜报月刊 *Jingbao yuekan* (Le miroir), pp. 26-27.

Evacuer la pression, s'efforcer de s'entendre

A l'approche de la fin du siècle et à la veille d'un nouveau, après avoir entrepris 13 longues années de négociations laborieuses, la Chine a finalement marqué sur le dossier de l'adhésion à l'OMC un progrès remarquable, chose réjouissante. Pourtant, les réactions dans les hautes sphères du PCC restent extrêmement prudentes. On exige que les médias nationaux en fassent une propagande "modérée" - 低调 *didiao* -, et que les révélations sur les dessous des négociations sino-américaines soient strictement contrôlées. A ce que laissent entendre des personnes informées, la modération adoptée par le PCC procède d'une réflexion politique. Suite au bombardement de l'ambassade chinoise de Yougoslavie par les Etats-Unis et l'OTAN, au début mai 1999, des membres du PCC se sont saisis de l'occasion pour attaquer la politique des réformes et d'ouverture, réclamant que les dirigeants du PCC reconsidèrent leur appréciation de la tendance du développement international ainsi que leurs mesures politiques nationales et internationales exécutées ces dernières années. Puisque ce bombardement était survenu à la suite de la visite du premier ministre Zhu Rongji aux Etats-Unis, celui-ci est devenu au sein du Parti la cible de toutes les attaques, et même le secrétaire général, Jiang Zemin lui-même, a eut à subir des pressions politiques relativement fortes. Dans ces circonstances, les négociations sino-américaines portant sur l'adhésion à l'OMC devinrent un sujet sensible suivi de très près, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du PCC. Certaines personnes se mirent à voir dans l'OMC "le début de la ruine de l'entreprise socialiste chinoise et le premier pas vers le sacrifice des intérêts nationaux", "l'étape de l'implantation totale du capitalisme en Chine", un "piège camouflé de roses". Cela constitua un nouvel écueil pour les négociations sino-américaines.

Pour cette raison, les hauts échelons du PCC lancèrent à plusieurs reprises la discussion sur l'opportunité de persister dans la voie de l'adhésion à l'OMC. Jiang Zemin a alors déclaré pour calmer les disputes: "Si nous ne parvenons pas à nous entendre, nous sommes prêts à poursuivre les débats pendant 10 ans." Mais **l'avis qui finalement s'affirma dans les hautes sphères du pouvoir du PCC fut le suivant: l'adhésion de la Chine à l'OMC comporte des avantages et des désavantages, "les avantages sont plus importants que les désavantages" – 利大于弊 *li da yu bi*; œuvrer pour "adhérer dans les plus brefs délais à l'OMC" - 争取尽快加入 WTO *zhenqu jinkuai jiaru WTO* - est favorable aux réformes et à l'ouverture de la Chine, ainsi qu'au développement économique de la Chine, à l'accroissement de la puissance d'ensemble de la Chine, et à l'élévation du niveau de vie du peuple chinois; la Chine ne peut pas renoncer à cette occasion d'adhérer au plus vite à l'OMC**.[124] Les hauts échelons du PCC ont donc tenu tête à la pression politique qui s'opposait à l'adhésion, et ont exigé que les départements concernés rétablissent le contact avec la partie américaine afin d'accélérer la marche des négociations bilatérales. En même temps, afin d'éviter de provoquer des conflits idéologiques à l'intérieur du Parti, ils ont intimé aux médias nationaux de ne pas faire du sensationnalisme sur les informations concernant l'adhésion: si un article ou un reportage est publié sur ce sujet, il doit être réalisé de manière "objective et exacte" - 客观，准确 *keguan, zhengque* -, avec interdiction à l'exagération. Après la conclusion de l'accord sino-américain, le PCC a réitéré ses consignes: chaque information diffusée par les médias doit surtout insister sur le résultat de "la double victoire" - 双赢 *shuangying* -, afin d'éviter de donner au lobby politique anti-chinois un nouveau prétexte d'accentuer la pression sur le gouvernement américain et créer de la sorte une pierre d'achoppement à la ratification par le Congrès américain de l'accord bilatéral.

> [*La partie suivant de l'article met en évidence la solidarité qui règne entre les deux hommes forts du pays, Jiang Zemin et Zhu Rongji, qui, sur le dossier de l'adhésion à l'OMC, prennent pleinement leur responsabilité, mettant tout en œuvre pour le faire aboutir. Ensuite, sont évoqués les thèmes qui furent abordés durant la Conférence de travail sur l'économie tenue du 15 au 17 novembre 1999 par le Comité central et le Conseil des affaires d'Etat: les problèmes économiques et les orientations politiques à prendre pour mieux s'adapter à la nouvelle configuration mondiale imposée par la mondialisation. Le PCC insiste pour que la réflexion menée sur ces questions se fasse sous l'angle d'une Chine ouverte affrontant pleinement le nouvel ordre économique global du monde. Selon le PCC, dans la société de l'après-adhésion, un des plus grands problèmes à affronter sera l'accroissement du fossé entre riches et pauvres, villes et campagnes, et entre les différentes régions. Des économistes signalent que l'apparition de quatre différentes couches sociales s'accélère –une première couche formée de toute une série de professions dont les activités permettent d'accéder à*

[124] L'imprimé en gras est repris du texte original chinois.

une richesse certaine; puis, une seconde couche constituée principalement par la paysannerie, les ouvriers, les intellectuels, garçons de bureau etc.; ensuite, une troisième catégorie issue de la précédente, qui va assister à un gonflement de ses rangs, c'est-à-dire les paysans et ouvriers qui sortiront perdants de l'intégration à l'OMC (chômage et exode rurale); enfin, une quatrième couche composée des populations concentrées dans les grandes aires du nord-ouest et sud-ouest et d'autres régions profondes de la Chine, qui vont encore assister à un ralentissement de leur rythme de développement suite à l'adhésion. Le PCC est conscient de ces problèmes et ses orientations politiques récentes le prouvent.]

La corruption du pouvoir, la cause des troubles

L'orientation des mesures politiques du PCC recueille indubitablement un large accueil et soutien au sein de la population. Cependant, et de plus en plus de gens le dénoncent, l'accélération de la formation de couches sociales et l'accroissement du fossé entre riches et pauvres est fortement liée à "l'entrée du pouvoir politique sur le marché" - 权力进入市场 *quanli jinru shichang*. Les organes du Parti dirigeant et les fonctionnaires possèdent et contrôlent la majorité écrasante des ressources de la société. En plus de ce monopole sur les ressources sociales, ils sont également parvenus à se constituer en un grand groupe d'intérêt accaparant la politique, l'économie, la culture et d'autres sources de profits. Ils forment ainsi une sorte de couche sociale supérieure se plaçant au-dessus et hors du marché, et qui, par conséquent, entrave la véritable apparition d'un marché impartial, juste, ouvert et concurrentiel. En réalité, en Chine, les conflits et contradictions sont devenus progressivement manifestes entre, d'une part, le développement et la formation de l'économie de marché, et, d'autre part, un système politique traditionnel. En avril 1999, après l'incident du rassemblement de l'organisation du Falungong aux portes de Zhongnanhai, **Jiang Zemin a déclaré dans une intervention interne: "Dans la société actuelle surviennent des changements profonds et complexes. De jour en jour, la diversification des intérêts et des composantes économiques, celle des modes de vie sociaux, des formes organisationnelles de la société, et celle des formes et des places d'emploi sont plus patentes. Tous ces changements posent de nouveaux problèmes à la vie politique de notre pays, ainsi qu'au renforcement de la position dirigeante du Parti."**[125] Et la réalité en atteste, le système politique chinois en vigueur s'accommode de moins en moins bien à cette nouvelle tendance à la diversification sociale évoquée par Jiang Zemin.

Le phénomène de l'entrée du pouvoir sur le marché et de celui des monopoles sont actuellement la cause fondamentale de la corruption des fonctionnaires du Parti. La répression menée depuis plusieurs années par les hauts échelons du Parti pour l'endiguer est certes déterminée, mais elle n'a pas réussi à la contenir. La corruption de la justice fait rage. Tout cela fonde la raison directe des troubles sociaux qui se sont produits en de nombreux lieux. Les faits en témoignent: si une refonte et une transformation de la politique, de l'économie, de la culture et des autres domaines de la société où subsistent un système de monopole du pouvoir ne sont pas opérées, la corruption des pouvoirs publics ne pourra être véritablement enrayée.

Certains observateurs de l'évolution de la société chinoise affirment que le choc que la Chine va encaisser après son entrée dans l'OMC ne sera pas uniquement de nature économique, mais surtout de nature politique. Si le pouvoir politique, monopolisant actuellement les ressources, ne peut pas, de sa propre initiative, se retirer du marché à temps, le rapprochement du marché chinois et du marché international sera en butte à davantage d'obstacles politiques. Les affrontements entre la Chine et la communauté internationale s'exprimeront alors davantage en termes de lutte entre le "capitalisme du pouvoir politique" - 权力资本 *quanli ziben* - chinois et les règles du marché international. Ceci serait extrêmement préjudiciable à l'utilisation chinoise des ressources internationales pour son propre développement. C'est pour ces raisons **que face à la nouvelle configuration prévalant dans son processus d'intégration à l'OMC, la Chine se doit impérativement de mettre à son ordre du jour la question de la réforme du système politique, tout en intensifiant celle du système économique.**[126] Tel est l'espoir placé dans les autorités du PCC.

---

[125] L'imprimé en gras est repris du texte original chinois.
[126] L'imprimé en gras est repris du texte original chinois.

7.2.1.2. Commentaire

Trois enseignements illustrant la discorde régnant dans le corps politique chinois

La première partie de cet article est instructive à plusieurs égards, et nous en retiendrons trois enseignements. Elle nous donne tout d'abord une explication de l'origine de la modération du ton de la propagande tenue sur l'adhésion de la Chine à l'OMC, modération que nous avions déjà soulignée dans le troisième chapitre[127]: il s'agit bel et bien d'un choix stratégique de prudence toute diplomatique destiné à ménager les différentes factions du PCC qui ne tiennent pas le même avis sur l'opportunité de cette politique, et de la sorte "éviter de provoquer des conflits idéologiques à l'intérieur du Parti". Ce facteur "intérieur" vient compléter le facteur "externe", c'est-à-dire la susceptibilité internationale, et notamment celle du lobby politique anti-chinois américain.

Nous obtenons ensuite confirmation du rôle important qu'a joué le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade en mai 1999 dans la tournure des débats de l'élite politique chinoise, en procurant une opportunité aux opposants à l'adhésion d'élever la voix. Cet événement, récupéré et exploité politiquement à l'échelle du pays, permit aux ennemis politiques de l'OMC de couper net l'élan des négociations sino-américaines et de porter un coup sévère à la faction réformatrice, dont Jiang Zemin et Zhu Rongji semblent être des fers de lance solidaires dans ce dossier. Il faut ici préciser que cet événement est survenu suite au refus américain des offres de la délégation chinoise menée par Zhu Rongji lors des négociations bilatérales d'adhésion d'avril 1999, offres plus généreuses que celles qui permirent la conclusion de l'accord du 15 novembre. Ce refus américain avait déjà considérablement affaiblit l'aile réformatrice, qui avait été accusée de brader la Chine à l'OMC, et Zhu Rongji avait dû adopter un profil bas en se retirant du dossier. Cette succession d'événements furent autant de raisons pour les conservateurs du Parti de contester la politique d'adhésion.

Enfin, le journaliste nous présente la volonté politique d'adhésion comme perpétuellement en quête d'une difficile affirmation parmi les puissantes luttes des groupes d'intérêts, et nous découvrons que, après 14 ans de négociations avec le GATT puis l'OMC, le corps politique chinois est toujours en train de débattre de la nécessité de l'adhésion. Les lignes directrices finales de la politique d'adhésion, qui ont constitué par la suite l'arsenal de base du discours officiel, n'auraient trouvé une concrétisation que récemment, en 1999, suite à d'importantes batailles internes.

Critique libérale de l'Etat chinois ou la nécessité d'une réforme politique

Dans la seconde partie de l'article, le journaliste Tang Wencheng change de registre, et se lance dans une critique du régime politique qui s'inscrit dans la lignée libérale chinoise dont nous avons pris connaissance ci-dessus au travers de la lecture de Zhu Xueqin. Tan Wencheng, qui se présente comme le porte-parole d'un nombre croissant de Chinois, dénonce la survie nocive d'un régime politique anachronique au sein d'un environnement socio-économique en pleine mutation et diversification. Ce régime est source de tous les maux de la société actuelle, puisqu'il est atteint de la "maladie du pouvoir" pour reprendre la terminologie de Zhu Xueqin, maladie qui, selon ce dernier, prend racine dans la coexistence d'un régime dépassé et des mécanismes du marché, le premier vivant aux dépens du second, déformant ce dernier, allant même jusqu'à l'étouffer. Tang Wencheng expose la manière dont s'est formée cette interdépendance entre pouvoir politique et marché: le premier a envahi le second en accaparant, par le système des monopoles, toutes les

[127] *Cf.* p. 80 de ce travail.

ressources de profits de la société, qu'elles soient économiques, politiques, culturelles, etc. En s'érigeant en puissant groupe d'intérêts sans rival et dominateur de tous les domaines de la vie chinoise, l'Etat chinois entrave la véritable apparition d'un marché impartial, juste, ouvert et concurrentiel, et engendre un système incompatible avec les normes internationales prévalant sur le marché mondial. Selon l'auteur, un autre phénomène dévastateur se greffe sur ce processus de monopolisation et de déformation du marché, la corruption des membres de la caste privilégiée du Parti. Le mal semble s'être sérieusement attaqué à ses membres, et ceux-ci ont bien de la peine à entendre les rappels à l'ordre itératifs venant du sommet de l'appareil. Ce sont les troubles sociaux qui découlent de cette gangrène rongeant toute l'institution. La corruption généralisée, avec les conséquences néfastes qu'elle produit, achève donc de jeter le discrédit sur la faillite d'un système qui ne trouverait sa planche de salut que dans "une refonte et transformation de la politique, de l'économie, de la culture et des autres domaines de la société où subsistent un système de monopole du pouvoir."

Ainsi, pour les libéraux chinois que sont Zhu Xueqin et Tang Wencheng, la poursuite des réformes économiques est inconcevable sans une réforme politique, qui exige un rejet en bloc du système politique actuel et s'inspire des institutions occidentales. Pour les libéraux chinois, cette réforme politique se conçoit comme un remède de cheval à administrer à la société, pour la débarrasser du véritable boulet qu'est devenue l'institution étatique actuelle, et pour permettre à la Chine de s'avancer davantage sur les voies de la modernisation en garantissant une intégration favorable dans l'OMC.

Crispation idéologique à Pékin face au "libéralisme bourgeois"

Comme nous l'avons souligné dans le second chapitre, en Chine continentale, les intellectuels bénéficient, du moins sporadiquement, d'une certaine marge de manœuvre dans leur liberté d'expression, et cela notamment dans la littérature scientifique. Le fait que Zhu Xueqin soit parvenu à préserver son poste à la prestigieuse Université de Fudan malgré ses critiques radicales en est d'ailleurs une illustration. Pourtant, de manière générale, les propos libéraux que l'on peut tenir en toute impunité à Hong Kong ne subissent pas le même traitement en Chine continentale. Il semble ainsi que c'est par nécessité que Zhu Xueqin a fait le chemin jusqu'à Hong Kong afin de choisir la revue *Yazhou Zhoukan* comme tribune pour exposer ses idées réformatrices. Il dit à ce propos dans son article: "A la suite des événements survenus depuis le mois de mai 1999[128], les lieux d'expression sont encore moins favorables aux tenants du libéralisme, dont la situation est même devenue pour un temps périlleuse."[129]

Ainsi, les dirigeants de Pékin sont loin de rester insensibles à un tel déchaînement de critiques à leur encontre, et des mesures de rétorsion visent les plus zélés de ces intellectuels libéraux. Pour Pékin, ce "libéralisme bourgeois" n'est qu'un des nombreux germes nocifs inoculés par l'ouverture et dont il faut purger le corps social. Frédéric Bobin, dans son article *La Chine à l'heure de la rectification idéologique*[130], nous dépeint le climat ambiant: "Pourtant, le régime continue de donner l'impression d'être mal assuré, fragile. La nervosité policière et la crispation idéologique le gagnent dès qu'un segment de la société civile se manifeste de manière autonome. On le constate en ce

---

[128] Référence au bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade. (note de l'auteur)
[129] "La Chine peut-elle devenir libérale?", in *Courrier International*.
[130] Frédéric Bobin, "La Chine à l'heure de la 'rectification idéologique'".

moment à l'occasion d'une offensive en règle visant à imposer le silence aux cercles d'intellectuels libéraux. Cette campagne aux relents néo-maoïstes contre le 'libéralisme bourgeois' a été déclenchée par le président Jiang Zemin lui-même. Lors d'une tournée en début d'année à Canton, il brandissait le spectre du 'complot stratégique' des ennemis de la Chine conspirant à vouloir 'l'occidentaliser' et à la 'diviser'".

Le résultat de cette campagne ne s'est pas fait attendre, et une liste noire d'une centaine d'intellectuels nuisibles a été dressée, stigmatisant ces "mal pensants" et les interdisant désormais de publication en Chine. La contre-attaque officielle sur le plan idéologique n'a également pas tardé: "Face aux poisons du libéralisme bourgeois, les idéologues redoublent d'imagination pour tenter d'élaborer une nouvelle doctrine à porter au crédit du président Jiang. En 1999, ce fut la campagne des 'Trois insistances' (insister sur l'étude, sur la politique et sur les tendances saines). Tous les échelons du Parti, de la bureaucratie et des entreprises publiques durent sacrifier à d'interminables séances de travail pour mieux s'initier à cette 'percée théorique'. Cette année, une pensée nouvelle est arrivée : il s'agit des 'Trois représentativités', ce qui signifie que le Parti doit être représentatif des 'forces productives les plus avancées', de 'la culture la plus avancée' et des 'intérêts du peuple'. Les mêmes séances de travail sont organisées pour mieux en saisir la puissance conceptuelle." [131] Frédéric Bobin conclut son analyse par le constat suivant: "Fait intéressant: ce sont les membres du Parti qui sont avant tout l'objet de ces campagnes de 'rectification idéologique', la société étant indifférente à cette agitation. Comme si la direction avait subitement pris conscience que le péril ne venait pas tant de l'extérieur que de l'intérieur même du système."[132]

Péril en la demeure

Par sa dernière phrase, Frédéric Bobin achève d'ouvrir une nouvelle piste d'analyse qui va nous être utile pour avancer dans le défrichage des Textes 11 et 12: la prise de conscience chez les dirigeants politiques du fait que si un péril peut menacer l'avenir du régime politique, il ne vient pas tant de l'extérieur que de l'intérieur même du système. Cet élément a déjà commencé à se profiler dans l'article 10, lorsque Tang Wencheng, pour appuyer sa critique libérale de l'Etat, citait une déclaration de Jiang Zemin reconnaîssant lui-même les défis que les phénomènes de diversifications dans le tissu socio-économique chinois représentent pour le système politique chinois.

Deux problèmes internes majeurs semblent désormais se poser pour les dirigeants chinois: le premier relève du manque d'adaptation et d'adéquation entre, d'une part, les structures et le fonctionnement du régime politique actuel sclérosé par une bureaucratie peu docile et corrompue, et, d'autre part, son environnement socio-économique théâtre de rapides et profondes mutations; le second réside dans les batailles acharnées auxquelles se livrent des factions, qui laminent progressivement les fondations du régime par le manque de concorde et de stabilité qu'elles occasionnent.

L'adhésion à l'OMC, par l'ampleur des changements qu'elle implique en Chine, nécessite une certaine cohésion dans l'orchestration de la préparation du pays ainsi que dans la mise en œuvre des choix politiques. Etant donné les difficultés tant conjoncturelles que structurelles dont souffre le système politique chinois, cette adhésion risque d'exacerber ces deux problèmes aigus. Ainsi, le véritable danger dans l'entrée dans l'OMC semble provenir non de l'extérieur par l'ouverture des

[131] *Ibid.*
[132] *Ibid.*

marchés, mais bien du sein même de l'appareil politique: c'est en tout cas, comme nous allons le voir dans les deux autres textes de ce quatrième chapitre, ce que craignent certains des leaders politiques de Pékin, et ce que révèlent d'autres documents internes.

7.3. Des réunions spéciales au Bureau politique et de l'existence de quelques rapports internes révélateurs

7.3.1. Texte 11:

7.3.1.1. Traduction

LES COULISSES DE L'ACCORD SINO-EUROPÉEN SUR L'ADHÉSION DE LA CHINE À L'OMC[133]

La reprise des négociations sino-européennes temporairement dans une impasse

L'Union européenne est le troisième plus grand partenaire commercial de la Chine. Le montant du commerce bilatéral réalisé en 1999 s'élève à 55 milliards 700 millions de US dollars, soit 14% de plus que l'année précédente. La Chine, quant à elle, est le quatrième plus grand partenaire commercial de l'Unions européenne.

Le 14 mai, le commissaire européen au Commerce Pascal Lamy est pour la seconde fois arrivé à la tête d'une délégation à Pékin, afin d'entreprendre des pourparlers avec le ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique Shi Guangsheng. Puisque ces négociations représentaient une étape clé dans l'accomplissement de la procédure d'adhésion à l'OMC, les décideurs de Pékin y portèrent une grande attention et d'importants espoirs.

Le 15 mai, la Chine et l'Union européenne ouvrirent officiellement le second round de négociations au niveau ministériel sur l'adhésion de la Chine à l'OMC.

Le 16 mai, les deux parties tinrent deux séances de pourparlers, une le matin, une autre l'après-midi. Elles se livrèrent un combat à l'issue incertaine sur des détails de questions décisives. L'Union européenne n'eut de cesse de chercher à décrocher jusqu'à 50% des actions dans le domaine des compagnies mixtes de la téléphonie mobile, mais la Chine insista invariablement qu'elle ne transigerait pas sur ses principes, et qu'elle ne pouvait prendre ce genre d'engagement envers personne. Tandis qu'aucune des parties ne refusait de céder, les négociations tombèrent au point mort.

Au Bureau politique, les avis de Li Peng et Luo Gan en contradiction avec ceux de Jiang Zemin et Zhu Rongji

Le 16 mai, le Bureau politique central du PCC a débattu de la liste des conditions dressée par l'Union européenne et prit une décision: la Chine peut accomplir des réajustements et quelques concessions sur certains droits de douanes particuliers, mais, afin d'éviter de provoquer une réaction en chaîne, elle ne peut pas concéder plus que l'accord sino-américain sur les demandes d'ouverture de marché dans les domaines des télécommunications, des assurances, des voitures et de l'agriculture. Ceci établit la limite qui devait être infranchissable lors des négociations.

Le 17 mai au soir, les membres du Comité permanent du Bureau politique et le Bureau politique tinrent à nouveau une assemblée, et s'interrogèrent si, en fin de compte, il fallait quand même céder du terrain et transiger pour conclure les négociations avec l'Union européenne, et de la sorte œuvrer pour une

[133] LI Zijing 黎自京, "Zhongou rushi xieyi neiqing" 中欧入世协议内情 (Les coulisses de l'accord sino-européen sur l'adhésion de la Chine à l'OMC), in *Zhengming* 争鸣 (Rivaliser), Xianggang, pp. 16-18.

adhésion sans encombre à l'OMC avant l'automne, ou s'il était nécessaire de camper sur les résolutions fixées le 16 mai et ne pas hésiter à devoir attendre encore plusieurs années.

Pour cela on procéda à un vote. A ce que l'on en sait, Li Peng, Wei Jianxing, Li Tieying, Luo Gan, Jiang Chunyun et Chi Haotian restèrent fidèles à la décision du 16 mai. Jiang Zemin, Zhu Rongji, Hu Jintao, Wu Bangguo, Qian Qichen, Huang Ju et Jia Qinglin votèrent tous pour la voie du compromis afin de conclure les négociations avec l'Union européenne. Ding Guangen, Tian Jiyun, Zhang Wannian, Wen Jiabao et Li Changchun réservèrent leur opinion. Quant à Li Ruihuan et à Wu Guan, le premier était en visite à l'étranger et le second hospitalisé à hôpital de Pékin.

Ainsi, ce soir-là, suite aux discussions des membres permanents du Bureau politique, la décision de traiter avec l'Union européenne sur la base des restrictions définies par le Bureau politique le 16 mai fut confirmée. Jiang Zemin déclara alors: "Il s'agit en fin de compte d'un rapport de force, d'une lutte de stratégies politiques."

Les négociations en soi sont de la politique. Avant que le Congrès américain ne s'exprime sur l'octroi à la Chine de la clause de la normalisation permanente des relations commerciales, la Chine espère fortement pouvoir faire pression sur les Etats-Unis en s'appuyant sur un accord commercial sino-européen. L'Union européenne, quant à elle, attend de la Chine, pressée de boucler cet accord, qu'elle mette de l'eau dans son vin.

L'après-midi du 18 mai, le Bureau politique central du PCC tint une nouvelle réunion pour s'entretenir de la situation des négociations qui, sombrant dans une impasse, se trouvaient au bord de la rupture. Ce fut moment critique.

Avant la réunion, un rapport de Shi Guangsheng sur la situation des négociations fut d'abord entendu.

La dernière réunion spéciale du Bureau politique vote "la résolution des concessions" de Jiang Zemin et Zhu Rongji

Lors de l'assemblée, Jiang Zemin s'exprima en ces termes: "Aujourd'hui, nous devons arrêter une décision: soit nous restons fidèles aux limitations initialement établies sur les concessions et compromis, soit nous transigeons sur celles-ci pour conclure l'accord. Dans la réalité politique, il n'y a pas de place pour de la pure économie ni pour de purs intérêts économiques. Si nous considérons le développement de la conjoncture internationale, la lutte entre les stratégies politiques de la Chine et des Etats-Unis, la situation des réformes et du développement économique de la Chine à long terme, et qu'ensuite nous observons le cœur du refus de céder dans les négociations actuelles, il paraît indispensable de réviser les limitations initialement fixées, et de trouver un compromis, tout en atténuant le plus possible les répercussions et chocs qu'il peut provoquer. Faire des réajustements et transiger est dans l'intérêt de toute notre stratégie politique, aujourd'hui comme demain. Ces concessions et compromis provoqueront durant une certaine période d'inévitables pressions, préjudices, et peut-être même des cas particuliers de troubles. Nous devons tous être très lucides sur cette situation: au sein du Parti, tout comme dans les départements concernés, il est essentiel d'uniformiser nos compréhensions. Faire des compromis et des concessions, suite à une évaluation globale des gains et pertes et de notre stratégie politique, s'inscrit dans l'optique de réaliser un plus grand développement et d'obtenir de plus grandes avancées. Telle est l'expérience de la pensée théorique et du travail pratique du camarade Deng Xiaoping."

Cette fois ci, le Bureau politique approuva une résolution en faveur du compromis et des concessions. Lors du vote, Li Peng, Wei Jianxing et Li Lanqing se réservèrent de donner leur opinion personnelle.

Précisément en raison de cette nouvelle décision du Bureau politique prise durant l'après-midi du 18 mai, le soir-même s'ouvrit une nouvelle séance de négociations. Le 19 mai à midi, suite à la rencontre de Zhu Rongji avec le commissaire européen au Commerce Pascal Lamy, les événements prirent une meilleure tournure, et les négociations aboutirent officiellement à un accord. A la tombée de la nuit, à 18 heures 20, les deux parties tinrent une cérémonie officielle pour la signature du traité.

L'Académie des sciences sociales analyse les cinq désavantages de l'adhésion de la Chine à l'OMC

Le 18 mai, dans la foulée du vote du Bureau politique, Li Tieying sortit un rapport d'analyse d'une enquête effectuée par le Centre de recherche de l'Académie chinoise des sciences sociales. Ce rapport expose qu'aujourd'hui, d'après les accords signés par la Chine avec les Etats-Unis et l'Union européenne, la Chine va au-devant de violents chocs et qu'elle souffrira de pertes difficilement calculables:

1. Dans les trois à cinq années à venir, entre 30 et plus de 50 millions de jeunes paysans vont affluer vers les villes à la recherche de travail. Or, chaque branche de la société actuelle, en comptant le lancement de travaux d'infrastructure de grande envergure, ne peut que supporter et résoudre la recherche d'emploi de 15 à 18 millions de jeunes.

2. Dans de nombreux secteurs de l'industrie chinoise (comme le pétrole, l'industrie chimique de l'acier, les voitures, etc.), 50 à 80% des entreprises vont faire faillite ou être éliminées dans les 5 prochaines années, accroissant la population de chômeurs de 5 à 7 millions de nouveaux sans-emploi, et ajoutant plus de 200 milliards de RMB aux créances douteuses des banques.

3. Les villes verront annuellement leur population de demandeurs d'emploi augmenter de 18 millions, et en raison des mécanismes de concurrence et des technologies que l'entrée des investissements étrangers introduit, le taux de chômage fluctuera entre 10 et 25%. La situation sociale sera critique.

4. L'ouverture des secteurs des banques et des assurances exercera inévitablement une pression sur les organismes financiers endettés. Les répercussions se feront vivement ressentir, non seulement sur le plan économique, mais également sur la stabilité sociale et sur la structure économico-financière. Des évaluations et des mesures de prévention doivent être réalisées en suffisance.

5. Des départements centraux compétents jusqu'aux départements locaux du Parti en passant par les dirigeants des entreprises concernées, tout le monde a une compréhension extrêmement floue des obligations à satisfaire dans le cadre de l'adhésion de la Chine à l'OMC, chacun se méprend sur les devoirs dont il faut s'acquitter et sur les règlements à appliquer. Personne n'est bien informé des chocs et répercussions occasionnés et des probables bouleversements graduels: il n'existe pas de contre-mesures de préparation ni de prévention.

Les conséquences probables de l'ouverture du secteur bancaire

D'après un rapport daté de début mars émis par le Centre de Recherche du Conseil des affaires d'Etat sur les mesures politiques, si le secteur des banques s'ouvre sur les banques à capitaux étrangers, en trois années, plus de 75% de l'épargne privée (5'000 milliards de RMB) va se transférer des banques chinoises vers les banques étrangères, en prenant principalement la route des grands noms des banques américaines, anglaises, françaises, ainsi que des établissements connus dans le pays comme la Standard Bank et la Shanghai Hong Kong Bank[134]. Cela reste pourtant encore une évaluation qui se veut prudente et conservatrice**.** Quant aux épargnes en devises étrangères (qui, en avril, se montaient à 77 milliards 300 millions de US dollar), 90% d'entre-elles migreront vers des banques étrangères. En conséquence, les banques chinoises s'acheminent au-devant d'une crise inévitable qui influencera directement la sécurité du système financier et la sécurité politique de la Chine entière.

Le plus grand défi de l'adhésion à l'OMC: les dirigeants eux-mêmes

Un autre rapport du 17 avril fait par le même Centre de Recherche du Conseil des affaires d'Etat sur les mesures politiques indique également qu'après l'adhésion à l'OMC, le plus grand défi, la plus grande contrainte à laquelle la Chine se heurtera, n'aura pas du tout sa source dans le déferlement sur le marché chinois des techniques, capitaux et autres marchandises des pays industrialisés comme l'Amérique, l'Europe ou le Japon, mais proviendra des dirigeants des différents départements et organismes du PCC

[134] La Standard Bank et la Shanghai Hong Kong Bank sont deux célèbres banques de Hong Kong. (note du traducteur)

eux-mêmes. La majorité des cadres et des dirigeants éprouvent de l'aversion et montrent de la résistance à l'égard de ces nouvelles opportunités provoquées par l'adhésion ainsi que pour cette étape obligée de l'arrivée sur le marché mondial de la finance et de l'économie chinoises, au point de manifester sur les lieux de travail des comportements d'opposition.

Un sondage d'opinion met en lumière l'indifférence de l'opinion publique sur la question de l'adhésion

Selon un reportage du 22 mai tiré de "*Référence interne*" - 内参 *neican* - de l'agence de presse "Chine nouvelle", la société chinoise manifeste généralement de l'indifférence, du désintéressement et de la méfiance pour l'accord signé entre la Chine et l'Union européenne. Dans les principales villes, plus de 75% des personnes interrogées ont ainsi exprimé leur indifférence et leur désintérêt. L'enquête révèle qu'aucune ville n'atteint plus de 20% de réponses de soutien et de satisfaction.

Ci-dessous, voilà les taux de soutien que l'enquête d'opinion a enregistrés dans plusieurs villes: Pékin, 7,7%; Tianjin, 18,5%; Shanghai, 19,1%; Guangzhou, 18,5%; Chongqing, 14,5%; Shenyang, 12,2%.

Cette revue Référence interne relate également les vives inquiétudes auxquelles les citoyens des villes sont en proie au sujet de la mise au chômage d'un grand nombre d'employés et d'ouvriers et d'une baisse du niveau de vie, suite à l'arrivée des capitaux étrangers, alors que les fonctionnaires, avec leurs magouilles personnelles, dégagés de tout souci, ne s'en préoccupent pas.

7.3.1.2. Commentaire

D'intenses négociations tant internes qu'externes

Cet article nous plonge dans l'atmosphère des réunions politiques spéciales du Bureau politique qui émaillaient les pourparlers avec l'interlocuteur européen en mai 2000. Nous prenons ainsi acte de l'existence de deux processus parallèles de négociation: l'un, très officiel, tenu avec la partie européenne, l'autre, plus en retrait, qui consiste en débats et votes à huis clos sur les limites à fixer dans les concessions supportables pour la Chine. Suite à trois jours de tergiversation, les tenants de la ligne d'une "adhésion dans les plus brefs délais" semblent l'avoir emporté grâce à l'allocution persuasive de Jiang Zemin, suivie d'un vote qui sanctionna ses vues. Cette allocution avance notamment de la nécessité de prendre le risque de sacrifier à l'adhésion à l'OMC la stabilité du pays dans le court terme, en vue d'obtenir des avantages substantiels sur le long terme.

Les intenses négociations et consultations internes qui accompagnent le processus d'accession à l'OMC sont le reflet d'une réalité: l'importance des enjeux est énorme. Les luttes d'intérêts donnent des migraines à l'appareil politique, et des oppositions farouches au sein de Zhongnanhai handicapent considérablement la concrétisation de ce projet vieux de 14 ans. Wu Yi, la ministre chinoise des Relations économiques et commerciales avec l'étranger, confirme cet état de fait dans une déclaration que nous rapporte le Texte 12: "Ce qu'il y a de plus difficile, de plus complexe et de plus pénible dans l'adhésion de la Chine à l'OMC, ce sont les interprétations ainsi que les opinions tenues à ce sujet au sein du Parti. Depuis que je participe aux négociations étrangères, soit depuis 1993, cette pression s'accentue d'année en année. Les prétextes à des avis divergents, à des critiques et à des blâmes sont toujours plus nombreux. Si les opinions parviennent à s'accorder, ce sont de nouvelles divergences qui surgissent; ces divergences plus ou moins résolues, voilà qu'apparaissent de nouveaux problèmes. Ces difficultés intérieures, de par leur importance, deviennent des

problèmes de principe et de politique."[135]

Ajoutons encore, que ces négociations internes n'ont rien de particulièrement exceptionnel en elles-mêmes, au contraire, elles semblent plutôt rassurantes et rationnelles puisqu'elles comportent des réunions, des discussions et des votes. Ce genre de processus est donc plus ou moins identique à celui qui peut être observé dans l'équipe des négociateurs européens. De même, les débats virulents qui y ont lieu peuvent rappeler ceux qui animent par exemple le Congrès américain. La différence principale tient dans le contexte politique chinois qui, enveloppé dans une atmosphère de secret, n'obéit pas à une rationalité occidentale, et reste notamment susceptible de coups de théâtres, comme ceux qui semblent avoir affecté l'évolution du dossier de l'OMC en avril et mai 1999.

Le revers de la médaille et la désinformation imposée par Pékin

Dans la mesure où les informations contenues dans le Texte 11 sont crédibles, et où le document interne sur les cinq désavantages de l'adhésion dont il parle, élaboré par l'Académie des sciences sociales, existe réellement, la situation de l'après adhésion ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices, et les inquiétudes et oppositions de beaucoup semblent trouver ici quelques fondements solides. Nous ne voulons pas énumérer ici ce qui y est écrit, et renvoyons le lecteur à l'article 11 pour la sombre description de ces inconvénients qui tranche considérablement avec les sept avantages de l'accession décrits dans le très officiel Texte 2.

Entreprenons simplement un rapide parallèle entre les informations que nous dévoile cet article et les données dont disposait le Texte 5[136] abordé dans le deuxième chapitre. L'auteur Gu Baohua y faisait une critique d'un enthousiasme omniprésent des médias qui n'avaient pas l'air d'avoir conscience de la gravité de la situation. En reprenant les données de l'agence de presse gouvernementale "Chine nouvelle", il soulignait par exemple que dans les sept années à venir, l'agriculture perdrait 9'662'000 emplois et il s'en alarmait. Comment aurait-il alors réagi face aux chiffres avancés par le rapport de l'Académie chinoise des sciences sociales? En effet l'Académie annonce qu'en moins de cinq ans, entre trente et plus de cinquante millions de jeunes paysans afflueront vers les villes à la recherche de travail, et que l'économie ne pourra en absorber que quinze à dix-huit millions. Alors que selon ses calculs et les données fournies par les médias officiels, Gu Baohua annonçait que les prévisions les plus optimistes évaluaient à un million et demi le nombre de nouveaux chômeurs dans les sept prochaines années provoqué directement par l'adhésion, l'Académie en présage plusieurs millions, au point de plonger la société en situation de crise. Bref, les échelles sur lesquelles se pratiquent les calculs de Gu Baohua et de l'Académie ne semblent pas comparables.

Cette différence d'envergure dans les résultats de ces prévisions pourrait tout simplement s'expliquer par une politique de désinformation menée par Pékin. En effet, la Chine a déjà un passé riche dans la falsification statistique, et il n'y aurait pas de raisons particulières pour que cette "tradition" ne se perpétue pas dans ce cas. Gu Baohua fonde ses calculs sur les données officielles auxquelles tout Chinois peut avoir un libre accès. Or ces données officielles font partie intégrante des outils de propagande en vue de convaincre la populace du bien-fondé de l'adhésion à l'OMC. Le fait que Pékin ait pu faire preuve de créativité dans leur élaboration pour leur conférer un visage

[135] *Cf.* p. 107 de ce travail.
[136] *Cf.* p. 55 de ce travail.

plus humain est tout à fait plausible. Gu Baohua n'aurait alors été qu'une victime parmi tant d'autres de cette campagne de désinformation. En revanche, les données de l'Académie chinoise des sciences sociales, destinées à éclairer les dirigeants sur les orientations possibles à donner à l'évolution socio-économique du pays, sont censées être plus réalistes, et donc relativement valables.

Toutefois, il est préférable de ne rien affirmer et de considérer cette analyse avec prudence, puisque nous n'avons pas tout le détail des calculs réalisé par Gu Baohua, et qu'il nous manque des preuves attestant de la neutralité des informations que nous donne l'article de Li Zijing. En effet, ce dernier aurait pu volontairement les orienter en faveur des motifs politiques qu'il défend. De plus les divergences tout aussi importantes qui existent généralement dans les prévisions des économistes occidentaux viennent nuancer cette explication sur les différences entre les prévisions de Gu Baohua et celles de l'Académie.

Pourtant, la suite de notre exploration des discours chinois tenus sur l'adhésion à l'OMC confortera dans une certaine mesure cette hypothèse de désinformation généralisée, puisqu'un des graves problèmes concernant l'adhésion chinoise s'avère être le manque d'information, et donc de préparation, à tous les échelons de la société chinoise. De plus, après avoir pris connaissance du contenu du discours officiel qui est asséné à toute la Chine par le biais des médias de masse, et après avoir noté le manque d'objectivité qui le caractérisait, cette désinformation semble être tout simplement le fruit de la réussite de cette vaste entreprise. Notons encore que, s'il y a vraiment désinformation généralisée, celle-ci vient de l'aile réformatrice du Parti, celle notamment de Zhu Rongji, puisqu'elle est l'artisane et la responsable de la politique d'adhésion, et que c'est elle qui veut vendre l'OMC aux chinois. Ces faits apparaissent comme un mauvais augure pour la transparence et la liberté de presse en Chine, étant donné que cette aile est souvent présentée comme étant la plus ouverte à ces valeurs.

Un manque d'harmonie qui dérange: un problème particulier au régime chinois?

Nous aimerions également attirer l'attention dans cet article sur les allusions répétées quant au danger qu'incarne le manque de concorde qui paraît caractériser actuellement le PCC. Rappelons ainsi que Jiang Zemin, dans sa harangue du 18 mai, a insisté sur la nécessité d'uniformiser les compréhensions sur l'adhésion au sein du Parti. Cette déclaration trahit donc la discordance parcourant les soubassements de la politique d'adhésion à l'OMC. Comme nous l'avions signalé dans le chapitre trois[137], l'uniformisation des pensées est un objectif qui s'applique certes à la société, mais qui est également destiné à remédier à cette disharmonie du corps politique chinois. Il semble donc devenu vital de discipliner cet appareil de Parti trop divisé qui menace l'avenir politique du PCC.

Au-delà de ce constat, il est intéressant de s'interroger sur ce que qu'implique ce facteur de disharmonie malvenu au Parti, et récurrent dans ces discours chinois: est-ce que le manque d'harmonie des vues est un problème en soi? ou est-ce particulier à la Chine de penser que c'est un problème en soi? En effet, rares sont en général les gouvernements qui peuvent se vanter d'exercer leur pouvoir sur la base d'une harmonie parfaite, et les luttes politiques semblent être le propre de la réalité de toute entité dirigeante. Il faut donc introduire une distance critique dans notre analyse pour repérer ici ce qui pourrait bel et bien être une caractéristique chinoise des circonstances de gestion du pouvoir. Par son aspect hégémonique, le pouvoir chinois se revendique avant tout comme

[137] *Cf.* p. 78 de ce travail.

homogène, et met tout en œuvre politiquement pour se présenter de la sorte. Cette présomption à l'harmonie sert politiquement à mater toute opposition en ne lui reconnaissant aucun droit à l'existence. Le régime n'est pas donc destiné à gérer la disharmonie, et cela s'illustre notamment dans son discours. Le discours officiel, assisté de l'appareil de propagande et de surveillance, affiche en effet une unité infaillible. Par conséquent, toute forme d'opposition ne peut s'exprimer que dans des discours non-officiels, et être rejetée sur le terrain de la dissidence.

Par cette distance critique, nous pouvons appréhender les inquiétudes du PCC comme celles d'un gouvernement hégémonique soucieux de voir apparaître de trop grandes divergences en son sein, divergences susceptible de menacer "l'harmonie" sur laquelle il prétend baser son pouvoir.

Résistance au sein du PCC, manque d'information et de préparation au sein de la société, et indifférence de l'opinion publique

Le danger venu de l'intérieur susceptible de mettre à mal cette harmonie que revendique le corps dirigeant est bien réel. Le Texte 10 nous révèle que, selon un autre rapport interne, établi cette fois par le "Centre de recherche du Conseil des affaires d'Etat sur les mesures politiques", le plus grand défi lancé par l'entrée dans l'OMC ne proviendrait point de l'extérieur, par l'ouverture des marchés, mais du cœur du système politique, soit des dirigeants des différents départements et organismes du PCC qui éprouvent de "l'aversion" et font signe de "résistance" ainsi que "d'opposition" ouverte face à l'adhésion à l'OMC. Bref, ce constat confirme le "péril en la demeure" évoqué ci-dessus[138], et s'il se vérifie, risque de compliquer l'intégration à l'OMC de nouvelles embûches que la plupart des prévisions économiques n'avaient pas prises en ligne de compte.

Parallèles à cet esprit mutin qui habiterait l'appareil politique chinois, voici encore deux autres phénomènes latents peu réjouissants pour les partisans de l'adhésion. D'une part, d'après le point cinq du rapport de l'Académie des sciences sociales, il semblerait qu'un problème de transmission de l'information menacerait la réalisation de travaux politiques et économiques préparatoires destinés à "adoucir" le choc de l'adhésion: dans toute l'administration chinoise, des départements centraux jusqu'à la base, règne une compréhension extrêmement floue des obligations à satisfaire ainsi que des règlements à appliquer dans le cadre de l'adhésion, au point qu'aucune contre-mesure concrète destinée à anticiper les bouleversements à venir ne semble se dessiner. Cet élément est repris et souligné par Li Peng, qui, dans le Texte 12, s'insurge de l'inconséquence de la politique d'adhésion à l'OMC menée par Zhu Rongji, et se préoccupe de ce manque de préparation et d'information à tous les niveaux de la société chinoise[139]. Comme nous l'avons dit, ceci pourrait être attribué aux effets secondaires d'une propagande réductrice.

D'autre part, une autre revue interne révèle que selon un sondage d'opinion, la forte majorité de la population exprime de l'indifférence pour l'accord sino-européen, mêlée à de l'inquiétude au sujet d'une éventuelle augmentation du chômage et d'une baisse du niveau de vie que l'adhésion à l'OMC causerait. La population paraît donc réticente à l'adhésion.

Un portrait apocalyptique à nuancer?

Cet article tend à dresser un portrait apocalyptique de l'adhésion chinoise à l'OMC. Toutefois il nous semble plus prudent de le nuancer quant à son degré de véracité, tant le sujet est complexe et

---

[138] *Cf.* p. 97 de ce travail.
[139] *Cf.* p. 106 de ce travail.

ne peut se réduire à quelques discours. Par ailleurs, ce qui est avancé dans ces différents discours est basé en partie sur des prévisions, des analyses et des évaluations, qui sont probablement elles-aussi prises dans le tourbillon des calculs politiques, et où méthodes scientifiques et fièvres partisanes peuvent souvent collaborer à leurs élaborations. Ainsi, par exemple, concernant l'attitude de la population, il existe aussi d'autres "enquêtes", notamment celle publiée par le journal *China's Foreign Trade*, qui affirment qu'une majorité de chinois se sent concernée par l'adhésion et soutient la politique gouvernementale[140]. Contrairement à l'enquête citée dans le Texte 11, celle-ci n'est pas "interne", et donc plus sujette à manipulations propagandistes. Notons encore que dans l'article du *China's Foreign Trade*, il est affirmé que: "*The researchers with the Zero Survey Company point out that although among the Chinese public, supporters of WTO entry are many more than the opponents, their viewpoints on the WTO' pros and cons are superficial. For the real impact of WTO entry and China's integration into economic globalization on the production mode and life style in China, Chinese personalities of all circles lack a complete knowledge and understanding.*" Ce dernier élément rejoint le cinquième désavantage exposé par l'Académie chinoise des sciences sociales sur une connaissance superficielle et le manque d'information à tous les niveaux des impacts réels de l'adhésion. Faut-il voir là, la confirmation de l'œuvre d'une propagande réductrice et les ravages d'une désinformation à l'échelle de tout le pays, ou tout simplement un désintérêt d'une population qui ne se sent pas particulièrement interpellée par cet enjeu économico-politique?

7.4. Trio vocal en "OMC majeur"

Pour terminer ce quatrième chapitre, passons à quelque chose de plus savoureux. Le Texte 12 nous propose effectivement un "concerto pour trois voix", où trois solistes, soit dans l'ordre Li Peng - président du Comité permanent de l'Assemblée populaire de Chine -, Wu Yi - la ministre chinoise des Relations économiques et commerciales avec l'étranger - et Zhu Rongji - premier ministre actuel - se font échos dans des joutes verbales qui confirment les vives tensions dont nous avons pris connaissance jusqu'à présent.

7.4.1. Texte 12:

7.4.1.1. Traduction

"L'ADHÉSION A L'OMC" ATTISE LES LUTTES INTERNES DU PCC

LI PENG ACCUSE IMPLICITEMENT ZHU RONGJI D'AVOIR CONTRACTÉ "LA MALADIE DE L'INFANTILISME POLITIQUE"[141]

Li Peng souligne les deux règles de l'adhésion de la Chine à l'OMC

Au début avril, lors d'une mission d'inspection à Shanghai et à Zhejiang, Li Peng a participé aux discussions de comptes rendus sur le travail de l'Assemblée populaire locale, du gouvernement local et du Parti local. A chacune de ces occasions, les problèmes de l'adhésion de la Chine à l'OMC et du troisième tour de négociations infructueuses avec l'Union européenne furent soulevés.

---

[140] "WTO Entry: Aspiration of the Chinese Public", in *China's Foreign Trade*.

[141] LI Zijing 黎自京, "'Rushi' jiare Zhonggong neizheng: Li Peng anpi Zhu huan 'zhengzhi youzhibing" "入世"加热中共内争:李鹏暗批朱患"政治幼稚病" ("L'adhésion a l'OMC" attisent les luttes internes du PCC: Li Peng accuse implicitement Zhu Rongji d'avoir contracté "la maladie de l'infantilisme politique", in *Dongxiang* 动向 (Tendance), pp. 12-13.

Li Peng a alors précisé: "L'autorité centrale a décidé de deux règles concernant l'accession de la Chine à l'OMC: premièrement, si la Chine désire adhérer, elle doit le faire en temps voulu, afin de permettre une intégration plus poussée de la Chine des réformes et de l'ouverture à la société internationale. Deuxièmement, la Chine ne doit pas réaliser son admission à l'OMC au mépris de la situation du pays et de sa capacité de résistance. La Chine ne doit pas faire des concessions irréalisables à caractère politique dans l'optique d'atteindre un accord avec les pays occidentaux. Selon les statuts de l'organisation, l'adhésion de la Chine ne devrait pas être une tâche trop difficile, et pourtant elle s'avère très ardue, très complexe. De nos jours, les organisations de type mondial, qu'elles soient commerciales, financières ou économiques, sont toutes sous le contrôle et la domination des Etats-Unis et de quelques grands pays d'Europe occidentale. Elles sont à leur merci et servent leurs intérêts politiques et économiques. Ceci est très représentatif du nationalisme des grandes puissances usant de l'économie et du commerce pour contrôler et manipuler les pays en développement du tiers-monde. Cette conjoncture va pourtant nécessairement se modifier et se rompre suite à l'émergence de la multipolarisation mondiale et du regroupement des pays en développement. Cette fois, les pourparlers avec l'Union européenne se sont à nouveau révélés improductifs. Nous pouvons en tirer beaucoup d'enseignements. Les demandes émises par l'Union européennes sont en moyenne 20% plus élevées que celles stipulées dans les clauses principales de l'accord sino-américain, au point même de dépasser les critères s'appliquant entre pays développés. Ce climat est anormal, et bon nombre de camarades ne s'y attendaient pas. Les relations économiques et commerciales entre les pays sont indissociables de leurs relations politiques."

Li Peng critique "l'infantilisme politique"

Li Peng a encore ajouté: "Dans le monde d'aujourd'hui, vouloir traiter de manière séparée et sans interactions le commerce économique, l'économie, la politique et l'idéologie, relève d'un désir utopique qui se détourne de la réalité et de l'histoire. C'est de l'infantilisme politique. L'adhésion de la Chine à l'OMC n'est pas du tout une faveur accordée par les Etats-Unis à la Chine. Si le Congrès américain acceptait d'octroyer aux marchandises chinoises un traitement préférentiel permanent, il s'agirait encore moins d'une faveur: cela resterait du ressort des intérêts réciproques de deux pays. Dès lors que la Chine sera un membre à part entière de l'OMC, les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale ne vont pas se mettre à lui vendre des produits de haute technologie. La prohibition des années 50 du siècle passé est dans l'ensemble toujours d'actualité. Les Etats-Unis vont encore brandir leur menace de sanctions économiques pour s'ingérer dans les affaires politiques chinoises et dans sa souveraineté. J'exhorte donc certains des camarades dirigeants à ne pas oublier aujourd'hui ce qui s'est passé hier, et à ne pas laisser leurs beaux désirs les aveugler sur la réalité politique.

Li Peng dénonce "l'héroïsme individuel"

Alors que Li Peng s'enquérait auprès des dirigeants locaux des dispositions et contre-mesures prévues pour faire face aux chocs et répercussions que l'intégration de la Chine à l'OMC pourrait apporter à la société ainsi qu'aux entreprises et à la finance, il déclara: "Tout comme vous, je suis anxieux sur les questions de capacité de résistance de notre société dans sa phase actuelle. Si elle ne supporte pas le choc, des complications surviendront. Cette difficulté est-elle isolée, de courte durée, ou consiste-elle en un problème d'ensemble et de longue durée? Disposons-nous des contre-mesures et d'autres décisions pour y remédier et l'atténuer? Si de grandes fluctuations apparaissent, et que d'importants troubles sociaux en résultent, qui en assumera la charge? Personne ne sera capable de l'endosser. Quand sont édictées des mesures politiques, lorsque sont décidées des contre-mesures, il est indispensable de laisser une ample marge afin de pouvoir remédier aux possibles répercussions néfastes; il faut parer à toute éventualité. Il n'est pas possible que la prise des mesures politiques relatives au développement économique du pays et à la stabilité politique de la société se fasse sur la base de l'héroïsme individuel, c'est-à-dire en fonction de l'avis et du jugement d'une seule personne."

Wu Yi se prononce sur le problème des négociations sino-européennes

Le 3 avril, au Conseil des affaires d'Etat, Zhu Rongji, Li Lanqing, et Wu Yi prirent connaissance des circonstances générales ayant présidé au troisième tour infructueux des négociations entre la Chine et l'Union européenne. Wu Yi exposa ensuite, au nom du Conseil des affaires d'Etat, les cinq points suivants: premièrement, il ressort du déroulement de ce troisième tour de négociations que les discussions sont vraiment beaucoup plus ardues, complexes et incertaines que ce que nous avions

prévu. A tout moment des facteurs politiques entrent en jeu. Deuxièmement, lors de la formulation de la tactique générale des négociations sino-américaines et sino-européennes, nous nous sommes retrouvés dans une situation de passivité, dominée par une tendance à vouloir adhérer "à tout prix" et "le plus rapidement possible". Troisièmement, dans l'élaboration de nos contre-mesures de négociations, nous avons toujours accordé de l'importance aux Etats-Unis et négligé l'Union européenne, ce qui n'a pas manqué de susciter les soupçons et d'influencer la position de celle-ci. C'est une grave bévue. Quatrièmement, durant le processus des négociations sino-américaines, la partie chinoise avait d'ores et déjà dévoilé les limites qu'elle était capable de tolérer, ce qui l'a réduite à la passivité lors des négociations sino-européennes. Cinquièmement, dans le quatrième tour des négociations sino-européennes, l'Union européenne va s'appuyer sur le résultat du vote du Congrès américain concernant l'octroi à Pékin de la clause de normalisation permanente des relations commerciales pour négocier. Elle forcera ainsi la Chine à lui faire les mêmes concessions que celles consenties aux américains.

Zhu Rongji évoque les trois décisions relatives à l'adhésion de la Chine à l'OMC

Lors de cette réunion Zhu Rongji a déclaré: "Les négociations avec les Etats-Unis et l'Union européenne sont difficiles, compliquées, et impliquent des facteurs politiques. Mais les bases et la puissance économiques jouent quand même le plus grand rôle. Nous nous devons d'être plus inflexibles qu'il y a dix ans, sans compter que notre capacité de négociation est également plus développée. Toutefois, nous ne serons jamais en mesure d'interdire aux autres de poser et élever leurs exigences!". (Par cette allusion, Zhu Rongji lance une contre-attaque à "la force d'opposition" présente au sein du parti.)

Continuant sur sa lancée, Zhu Rongji formula les trois points suivants tout en précisant: "Ce qui suit n'émane pas d'une décision individuelle, mais procède d'une décision politique des membres du Comité permanent du Bureau politique: premièrement, la Chine ne peut pas outrepasser les critères de l'accord sino-américain afin de satisfaire les exigences de l'Union européenne, et cela pour ne pas déclencher une réaction en chaîne à l'étranger. Deuxièmement, si la Chine espère pouvoir accéder à l'OMC dans les plus brefs délais (en réalité, on ne peut appeler cela les plus brefs délais), c'est parce que cela correspond à ses intérêts propres. Cependant, pour parvenir à cette fin, nous ne pouvons transiger et céder sur des points que le pays est incapable d'assumer. Troisièmement, sur le plan interne, il est nécessaire d'avoir une bonne compréhension commune que personne ne conteste, et de se tenir prêt à adhérer à l'OMC. Voilà ce qui est au cœur des préoccupations de l'autorité centrale."

Wu Yi parle des pressions internes sur l'adhésion à l'OMC

Lors de la réunion tenue par la Commission des affaires économiques et commerciales, le ministère de la Coopération économique et commerciale extérieure et la Commission du Plan d'Etat, Wu Yi s'est exprimée en ces termes: "Ce qu'il y a de plus difficile, de plus complexe et de plus pénible dans l'adhésion de la Chine à l'OMC, ce sont les interprétations ainsi que les opinions tenues à ce sujet au sein du Parti. Depuis que je participe aux négociations étrangères, soit depuis 1993, cette pression s'accentue d'année en année. Les prétextes à des avis divergents, à des critiques et à des blâmes sont toujours plus nombreux. Si les opinions parviennent à s'accorder, ce sont de nouvelles divergences qui surgissent; ces divergences plus ou moins résolues, voilà qu'apparaissent de nouveaux problèmes. Ces difficultés intérieures, de par leur importance, deviennent des problèmes de principe et de politique. A l'heure actuelle, sur le terrain, tout le monde parle en vrac d'inquiétude, de difficulté et de crise. Je suis personnellement inquiète qu'après l'adhésion, les désaccords à l'intérieur même du PCC n'entraînent des complications et ne provoquent ainsi des troubles sociaux."

7.4.1.2. Commentaire

Li Peng ou la nouvelle gauche revisitée

Li Peng, ancien premier ministre chinois, se profile, sur la question de l'adhésion à l'OMC, en adversaire politique de la ligne réformatrice de Zhu Rongji, et donc de Jiang Zemin. Comme nous

l'avons vu dans le Texte 11, il n'a jamais soutenu les décisions prises dans le cadre du processus de négociations sino-européen, attitude symptomatique d'une opposition à l'évolution actuelle de ce dossier. Le statut du personnage confère un poids important à ses positions: nous n'avons pas affaire à un sous-fifre mais à un des sept membres du "Comité permanent du Bureau politique du Comité Central", organe suprême de la complexe hiérarchie étatique chinoise, et qui plus est le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire de Chine.

Son discours contient, outre des attaques à l'encontre de Zhu Rongji, des relents de rhétorique de la nouvelle gauche dont nous avons parlé en début de chapitre[142]. Dans les propos de Han Yuhai que nous y avions rapportés, il était brandi la menace "d'un monde homogénéisé, dirigé par les magnats de la finance et de la politique", et d'une Chine menacée dans sa souveraineté par le chantage des puissances étrangères. Li Peng dénonce lui aussi l'impérialisme économique des pays industrialisés qui, par l'entremise des organisations de type mondial, usent "de l'économie et du commerce pour contrôler et manipuler les pays en développement du tiers-monde." Tout comme Han Yuhai qui s'indignait de l'ingérence étrangère, Li Peng, met en garde contre l'immixtion des Etats-Unis, qui, par le biais de sanctions économiques, continuera de mettre à mal la souveraineté économique et politique de la Chine.

Notons que l'argument de Li Peng sur la manipulation des organisations mondiales par les pays riches pour exploiter les pays en développement s'inscrit dans la lignée de "la théorie de l'infériorité structurelle". Pourtant, l'ancien premier ministre, en soulignant la force qui émergerait du regroupement des pays en développement, esquisse une nouvelle issue à cette situation d'exploitant-exploité: l'apparition de ce nouvel acteur pourrait briser la domination des pays industrialisés. Cet argument relève de l'ambition chinoise bien connue de fédérer sous sa houlette les pays en développement, et de parvenir, avec cette nouvelle force géopolitique, à tenir tête au diktat des pays développés.

Par cet article et les déclarations de Li Peng, nous obtenons une confirmation que la présomption chinoise à l'harmonie gouvernementale est mise à mal dans le dossier de l'OMC. Accusant l'orientation politique actuelle d'être l'œuvre d'une seule personne irresponsable, soit de Zhu Rongji, Li Peng s'alarme de la légèreté de la ligne politique actuelle qui ne serait édifiée que sur la base d'incertitudes et d'imprudences, et qui risque fort de mener le pays au chaos. Faut-il voir dans ces propos de la sincérité ou un pur calcul politique habillé de démagogie? Quoiqu'il en soit, Li Peng ne semble pas avoir apprécié d'avoir été mis en minorité dans les décisions au sommet ainsi que de ne pas avoir été suffisamment entendu. Ces attaques ont pour le moins le mérite d'être claires: l'ancien premier ministre désapprouve la politique d'adhésion à l'OMC, et la rivalité qui l'oppose à l'actuel premier ministre le rend incisif.

La souplesse de la dialectique des facteurs politique et économique

Au sein de ces passes d'arme verbales, il y a un élément du discours qui mérite d'être souligné: il s'agit de ce que nous pourrions appeler la "dialectique des facteurs politique et économique", qui est une argumentation malléable à souhait, capable d'assister n'importe quelle opinion. Au-delà de l'hypocrisie propre à tout discours politique, cette souplesse dans l'interprétation de cette dialectique tient également à la complexité d'un sujet sur lequel il est impossible, à l'heure actuelle, d'avoir des

[142] *Cf.* p. 89 de ce travail.

certitudes. Au sein des conflits internes au PCC, chaque acteur a ainsi recours dans son discours à cette dialectique pour gagner en efficacité dans sa force de persuasion. Ainsi, dans le Texte 11 déjà, Jiang Zemin ouvre les feux avec l'usage de cette rhétorique pour justifier la politique de l'adhésion par le sacrifice d'intérêts économiques à court terme pour de plus grands avantages à long terme. Dans son optique, l'économie ne peut s'envisager comme séparée de la politique: "Dans la réalité politique, il n'y a pas de place pour de la pure économie ni pour de purs intérêts économiques."[143] Ensuite dans le Texte 12, Li Peng, qui s'oppose à cette ligne, renchérit en accusant les réformateurs de se laisser aveugler sur la réalité politique par l'appât économique, et d'appréhender de manière séparée économie et politique, au point de mettre en danger la stabilité de l'édifice politique par des décisions inconséquentes. Enfin, Zhu Rongji assène que même si politique et économie ne sont pas cloisonnées, le rôle de l'économie dans les négociations sur l'OMC reste malgré tout le plus important.

Dans le cinquième chapitre de ce travail, nous retrouverons dans le discours de groupes dissidents cette dialectique des facteurs politique et économique. Elle servira alors, tout comme dans le discours des libéraux chinois, à accuser le gouvernement chinois de traiter séparément politique et économie, et d'envisager par conséquent les réformes du pays uniquement sous l'angle économique, sans prendre en considération de réformes politique.

Conclusion

Nous pouvons nous étonner que les d'informations explosives de ces trois articles parviennent à sortir de la forteresse de Zhongnanhai pour fleurir au sein de la presse hongkongaise, sans laisser de traces particulièrement manifestes en Chine continentale. Certes, nous devons ici confesser notre méconnaissance des ficelles du métier de journaliste hongkongais, ainsi que notre ignorance de l'ampleur et de la validité de ses sources d'informations, dans lesquelles internet doit certainement jouer un rôle de plus en plus important. Mais si celles-ci sont quelque peu "objectives", c'est-à-dire non orientées politiquement, alors nous pouvons affirmer que l'avenir que réserve l'adhésion de la Chine à l'OMC paraît nettement moins idyllique que le discours officiel le promet. Les bouleversements économiques s'annoncent difficilement surmontables, et les trois articles s'accordent à dire que les problèmes de nature politique seront de même très importants.

Ne nous laissons pourtant pas entraîner dans des conclusions trop hâtives sur la base d'informations dont la valeur est relative. En effet, le régime chinois n'est certainement pas inconscient au point de scier la branche de l'arbre sur laquelle il est assis, et de précipiter plus d'un demi-siècle de monopole du pouvoir dans les abîmes de l'histoire au nom d'une ouverture au libéralisme commercial. Du moins, il ne nous a pas habitué ces dernières années à de telles tendances autodestructrices. Par ailleurs, même si les désavantages de l'adhésion à l'OMC s'avéraient être bel et bien plus conséquents que ce que le discours officiel laisse présager, rien ne pourra empêcher le régime de retarder, de ralentir, d'entraver et même de s'opposer à l'application d'accords trop dangereux pour la sacro-sainte unité-stabilité politique, principe sur lequel il ne transigera jamais.

Il faut aussi lire les informations qui nous sont données au travers des cadres mentaux indigènes: nous l'avons souligné, la présomption du gouvernement chinois sur l'harmonie politique porte

[143] *Cf.* p. 99 de ce travail.

vraisemblablement à dramatiser des dissensions au sein de l'appareil du pouvoir, qui sont pourtant inhérentes à tout gouvernement. Par ailleurs, l'atmosphère de secret entourant la politique chinoise ne fait qu'accentuer l'aspect dramatique des révélations de la presse hongkongaise. Rappelons-nous donc que ce n'est pas la première fois que l'orientation politique du pays déclenche des résistances internes et autres luttes intestines entre réformateurs et conservateurs jusqu'au sommet de l'appareil, et que le régime ne s'est encore jamais encombré de complexes pour imposer une politique malgré le mécontentement et la contestation d'un nombre important de membres du PCC ou de la population. Il faut donc redoubler de prudence dans toutes les conclusions auxquelles nous pouvons nous livrer, et également lire les discours rapportés dans ce quatrième chapitre au travers du prisme des intérêts politiques chinois.

8. CINQUIÈME CHAPITRE: PRISES DE POSITIONS DE DISSIDENTS, DES ARGUMENTATIONS DIFFÉRENTES

Pour conclure notre petit tour d'horizon des différents discours tenus actuellement en Chine et dans les milieux chinois d'outre-mer sur l'intégration à l'OMC, ce cinquième et dernier chapitre va donner la parole à trois des nombreux dissidents politiques chinois, qui, pour la plupart exilés aux Etats-Unis, appréhendent de manière différente cette adhésion. Ces divergences d'opinions au sein de la communauté dissidente chinoise est une constante qui la caractérise, et la question de l'adhésion à l'OMC ne fait que confirmer la règle.

Les débats font ainsi rage outre-mer dans les milieux dissidents chinois pour juger de l'utilité d'une entrée de la Chine dans l'OMC, sur l'amélioration des causes de la liberté et de la démocratie en Chine. Certains estiment que permettre à la Chine d'entrer dans le cercle du commerce international ne fera que légitimer l'exploitation par les investisseurs occidentaux d'un réservoir de main-d'œuvre inépuisable et dénuée de tout droit, et n'aura pour conséquence que de renforcer la position de la dictature communiste de Pékin en lui apportant des réformes économiques salutaires pour la modernisation du pays. L'adhésion sera également une menace pour la communauté internationale, puisque la Chine, par ses gigantesques dimensions, menace de déformer les règles de l'organisation à son avantage. D'autres, en revanche, voient en une plus grande ouverture sur l'Occident et l'introduction des mécanismes du marché, une occasion d'implanter en Chine les germes des libertés individuelles et de la démocratie pluraliste, et donc un premier pas vers un avenir plus radieux pour le peuple chinois.

C'est notamment en mai 2000, lors du vote du Congrès américain sur l'octroi à Pékin de la clause de normalisation permanente des relations commerciales, que se sont cristallisées les prises de position: fallait-il entériner l'accord sino-américain de novembre 1999 en validant l'abolition du renouvellement annuel des clauses commerciales américano-chinoises (qui donnait à la Chine le "statut de la nation la plus favorisée"[144], soit des relations commerciales normales), ou, au contraire, s'y opposer résolument pour entraver la régularisation des relations commerciales sino-américaines et garder l'opportunité de recourir à un levier de pression annuel sur la Chine[145]. Le 26 mai 2000, le Congrès américain finit par donner son approbation à l'octroi à Pékin de relations commerciales

---

[144] *Cf.* p. 16 de ce travail.

[145] Il était devenu effectivement quasi-coutumier qu'annuellement, des débats passionnés sur les droits de l'homme (ainsi que sur les politiques chinoises en matière d'armements) animent la scène politique américaine, et que le sort de prisonniers politiques chinois soient négociés avec Pékin pour amadouer le Congrès américain dans le renouvellement de l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée. La suppression de ce vote entraînerait dans sa disparition ce moyen de pression pour "l'amélioration de la situation des droits de l'homme". Notons que Pékin a encore récemment fait une opération de charme pour convaincre le Congrès américain de lui octroyer les PNTR: "Pékin, pour amadouer les *congressmen* avant le vote sur les PNTR, a fait plusieurs gestes. Entre autres, le régime communiste a recommencé à fournir des informations sur ses prisonniers politiques après une longue interruption, et a libéré par anticipation fin avril un dissident du Printemps de Pékin de 1989, Chen Lantao (36 ans) sept ans avant la fin de sa peine de 18 ans de prison.", note Romain Franklin ("Dissidents chinois divisés sur l'OMC: la normalisation briderait les moyens de pression"). Ajoutons que, de même, en août 2000, dans la perspective du vote final du Sénat, Liu Wensheng, 32 ans, ancien leader estudiantin de 1989, a été relâché par Pékin. Côté américain, en septembre 2000, pour faciliter l'adoption des PNTR par le Sénat, il a été décidé d'y ajouter des clauses destinées à maintenir une forme de pression sur la Chine à propos des droits de l'Homme, et cela par la mise en place d'une commission spéciale chargée de surveiller en permanence la situation des droits de l'Homme en Chine. Cette commission devra rendre un rapport au Congrès chaque année. Un autre groupe sera chargé d'enquêter sur les accusations selon lesquelles des produits chinois importés aux Etats-Unis sont fabriqués par des détenus.

normales et permanentes, et le 19 septembre 2000, après de nouveaux débats, le Sénat a donné son aval final à cette normalisation**.**

Nous proposons un dernier volet de trois articles pour suggérer la teneur de ces débats. Tout d'abord, nous écouterons deux vétérans de la dissidence chinoise, qui, l'un comme l'autre, ont dû sacrifier 18 ans de leur vie dans les geôles communistes à cause de leurs idéaux. Il s'agit de Wei Jingsheng d'une part, qui, dans son article *La Chine ne doit pas adhérer maintenant à l'OMC*, propose d'attendre de significatives réformes politiques démocratiques avant d'intégrer la Chine dans l'OMC, et de Wang Xizhe, qui, dans son article *Refusons d'octroyer inconditionnellement les PNTR à la Chine*, suggère d'étayer les PNTR de clauses additionnelles forçant la Chine à des réformes politiques. Ensuite, nous lirons la *Déclaration de la Conférence de la Table Ronde sur la question de l'OMC*, qui est une prise de position d'un des nombreux groupuscules prodémocratiques animant la scène dissidente chinoise, et qui apporte un soutien à l'adhésion à l'OMC en espérant qu'elle favorisera une amélioration de la situation politique de ce pays.

Voici le premier texte, écrit par Wei Jingsheng.

8.1. Les réformes politiques d'abord, l'adhésion ensuite

8.1.1. Texte 13:

8.1.1.1. Traduction

LA CHINE NE DOIT PAS ADHÉRER MAINTENANT À L'OMC[146]

"Nous nous opposons à ce que la Chine adhère tout de suite à l'OMC"

En novembre de l'année dernière, les gouvernements chinois et américains conclurent un accord concernant l'adhésion chinoise à l'OMC. Jiang Zemin donne beaucoup importance à cet accord, considérant qu'il s'agit là de sa plus grande contribution à la diplomatie. Les différents milieux du pays ont tous des avis partagés sur ce sujet. En tant que groupe d'opposition au PCC, nous aimerions faire entendre notre propre voix sur ce dossier.

L'OMC est une organisation internationale bâtie sur le principe de le la liberté économique. Que la Chine, un grand pays de ce monde, y adhère, est une chose qui est nécessaire et même indispensable. Nous approuvons le principe de la liberté économique. C'est précisément pour cette raison que nous pouvons comprendre le soutien actif de certains scientifiques libéraux, tant chinois qu'étrangers, à l'adhésion de la Chine à l'OMC.

Mais nous considérons que la Chine continentale d'aujourd'hui, dirigée par le PCC, est loin de posséder les conditions requises pour accéder à l'OMC. L'économie chinoise se construit encore principalement sur une planification nationale. Il n'existe ni de normes instituant une compétition normale et équitable, ni de strictes dispositions légales économiques; ou quand des règlements existent, ils ne sont pas le moins du monde respectés. La situation économique de la Chine est très difficile et les crises s'y succèdent. En recourant à l'adhésion à l'OMC, la faction de Jiang Zemin s'efforce de dissimuler les difficultés de l'économie chinoise et de se décharger ainsi de la responsabilité des erreurs faites en économie. Après l'adhésion, la conjoncture économique chinoise sera vraisemblablement pire et le

[146] WEI Jingsheng 魏京生, "Zhongguo xianzai bu ying jiaru shimao" 中国现在不应加入世贸 (La Chine ne doit pas adhérer maintenant à l'OMC), in *Zhengming* 争鸣 (Rivaliser), pp 85-86.

nombre de sans-emploi augmentera. De plus, le PCC projette, suite à l'adhésion, de regrouper certaines dictatures du tiers-monde entre elles, de réviser ensemble la réglementation de l'OMC et d'en faire un instrument à leur service. Si les desseins du PCC aboutissent, l'OMC va être exposée au danger de se voir dépossédée de ses principes et fonctions originels. En outre, le PCC n'a jamais eu pour habitude le respect du droit international. Il n'accepte de se plier qu'aux règlements qui peuvent lui être favorables, et les utilise dans ses propres intérêts. En conséquence, le PCC ne pourrait pas tout à coup se mettre à respecter les règlements de l'OMC.

C'est pour ce genre de raisons que nous nous opposons à ce que la Chine accède tout de suite à l'OMC. La Chine doit d'abord faire des efforts et s'arranger pour être en adéquation avec les conditions exigées: cela accompli, elle pourra enfin adhérer. Or ce n'est qu'au prix de la véritable réforme politique d'une démocratisation qu'elle disposera des conditions requises à l'adhésion.

L'OMC a encore de grandes lacunes

Au sein de l'actuel OMC subsistent encore de grandes lacunes. Un système économique libre a besoin de posséder un certain nombre de dispositions: la libre circulation des informations, de la main-d'œuvre, des marchandises et des capitaux. Mais selon les règlements de l'OMC, seule la libre circulation des capitaux et des marchandises peut être réalisée. Quant à la main-d'œuvre, elle ne peut fondamentalement pas circuler dans un périmètre international, et, dans une dictature comme celle de la Chine, la libre circulation des informations est à plus forte raison prohibée. La réalité qu'engendre ce genre de règlements est que les capitaux sont transférés dans les régions où la main-d'œuvre y est bon marché, alors que la main-d'œuvre ne peut se déplacer vers les lieux où les salaires sont élevés: les injustices sociales en ressortent accentuées. Lors de la conception de cet ensemble de règlements, les intérêts des ouvriers n'ont tout simplement pas été pris en compte.

Le groupe de Jiang Zemin porte-parole du capitalisme bureaucratique

La faction de Jiang Zemin au sein du PCC s'est déjà mutée en porte-parole de la clique du capitalisme bureaucratique. Ils se sont associés avec les gros richards de Hong Kong et de beaucoup d'autres endroits. Cette faction impose non seulement une dictature sur le plan politique, mais sur le plan économique elle détourne avidement les richesses du pays et opprime la population. Chaque année, dix millions d'ouvriers perdent leur travail et se retrouvent dans la misère, abattus, tandis que, comme à l'accoutumée, la caste des dirigeants du PCC fait la noce. Il est donc vraiment impossible que la faction de Jiang Zemin réfléchisse aux droits et intérêts des ouvriers.

Le trois décembre de l'année passée, l'organisation syndicale américaine AFL-CIO [147] ainsi que l'Association pour le Commerce équitable organisèrent à Seattle une énorme manifestation qui réunit, à la surprise du monde entier, cinquante à soixante milles personnes pour s'opposer à la Conférence ministérielle de l'OMC qui s'y tenait justement. Que la Chine soit sur le point d'adhérer à l'OMC incita fortement les ouvriers américains à manifester. C'est lors de mon allocution prononcée à cette occasion que j'ai appelé les ouvriers américains à soutenir les ouvriers chinois dans leurs luttes pour l'obtention de leurs droits. Mis sous très grande pression, Clinton finit par accepter les revendications des manifestants, c'est-à-dire l'ajout dans la réglementation de l'OMC de clauses garantissant la protection des droits des ouvriers. C'est une énorme victoire de la justice sociale et une victoire pour le principe des droits de l'homme. La grande manifestation de Seattle sera consignée dans les annales historiques.

Il faut faire pression sur le PCC et exiger l'amélioration des droits de l'homme

Le cinq décembre, après être revenu de Seattle à New York, je me suis embarqué sur-le-champ pour l'Europe rendre une visite officielle au Commissaire des affaires étrangères européennes Chris Patten, au ministre des affaires étrangères allemand Joschka Fischer, ainsi qu'aux médias et organisations syndicales de différents pays pour exprimer fermement mon point de vue d'opposition à une entrée immédiate de la Chine à l'OMC.

Actuellement, le Congrès américain est en train de débattre d'un projet de loi concernant l'adhésion de la Chine à l'OMC. Suite à la grande manifestation de Seattle, de nombreux parlementaires ont pris

[147] *Cf.* note 81. (note du traducteur)

conscience de la gravité de la situation, d'autant plus que dans la perspective de l'élection présidentielle à venir, les deux grandes formations politiques américaines sont en train de se battre pour le vote des ouvriers. Ceci crée donc des conditions particulièrement propices pour revendiquer l'ajout d'une clause sur la protection des droits des ouvriers dans la réglementation de l'OMC. A l'avenir, je vais tout entreprendre pour influencer les parlementaires américains afin que, dans le cadre des dossiers de l'adhésion de la Chine à l'OMC et de l'octroi à Pékin de la clause de normalisation permanente des relations commerciales (ce qu'on appelait auparavant "le statut de la nation la plus favorisée"), ils fassent pression sur les autorités du PCC pour exiger d'elles l'amélioration de la situation des droits de l'homme. L'Union européenne a par ailleurs déjà fait savoir qu'elle ne conclura et signera un accord final avec la Chine qu'une fois la position du Congrès américain arrêtée.

8.1.1.2. Commentaire

La cinquième modernisation de Wei Jingsheng toujours d'actualité

Wei Jingsheng fait donc partie de ceux qui s'opposent à une adhésion chinoise à l'OMC, du moins en l'état actuel du pays. Il préconise de discriminer la Chine commercialement en refusant de lui octroyer les PNTR, afin de la contraindre à effectuer des réformes en profondeur. Ces réformes, que Wei Jingsheng réclame ardemment, sont d'ordre politique.

En décembre 1978, le jeune ouvrier électricien de 29 ans qu'il était alors, profita comme beaucoup d'autres de la détente occasionnée par le retour au pouvoir de Deng Xiaoping et de l'élan d'expression spontanée qu'il provoqua lors du mouvement du Mur de la Démocratie (1978-1981). Il colla ainsi parmi les autres *Dazibao* du "mur de la démocratie" au carrefour de Xidan à Pékin son pamphlet *La cinquième modernisation: la démocratie*[148], qui devint un des plus célèbres écrits contestataires de la Chine populaire. Il y exigeait que la démocratisation du régime soit la condition préalable et indispensable à la menée à bien du projet réformateur des Quatre modernisations lancé par Deng Xiaoping. Il l'indiquait comme indispensable, pour éviter toute nouvelle dérive du régime telle que la terrifiante Révolution culturelle qui venait de s'achever. Il dénonçait également vigoureusement les privilèges et la corruption des cadres qui dirigeaient la société chinoise. Face à cet appel à la répudiation explicite de l'héritage maoïste, les sanctions de Pékin ne tardèrent pas à le frapper: le 29 mars 1979 il fut arrêté et il purgea dès lors 18 ans de prison. C'est aux interventions américaines qu'il doit, en 1997, sa libération.

Désormais exilé aux Etats-Unis, Wei Jingsheng tient un discours fidèle à celui qu'il tenait plus de vingt ans de cela. D'une part, la cinquième modernisation, soit une profonde réforme politique passant par la démocratisation du régime, reste la condition *sine qua non* d'un dialogue et d'une normalisation des relations avec la Chine. D'autre part, par sa verte critique de la "faction du capitalisme bureaucratique" de Jiang Zemin, il nous montre que la corruption est également demeurée une de ses préoccupations majeures.

La Chine ne comprend que les rapports de force

Dans son entreprise de lobbying sur les parlementaires américains, Wei Jingsheng a résolument défendu le maintien du vote annuel sur les relations commerciales sino-américaines. Le journaliste Romain Franklin nous rapporte ses propos: "Imaginez qu'on vous donne un permis de conduire pour

[148] Wei Jingsheng, "La cinquième modernisation: la démocratie".

la vie, sans risque de sanction… au bout de quelque temps, vous vous mettriez à conduire comme un chauffard. Eh bien, si vous votez pour accorder les PNTR au régime communiste chinois, cela reviendra à lui accorder un tel permis de conduire."[149] Le journaliste poursuit: "Wei Jingsheng, dont les auditions au Congrès sont devenues routinières, s'est efforcé de convaincre les membres de voter non. Il brosse le portrait d'une Chine communiste dangereuse qu'il compare à l'Allemagne nazie des années 30. En bref: un adversaire qui ne comprend que les rapports de force. Pour lui, Washington ne doit pas se départir de ce moyen de pression que constitue le renouvellement annuel des clauses commerciales américano-chinoises."[150]

Le texte de Wang Xizhe est de la même manière très radical, puisqu'il met pareillement en garde l'Occident contre une dictature chinoise qui ne réfléchit qu'en termes de rapport de force et dont il ne faut rien espérer obtenir avec les méthodes douces. L'argumentation de Wang Xizhe est donc très proche de celle Wei Jingsheng. Attachons-nous maintenant à la lecture de son texte afin de pouvoir traiter ensuite de thèmes qui leur sont communs. Précisons que ce texte est la retranscription d'un discours que Wang Xizhe a tenu à plusieurs occasions dans différentes villes américaines durant le mois d'avril 2000. Cela en explique le ton oral.

8.1.2. Texte 14:

8.1.2.1. Traduction

REFUSONS D'OCTROYER INCONDITIONNELLEMENT LES PNTR À LA CHINE[151]

Tout comme les ouvriers américains, le mouvement d'opposition politique chinois refuse que soient octroyés inconditionnellement à la Chine les PNTR.

Pourquoi une telle attitude? Serions-nous donc opposé à l'ouverture de la Chine et au commerce sino-américain? Non! Nous sommes au contraire plus que personne partisans de l'ouverture de la Chine et d'un commerce mondial libre. La question que nous voulons soulever est la suivante: en fin de compte, après l'ouverture de la Chine, le monde démocratique remodèlera-t-il la Chine ou seront-ce les dictateurs de la Chine qui remodèleront le monde démocratique?

La question que nous voulons poser est de savoir si l'octroi inconditionnel des PNTR à un pays comme la Chine, qui est soumis à la dictature du PCC et dont le peuple ne jouit d'aucune liberté, apportera en fin de compte des avantages ou des désavantages aux peuples chinois et américains.

Nous soutenons que les PNTR doivent être étayées de clauses additionnelles: le pouvoir hégémonique du PCC doit s'engager à une réforme du système politique chinois, à ratifier les deux Conventions des droits de l'homme de l'ONU, et à donner aux organisations ouvrières chinoises les droits que tout syndicat libre peut revendiquer. Ce n'est qu'à la condition de la réalisation consciencieuse de ces exigences que l'on pourra octroyer à la Chine les PNTR.

A l'heure actuelle, le peuple chinois est privé de liberté de d'expression, d'information, de presse et de religion. Il n'a pas l'autorisation de s'organiser en syndicats libres ni en partis politiques. Ainsi, quand il subit l'injuste sort que lui réserve le capitalisme sauvage, il ne dispose d'aucun moyen pour défendre ses propres intérêts.

---

[149] Romain Franklin, *op. cit*.
[150] *Ibid*.
[151] WANG Xizhe 王希哲, "Fandui wutiaojian jiyu Zhongguo PNTR" 反对无条件给予中国 PNTR (Refusons d'octroyer inconditionnellement les PNTR à la Chine), in *Beijingzhi chun* 北京之春 (Le printemps de Pékin), p.50.

Nous nous opposons à ce que les produits issus des "camps carcéraux de rééducation par le travail" - 监狱的劳改 *jianyude laogai* - chinois soient exportés aux Etats-Unis, car cela constitue du commerce inéquitable. Il ne faut pas oublier que toute la Chine privée de liberté n'est qu'une grande prison, où n'existe aucun droit susceptible de protéger l'activité des ouvriers chinois, et où toute forme de travail revient essentiellement à de l'esclavage: cette situation détruit le commerce équitable mondial. Les grandes entreprises occidentales trépignent d'impatience de pouvoir pénétrer une Chine ou les droits des travailleurs sont dénués de toute protection. Elles sont de connivence avec le pouvoir hégémonique du PCC pour intensifier l'exploitation économique et l'oppression politique des travailleurs chinois. C'est une véritable tragédie pour la Chine.

Accorder de manière inconditionnelle les PNTR à la Chine relève fondamentalement d'une sale affaire de corruption internationale. Le pouvoir hégémonique du PCC, par son régime totalitaire, exploite cruellement les ouvriers chinois, les dépouille de leur gains, et soudoie ensuite les grandes entreprises occidentales en leur en redistribuant une partie. Leurs intérêts étroitement liés parviennent à détourner totalement l'attention des pays occidentaux de leurs préoccupations d'une réforme du système politique chinois, ainsi que de leurs soucis des droits du peuple chinois. Bien au contraire, plus les chinois sont dépourvus de tout droit et plus les grandes entreprises occidentales peuvent accumuler des bénéfices exorbitants. Les leaders du Parti hégémonique sont précisément en train d'agir de la sorte en glissant des allusions, et même des garanties, aux politiciens et magnats de la finance occidentaux.

Alors que les politiciens occidentaux veulent que le peuple croie qu'il suffit d'approfondir l'ouverture économique de la Chine pour qu'elle s'oriente naturellement sur les chemins de la liberté, ils demeurent aveugles sur la possibilité qu'une Chine, sous le puissant contrôle d'un PCC fasciste, est capable de remodeler le monde libre occidental. Effectivement, même si ces dernières années la Chine s'est ouverte économiquement et même si son économie est de plus en plus intégrée à l'économie mondiale, son régime politique hégémonique est encore plus tyrannique qu'auparavant et, sans retenue aucune, oppresse davantage cruellement le peuple chinois. Le régime opprime les syndicats indépendants, brime les intellectuels chinois, persécute le Falungong, et oppresse le Parti démocratique chinois. Il a ainsi arrêté Xun Wenli et une trentaine d'autres dirigeants du Parti démocratique et les a tous jetés en prison. Ce même régime projette encore de déclarer la guerre à la Taïwan démocratique. Sur ce comportement hégémonique du PCC, le monde occidental peut-il avoir une quelconque influence? Non, et loin s'en faut, puisque le monde occidental fait même preuve d'indulgence à son égard. Tant les Etats-Unis que l'Union européenne font la sourde oreille et ne veulent pas prononcer une seule parole pour le peuple chinois brimé. La situation est telle que même la Commission des droits de l'homme de l'ONU est dans l'impossibilité de défendre la justice. Les faits en témoignent, ce n'est pas la Chine qui est remodelée mais bel est bien l'Occident! L'Occident est vendu! La politique des gouvernements et des politiciens occidentaux, qui consiste à offrir une carotte à la Chine pour se servir au passage d'impressionnantes commissions, est une politique qui échoue sur toute la ligne. C'est pour cette raison que nous nous opposons résolument à octroyer inconditionnellement les PNTR à la Chine.

Les intérêts des ouvriers chinois et américains sont fondamentalement similaires. Les deux parties se liguent contre l'alliance entre les grandes entreprises occidentales qui profitent d'ouvriers chinois dénués de droit et le pouvoir hégémonique du PCC, qui, ensemble, intensifient l'exploitation et l'oppression de nos frères chinois. Je suis convaincu qu'un jour le peuple chinois jouira de la démocratie et de la liberté, et que ce jour-là les ouvriers américains soutiendront certainement l'octroi à la Chine des PNTR, parce qu'enfin un commerce sino-américain équitable sera instauré, et que la concurrence entre les ouvriers américains et chinois sera équitable. Regardons! Aujourd'hui les syndicats s'opposent à l'octroi des PNTR à la Chine, et un seul slogan est écrit sur leurs banderoles et revient dans leur bouche: "*WHAT WE WANT? FAIR TRADE!*"

8.1.2.2. Commentaire

Le cantonais Wang Xizhe a débuté son activisme dès 1974, lorsqu'il cosigna une critique attaquant la radicale Révolution culturelle. Il fut alors arrêté pour avoir notamment placardé des affiches réclamant la démocratie. Il prit ensuite également part au mouvement du Mur de la Démocratie en

1979, et publia à cette occasion sa propre circulaire dissidente, avant d'être à nouveau interpellé. Emprisonné ainsi à deux reprises, il passa près de 18 ans entre prisons et camps de travail. Relâché en 1993 et mis dès lors sous surveillance policière constante, il put s'enfuir en 1996 vers les Etats-Unis où il demeure depuis.

La dictature chinoise peut corrompre le monde occidental libre

Même si le ton de son texte traduit ici est plus exacerbé qu'il ne l'est chez Wei Jingsheng, l'argumentation, sur le fond, est la même: la Chine comprend uniquement les rapports de force et c'est en termes de rapport de force qu'il faut négocier avec elle. C'est la logique du "bâton et de la carotte": des réformes politiques d'abord et l'adhésion ensuite.

La menace que fait peser sur le monde "libre" occidental une collaboration avec une Chine toujours plus dictatoriale est un thème qui revient tant chez Wei Jingsheng que chez Wang Xizhe. Pour ces deux dissidents, la Chine, par le poids incomparable qu'elle représente dans le monde, est tout à fait capable de renverser insidieusement la situation internationale en sa faveur en soudoyant l'Occident, et instaurant du coup un nouveau système mondial corrompu. Pour Wei Jingsheng, ce danger passe par un "détournement", une manipulation de l'OMC effectuée par des dictatures de pays en développement regroupées sous le contrôle de Pékin. Pour Wang Xizhe, le processus, qui est déjà en marche, consiste en une collaboration tacite entre les "fascistes du PCC" et les pouvoirs occidentaux "corrompus": leurs intérêts communs trouvent leur concrétisation dans l'exploitation des travailleurs chinois réduits à l'état d'esclave, ainsi que dans le sacrifice des belles notions de justice et de droit. Du coup, l'Occident ferme les yeux sur la question des droits de l'homme, et les principes de commerce et concurrence équitables sont éclipsés par l'appât du gain. L'Occident se laisse ainsi peu à peu entraîner dans le jeu de Pékin qui sort vainqueur de cette situation sur tous les plans, puisque, d'une part, Zhongnanhai consolide son pouvoir, et, d'autre part, il corrompt l'Occident par ses pratiques.

Wei Jingsheng et Wang Xizhe, porte-parole des ouvriers exploités chinois et récupération du mouvement syndicale américain

Une des autres motivations de l'opposition de Wei Jingsheng et de Wang Xizhe est la condition des innombrables ouvriers chinois. Actuellement, ils ne bénéficient d'aucun droit. Ils sont la cible première des investisseurs étrangers qui trouvent là une excellente opportunité de réduire leurs coûts de production en se détournant de la main-d'œuvre occidentale beaucoup plus chère. Wei Jingsheng estime que, les dirigeants du PCC sont trop absorbés à ripailler pour accorder la moindre attention aux droits des ouvriers chinois. Quant à l'OMC, il considère que ses règlements n'ont tout simplement pas pris en compte leurs intérêts. Dans de telles conditions, le seul moyen de sauver les travailleurs chinois est de leur procurer des moyens de se défendre légalement. C'est dans cette optique que Wei Jinsheng s'efforce de convaincre l'OMC d'intégrer à ses règlements des clauses de protection des droits des ouvriers, et qu'il se bat pour le refus de l'octroi des PNTR à la Chine, afin de préserver un moyen de pression pour l'inciter à entreprendre des réformes significatives. Dans le même ordre d'idée, Wang Xizhe réclame des droits pour les ouvriers chinois. Il refuse que soit entérinée une Chine transformée en un énorme camp de travail, une gigantesque prison dont les matons, soit Pékin et les grandes entreprises occidentales, se servent pour faire des profits exorbitants et instaurer un commerce et une concurrence mondiales inéquitables.

Ces deux dissidents, en s'alignant sur les revendications des organisations syndicales américaines[152], prétendent que ces dernières luttent tout comme eux pour soutenir les ouvriers chinois dans leurs revendications pour l'obtention de leurs droits, et qu'une fois la Chine démocratisée et libre, elles ne s'opposeront plus à la régularisation du commerce sino-américain. Certes, la collusion de leurs intérêts à court terme permet cette alliance profitable aux deux parties, puisque la cause syndicale américaine peut renforcer ses revendications sociales de l'aura prestigieuse de la lutte pour les droits de l'homme en Chine, et que les dissidents trouvent dans le puissant mouvement américain une tribune importante pour faire entendre leurs voix. Mais à long terme, il n'est pas certain que cette alliance de circonstance perdure et que les vœux de Wei Jingsheng et de Wang Xizhe soient exaucés. Une Chine libre et démocratisée pourrait certes provoquer une augmentation des coûts de production chinois, mais sûrement pas les gonfler au point de faire perdre à ce pays son attractivité internationale et sa compétitivité au sein de la division mondiale du travail, et les problèmes qu'elle poserait aux organisations syndicales américaines risqueraient fort de rester inchangés.

Nommons encore deux dissidents célèbres qui appuient le point de vue de Wei Jingsheng et Wang Xizhe en s'opposant à l'octroi des PNTR à la Chine communiste. Tout d'abord, il y a Harry Wu, qui fait aussi partie de la vieille génération de dissidents, celle du Mur de la démocratie. Ancien pensionnaire des *loagai* (camp de travail), où il resta prisonnier pendant dix-neuf années, il se profile également comme un des efficaces fers de lance de cette opposition et déclare: "L'expérience nous a démontré que la seule chose qui importe réellement aux dictateurs chinois, c'est l'accès au marché capitaliste américain."[153] Ensuite, il y a Han Dongfan, l'un des derniers activistes parmi les héros de Tian'anmen (juin 1989), qui refuse l'appellation de dissident pour se présenter comme syndicaliste se battant pour la condition ouvrière chinoise. Il déclare depuis Hong Kong où il est basé: "Les PNTR ne feront que perpétuer l'exploitation des travailleurs chinois par les investisseurs américains qui, du fait que le débat annuel aura disparu, ne sentiront plus la pression de l'opinion publique."[154]

Polémique au sein de la communauté dissidente chinoise

Beaucoup de dissidents politiques et autres libéraux chinois vivant en Chine assistent avec consternation à ce débat qui défraie la chronique américaine. Ils s'étonnent que la "coalition de Seattle", sur laquelle viennent se greffer des vétérans de la dissidence chinoise, s'oppose à l'octroi des PNTR à la Chine. Pour ces opposants au régime résidant en Chine, la démocratisation de la Chine peut passer par la mise en place d'un marché plus libre, et dans ce sens l'adhésion à l'OMC est une chance à saisir. Ils estiment que vouloir faire jouer le levier du commerce pour intimider la Chine n'a guère de chance d'aboutir. Beaucoup d'entre eux soupçonnent les problèmes de récupération politique du problème chinois par de nombreuses associations étrangères poursuivant leurs propres buts: "*To China's liberals, the arguments made in the United States about China appear simple and not really to the point. Some Chinese liberals interviewed said they believe American labor unions are using concerns about workers' rights as a smoke screen to hide a*

[152] Nous avions vu à la lecture du Texte 6 que toute une frange des travailleurs américains et occidentaux s'opposaient à la mondialisation commerciale, étant donné la menace que les coûts de production bon marché des pays en développement faisait peser sur la survie de leurs travail et secteur. Ces oppositions ont été fortement marquées durant la manifestation de Seattle en décembre 1999 ainsi que lors des pourparlers du Congrès puis du Sénat américains sur la validation des PNTR au cours de l'annéee 2000.

[153] Romain Franklin, *op. cit.*

protectionist agenda. Others said that in the boisterous battle in the United States, China's complexity has been lost. Still more expressed consternation that Chinese exiles such as Wei Jingsheng, who spent almost two decades in Chinese jails for supporting democracy, have come out against the trade status."[155]

Sur ce dernier point, le *Washington Post* nous révèle comment Bao Tong, un dissident vivant en Chine sous surveillance, interprète les méthodes de dissidence de Wei Jingsheng, Wang Xizhe etc.: "*Some of these people wants things in China to get as bad as possible, and denying [the trade status] and WTO accession would accomplish that goal. This is not a tactic that I approve of.*"[156]

Par son article "*Dissidents Back China's WTO Entry*", qui consiste en un reportage, effectué en Chine, au sujet des réactions de certains opposants au régime sur la question de l'adhésion à l'OMC, le journaliste John Pomfret du *Washington Post* semble dessiner au sein de la communauté dissidente chinoise une ligne de partage entre exilés aux Etats-Unis d'une part, et dissidents résidant en Chine d'autre part. En effet, à l'exception notable de Wang Dan, ancien étudiant activiste de Tian'anmen expulsé lui-aussi aux Etats-Unis après neuf ans de prison et semblant jouir d'une grande popularité tant à l'étranger que dans la population chinoise (chose rare), la plupart des figures de proue des mouvements dissidents chinois exilés tendrait à refuser la régularisation des relations commerciales sino-américaines, et entrer de la sorte en désaccord avec la majeure partie des opposants résidants en Chine: "*Chinese dissidents and liberals in China say a fundamental issue divides them and some exiles abroad.*"[157]

Comme nous l'avons dit en début de ce chapitre, les divergences au sein du milieu dissident chinois sont une constante. Marie Holzman, spécialiste de la Chine et des mouvements dissidents, a d'ailleurs déclaré à ce sujet: "L'essentiel de l'activité des militants consiste à se détruire mutuellement"[158]. Dans une autre de ses déclarations, nous trouvons une clé d'explication de la différence séparant les discours modérés des nouvelles générations de dissidents (Tian'anmen, etc.) des discours virulents des "vieux" dissidents, soit de ceux issus du mouvement du Mur de la Démocratie, ou même du mouvement des Cent fleurs (1957): les dissidents de la dernière vague "n'ont pas vécu le traumatisme de la révolution culturelle, l'atrocité des camps de rééducation par le travail. Ils ne partagent pas cette haine féroce envers le régime de Pékin"[159]. Quoiqu'il en soit, les lignes de fracture au sein de la communauté dissidente chinoise ne sont pas précisément délimitées par les emplacements géographiques, ni par les fossés de générations. Le mouvement s'effrite plutôt entre différentes individualités dont chacune a son propre passé, sa propre vision de la Chine de demain et des formes d'action à engager.

---

[154] *Ibid*.
[155] John Pomfret, "Dissidents Back China's WTO Entry".
[156] *Ibid*.
[157] *Ibid*.
[158] Cité dans Sophie des Déserts, "Que sont devenus les héros de Tian'anmen".
[159] *Ibid*.

8.2. L'OMC, véhicule de germes réformateurs et espoir pour un avenir politique meilleur

Dans le milieu dissident, les partisans de l'adhésion à l'OMC espèrent que l'ouverture de la Chine au commerce mondial sera susceptible d'apporter un élan réformateur qui ne se limitera pas qu'à l'économie. L'OMC, en brisant les monopoles étatiques, risque d'affaiblir le PCC et d'instaurer des règles de jeu plus transparentes dans le fonctionnement de l'économie chinoise, ce sont là des préliminaires tout à fait propices à l'évolution vers une société plus libre et démocratique. Les partisans de l'adhésion appréhendent aussi l'OMC comme un vecteur de valeurs démocratiques. Y adhérer ne peut qu'influencer positivement la politique chinoise. Ils argumentent donc qu'il faut ouvrir davantage la Chine sur le monde, pour éviter tout repli nationaliste dangereux qui risquerait de dériver sur une intensification de la répression des libertés individuelles, et de sorte à intégrer progressivement la Chine dans les normes internationales: "*Pull China as much as possible into international regimes that over time, Bao Tong believes, will force it to adhere to standards that it has finessed by arguing that China is exceptional*"[160].

Le Texte 15 nous apporte un éclairage sur les différents arguments qui justifient aux yeux de beaucoup de dissidents l'adhésion à l'OMC. En plus de reprendre les idées que nous venons d'aborder, cet article confirme les analyses que nous avions faites dans le chapitre quatre au sujet des violentes luttes d'intérêts qui handicapent fortement le processus d'adhésion depuis 14 ans. Il rejoint Wei Jingsheng et Wang Xizhe sur la dénonciation de la répression que les dictateurs de Pékin exercent sur les libertés individuelles. Il s'écarte pourtant de leur argumentation quand il s'agit de juger du rôle que l'intégration à l'OMC pourrait jouer en Chine: aggravation de la dictature et consolidation du pouvoir pour les deux célèbres dissidents, opportunité de semer en Chine les germes de liberté et démocratie pour la Conférence de la Table Ronde.

[160] John Pomfret, *op. cit.* Cet argument est très répandu dans la communauté scientifique occidentale. Ainsi, par exemple, l'économiste Jan S. Prybyla (*op. cit.*, pp. 159-160) perçoit également l'adhésion chinoise à l'OMC comme une chance pour le monde d'intégrer davantage ce pays dans le réseau mondial. Ainsi, dit-elle, que la Chine soit imprévisible ou stable, communiste ou non, grande ou petite, elle est de toute façon là, et il faut composer avec elle. Au lieu de l'isoler de la scène internationale comme un élément subversif et de lui laisser ruminer des instincts revanchards, il est plus pertinent de la lier toujours plus à la communauté internationale, et ainsi de l'ouvrir et de l'associer au monde par une structure de différents accords multilatéraux internationaux, dont l'OMC est une composante fondamentale. Ainsi, selon elle, une Chine reléguée au ban de la mondialisation, réduite à l'impossibilité de réformer et de rationaliser son économie par une ouverture sur la globalisation moderne, constitue un bien plus grand danger qu'une Chine rendue plus prévisible par son insertion dans les structures de la communauté internationale.

8.2.1. Texte 15:

8.2.1.1. Traduction

DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE DE LA TABLE RONDE SUR LA QUESTION DE L'OMC[161]

4 décembre 1999

Porte-parole de la Conférence de la Table Ronde: Wu Fangcheng et Du Zhifu

Après avoir passé par 13 années interminables de négociations, le gouvernement chinois a enfin conclu un accord avec les Etats-Unis et le Canada au mois de novembre 1999. Ensuite, ce sera au tour des négociations entre la Chine et l'Union européenne. Si tout se passe bien, avant la fin de l'année prochaine, la Chine pourra devenir officiellement un membre de l'OMC.

Nous considérons que l'OMC est une importante organisation du monde actuel s'adonnant au commerce international. Même si de nombreux problèmes et contradictions subsistent encore dans ce domaine, cette organisation impose une norme que la plupart des gens reconnaissent comme établie: une société démocratique de libre concurrence.

En conséquence, la Conférence de la Table Ronde des Chinois d'outre-mer soutient l'adhésion de la Chine à l'OMC. Nous estimons qu'elle sera favorable aux intérêts fondamentaux du peuple chinois ainsi qu'aux contacts entre les économies des différents pays. Sur le long terme, elle sera également utile au processus de démocratisation de la Chine continentale.

Nous sommes heureux de constater que dans la "Déclaration d'accueil du nouveau siècle" publiée récemment, le Parti démocratique chinois acclamait l'adhésion de la Chine. Ainsi la rumeur qui disait que le mouvement démocratique chinois s'opposait à l'entrée de la Chine dans l'OMC est unilatérale et inexacte.

La raison pour laquelle les négociations autour de l'adhésion ont tellement traîné en longueur est principalement due à la résistance de la faction conservatrice au sein du PCC. Cette faction aux intérêts bien acquis a effectivement pris conscience que l'adhésion à l'OMC signifiait un approfondissement de la politique d'ouverture et des réformes, et donc une attaque sévère sur les monopoles de marché du PCC. Ses propres pouvoirs et intérêts acquis étaient condamnés à être soumis à un grave défi, puisque la spéculation bureaucratique et la corruption institutionnalisées allaient être révélées au vu et au su de la terre entière. Pour parer à ces risques, cette faction conservatrice n'a pas épargné ses forces en tentant de retarder, d'entraver et de détruire le processus d'adhésion de la Chine à l'OMC. Parallèlement, dans les hautes sphères du PCC, le courant réformateur réalisait qu'il était absolument impossible de continuer à promouvoir la politique de réformes et d'ouverture de la Chine de manière durable et sérieuse en demeurant à l'écart de l'OMC, sans intégrer le grand courant de l'économie mondiale. L'accession à l'OMC permettrait sans conteste de s'engager davantage sur la bonne voie.

Toutefois, nous avons également été attentifs au fait qu'avant la conclusion de l'accord susmentionné, les autorités du PCC ont exercé une répression totale et scandaleuse sur le groupement religieux populaire du Falungong comptant plusieurs dizaines de milliers d'adeptes, et qu'une nouvelle vague de jugements et de condamnations a été lancée contre les membres du Parti démocratique chinois du Zhejiang, de Pékin et d'autres régions. Les décideurs politiques du PCC s'acharnent visiblement à appliquer le principe de la séparation du politique de l'économie: d'un côté, en conformité avec la grande tendance générale, introduire le système économique occidental, et abandonner par-là l'idéologie de Mao Zedong et du marxisme-léninisme; d'un autre côté, s'accrocher obstinément à un système politique d'une dictature d'un parti unique, refuser de rendre la politique au peuple et ne pas

[161] WU Fangcheng, DU Zhifu 吴方城, 杜智富, "Yuanzhou huiyi dui WTO wentide shengming" 圆桌会议对 WTO 问题的声明 (Déclaration de la Conférence de la Table Ronde sur la question de l'OMC), in *Zhongguozhi chun* 中国之春 (Le Printemps de la Chine), pp. 95-96

renoncer aux intérêts acquis. Nous espérons que parmi le groupe dirigeant du PCC existent des hommes clairvoyants, ayant une conscience lucide de la situation, qui soient capables de cerner et de suivre le courant de l'histoire pour ne pas laisser échapper cette occasion d'adhérer à l'OMC, afin d'entreprendre une véritable réforme politique, tout en approfondissant les réformes économiques. Ce n'est qu'à ce prix que les marchandises chinoises pourront durablement demeurer compétitives sur le marché international et que l'économie nationale chinoise pourra se développer sainement et dans la stabilité.

Il est nécessaire de souligner que pour les autorités du PCC, un véritable fossé sépare accords écrits et actions réelles. A cet égard, le PCC a depuis longtemps laissé une très mauvaise impression sur sa capacité à respecter sa parole. Ainsi, peu après avoir signé les deux conventions internationales de l'ONU sur les droits de l'homme et les droits civiques, la Chine a eu recours, de manière flagrante et au mépris des engagements signés, à de violentes répressions contre les mouvements des syndicats libres et contre les organisations pacifiques du Parti démocrate chinois. Plus récemment encore, le Falungong fut proscrit de manière injustifiée. L'adhésion de la Chine à l'OMC est un nouveau test de la communauté internationale sur les autorités du PCC: pourront-elles respecter les statuts et les règlements de l'organisation, est-ce de bonne foi ou de mauvaise foi que la Chine devient un membre de la communauté internationale? Pour répondre à ces questions, il faudra observer le réel comportement des autorités du PCC.

Nous réaffirmons ici que le PCC doit immédiatement entreprendre une réforme politique, qu'il doit renoncer au système criminel de la dictature, rendre le pouvoir au peuple, tolérer des voix différentes, permettre l'existence de plusieurs partis, cesser la répression des dissidents et libérer l'ensemble des prisonniers politiques. Ce n'est qu'à ce prix là que la Chine pourra avoir de l'espoir, que la Chine pourra avoir un avenir radieux.

8.2.1.2. Commentaire

Avant de clore ce dernier chapitre consacré aux discours tenus sur l'OMC dans la communauté dissidente chinoise, voici encore une dernière citation qui nous dresse une liste des principales personnalités soutenant l'adhésion de la Chine: "La mise en place d'un système économique capitaliste renforce-t-elle une dictature, ou bien contribue-t-elle à promouvoir les libertés individuelles? De plus en plus de voix dissidentes penchent, elles, pour la seconde proposition. Le leader étudiant Wang Dan (exilé aux Etats-Unis), le dissident Bao Tong (en résidence surveillée à Pékin), le leader d'opposition hongkongais Martin Lee, le dissident Wang Juntao (exilé aux Etats-Unis) ou encore la militante de l'environnement Dai Qing (qui vit à Pékin), tous se disent persuadés que les aspects rétrogrades du régime communiste se dissoudront dans l'ouverture économique sans précédent qu'entraînera l'entré de la Chine dans l'OMC. Le chef spirituel et temporel du Tibet, le Dalaï-lama, qui vit en exil, partage aussi cette analyse. 'La première des choses à faire, c'est de briser le monopole de l'Etat', expliquait ce mois-ci Dai Qing, qui a purgé plusieurs années de prison pour s'être opposée à la répression du mouvement de Tian'anmen, en 1989. 'Et pour ce faire, nous avons besoin d'un marché plus libre et de la libre concurrence de l'OMC', ajoutait-elle."[162]

[162] Romain Franklin, *op. cit.*

9. CONCLUSION

Nous voilà arrivé au terme d'un travail qui nous a menés, par les traductions de différents discours chinois sur l'adhésion de la Chine à l'OMC, en Chine continentale, à Hong Kong et aux Etats-Unis. Par la lecture ainsi que l'étude de ces 15 textes articulant ce mémoire, nous avons pu constituer une mosaïque permettant d'offrir au lecteur une vision originale du monde chinois actuel.

Plus précisément, lors de l'assemblage des éléments constitutifs de cette mosaïque, nous avons eu l'occasion d'aborder les traits caractéristiques de ces discours ainsi que plusieurs thématiques qu'ils soulevaient. Nous avons tout d'abord examiné le discours officiel qui, représentant de la voix de Pékin, est le plus abondant. Nous avons noté que, au regard de l'analyse économique qui y est entreprise, il ne comporte rien de particulièrement chinois, et illustre ainsi la mondialisation des discours économiques actuels. La spécificité chinoise de ce discours ne semble trouver son expression que dans l'appareil de surveillance qui, en le dictant et le contrôlant, lui confère certaines particularités. Ainsi, nous avons souligné qu'un recours à une stratégie discursive axiomatique destinée à vendre l'OMC aux Chinois est une permanence de ce discours. Cet aspect axiomatique se concrétise principalement, d'une part, par le recours du PCC à une rhétorique héritée du siècle passé, le darwinisme social, qui devient une justification majeure à l'adhésion; et d'autre part, par l'usage d'une dialectique indémontrable, soit la "dialectique des avantages et des inconvénients", qui sous-tend toute l'argumentation officielle en clamant invariablement que les avantages sont plus importants que les inconvénients.

Malgré l'omniprésence, surtout dans les médias de masse, de ce discours unilatéral, son effet de censure est pourtant à nuancer. Nous avons ainsi noté que la marge de manœuvre laissée sporadiquement aux intellectuels par Pékin permet notamment à la littérature scientifique de tenir un discours relativement objectif et critique sur la politique d'adhésion chinoise ainsi que sur le discours officiel. Trois articles de cette teneur sont venus ainsi apporter leurs lots de critiques voilées. Une réfutation de la "dialectique des avantages et des inconvénients" jugée trop simpliste, une critique du cadre de réflexion politique réducteur utilisé par le gouvernement ainsi qu'une démystification de l'OMC sont les trois axes de ces remises en question.

Nous nous sommes ensuite interrogés sur ce qui permettait d'imposer à l'ensemble de la Chine continentale un langage uniforme. Nous avons alors découvert l'envers du décor, soit une ferme volonté politique d'uniformiser les connaissances en nivelant les opinions des Chinois par un discours officiel dicté par Pékin. La réalisation de cette volonté politique se décompose en deux phases de "surveillance": dans un premier temps, les médias sont strictement disciplinés par un fort contrôle politique couplé de tout un arsenal de directives de propagande émis dans des revues internes; dans un deuxième temps, les médias, en devenant les fidèles relais de l'Etat, déversent sur le pays les flots du discours officiel sous lesquelles l'opinion publique est noyée. Censure et rétention d'informations accompagnent cette "surveillance", qui, à quelques exceptions près, semble fonctionner efficacement: l'uniformité de la plupart des discours tenus en Chine continentale sur l'OMC est une réalité.

L'analyse des discours provenant de Hong Kong marque un tournant par l'angle d'approche adopté. En Chine continentale, où la liberté d'expression est bâillonnée, les interrogations portent sur l'avenir de la société chinoise envisagé en interaction avec l'OMC, et cela dans le cadre politique donné de la République populaire de Chine. A Hong Kong, le débat se déplace vers la remise en question de l'édifice politique lui-même. Nous l'avons vu, cette dénonciation d'un cadre politique chinois obsolète et dictatorial est particulièrement vive chez les libéraux chinois. Au-delà de ces appels aux réformes politiques, les discours tenus à Hong Kong nous ont apporté un éclairage neuf sur la configuration de la sphère politique chinoise: les journalistes nous y ont présenté la volonté politique d'adhésion comme perpétuellement en quête d'une difficile affirmation parmi les puissantes luttes des groupes d'intérêts, et nous ont fait découvrir que, après 14 ans de négociations avec le GATT puis l'OMC, le corps politique chinois est toujours en train de débattre sur la nécessité de l'adhésion. Pour mieux appréhender ces résistances à l'adhésion, nous les avons survolées par le schéma binaire des oppositions pragmatique et idéologique, qui, toutes deux, sont traversées par la défense d'intérêts matériels, sectoriels ou personnels. Les discours hongkongais nous ont également montré que le revers de l'œuvre de la propagande trouve son expression dans une désinformation à tous les échelons de la société, et donc dans un manque de lucidité dans la préparation aux chocs à venir. Ce chapitre nous a donc appris que l'adhésion à l'OMC comportait tant des risques économiques que politiques, ces derniers pouvant même hypothéquer la bonne marche du processus d'intégration de la Chine à l'économie mondiale ainsi que la fragile stabilité politique et sociale du pays.

La dernière fenêtre que nous avons ouverte nous a offert un aperçu des discours tenus au sein de la communauté dissidente chinoise, communauté qui ne parvient pas à s'exprimer d'une seule voix sur l'opportunité de l'adhésion à l'OMC. Effritée entre différentes personnalités, elle se dispute entre une volonté d'imposer à la Chine un ostracisme commercial dans l'attente d'un mieux politique, et un désir d'intégrer davantage la Chine à la communauté internationale afin de l'ouvrir sur un avenir porteur de changements politiques.

Au-delà du récapitulatif de l'étude de ces discours, les différentes voies sur lesquelles leur exploration nous a amenés nous apportent quelques clés de lectures ou pistes de réflexion sur la Chine actuelle. En voici quelques-unes.

L'analyse de ces discours nous dévoile les contradictions qui habitent à la fois l'appareil politique chinois et ses relations avec son environnement. La critique libérale de l'Etat chinois a ainsi mis le doigt sur l'inadéquation croissante entre des structures politiques désuètes et autoritaires et un environnement socio-économique en rapide et profonde mutation. L'interaction entre ces deux entités tourne à l'avantage du politique, puisqu'il vit aux dépens du marché, le déformant, allant même jusqu'à l'étouffer. La coexistence d'un Etat hégémonique et corrompu hérité des années maoïstes et d'une économie en pleine transition, où l'implantation des mécanismes de marché est quasi irrévocable, semble donc être impossible sans que l'un empiète sur l'autre et l'altère. Par son pouvoir hégémonique, l'Etat avait pu investir les moindres recoins de la gestion du pays, et trouver là des fondements à sa survie. Les réformes démarrées dès 1978 sont déjà venues nuancer cette omniprésence. Dans ce contexte, l'adhésion à l'OMC, par les normes internationales qu'elle somme à l'Etat de respecter, continuera de le forcer à redéfinir ses relations avec son environnement socio-économique, et à s'en retirer davantage. L'Etat, qui jusqu'alors parasitait des pans entiers de

l'économie chinoise pour assurer ses assises, risque de voir en partie ces soubassements lui échapper, et à force d'ouvrir l'économie chinoise aux mécanismes du marché, celle-ci pourrait bien passer d' "économie socialiste de marché" à "économie de marché" tout court. L'Etat chinois dénué de ses derniers bastions économiques, son inadéquation avec son environnement apparaîtrait dans toute sa splendeur, et, ironie du sort, il pourrait alors subir ce que la loi dite implacable du darwinisme social prétend réserver à toute entité inadaptée: l'élimination par la sélection naturelle! Bien entendu, ceci ne demeure qu'une piste de réflexion.

Lors de l'étude de ses discours, nous avons également noté que Pékin légitime sa politique et son pouvoir par une rhétorique axiomatique, et non sur la base d'une argumentation rationnelle: cela semble révélateur d'une entité politique qui tente de garder sa cohésion et ses assises en colmatant les brèches de ses contradictions par des postulats. Ainsi, malgré la belle assurance affichée par le discours officiel, nous avons découvert que celle-ci n'était que de façade: la classe politique chinoise semble relativement fracturée, et l'adhésion à l'OMC exacerbe ses divisions, ou du moins met à mal la présomption à l'harmonie politique revendiquée par son mode de gouvernement hégémonique. Les craintes de beaucoup d'opposants chinois à l'adhésion, soucieux notamment de maintenir leur pouvoir et préserver leurs intérêts, pourraient trouver leur confirmation dans l'avis largement défendu au sein de la communauté prodémocratique résidant en Chine: l'adhésion à l'OMC et l'introduction plus poussée des mécanismes du marché, en permettant de briser les monopoles étatiques, est un premier pas dans la direction de réformes politiques.

Ces différents éléments d'analyse suscitent les questions suivantes, auxquelles nous ne prétendons par apporter de réponse. Face à tant d'oppositions internes au PCC, face à un avenir déclaré incertain pour le régime, pourquoi le pouvoir hégémonique laisse-t-il glisser le pays sur la pente de l'interdépendance économique? La Chine maîtrise-t-elle encore sa propre économie, où, entraînée par le flot de la mondialisation, ne fait-elle que subir l'évolution du système capitaliste mondial? Les 14 années qui ont marqué la maturation de la décision d'adhérer n'ont-elles été qu'une lutte vaine des autorités contre l'inéluctable mondialisation économique?

Ou faut-il, en revanche, supposer que les autorités chinoises, conscientes de la non-viabilité à long terme de la situation prévalant actuellement, se risquent à sacrifier sur le court terme la stabilité politico-économique du pays, afin de mieux pouvoir ressourcer par la suite leur légitimité au travers d'une économie assainie et performante? Cette dernière hypothèse suggérerait donc une transition de la Chine vers l'économie mondiale orchestrée par Pékin, qui voit en elle l'avenir de son pouvoir renforcé.

Avant de clore définitivement ce travail, nous aimerions soulever un dernier thème par la lecture d'extraits de textes qui, cette fois, soient d'observateurs de la Chine tant chinois qu'étrangers. Par ces quelques citations, nous voudrions souligner un élément que nous n'avons pas traité dans le corps de notre travail: il s'agit de la remise en question de la volonté de la Chine, et même de sa capacité, à procéder à une véritable application des accords signés, et à respecter ainsi les engagements convenus. Deux éléments viennent principalement alimenter ce point décisif pour la situation à venir de la Chine: le premier réside dans la mauvaise volonté patente dont Pékin a fait preuve par le passé dans l'acquittement d'obligations internationales contractées; le second relève d'une analyse de l'état pour le moins chaotique du vaste tissu politico-économique chinois, et du constat de la quasi-impossibilité d'y faire respecter les normes de l'OMC, à court terme en tous cas. Voici un petit

florilège de citations pour donner vie à cette argumentation qui permettra de conclure ce travail.

"Le PCC n'a jamais eu pour habitude le respect du droit international. Il n'accepte de se plier qu'aux règlements qui peuvent lui être favorables, et les utilise dans ses propres intérêts. En conséquence, le PCC ne pourrait pas tout à coup se mettre à respecter les règlements de l'OMC."

Wei Jingsheng[163]

"Il est nécessaire de souligner que pour les autorités du PCC, un véritable fossé sépare accords écrits et actions réelles. A cet égard, le PCC a depuis longtemps laissé une très mauvaise impression sur sa capacité à respecter sa parole. Ainsi, peu après avoir signé les deux conventions internationales de l'ONU sur les droits de l'homme et les droits civiques, la Chine a eu recours, de manière flagrante et au mépris des engagements signés, à de violentes répressions contre les mouvements des syndicats libres et contre les organisations pacifiques du Parti démocrate chinois. Plus récemment encore, le Falungong fut proscrit de manière injustifiée. L'adhésion de la Chine à l'OMC est un nouveau test de la communauté internationale sur les autorités du PCC: pourront-elles respecter les statuts et les règlements de l'organisation, est-ce de bonne foi ou de mauvaise foi que la Chine devient un membre de la communauté internationale? Pour répondre à ces questions, il faudra observer le réel comportement des autorités du PCC."

Conférence de la Table Ronde[164]

"Pékin a besoin du prétexte OMC pour justifier auprès de sa propre opinion des restructurations jugées nécessaires mais qui, livrées aux seules pesanteurs domestiques, s'enlisent dans les rentes bureaucratiques. Fort de cette approche, Pékin se réserve le droit d'accélérer ou de freiner le rythme de l'abaissement des droits de douane ou de l'entrée du capital étranger au gré de contingences purement nationales - et, en particulier, des inévitables tensions sociales qui accompagneront les purges du secteur d'Etat. Cela promet de chaudes batailles autour des barrières non tarifaires ou de l'opacité de l'octroi de licences aux investisseurs étrangers. Toute illusion sur ce sujet pourrait s'avérer cruelle. (…) La Chine est imperméable à toute notion de citoyenneté internationale. L'OMC n'y changera rien"

Frédéric Bobin[165]

"*Western economists say, for example, that China will setup non-tariff barriers to American products, fudge on its legal obligations and dance around its market access pledges*"

John Pomfret[166]

"*There are, of course, risks of admission, and they are not trivial. China is big, at least in the sense that it contains one-fifth of the world's population, is communist in its political and social governance, and has exhibited erratic behavior. One should be prepared for tantrums, obstructionism, attempts at subversion, backtracking on commitments, and the nightmare of implementation.*"

Jan S. Prybyla[167]

"*However, the dynamics of Chinese politics are to a great extent determined by the realities on the ground –with the enormous power of regional and local governments. As a Chinese proverb notes, the 'heaven is high and the emperor far away'. Especially those European companies investing directly have noted that the greatest problem of operating in China is the lack of transparency in its rules and law, with local officials taking liberties in interpretation and implementation. Examples includes the ban of Guizhou province on the import of bicycles, televisions and refrigerators from other regions in China, as well as arbitrary tolls and transits fees levied by local government officials. One estimate suggests that the bottlenecks in transport alone costs some 1 percent of GDP (quoted in the European Parliament, 1997, pp. 15-16). Undoubtedly, some of this growth foregone at the macro-level means earning at the micro-level, benefiting persons in positions of patronage and political power. Any central government could only afford to ignore these interests at its peril. Indeed, it may be argued that*

---

[163] *Cf.* p. 113 de ce travail.
[164] *Cf.* p. 122 de ce travail.
[165] Frédéric Bobin, "Une mondialisation aux couleurs chinoises".
[166] John Pomfret, *op. cit.*
[167] Jan S. Prybyla, *op. cit.* p.160.

> *uniform application of a set of WTO rules is next to impossible in a country of this magnitude and with such an enormous diversity of its economic development level. Against this one could argue that the* absence *of a framework according to international standards is most likely to perpetuate the unsatisfactory state of affairs*."
>
> *Willem van der Geest*[168]

Face à ces constats, difficile d'imaginer la réussite immédiate de la greffe des normes de l'OMC sur le tissu politico-économique chinois. Le "système immunitaire" indigène risque en effet fort de rejeter le corps étranger, sur le court terme en tous cas, et tout le monde s'accorde sur le fait qu'il faudra du temps pour que cette délicate opération ait des chances d'être couronnée de succès. En Chine, les grands chocs de l'adhésion à l'OMC ne semblent donc pas être pour l'immédiat, et Pékin dispose vraisemblablement encore de temps et de moyens pour éviter les écueils qui se profilent sur son horizon.

Demeurons cependant prudents dans nos pronostics, car, comme nous le rappelle le sinologue Jean-Luc Domenach, "Ce qui caractérise le sérieux des analyses à propos de la Chine, c'est leur modestie. Reconnaissons-le, nous avons les plus grandes difficultés à prendre la mesure véritable de ce qui s'y passe et de ce qui va s'y passer."[169]

---

[168] Willem van der Geest, "Bringing China into the Concert of Nations: An analysis of its accession in the WTO", p. 109. Sur ce problème chinois des particularismes locaux en matière de politique, d'économie et de fiscalité, voir l'article de Jean-Louis Rocca, "L'Etat entre chiens et loups: Résistance anti-taxes et racket fiscal en Chine populaire".

[169] Cité par Dominique Bari, "Chine-Etats-Unis: des relations ambivalentes".

10. BIBLIOGRAPHIE

Textes traduits

Texte 1

LIU Guangxi, ZHANG Hanlin 刘光溪, 张汉林, *WTO yu Zhongguo jingji (ganbu duben)* WTO 与中国经济 (干部读本) (L'OMC et l'économie chinoise (manuel des cadres), Beijing, Zhonggong zhongyang dangxiao chubanshe, 2000, p. 49, 51, 52-53.

Texte 2

JIN Bei 金蓓, "Tan Zhongguo jiaru WTOde qige youli yu" 谈中国加入 WTO 的七个有利于 (Des 7 avantages de l'adhésion de la Chine à l'OMC), in *Zhongguo jingmao daokan* 中国经贸导刊 (Revue de l'orientation du commerce et de l'économie chinoise), n° 1, 2000, pp. 28-29.

Texte 3

LIU Guangxi, ZHANG Hanlin 刘光溪, 张汉林, *WTO yu Zhongguo jingji (ganbu duben)* WTO 与中国经济 (干部读本) (L'OMC et l'économie chinoise (manuel des cadres), Beijing, Zhonggong zhongyang dangxiao chubanshe, 2000, pp. 62-66.

Texte 4

ZHANG Xiangchen, SUN Liang 张向晨, 孙亮, "Lun fazhanzhong guojia canjia duobian maoyi tizhide de yu shi" 论发展中国家参加多边贸易体制的得与失 (Des gains et des pertes de la participation des pays en développement à un système commercial multilatéral), in *Shijie jingji* 世界经济 (L'économie mondiale), n° 6, 1999, pp. 56-60.

Texte 5

GU Baohua 贾保华, "WTO: dui Zhongguo fazhan zhanlüede chongxin sikao" WTO: 对中国发展战略的重新思考 (L'OMC: reconsidération de la stratégie de développement de la Chine), in *Shijie jingji yu zhengzhi* 世界经济与政治 (Economie mondiale et politique), n° 12, 1999, pp. 38-39.

Texte 6

BAI Jianhua 柏建华, "Cong Xiyatu huitan shibai kan shimao zuzhi zouxiang" 从西雅图会谈失败看世贸组织走向 (Regards sur l'orientation de l'OMC sous l'angle de l'échec des pourparlers de Seattle), in *Jingji zongheng* 经济纵横 (Revue économique), février 2000, pp. 10-11.

Texte 7

JIN Bei 金蓓, "Tan Zhongguo jiaru WTOde qige youli yu: dui fuguan he rushi libi renshishangde fansi " 谈中国加入 WTO 的七个有利于: 对复关和入世利弊认识上的反思 (Des 7 avantages de l'adhésion de la Chine à l'OMC: Rétrospection sur la compréhension des avantages et désavantages de l'adhésion au GATT et à l'OMC), in *Zhongguo jingmao daokan* 中国经贸导刊 (Revue de l'orientation du commerce et de l'économie chinoise), n° 1, 2000, p. 29.

Texte 8

"Guanyu woguo jiaru shijie maoyi zuzhide wentide xuanchuan baodao yijian" 关于我国加入世界贸易组织的问题的宣传报道意见 (Remarques sur les reportages de propagande traitant des problèmes relatifs à l'adhésion de la Chine à l'OMC), in *Neibu tongxin* 内部通信

(Correspondance interne), Beijing, Zhongxuanbu xinwenju, n° 23, 1999, pp. 6-8.

Texte 9

LENG Guan 冷观, "Suowei 'zunzhong zhishi fenzi' zhi shi pianren guihua: zhonggong fengsha xuezhe guanyu 'rushi'de butong yijian" 所谓"尊重知识分子"只是骗人鬼话:中共封杀学者关于"入世"的不同意见 (Le prétendu "respect des intellectuels" n'est qu'un odieux mensonge: le Parti communiste chinois censure les experts aux opinions divergentes sur "l'adhésion à l'OMC"), in *Qianshao yuekan* 前哨月刊 (Avant-garde, mensuel), Xianggang, février 2000, pp. 23-24.

Texte 10

TANG Wencheng 唐文成, "Zhongnanhai yingdui jiaru shimaode neiqing" 中南海应对加入世贸的内情 (Zhongnanhai et les dessous de l'adhésion à l'OMC), in 镜报月刊 *Jingbao yuekan* (Le miroir), Xianggang, janvier 2000, pp. 26-27.

Texte 11

LI Zijing 黎自京, "Zhongou rushi xieyi neiqing" 中欧入世协议内情 (Les coulisses de l'accord sino-européen sur l'adhésion de la Chine à l'OMC), in *Zhengming* 争鸣 (Rivaliser), Xianggang, juin 2000, pp. 16-18.

Texte 12

LI Zijing 黎自京, "'Rushi' jiare Zhonggong neizheng: Li Peng anpi Zhu huan 'zhengzhi youzhibing" "入世"加热中共内争:李鹏暗批朱患"政治幼稚病" ("L'adhésion a l'OMC" attisent les luttes internes du PCC: Li Peng accuse implicitement Zhu Rongji d'avoir contracté "la maladie de l'infantilisme politique", in *Dongxiang* 动向 (Tendance), Xianggang, avril 2000, pp. 12-13

Texte 13

WEI Jingsheng 魏京生, "Zhongguo xianzai bu ying jiaru shimao" 中国现在不应加入世贸 (La Chine ne doit pas adhérer maintenant à l'OMC), in *Zhengming* 争鸣 (Rivaliser), Xianggang, février 2000, pp 85-86.

Texte 14

WANG Xizhe 王希哲, "Fandui wutiaojian jiyu Zhongguo PNTR" 反对无条件给予中国 PNTR (Refusons d'octroyer inconditionnellement les PNTR à la Chine), in *Beijingzhi chun* 北京之春 (Le printemps de Pékin), Meiguo, juin 2000, p.50.

Texte 15

WU Fangcheng, DU Zhifu 吴方城, 杜智富, "Yuanzhou huiyi dui WTO wentide shengming" 圆桌会议对 WTO 问题的声明 (Déclaration de la Conférence de la Table Ronde sur la question de l'OMC), in *Zhongguozhi chun* 中国之春 (Le Printemps de la Chine), Meiguo, janvier 2000, pp. 95-96.

Texte 16

ZHANG Hanlin, LIU Guanxi 张汉林, 刘光溪, *Zhongguo yu shijie maoyi zuzhi yinan wenti jieda* 中国与世界贸易组织:疑难问题解答 (La Chine et l'OMC: réponses aux questions difficiles), Beijing, Duiwai jingji maoyi daxue chubanshe, 1999, pp. 75-76.

Texte 17

LIU Guangxi, ZHANG Hanlin 刘光溪, 张汉林, *WTO yu Zhongguo jingji (ganbu duben)* WTO 与中国经济 (干部读本) (L'OMC et l'économie chinoise (manuel des cadres), Beijing, Zhonggong zhongyang dangxiao chubanshe, 2000, p. 57.

Texte 18

ZHANG Hanlin, LIU Guanxi 张汉林, 刘光溪, *Zhongguo yu shijie maoyi zuzhi yinan wenti jieda*

中国与世界贸易组织:疑难问题解答 (La Chine et l'OMC: réponses aux questions difficiles), Beijing, Duiwai jingji maoyi daxue chubanshe, 1999, pp. 36-39.

Autres sources chinoises sélectives

HE Weida, XIE Yong, HE Chang 何维达, 谢勇, 何昌, *WTO yu Zhongguo chanye shengji* WTO 与中国产业升级 (L'OMC et la promotion de l'industrie chinoise), Beijing, Zhongguo shenji chubanshe, 2000.

TANG Tiehan, ZHENG Zhihai 唐铁汉, 郑志海, *WTO zhishi jianming duben* WTO 知识简明读本 (Petit manuel des connaissances sur l'OMC), Beijing, Guojia xingzheng xueyuan chubanshe, 2000.

WANG Jun, XIN Yong 王军, 信勇, *Jiaru shijie maoyi zuzhi houde Zhonguo* 加入世界贸易组织后的中国 (La Chine après l'adhésion à l'OMC), Liaoning, Liaoning daxue chubanshe, 1999.

ZHU Daohan, LONG Yongtu 注道涵, 龙永图, *Shijie maoyi zuzhi zhishi duben* 世界贸易组织知识读本 (Le manuel de connaissance de base de l'OMC), Beijing, Zhongguo duiwai jingji maoyi chubanshe, 1999.

ZHU Luhau, ZHAN Wuzhou 张路华，张五洲, *Rushi hou women dedaole shenme?* 入世后我们得到了什么? (*Qu'obtiendrons-nous suite à l'adhésion à l'OMC?*), Nanjing, Nanjing daxue chubanshe, 1999.

Autres sources

BERGÈRE, Marie-Claire, BIANCO, Lucien et DOMES, Jürgen, (Sous la direction de), *La Chine au XX^e siècle: D'une révolution à l'autre, 18995-1949*, Paris, Fayard, 1990.

BILETTER, Jean-François, "Chine trois fois muette: de la place de la Chine dans le monde d'aujourd'hui", in *Itinéraires (leçons inaugurales)*, Genève, IUED-Service des publications, n° 7, 1999.

BOBE, Bernard, "Politique du commerce extérieur", Paris, Encyclopaedia Universalis, 1989, vol. 6, pp. 175-179.

CARRIÈRE, Jean, "Politique douanières", Paris, Encyclopaedia Universalis, 1995, vol. 7, pp. 657-660.

CHEVRIER, Yves, *La Chine moderne*, Paris, PUF, Que sais-je?, 1983.

CHEVRIER, Yves, *Mao et la Révolution chinoise*, Florence, Castermann, 1993.

DIANA, Hochraich, *La Chine de la révolution à la réforme*, Paris, Syros, 1995.

ERBES, Robert, "Economie: Relations économiques internationales et système monétaire international", Paris, Encyclopaedia Universalis, 1989, vol. 7, pp. 885-888.

W. ESHERICK, Joseph, et N. WASSERSTROM, Jeffrey, “Acting out democracy: political theater in modern China”, in *The Journal of Asian Studies 49 (4)*, 1990.

van der GEEST, Willem, "Bringing China into the Concert of Nations: An analysis of its accession in the WTO", in *Journal of World Trade*, Vol. 32 n° 3, juin 1998.

GERNET, Jacques, *Le Monde chinois*, Paris, Armand Colin, 1990.

GIPOULOUX, François, *La Chine vers l'économie de marché? La longue marche de l'après-Mao*, Luçon, Nathan, 1993.

HUANG, François, *Les manifestes de Yen Fou*, Paris, Fayard, 1977.

KAIMING, Su, *La Chine moderne: histoire thématique: 1840-1893*, Beijing, Editions du nouveau monde, 1987.

KHO, Stephen, *The impact of WTO of the lack of transparency in the people's Republic of China*, Baltimore, Scholl of law, University of Maryland, 1998.

LEMOINE, Françoise, "Pourquoi la Chine veut-elle adhérer à l'OMC?", *La Lettre du CEPII*, no. 189, avril 2000. (disponible sur le site: www.cepii.fr)

LEMOINE, Françoise, *La nouvelle économie chinoise*, Paris, Editions La Découverte, 1994.

LIN Yusheng, *The Crisis of Chinese Consciousness: Radical Antitraditionalism in the May Forth Era*, London, The University of Wisconsin Press, 1979.

MARX et ENGELS, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Librairie Générale Française, 1973.

MÖLLER, Kay, "La Chine et le nouvel ordre mondial", in *Perspectives chinoises*, n° 58, mars-avril 2000.

Perspectives économiques de l'OCDE, Organisation de coopération et de développement économiques, n° 65, juin 1999.

POMFRET, Richard, *La Chine est-elle un grand pays: son influence sur les marchés mondiaux*, Paris, Centre de développement de l'OCDE, 1997.

PRYBYLA, Jan S., "On the PRC and the WTO", in *Issues and Studies,* Taipei, Institute of International Relations National Chengchi University, Vol. 36 n° 1, janvier/février 2000.

PUSEY, James Reeve, *China and Charles Darwin*, London, Harvard University Press, 1983.

ROCCA, Jean-Louis, *L'Empire et son milieu: La criminalité en Chine populaire*, Paris, Plon, 1991.

ROCCA, Jean-Louis, "L'Etat entre chiens et loups: Résistance anti-taxes et racket fiscal en Chine populaire", in *Etudes chinoise*, vol. XI n° 2, Automne 1992.

ROCCA, Jean-Louis, et de BEER, Patrice, *La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping*, Sarthe, Le Monde-Editions, 1995.

SCHWARTZ, Benjamin, *In Search of Wealth and Power: Yen Fu and the West*, London, Oxford University Press, 1979.

Von SENGER, Harro, "Recents developments in the relations between State and Party norms in the PRC", in *The Scope of State Power in China*, éd. S. R. Schram, 1985, pp. 171-207.

WEI Jingsheng, "La cinquième modernisation: la démocratie", in LEYS, Simon, *La forêt en feu: essais sur la culture et la politique chinoises* (annexe), Paris, Hermann, 1983, pp. 217-231.

Quelques articles de presses

BARI, Dominique, "Chine-Etats-Unis: des relations ambivalentes", in *L'Humanité*, 25 juin 1998

BOBIN, Frédéric, "La Chine à l'heure de la 'rectification idéologique'", in *Le Monde*, 12 août 2000.

BOBIN, Frédéric, "Une mondialisation aux couleurs chinoises", in *Le Monde*, 8 août 2000.

"WTO Entry: Aspiration of the Chinese Public", in *China's Foreign Trade*, janvier 2000, pp. 15-16.

"Pékin veut s'offrir des Banques capitalistes", in *Courrier International*, n° 52, du 20 au 26 janvier 2000, pp. 52-53.

"Le Parti fait la leçon aux journalistes chinois", in *Courrier International*, n° 483, du 3 au 9 février 2000, p. 48.

"La Chine peut-elle devenir libérale?", in *Courrier International*, n° 30, du 17 au 23 février 2000, pp.30-31

"Ce que l'OMC va changer pour la Chine", in *Courrier International*, n° 490, du 23 au 29 mars 2000, p. 58.

des DÉSERTS, Sophie, "Que sont devenus les héros de Tian'anmen", in *Nouvel Observateur*, n° 1800, 6-12 mai 1999.

DREYER, Dominique, "L'économie chinoise: Réformes et globalisation", in *Politique économique*,

n° 7, juillet 200, pp. 48-51.

FRANKLIN, Romain, "Dissidents chinois divisés sur l'OMC: la normalisation briderait les moyens de pression", in *Libération*, mercredi 24 mai 2000

FREDET, Jean-Gabriel, "Seattle: Les trois raisons du bogue de l'OMC", in *Nouvel Observateur*, n° 1831, décembre 1999.

HASKI, Pierre, RICHÉ, Pascal et SCHWARTZBROD, Alexandra, "Quand la Chine commercera", in *Libération*, 16 novembre 1999.

LACAYO, Richard, "Trade: World of Trouble", in *Time Asia*, 13 décembre 1999, pp. 16-19.

NORA, Dominique, "Comment contrôler 10 millions d'internautes: Dissidence sur l'internet", in *Nouvel observateur*, n° 1800, semaine du 6-12 mai 1999.

POMFRET, John, "Dissidents Back China's WTO Entry", in *Washington Post*, jeudi 11 mai 2000

Quelques sites internet

http://www.asia-inc.com/ (site économique sur l'Asie)

http://www.asiasociety.org/special-reports/china.html (un rapport sur les relations sino-américaines élaboré par l'*Asia society*))

http://www.brook.edu/comm/policyupdates/wto.htm (Centre d'étude sur l'OMC)

http://www.cefc.com.hk/francais/perspectives/derniernumero.html (site de la revue *Perspectives chinoises*)

http://www .cepii.fr/ (site du "Centre d'études prospectives et d'informations internationales")

http://www.chinadaily.com.cn/ (site du quotidien chinois *Chinadaily*)

http://www.chinapntr.gov/ (site du goupe de travail de la Maison Blanche sur les relations commerciales avec la Chine)

http://www.chinesewto.net/ (le site de l'OMC destiné aux Chinois, avec forum de discussion etc.)

http://www.citizen.org/ (site riche en informations et en liens sur les mouvements d'oppositions à l'OMC, avec notamment une page consacrée à la Chine: http://www.citizen.org/pctrade/China/chinahome.html)

http://www.cnn.com/ASIANOW/east/ (nouvelles de la Chine)

http://www.courrierinternational.com/actual/accueil.asp (site du *Courrier International*)

http://www.fas.harvard.edu/~asiactr/haq/200001/0001a001.htm (article sur l'accession de la Chine à l'OMC)

http://www.feer.com/ (site du *Far Eastern Economic Review*)

http://french.peopledaily.com.cn/home.html (site du *Quotidien du Peuple* en français)

http://fr.fc.yahoo.com/c/chine.html (très riche en liens sur la Chine et l'OMC ce site signale notamment les différents articles de presse parus récemment sur la Chine dans *Le Monde, Le Monde diplomatique*, *Libération*, *L'Humanité*, *Le Nouvel Observateur*, etc.)

http://www.geocities.com/Athens/Olympus/4962/liens2.html (très riche en liens sur la Chine)

http://google.yahoo.com/bin/query?p=wto+china&hc=0&hs=0 (très riche en liens Chine l'OMC)

http://www.insidechina.com/ (nouvelles de la Chine, avec notamment à l'adresse http://www.insidechina.com/politics/dissid.php3 des informations sur les principaux dissidents chinois, et un dossier consacré à Wei Jingsheng)

http://www.latelinenews.com/topics/China_WTO/index.shtml/ (tout sur l'actualité de l'accession de la Chine à l'OMC, jour par jour)

http://www.mayaconcept.com/dossiers/chinomc.htm (un dossier Chine-OMC riche en liens sur le sujet)

http://www.ncuscr.org/ (site du Comité national des relations sino-américaines)

http://www.nouvelobservateur.com/archives/ (archives du site du *Nouvel Observateur*, avec notamment à l'adresse http://www.nouvelobs.com/archives/nouvelobs_1800/index.html un dossier consacré à la Chine en mai 1999)

http://www.parl.gc.ca/InfoComDoc/36/1/FAIT/Studies/reports/faitrp09/07-f.htm (*Guide du citoyen à l'organisation mondiale du commerce (OMC)*, du gouvernement canadien, bon descriptif de l'OMC)

http://quotidien.nouvelobs.com/etranger/ (site du *Nouvel observateur* avec dépêches étrangères remises constamment à jour)

http://www.sinopolis.com/ (site spécialisé dans la presse chinoise)

http://www.sinoptic.Chine/ (site suisse consacré à la Chine, riche en liens divers)

http://students.washington.edu/alaska/Pages/wto-china-html.html (très riche en liens Chine l'OMC)

http://www.taiwaninformation.org/policy/wto/wto_ra.html (tout sur Taïwan et son accession à l'OMC)

http://www.tdctrade.com/wto/ (vaste source d'informations sur l'adhésion chinoise à l'OMC)

http://www.timeasia.com (site du magazine *Time Asia*)

http://www.uschamber.com/traderoots/index.html (le site de la Chambre américaine du commerce)

http://usinfo.state.gov/regional/ea/uschina/homepage.htm (site du gouvernement américain consacré à la Chine)

http://www.washingtonpost.com (site du *Washington Post*)

http://www.wto.org/french/res_f/doload_f/doload_f.htm (adresse dans le site officiel de l'OMC où il est possible de télécharger de nombreux documents, dont le guide de présentation sur l'OMC *Un commerce ouvert sur l'avenir*)

http://www.wto.org/indexfr.htm (site officiel de l'OMC, gigantesque gisement d'informations sur l'organisation et le dossier de l'adhésion chinoise)

http://www.xinhua.org/french/main.htm (site de l'agence officielle "Chine nouvelle", en français)

11. ANNEXES

11.1. Annexe 1: Deux Textes sur le besoin réciproque qui lie la Chine et l'OMC

11.1.1. Texte 16

LA CHINE A BESOIN DE L'OMC, MAIS L'OMC A ENCORE PLUS BESOIN DE LA CHINE, NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE FAIRE CONCESSIONS SUR CONCESSIONS POUR ADHÉRER. CETTE AFFIRMATION EST-ELLE CORRECTE?[170]

L'histoire du GATT et de l'OMC ainsi que les règlements actuellement en vigueur en témoignent pleinement: ce n'est qu'en assumant des obligations qu'un pays obtient des droits correspondants. Droits et obligations sont dans l'ensemble équilibrés. Il est impossible de ne jouir que des droits et de ne pas s'acquitter des obligations primordiales. Des gens disent que lors des négociations avec le GATT et l'OMC, la Chine a continuellement ouvert son marché intérieur à l'étranger, que les exigences des pays étrangers se sont accrues à plusieurs reprises et que la Chine a constamment fait des concessions aux autres. Ce genre de compréhension n'est ni objectif ni complet. Certes, il faut le reconnaître, il existe réellement une minorité de membres qui ont réclamé un prix exorbitant lors des négociations concernant l'ouverture du marché pour l'adhésion chinoise à l'OMC. Mais, après tout, il s'agit de négociations commerciales. Tout comme lors de discussions commerciales ordinaires sur les clauses d'un contrat, les deux parties sont en droit, suivant leurs attentes, de poser leurs exigences, et les clauses finalement conclues reflèteront les droits et devoirs spécifiques que les deux parties sont en mesure d'accepter. En revanche, il est nécessaire de préciser que pour diverses raisons, après la fondation de la République populaire de Chine, nous avons durant longtemps été isolés de l'économie mondiale marchande. Or, le GATT fonctionne déjà depuis plus de 40 ans, et ses parties contractantes (dont les membres de l'actuelle OMC) ont, sous son régime, passé par plusieurs années de réformes de libéralisation commerciale. Ainsi, des moyennes relativement basses de droits de douanes et de barrières non-tarifaires ont été fixées. Depuis le milieu des années 80, grâce aux négociations du Cycle d'Uruguay, les barrières commerciales aux marchandises ont diminué dans de fortes proportions, et le marché des services s'est grandement ouvert. En revanche, en Chine, les réformes du système de l'économie et du commerce étrangers n'ont été déclenchées qu'une fois l'objectif de la réformes pour une économie de marché socialiste arrêté. Une libéralisation commerciale d'une véritable portée commençait alors seulement à se mettre en branle, avec plus de 40 ans de retard sur les autres pays et territoires douaniers membres du GATT puis de l'OMC. Le marché international est par conséquent bien plus ouvert pour les marchandises et services chinois que notre propre marché ne l'est pour l'étranger. Depuis l'adoption de l'ouverture et des réformes en Chine, et en particulier depuis les années 90, nous avons amplement bénéficié d'un environnement économique mondial relativement ouvert et de la mondialisation. Ceci a permis à son économie et commerce extérieurs, ainsi qu'à l'ensemble de son système, d'obtenir de remarquables développements. Notre puissance économique s'est fortement consolidée, la balance commerciale fut favorable plusieurs années de suite, les réserves de devises étrangères n'ont cessé d'augmenter, nous avons tiré profit d'investissements étrangers de plus grande envergure, et la position chinoise s'est continûment élevée. Ces différents facteurs conjugués les uns aux autres ont rendu la puissance d'ensemble de la Chine beaucoup plus importante. C'est pour cette raison que, non seulement une minorité de pays développé, mais aussi des pays en développement, envient et jalousent la Chine, au point de propager tous azimuts et à grands renforts d'exagérations "la théorie de la menace chinoise", arguant que "la Chine va probablement nuire au régime de commerce multilatéral". Cela complique encore plus les négociations d'adhésion, puisqu'ils espèrent dès lors que notre marché n'aura de cesse de s'ouvrir à leur libéralisme. Nous ne satisferons en aucuns cas ces

[170] ZHANG Hanlin, LIU Guanxi 张汉林, 刘光溪, *Zhongguo yu shijie maoyi zuzhi yinan wenti jieda* 中国与世界贸易组织:疑难问题解答, pp. 75-76.

exigences démesurées: le degré d'ouverture de notre marché dépend des besoins du développement entier de notre économie, et il est impensable de contracter des obligations trop écrasantes au mépris de la conjoncture nationale et de notre situation réelle de développement.

11.1.2. Texte 17

L'OMC SANS LA PARTICIPATION DE LA CHINE EST INCONCEVABLE[171]

En 1998, la valeur globale de la production intérieure de la Chine atteignait déjà plus de 970 milliards de US dollars, occupant ainsi le 7e rang mondial; sur le plan des exportations, elle occupe la 9e place, et depuis six années consécutives elle est seconde derrière les Etats-Unis pour l'attractivité des investissements étrangers. La Chine est désormais un pays qui, dans le commerce et l'économie mondiale, peut faire pencher la balance. L'économie chinoise et ses mesures politiques ont un large impact sur l'Asie et même sur le globe. Il suffit que le marché mondial s'ouvre sur la Chine et que celle-ci participe à l'intégration économique, pour que l'ouverture et la rapide croissance économique chinoises produisent une influence positive sur l'économie mondiale. Pour le monde, cela constitue une opportunité et non un danger.

11.2. Annexe 2: Texte sur les trois principes de l'adhésion chinoise

11.2.1. Texte 18:

LORS DES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION, LA CHINE A TOUJOURS INSISTÉ SUR TROIS PRINCIPES, QUELS SONT-ILS? ET POURQUOI INSISTER SUR CES TROIS PRINCIPES?[172]

En 1995, alors qu'il faisait face à des demandes peu réalistes de son interlocuteur de négociations conduit par les Etats-Unis, le ministre chinois du département de la Coopération économique et commerciale pour l'Extérieur Wu Yi l'a exprimé clairement: "La position des autorités chinoises sur les principes présidant à l'adhésion à l'OMC est explicite: le statut de pays en développement pour la Chine comme prémices, et, en prenant l'Acte final du Cycle d'Uruguay comme base, endosser des obligations adaptées au niveau du développement économique de la Chine. C'est à la lumière de ces principes que la Chine ne cessera d'adopter une attitude souple et réaliste."

La position fondamentale que le gouvernement a réitéré maintes fois lors des négociations du GATT et de l'OMC peut être résumée en trois principes: (1) Au nom du principe de l'équilibre entre droits et devoirs, assumer des devoirs adaptés au niveau du développement économique chinois. (2) En se basant sur l'Acte final du Cycle d'Uruguay, la Chine désire entreprendre des pourparlers bilatéraux et multilatéraux avec les membres concernés de l'OMC, et déterminer de manière rationnelle et équitable les conditions d'entrée dans l'OMC. (3) La Chine est un pays en développement à bas revenu. Elle doit en conséquence pouvoir jouir du traitement réservé à ces pays.

---

[171] LIU Guangxi, ZHANG Hanlin 刘光溪, 张汉林, *WTO yu Zhongguo jingji (ganbu duben)* WTO 与中国经济 (干部读本) (L'OMC et l'économie chinoise (manuel des cadres), p. 57.

[172] ZHANG Hanlin, LIU Guanxi 张汉林, 刘光溪, *Zhongguo yu shijie maoyi zuzhi yinan wenti jieda* 中国与世界贸易组织:疑难问题解答 (La Chine et l'OMC: réponses aux questions difficiles), pp. 36-39.

1. La Chine possède vraiment les conditions requises à son entrée dans l'OMC en tant que pays en développement

Selon les règlements de l'OMC, les pays en développement peuvent bénéficier d'un traitement de faveur spécial et distinct. Si la Chine parvient à adhérer à l'OMC en qualité de pays en développement, elle aura ainsi droit à quelques égards particuliers. Le but des réformes et de l'ouverture de la Chine consiste à développer dans les plus brefs délais ses forces de production, tout en se débarrassant au plut tôt du sous-développement afin de devenir un pays développé. Mais si, en se référant aux grandes réussites obtenues par l'édification économique depuis les réformes et l'ouverture, on n'admet pas que la Chine est un pays en développement et on soutient qu'elle ne correspond ni aux normes internationales ni à celles de l'OMC édictées dans ce domaine, on s'écarte alors de la réalité chinoise.

Premièrement, les organisations financières internationales (le Fond Monétaire international et la Banque Mondiale) considèrent la Chine comme pays en développement. Dans le "rapport sur le développement du monde" de la Banque Mondiale de 1998/1999, on lit qu'un PNB par habitant inférieur à 1250 US dollars classe un pays dans la catégorie de revenu de moyen à bas. Or, le PNB par habitant de la Chine est de 860 US dollars. Quant à l'OMC, elle considère ses pays membres dont le PNB par habitant est moins élevé que 1000 US dollars comme pays en développement. Il ne fait donc pas de doute que la Chine appartient à cette catégorie.

Deuxièmement, ne se référer qu'à la situation commerciale et à la vitesse du développement économique pour dénier à la Chine son statut de pays en développement, c'est vouloir faire passer la partie pour le tout et trahir la réalité chinoise. En fait, d'un point de vue global, non seulement la Chine est un pays en développement, mais elle est aussi un pays qui rencontre plus de difficultés que les autres pays de cette catégorie. En raison de sa population nombreuse et de ses maigres ressources, elle est en proie à davantage de complications dans son processus de développement. (1) La population chinoise est nombreuse et la pression sur l'emploi est forte. La population de la Chine approche 1,3 milliards et croît de plus de 10 millions par année. A l'aide de l'augmentation du revenu national, il faut d'une part garantir les besoins d'existence de la population supplémentaire, et d'autre part améliorer de manière appropriée la vie de la population en général, sans compter encore la nécessité de pourvoir à l'accroissement des réserves, ainsi qu'à l'intensification de la capacité soutenue de la mise en valeur de l'économie. (2) Le niveau de l'éducation est bas et le niveau de la population guère élevé. Le taux de scolarisation du secondaire de 44% est plus bas que la moyenne mondiale. Quant au niveau universitaire, le taux n'est environ que de 2%, ce qui est nettement inférieur à la moyenne des pays en développement. (3) A l'heure actuelle, plusieurs dizaines de millions de gens vivent sous le seuil de pauvreté en Chine. (4) La structure économique à deux vitesses ne s'est toujours pas modifiée: les différences des niveaux de développement entre ville et campagne sont relativement élevées; le degré de développement du niveau de vie, de la culture, de l'économie etc., entre les différentes régions est fortement déséquilibré. (5) Sur l'aspect commercial, la Chine est un pays en développement de basse catégorie: environ la moitié de ses exportations sont concentrées dans le pétrole et les produits textiles. La structure des exportations est ainsi relativement primitive: la majorité écrasante est du ressort du commerce de transformation et des produits à forte densité de main-d'œuvre.

2. La Chine peut assumer des devoirs adaptés à son niveau de développement économique

2.1. La Chine détient déjà les conditions d'une ouverture tous azimuts

Lors de ces 20 dernières années de réformes et d'ouverture, la Chine a passé par une profonde transformation historique. Les réformes et l'ouverture ont vigoureusement contribué au développement soutenu et rapide de son économie, elles ont promu l'élévation générale du niveau de vie du peuple chinois. La réforme du régime politique a de même activement et sûrement été favorisée. Sur les aspects du système économique, de la structure sociale, du modèle industriel et même de la conception de la valeur des hommes, la société chinoise a assisté et assiste encore à toute une série de profonds changements. Elle est désormais entrée dans une période à renversements complets. Premièrement, le changement d'un système économique planifié fortement centralisé à un système d'économie de marché se réalise; deuxièmement, le passage d'une société agricole à une société industrielle est en cours; troisièmement, la transformation d'un mode de vie où compte le fait d'être chaudement vêtu et bien

nourri à un mode de vie basé sur l'aisance relative se produit; quatrièmement, on évolue d'une société dirigée par des hommes à une société dirigée par la loi; cinquièmement, le système des valeurs se dirige vers une direction de réalisme et de pluralisme; et sixièmement, le passage d'une société fermée, mi-fermée, à une société s'ouvrant sur tout s'opère. Les changements de la société chinoise rendent à la Chine ancienne un rayonnement d'une vitalité et d'une vigueur sans précédent, permettent au degré de socialisation de la société de s'élever encore, améliorent la répartition des ressources sociales, tournent davantage la Chine vers le monde, et lui offrent la possibilité de participer au grand cercle économique international ainsi que de devenir une partie indivisible du système économique mondiale.

2.2. La Chine est désormais le grand pays en développement possédant le plus de potentiel

Durant ces 20 années de réformes et d'ouverture, le taux de croissance économique annuel chinois a occupé la première place mondiale. Parallèlement à ce rythme élevé de croissance, l'échelle de l'économie chinoise n'a cessé de s'élargir pour faire de ce pays une puissance économique parmi les pays en développement. En 1997, le PNB était de 1055 milliards 400 millions de US dollars, soit le septième plus important au monde. La production de produits industriels et agricoles occupe les premiers rangs mondiaux, le volume du commerce place la Chine au dixième rang mondial, et les réserves de devises la place en seconde position derrière le Japon. Tous ces éléments combinés raffermissent considérablement la compétitivité internationale ainsi que la force d'ensemble de la Chine. Son rôle et son influence dans le système économique international n'ont pas cessé de croître. En 2010, la Chine sera en vue du niveau des pays développés de classe moyenne.

3. En prenant les accords de l'Acte final du Cycle d'Uruguay comme référence, accepter des obligations adaptées au niveau de son développement économique

Si la Chine prend part à l'OMC, elle le fera forcément en prenant comme référence les accords et traités commerciaux conclus lors du Cycle des négociations d'Uruguay. En conséquence, bien entendu, la Chine refuse d'accepter des obligations exorbitantes que son interlocuteur de négociations mené par les Etats-Unis fixe. Dans le cadre de l'Acte final du Cycle d'Uruguay, la Chine va réfléchir sur les énormes résultats des réformes et de l'ouverture économiques, ainsi que sur la croissance de sa puissance économique et de sa capacité concurrentielle. Elle va adopter une attitude souple et réaliste, et assumer des obligations équivalentes à son niveau de développement économique.

11.3. Annexe 3: Tableau des impacts industriels prévus

Conséquences de l'adhésion à l'OMC sur les secteurs industriels chinois[173]

	Variations en %*				Part des secteurs**	
	Production	Emploi	Import	Export	Production	Emploi total
Gagnants						
Vêtements	+74	+52	+124	+214	2,2	0,7
Textile	+25	+24	+86	+64	4,7	1,7
Cuirs	+6	+8	+124	+7	1,4	0,4
Elevage	+6	+5	+77	+13	4,0	2,9
Produits alimentaires	+5	+6	+16	+32	4,3	0,8
Produits chimiques	+4	+4	+27	+14	7,6	2,0
Perdants						
Véhicules	-15	-15	+105	-8	1,7	0,5
Coton	-13	-23	+426	+209	0,3	3,1
Blé	-9	-14	+206	+73	0,6	5,3
Huiles	-6	-8	+260	+127	1,1	0,2
Electronique	-5	-3	+5	-5	2,9	0,5
Pétrole raffiné	-4	-3	+35	-7	1,5	0,2
Machines électriques	-3	-2	+12	-5	2,8	0,8
Machines	-3	-2	+10	-4	5,1	1,9

* En % du niveau atteint en 2005 dans un scénario de non-accession.

**En 2005, dans le scénario de non-accession (en %).

Les secteurs retenus sont ceux où le gain (perte) relatif de production est supérieur à 3% et dont le poids dans la production ou l'emploi est supérieur à 1%.

[173] Ce tableau provient de: Development Research Center, *The Global and Domestic Impact of China Joining the World Trade Organization,* décembre 1998. Il a été repris par Françoise Lemoine, dans: "Pourquoi la Chine veut-elle adhérer à l'OMC?".

11.4. Annexe 4: Les textes sources